

**CAHIER EXPLICATIF
DES CRÉDITS
2016-2017**

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION,
DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

CAHIER EXPLICATIF

TABLE DES MATIÈRES

CRÉDITS 2016-2017

FICHES EXPLICATIVES

- | | |
|---|--|
| 1 | En bref |
| 2 | Crédits 2016-2017 |
| 3 | Définition des programmes |
| 4 | Objectifs généraux et modes d'intervention par secteur |

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- | | |
|---|---|
| 1 | Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2015-2016 : RG1 <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. |
| 2 | Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : RG2 <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants. |
| 3 | Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : RG3 <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse. |
| 4 | Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, RG4 |

congrès, conférences, etc.):

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement

5	La liste des dépenses en formation de communication :	RG5
----------	---	------------

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6	La liste des dépenses en formation de communication :	RG6
----------	---	------------

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:	RG7
----------	---	------------

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont	RG8
----------	--	------------

fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

-
- 9** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : **RG9**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation

-
- 10** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : **RG10**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

-
- 11** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016: **RG11**

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle

-
- 12** Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise du ministère, indiquer : **RG12**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initial prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;

- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

13 Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : **RG13**

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14 Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : **RG14**

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) le nom des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées.
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de réalisation.

15 a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus. **RG15**

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et

ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des

Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

-
- 16** a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. **RG16**
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
-

- 17** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : **RG17**
- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;

- g) le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

RG18

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

RG19

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

20 Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

RG20

- a) le nom de l'organisme ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

RG21

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

RG22

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

-
- 23** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévision pour 2016-2017;
 - c) par catégorie d'âge.
-
- 24** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-
- 25** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service.
-
- 26** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
-
- 27** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
-
- 28** Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
-
- 29** Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
-
- 30** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2016-2017 :
-

	a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.	
31	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :	RG31
	a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. e) L'objet f) Les dates	
32	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	RG32
33	La liste des ententes et leur nature, signées depuis 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	RG33
34	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.	RG34
35	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.	RG35
36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.	RG36
37	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	RG37
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	RG38
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	RG39

40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	RG40
40	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	RG40
42	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés; c) boni ou prime relié au déplacement de la fonction.	RG42
43	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	RG43
44	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	RG44
45	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	RG45
46	Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	RG46
47	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	RG47
48	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Nord en 2015-2016 et prévision pour 2015-2016.	RG48
49	Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.	RG49
50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	RG50
51	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017	RG51
52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	RG52
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	RG53
54	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord	RG54

-
- 55** Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui font l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats publics*. **RG55**
- Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.
- Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :
- a) le nombre d'autorisation;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - d) le montant accordé;
 - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
 - f) les motifs de la demande;
 - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
-
- 56** Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : **RG56**
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-
- 57** a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. **RG57**
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
-
- 58** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme. **RG58**
-
- 59** Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : **RG59**
- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
 - b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2016-2017.

60 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable. **RG60**

61 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

1	Indiquez la somme dépensée en 2015-2016 (et prévisions pour 2016-2017) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	RP1
2	Nombre de demandes d'immigration traitées (immigration permanente et immigration temporaire) et nombre de certificats (certificat de sélection du Québec - CSQ ou certificats d'acceptation du Québec - CAQ) émis, pour chacun des programmes d'immigration au cours de l'année civile 2015 et pour les trois années précédentes. Fournir les cibles de sélection pour l'année 2016.	RP2
3	Les délais de traitement des demandes de certificats de sélection pour la catégorie des travailleurs qualifiés, par territoire couvert par les Bureaux d'immigration du Québec (BIQ) ou le Service d'immigration au Québec pour les années civiles 2012, 2013, 2014 et 2015.	RP3
4	Les délais de traitement des demandes de CAQ pour la catégorie des étudiants étrangers, pour l'année civile 2015 et pour les trois années précédentes.	RP4
5	Le nombre d'entrevues de sélection pour l'émission de CSQ dans la catégorie économique réalisées pour les années civiles 2012, 2013, 2014, 2015. Fournir une ventilation par pays et par programme d'immigration, ainsi que le nombre de sélections sur dossier pour l'émission de CSQ, ventilation par pays et par programme d'immigration pour 2012, 2013, 2013, 2014 et 2015.	RP5
6	Ventilation détaillée des dépenses pour 2014-2015 et 2015-2016, et prévisions pour 2016-2017 pour chaque BIQ à l'étranger. Effectif par catégorie, traitement annuel (inclure les primes et bonis) du directeur ou de la directrice du BIQ ou du chef du bureau et du personnel cadre, pour chaque BIQ.	RP6
7	Liste des nominations ou nouvelles affectations pour chaque BIQ à l'étranger en 2014-2015 et en 2015-2016, en indiquant pour chacune : a. le nom de la personne; b. la date de l'entrée en fonction; c. les fonctions antérieures; d. la durée de contrat ou de l'engagement s'il y a lieu; e. le titre de la fonction.	RP7
8	Le nombre de demandes de révision administrative de dossiers d'immigration, le nombre de révisions acceptées et le nombre de révisions refusées en 2011, en 2012, en 2013 et en 2014.	RP8
9	Concernant l'encadrement des consultants : la liste des consultants reconnus par le MIDI au titre de son règlement, le nombre de personnes ayant passé l'examen sur les règles québécoises en matière d'immigration et le taux de succès à cet examen en 2013-2014 et en 2014-2015.	RP9
10	Copie des contrats accordés pour la réalisation d'activités de prospection et de promotion de l'immigration à l'étranger en 2013-2014 et 2014-2015 (pour tous les programmes d'immigration). Ventilation des crédits alloués en 2014-2015 et en 2015-2016, et prévisions pour 2016-2017, par pays, pour les activités de prospection et de promotion de l'immigration. Copie des notes, des analyses et de tout le matériel relatif produit par ou pour le MIDI en 2015-2016 concernant les activités de promotion et de prospection de l'immigration.	RP10
11	Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au Programme « Immigrants investisseurs » pour les trois dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour 2012, 2013, 2014 et 2015, et prévision pour 2016. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec, en 2012, en 2013, en 2014 et en 2015. Indiquer le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement. Indiquer le montant qui est disponible au titre de la	RP11

	promotion du Programme investisseurs, au 1 ^{er} avril 2015.	
12	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.	RP12
13	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.	RP13
14	Nombre de nouveaux arrivants, pour les années 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 qui ont participé à des d'accueil et d'intégration offerts par les organismes financés par le programme Réussir l'intégration.	RP14
15	Liste des ententes avec tous les organismes, à l'étranger, pour offrir un programme de francisation; ventilation des dépenses engendrées par ce programme et crédits alloués en 2014-2015 et en 2015-2016. Fournir les prévisions pour 2016-2017.	RP15
16	Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement, depuis 2010-2011, en indiquant le pays de naissance, le type d'immigrant et leur occupation au Québec.	RP16
17	Liste des programmes en vigueur en 2015-2016 sous la responsabilité du secteur Participation et Inclusion. Pour chacun de ces programmes, notamment pour les suivants : Réussir l'intégration, Mobilisation-Diversité, Soutien à la mission, Accès aux ordres professionnels et Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI), indiquer : a. Crédits accordés en 2014-2015 et en 2015-2016; b. Prévisions pour 2016-2017; c. Nombre de personnes rejointes; d. Frais d'administration pour chaque programme e. Mesures de reddition de comptes et de contrôle de qualité (nombre de visites, rapports, sondages, etc.) et améliorations apportées à la suite de l'analyse des mesures.	RP17
18	Ventilation détaillée des dépenses effectuées par type de cours de francisation en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016; fournir les prévisions pour 2016-2017. Nombre de classes par session (temps complet et temps partiel) et nombre de participants uniques, incluant pour le service de francisation en ligne en autoformation et avec tuteur, pour chacune de ces années.	RP18
19	Copie des ententes signées entre 2009-2010 et 2015-2016 avec Investissement Québec ainsi qu'avec d'autres associations, organismes ou institutions au Québec, incluant Québec International et Montréal International.	RP19
20	Copie des ententes pour favoriser l'intégration et la francisation des immigrants, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, avec les ministères sectoriels suivants : Santé et Services sociaux, Travail, Emploi et Solidarité sociale et Éducation et Loisir, Enseignement supérieur et Recherche. Bilan et réalisations pour chacune de ces ententes.	RP20
21	Ventilation, par entente et par programme conjoint, des sommes transférées par le MIDI à chacun des autres ministères et organismes pour chaque année depuis 2009-2010. Fournir les prévisions pour 2016-2017.	RP21
22	Ventilation détaillée de l'effectif du ministère pour le suivi des ententes de service d'accueil et d'intégration et pour la formation linguistique en 2015-2016 et pour les quatre années précédentes, avec le lieu de travail habituel de chaque employé.	RP22
23	Nombre d'immigrants par classe de francisation et nombre total de classes de francisation par année, depuis 2009-2010. Fournir les prévisions pour 2016-2017.	RP23
24	Délais moyens d'attente pour être admis à des cours de francisation et pour commencer un cours de français, temps complet et temps partiel, en 2014-2015 et en 2015-2016 : a. Par centre régional; b. Pour tout le Québec	RP24
25	Nombre d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au cours de francisation en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015 et en	RP25

	2015-2016.	
26	Nombre d'entreprises qui ont utilisé le crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016. Montant total de la dépense fiscale. Fournir les prévisions pour 2016-2017.	RP26
27	Nombre de partenaires à l'étranger du MIDI offrant des cours de français en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.	RP27
28	Résultats de l'enquête pour connaître les besoins spécifiques des clientèles immigrantes qui utilisent peu les services de francisation.	RP28
29	Liste de l'offre de service du MIDI pour des cours de français de niveau avancé pour les personnes immigrantes. Crédits alloués pour ces cours.	RP29
30	Liste des actions visant la promotion active des cours de français et de leur importance pour une intégration réussie.	RP30
31	État de réalisation ou d'avancement des mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration des immigrants. Ventilation détaillée des dépenses effectuées pour chacune des mesures en 2014-2015 et en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	RP31
32	Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région et montants ventilés par mesures pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	RP32
33	Nombre d'immigrants, ventilé par la provenance et la profession, depuis 2009. Indiquer en pourcentage de l'ensemble des immigrants admis.	RP33
34	Ventilation du nombre de réfugiés sélectionnés à l'étranger par pays, par langue d'origine, en 2011, en 2012, en 2013, en 2014 et en 2015 fournir les prévisions pour 2016.	RP34
35	Temps d'attente moyen pour chaque réfugié selon la provenance et le nombre total de réfugiés en 2011, en 2012, en 2013, en 2014 et 2015 fournir les prévisions pour 2016-2017.	RP35
36	Coût de la mise en place et du maintien du registre concernant les consultants en immigration pour 2014-2015 et 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.	RP36
37	Suivi détaillé des travaux du MIDI en 2014-2015 et en 2016-2017 pour la reconnaissance des compétences acquises à l'étranger par les personnes immigrantes.	RP37
38	Le nombre de délivrances d'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec en 2011-2012, en 2012-2013, en 2013-2014, en 2014-2015 et en 2015-2016.	RP38
39	Bilan des travaux réalisés en marge de l'entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles : liste des programmes reconnus, des ententes signées et des ententes en négociation.	RP39
40	Copie des ententes signées en 2015-2016 dans le cadre du programme de francisation des milieux de travail. Copie du rapport final et des évaluations des programmes, incluant les recommandations.	RP40
41	Détails et état de l'implantation du programme de soutien à la promotion des programmes gouvernementaux.	RP41
42	Concernant le programme de l'expérience québécoise visant à faciliter l'accès à la résidence permanente aux travailleurs temporaires spécialisés et aux étudiants étrangers diplômés présents au Québec : nombre de CSQ émis grâce à ce programme ventilé selon le volet étudiant étranger et travailleur temporaire par année civile depuis sa création et le nombre de demandes refusées, liste des actions entreprises en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017, ventilation des crédits alloués en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	RP42
43	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : liste des actions entreprises en 2015-2016 et le nombre de personnes qui ont obtenu en 2015-2016 un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet.	RP43
44	Liste des actions entreprises pour faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions et métiers réglementés en 2015-2016 et	RP44

	prévisions pour 2016-2017. Ventilation des crédits alloués en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	
45	Le nombre de recherches et d'enquêtes réalisées par le Ministère, le nombre d'infractions relevées et le nombre de poursuites engagées entre 2011-2012 et 2015-2016.	RP45
46	Depuis 2007-2008, la ventilation, par année, du nombre de personnes ayant obtenu un CSQ, au titre du Programme Investisseurs, à la suite d'une décision favorable obtenue en révision de demande administrative, après qu'on leur ait refusé dans un premier temps.	RP46
47	Copie de toutes les parties accessibles au public des mémoires portant sur la gestion du Programme immigrants investisseurs depuis 2009-2010.	RP47
48	Liste de toutes les rencontres (table ronde, comité, etc.) effectuées dans le cadre de la consultation pour la rédaction du document « Vers une nouvelle politique en matière d'immigration », préciser : a. les organismes et experts rencontrés; b. les dates; c. les ordres du jour; d. les documents utilisés; e. les procès-verbaux; f. la ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère; g. les coûts engagés par ces rencontres.	RP48
49	Au sujet du Comité interministériel sur la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger, fournir toutes les dates de rencontres, les noms des personnes présentes par ministère, les rapports préliminaires et les résultats du comité. Fournir un échéancier pour le dépôt du rapport et des recommandations.	RP49
50	Le taux de participation aux « Journées Québec » et indiquer, pour chacune : a. le coût; b. le nom de tous les fonctionnaires présents et leur fonction; c. le nom des employés participants; d. le nombre de candidats rencontrés; e. le nombre d'immigrants temporaires ou permanents ayant reçu éventuellement un CAQ ou un CSQ grâce à l'activité; et qui ont été admis au Québec; f. le nombre de demandes d'immigration temporaire ou permanente découlant de l'activité; g. les organismes accompagnateurs; h. les pays visités.	RP50
51	Depuis 2010, le taux de chômage des immigrants, par région et selon la durée de résidence.	RP51
52	Montants récupérés lors de la fermeture des bureaux régionaux. Indiquer le nombre de pertes d'emplois.	RP52
53	Au sujet de l'Opération réfugiés syriens, fournir les montants supplémentaires que le MIDI et les autres ministères et organismes ont réinvestis en 2015-2016 et les montants prévus en 2016-2017.	RP53
54	Nombre de réfugiés syriens accueillis en 2015-2016 et le nombre prévus en 2016-2017.	RP54
55	Nombre de réfugiés parrainés par le privé accueillis en 2015-2016, par pays d'origine et par ville de destination.	RP55
56	Nombre de réfugiés parrainés par l'État accueillis en 2015-2016, par pays d'origine et par ville de destination.	RP56
57	Villes du Québec où se sont installés les réfugiés Syriens et le nombre de réfugiés par ville pour 2015-2016.	RP57
58	Au sujet de la mise en oeuvre de la nouvelle Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 Ensemble, nous sommes le Québec, ventilation des 300 000\$ prévus dans les crédits 2016-2017.	RP58
59	Montants investis par année et montant total concernant le portail informatique Mon projet Québec depuis son approbation jusqu'à ce jour. Nom des firmes de consultants ayant eu des contrats, s'il y a lieu, et copies des contrats.	RP59

60	État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.	RP60
61	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer: a) Les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b) Le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c) Les noms des membres du comité; d) Les comptes rendus des réunions.	RP61
62	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. a. Indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b. Indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c. Faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	RP62

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE
D'OPPOSITION**

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

- | | | |
|----------|---|-------------|
| 1 | Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2015-2016, indiquer :
a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. | RP63 |
| 2 | Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :
a) le lieu;
b) le coût;
c) la ou les dates de participation;
d) le nombre de participants;
e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
f) le nom de la formation ou de l'activité. | RP64 |
| 3 | Sommes dépensées en 2015-2016 (et prévisions pour 2015-2016) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). | RP65 |
| 4 | Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :
a) son mandat;
b) la liste des membres;
c) le budget dépensé;
d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
e) les résultats atteints. | RP66 |
| 5 | Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2015-2016 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. | RP67 |
| 6 | Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2015-2016. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015 et 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. | RP68 |
| 7 | Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser. | RP69 |
| 8 | Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2015-2016 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception. | RP70 |
| 9 | Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste | RP71 |

	des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	
10	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2015-2016.	RP72
11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.	RP73
12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2015-2016 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.	RP74
13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2015-2016 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	RP75
14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2015-2016 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le total des sommes investies en veille médiatique, ventilé par poste de dépenses (revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin, ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	RP76
15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).	RP77
16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2015-2016, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2016-2017.	RP78
17	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Gestion de la diversité et de l'intégration sociale depuis 2010.	RP79
18	Bilan de la fermeture des 7 bureaux régionaux pour les années 2014 et 2015 : coûts, économies (prévues pour 2016), relocalisation d'employés (nombre de mises à pied des employés temporaires, lieu et fonction de réaffectations des employés), transactions immobilières, ventes ou entreposage de fourniture de bureau (coûts), etc.	RP80
19	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de chacun des Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger depuis 2010.	RP81
20	Liste des locaux loués par les différents Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger incluant le coût de chaque local et l'emplacement.	RP82

21	Pour chacune des années depuis 2010, le recensement (nombre, pays) et le coût des missions de sélection.	RP83
22	Liste de toutes les activités, formations, colloques ou conférences auxquels les employés (employés locaux et fonctionnaires) des différents Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger ont pris part de 2013 à 2015. Détail des coûts rattachés à ces événements.	RP84
23	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction de l'Immigration économique - International depuis 2010.	RP85
24	Pour les années 2013, 2014 et 2015, veuillez fournir les informations suivantes : a) le nombre d'immigrants de 17 ans et plus, selon la catégorie d'immigration, ayant déclaré connaître le français à leur arrivée, ainsi que leur niveau de connaissance du français (selon l'échelle québécoise des niveaux de compétence); b) parmi ceux-ci, le nombre s'étant inscrit à des cours de francisation en ligne avant leur arrivée; c) parmi ceux-ci, le nombre s'étant inscrit et le nombre ayant complété un cours de francisation dans la première année, la deuxième, la troisième, la quatrième ou la cinquième. d) le nombre d'immigrants de 16 ans et moins, selon la catégorie d'immigration et par tranche d'âge, ayant déclaré connaître le français à leur arrivée, ainsi que leur niveau de connaissance du français (selon l'échelle québécoise des niveaux de compétence).	RP86
25	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation depuis 2007-2008.	RP87
26	Nombre de dossiers d'immigrants traités pour les années 2010 à 2015 par des avocats comparativement à consultants en immigration et le taux de succès de chacun des dossiers (obtention du certificat) pour chacun d'eux, selon la catégorie d'immigrant.	RP88
27	Taux de rétention des immigrants admis au Québec, par catégories. Fournir les chiffres pour chaque année depuis 2005. Ventilation par région.	RP89
28	Taux de rétention pour les immigrants économiques, ventilés selon les sous-catégories suivantes : a) Immigrants investisseurs b) Immigrants entrepreneurs c) Immigrants travailleurs d) Et autres catégories, le cas échéant. Fournir les chiffres pour chaque année depuis 2005. Ventilation par région.	RP90
29	Pourcentage d'immigrants qui étaient sans emploi au 31 mars 2016.	RP91
30	Pour chacun des Services d'immigration du Québec à l'étranger et pour chacun des pays desservis par ces services, indiquer pour les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : a) le nombre de demandes d'immigration par pays d'origine ; b) le nombre de certificats d'autorisation émis par pays ; c) la catégorie d'immigration ; d) la langue maternelle et les langues parlées par les immigrants admis au Québec ; e) le nombre d'immigrants reçus en indiquant leur statut ; f) le total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une demande d'immigration et une demande de résidence permanente.	RP92
31	Pour chacun des services d'immigration du Québec à l'étranger, indiquer les effectifs pour le recrutement et la sélection des immigrants, à la fin de l'exercice 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 et prévisions des variations du nombre d'effectifs pour 2016-2017.	RP93
32	Liste détaillée des sommes versées aux organismes communautaires d'accueil et d'intégration en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 par organisme, par programme et par région. Inclure un résumé des projets financés.	RP94
33	Liste des actions entreprises en 2014-2015 et 2015-2016 afin de	RP95

	promouvoir l'intégration des immigrants en région.	
34	Liste des actions entreprises afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région.	RP96
35	Délais d'attente pour des cours de francisation durant les trois dernières années : a) par centre de formation ; b) pour tout le Québec.	RP97
36	Nombre de cours (séances et heures) de francisation donnés en 2014-2015 et 2015-2016 par des enseignants (leur nombre) du ministère ou embauchés par le ministère, et prévisions pour 2016-2017.	RP98
37	Nombre et pourcentage d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au processus de francisation. Ventiler par année et par pays de provenance depuis 1995	RP99
38	Pour 2010 à 2015, le niveau de connaissance linguistique (compréhension et de production orale et écrite) de chaque travailleur qualifié ayant soumis une attestation de résultats de tests d'évaluation ou des diplômes reconnus par le Ministère afin obtenir des points à la grille de sélection pour leur connaissance du français.	RP100
39	Nombre et pourcentage d'immigrants ne parlant pas français et ne s'inscrivant pas au processus de francisation. Ventiler par année et par pays de provenance depuis 1995.	RP101
40	Nombre et pourcentage, par catégorie d'immigration, des immigrants qui déclarent ne pas connaître le français au moment de leur arrivée.	RP102
41	Taux de décrochage des cours de francisation au cours des trois dernières années : a) par centre de formation ; b) pour tout le Québec.	RP103
42	Détail de l'avancement des travaux entre le MIDI et les établissements d'enseignement postsecondaire des régions pour la promotion et le recrutement des étudiants étrangers depuis 2003.	RP104
43	Ventilation annuelle, par secteur d'activité économique, des investissements au programme « immigrants investisseurs » pour les cinq dernières années. Nombre de certificats de sélection émis par le Québec pour les gens d'affaires pour les cinq dernières années et prévisions pour 2015-2016. Ventilation par pays d'origine des immigrants investisseurs admis au Québec en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Indiquer également le montant d'argent qui est actuellement en attente de placement.	RP105
44	Le nombre de requérants principaux pour chacune des catégories d'immigration, incluant les immigrants investisseurs.	RP106
45	Pour les années 2008 à aujourd'hui, les revenus découlant des droits exigibles relatifs aux demandes de certificat de sélection pour chacune des catégories d'immigration.	RP107
46	Tout rapport, analyse ou note établissant l'opportunité de hausser de 10 000 \$ à 15 000 \$ les droits exigibles aux immigrants investisseurs en 2015-2016 (inclure les nouveaux revenus pour 2015-2016 et la mission à laquelle ils sont dédiés).	RP108
47	Ventilation des dépenses et description des projets du Fonds d'initiatives régionales en immigration depuis 2003. Nombre de demandes acceptées et refusées. Plan d'action et prévisions pour 2016-2017.	RP109
48	Taux de chômage et d'emploi des immigrants lors des 5 dernières années.	RP110
49	Délais moyens et par région/pays entre la date de dépôt de la demande et la date de l'entrevue de sélection à l'étranger pour les travailleurs qualifiés.	RP111
50	Sommes versées en vertu de l'accord Canada-Québec par le gouvernement fédéral pour le programme « Immigration, intégration et communautés culturelles » pour les 5 dernières années.	RP112
51	Transferts des sommes obtenues dans le cadre de l'accord Canada-Québec par le gouvernement fédéral pour le programme « Immigration, intégration et communautés culturelles », à chacun des ministères et organismes du Québec.	RP113
52	La liste des programmes de francisation et intégration, dont tous les	RP114

	ministères et organismes du Québec bénéficiaires d'un transfert sont responsables, et la dépense relative (projets spécifiques détaillés) à chacun de ces programmes en fonction des montants transférés.	
53	Copie des échanges et des correspondances depuis le 7 avril 2014 entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et le ministre fédéral de l'Immigration sur le Programme des travailleurs étrangers temporaires.	RP115
54	Copie des échanges et des correspondances depuis le décembre 2014 entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et le ministre de l'Éducation au sujet du projet de règlement 629-2014 modifiant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers, spécifiquement quant à la reconnaissance des écoles de pilotage à titre d'établissement d'enseignement reconnu.	RP116
55	Délai moyen en nombre de jours ouvrables au Québec lors des 5 dernières années pour l'accès à un cours de francisation.	RP117
56	Dépense totale pour le cours Objectif intégration et par participant pour 2014-2015, 2015-2016 et les projections pour 2016-2017. Fournir également tout rapport, analyse ou note établissant l'opportunité de réduire, le 1er juillet 2015, de 25 % le nombre de séances offertes pour ce cours.	RP118
57	Nombre de nouveaux immigrants qui ont été sensibilisés aux valeurs communes de la société québécoise lors des 5 dernières années, notamment par l'entremise du cours Objectif intégration	RP119
58	Nombre de nouveaux immigrants qui lors des 5 dernières années ont; a) participé à une rencontre individuelle du programme « Premières démarches d'installation » b) participé à une séance de groupe du programme « Premières démarches d'installation » c) participé à la session « Objectif Intégration » d) participé au « Service d'intégration en ligne »	RP120
59	Taux de participation des personnes immigrantes admises au Québec de 2010 à 2015. a) ayant déclaré ne pas connaître le français b) ayant participé à un cours de français du gouvernement durant les deux premières années de leur admission.	RP121
60	Bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble	RP122
61	Le plan complet (historique, contrats, budget et dépenses, échéancier, extras, reports, ressources et heures consacrées, etc.) et bilan de mise en œuvre du portail « Mon projet Québec », et plan d'action pour remédier à l'engorgement (explication détaillée du report à juin 2016 de l'accès aux services en ligne) et à l'atteinte à la réputation du Québec à l'échelle internationale.	RP123
62	Tout rapport, analyse ou note établissant l'opportunité de réformer le programme des immigrants investisseurs et contenant des pistes de solutions visant notamment à accroître leur rétention au Québec.	RP124

Fiche explicative

1. EN BREF

Le budget de dépenses 2016-2017 du portefeuille « Immigration, Diversité et Inclusion » totalise 291,9 M\$. Ce montant comprend une provision de 165,7 M\$ pour les sommes réservées aux autres ministères du gouvernement qui offrent des services d'accueil, de francisation et d'intégration aux personnes immigrantes, soit les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de la Santé et des Services sociaux.

Le budget attribué au Ministère vise à poursuivre les priorités ministérielles et gouvernementales définies par les orientations du plan stratégique. Ces priorités visent une amélioration de la performance du système d'immigration, une immigration en réponse aux besoins du Québec et qui contribue à la vitalité du français, une approche interculturelle favorisant la pleine participation des personnes de toutes origines au développement du Québec et une organisation efficiente capable de se renouveler pour mieux servir la clientèle.

Promouvoir l'immigration, favoriser la diversité et renforcer l'inclusion des personnes immigrantes constituent des priorités gouvernementales.

Fiche explicative

2. CRÉDITS 2016-2017

PORTEFEUILLE « IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION »

2016-2017				2015-2016	%
Programme	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d’investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	
1. Immigration, Diversité et Inclusion	291 866,6	2 551,7	10 386,0	299 700,9	293 210,4
	291 866,6	2 551,7	10 386,0	299 700,9	293 210,4
Moins : Crédits permanents				9,6	9,6
Crédits à voter				299 691,3	293 200,8

VENTILATION PAR SUPERCATÉGORIES DU PORTEFEUILLE

Budget de dépenses	2016-2017 (000 \$)	2015-2016 (000 \$)	%
Rémunération	49 347,8	50 835,3	
Fonctionnement	199 844,6	193 639,6	
Transfert	42 674,2	39 409,2	
Total	291 866,6	283 884,1	2,8

Budget d’investissements	2016-2017 (000 \$)	2015-2016 (000 \$)	%
Immobilisations tangibles	300,0	300,0	
Immobilisations en ressources informationnelles	10 000,0	11 492,0	
Prêts, placements, avances et autres	86,0	86,0	
TOTAL	10 386,0	11 878,0	-12,6

Fiche explicative

PROGRAMME 1 : IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

2016-2017					2015-2016	%
Éléments	Budget de dépenses	Moins : Dépenses ne nécessitant pas de crédit	Plus : Budget d'investissements	Crédits	Crédits	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	
1 Immigration	4 678,7	-	-	4 678,7	4 756,8	-1,6
2 Participation et Inclusion	109 575,5	-	-	109 575,5	100 053,6	9,5
3 Direction, information et services centralisés	11 862,9	2 551,7	10 386,0	19 697,2	22 650,5	-13,0
Sous-total	126 117,1	2 551,7	10 386,0	133 951,4	127 460,9	5,1
4 Provision pour augmenter, avec l’approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d’activités soutenant l’intégration et la francisation des immigrants	165 749,5	-	-	165 749,5	165 749,5	
Total Programme 1	291 866,6	2 551,7	10 386,0	299 700,9	293 210,4	2,2
Moins :						
Crédits permanents				9,6	9,6	
Crédits à voter				299 691,3	293 200,8	2,2

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments				2016-2017	2015-2016	%
	1	2	3	4	(000 \$)	(000 \$)	
Rémunération	4 162,2	37 905,8	7 279,8	-	49 347,8	50 835,3	
Fonctionnement	516,5	29 243,0	4 335,6	165 749,5	199 844,6	193 639,6	
Transfert	-	42 426,7	247,5	-	42 674,2	39 409,2	
Total	4 678,7	109 575,5	11 862,9	165 749,5	291 866,6	283 884,1	2,8

Budget d'investissements					2016-2017	2015-2016	%
					(000 \$)	(000 \$)	
Immobilisations tangibles	-	300,0	-		300,0	300,0	
Immobilisations en ressources informationnelles		10 000,0			10 000,0	11 492,0	
Prêts, placements et avances	-	86,0	-		86,0	86,0	
TOTAL	-	10 386,0	-		10 386,0	11 878,0	-12,6

Fiche explicative

CRÉDIT AU NET

	2016-2017 (000 \$)	2015-2016 (000 \$)
Programme 1 – Immigration, Diversité et Inclusion		
Dépenses du programme (excluant amortissement et provision)	123 565,4	115 582,9
Moins : Revenus associés au crédit au net	4 500,0	4 500,0
Crédit au net	119 065,4	111 082,9

Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification de l’analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n’est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d’un montant équivalent aux revenus compris entre 4 500 000 \$ et 49 000 000 \$ et d’un montant équivalent à 50 % des revenus qui excèdent 49 000 000 \$.

CRÉDITS DE TRANSFERT

	2016-2017 (000 \$)	2015-2016 (000 \$)	%
Programme 1 – Immigration, Diversité et Inclusion			
Programme Accès aux ordres professionnels	1 850,0	800,0	
Programme d’aide financière pour l’intégration linguistique des immigrants	17 250,0	16 000,0	
Programme Mobilisation-Diversité	6 595,1	5 680,1	
Programme Réussir l’intégration	15 420,0	15 370,0	
Programme Soutien à la mission	1 311,6	1 311,6	
Autres crédits de transfert	247,5	247,5	
Total du portefeuille	42 674,2	39 409,2	8,3

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	2016-2017 (000 \$)	2015-2016 (000 \$)	%
Municipalités	1 195,1	980,1	
Organismes à but non lucratif	21 929,1	20 129,1	
Personnes	19 550,0	18 300,0	
Total du portefeuille	42 674,2	39 409,2	8,3

VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

	2016-2017 (000 \$)	2015-2016 (000 \$)	%
Support	42 674,2	39 409,2	
Total du portefeuille	42 674,2	39 409,2	8,3

Fiche explicative

3. DÉFINITION DES PROGRAMMES

Programme 1

Immigration, Diversité et Inclusion

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l’intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu’à favoriser une société ouverte à la diversité, au pluralisme, à l’inclusion et propice au rapprochement interculturel. Les activités de planification, de recherche, de même que les services administratifs et de soutien centralisés du Ministère sont également regroupés dans ce programme. Les éléments 1 à 3 de ce programme constituent l’ensemble des activités assumées par le ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion. L’élément 4 représente une provision pour la réalisation d’activités soutenant l’accueil, la francisation et l’intégration des immigrants effectuées par d’autres ministères.

(Ce programme représente 100 % du budget de dépenses du portefeuille « Immigration, Diversité et Inclusion ».)

Fiche explicative

4. OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET MODES D'INTERVENTION PAR SECTEUR

HAUTE DIRECTION***Secrétariat général***

- Appuyer stratégiquement le Cabinet, le BSM et les unités administratives ministérielles dans leurs activités en agissant comme leur interface;
- Contribuer à l'établissement de la vision, du positionnement et du processus décisionnel du Ministère, principalement en matière de relations interministérielles, intergouvernementales et internationales, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, d'éthique et d'égalité entre les femmes et les hommes.

Direction de l'audit interne, de l'évaluation de programme et des enquêtes

- Appuyer le sous-ministre dans l'exercice de ses responsabilités en lien avec la haute direction, les gestionnaires et le comité d'audit, lui procurer une assurance sur le degré de maîtrise des opérations au Ministère de façon à apporter une valeur ajoutée à l'organisation;
- Soutenir les autorités et éclairer la prise de décision ministérielle en réalisant des évaluations qui permettent de formuler des recommandations à l'égard de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience des programmes et services du Ministère.
- Assurer la réalisation des enquêtes liées aux infractions à la Loi sur l'immigration et ses règlements.

Direction des communications

- Assister et conseiller les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des unités administratives en matière d'affaires publiques, de stratégies de communication interne et externe et d'information à la clientèle, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de plans de communication, par la collaboration aux activités de promotion et d'information relevant des secteurs du Ministère, par la conception et la diffusion de publications, d'outils promotionnels et de placements publicitaires, par la coordination des réseaux intranet et Internet, par l'application de la politique linguistique.
- Veiller à la cohérence des messages et de l'image ministériels en soutenant et en conseillant les unités administratives dans l'atteinte de cet objectif.

Direction des affaires juridiques

- Rédiger des lois et règlements sous la responsabilité du Ministère, ainsi que réviser ou rédiger certains autres actes juridiques tels que les contrats, les ententes, les décrets ou les arrêtés ministériels;
- Conseiller le Ministère, verbalement ou par écrit, sur toute question de droit qui le concerne, que ce soit en droit de l'immigration, en droit administratif ou autres;
- Travailler de concert avec les juristes de la Direction du contentieux de Montréal ou de Québec lorsque ces derniers représentent le Ministère dans les litiges portés devant les tribunaux autres que le Tribunal administratif du Québec;
- Représenter le Ministère devant le Tribunal administratif du Québec.

Direction générale du programme de transformation

- Concevoir et réaliser les programmes de transformation et les processus cibles;
- Implanter et déployer les projets et les solutions TI;
- Assurer la gestion des risques dans les projets;
- Gérer les projets et le portefeuille de projets;
- Former les utilisateurs et assurer la gestion du changement.

Fiche explicative**SECTEUR IMMIGRATION**

- Informer, recruter et sélectionner les candidats à l'immigration temporaire et permanente en fonction des besoins démographiques et économiques de la société québécoise et de sa capacité d'accueil;
- Élaborer, réviser et soutenir la mise en œuvre des politiques et programmes d'immigration qui répondent aux besoins économique, démographique et linguistique du Québec;
- Faciliter et accélérer la sélection, à titre permanent, d'étudiants étrangers diplômés du Québec et de travailleurs temporaires spécialisés en emploi au Québec;
- Assurer la contribution de l'immigration au développement économique du Québec en encourageant et favorisant l'établissement au Québec des gens d'affaires;
- Faciliter la réunification familiale entre les résidents québécois et les membres de leur famille immédiate et s'assurer du respect des engagements pris à cet égard;
- Participer à l'effort de solidarité internationale à l'égard des réfugiés et autres personnes en situation particulière de détresse.
- Les modes d'intervention du secteur sont:
 - La mise en place d'un système d'assurance qualité et le développement de bases de connaissances permettant le traitement des demandes d'immigration permanentes, de travail temporaire, d'études, d'engagement, de validation d'emplois temporaires et d'offres d'emplois assurées
 - La délivrance des certificats de sélection, d'acceptation et d'évaluations comparatives des études effectuées à l'étranger.

SECTEUR PARTICIPATION ET INCLUSION

- Concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes qui visent la pleine participation des personnes immigrantes, en français, au développement du Québec;
- Favoriser la francisation et l'intégration économique, sociale et culturelle des personnes immigrantes et l'établissement de relations interculturelles harmonieuses, considérant qu'il s'agit de responsabilités partagées entre les personnes immigrantes et la société d'accueil, de même qu'affirmer les valeurs communes de la société québécoise auprès des personnes immigrantes;
- Les modes d'intervention du secteur sont :
 - Des services de francisation et d'intégration, en ligne et en présentiel, offerts dès l'étranger et au Québec. Par exemple : des cours de français à temps complet et à temps partiel, des cours spécialisés, des cours en milieu de travail, des allocations de soutien à la formation des personnes immigrantes et des outils d'apprentissage en ligne, le guide Apprendre le Québec, les séances sur les Premières démarches d'installation, les sessions Objectif Intégration et la collaboration à la mise à jour du guide électronique pour les personnes nouvellement arrivées de Services Québec;
 - Les programmes suivants : le Programme d'intégration linguistique pour les immigrants, le Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants, le Programme Mobilisation-Diversité, le Programme Réussir l'intégration, le Programme Soutien à la mission, le Programme Accès aux ordres professionnels.

SECTEUR ADMINISTRATION ET TRANSFORMATION

- Proposer des orientations, recommander des stratégies et élaborer des politiques, des cadres et des directives de manière à favoriser une utilisation optimale des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles allouées au Ministère;
- Définir les stratégies, les mesures et les moyens qui seront utilisés pour renforcer la gestion axée sur les résultats, notamment mettre en œuvre les éléments découlant de la Loi sur l'administration publique (plan stratégique, plan annuel de gestion des dépenses, rapport annuel de gestion, déclaration de services à la clientèle) ainsi que la gestion des risques;

Fiche explicative

- Concevoir l'architecture d'entreprise ministérielle et la feuille de route et développer les solutions d'affaires.
- Soutenir la réalisation de la transformation ministérielle des services, moderniser et exploiter les systèmes d'information et, assurer la récupération des bénéfices;
- Soutenir la planification, la prise de décision et la reddition de comptes avec les données, les études et la recherche fiables, pertinentes et actuelles;
- Réaliser la planification annuelle et pluriannuelle de l'immigration et son suivi;
- Proposer des orientations en matière de services à la clientèle en lien avec l'architecture d'entreprise ministérielle et les orientations de la transformation;
- Fournir à la clientèle les services directs de renseignements généraux et d'accueil à l'aéroport;
- S'assurer du bon fonctionnement du processus mis en place au Ministère en matière de gestion des plaintes;

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Lieu et date	BUT	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
Toronto, le 22 mai 2015	Accompagner la ministre à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des ministres de l'immigration.	Ministres FPT de l'immigration	922,24 \$	Lucie Latulippe, sous-ministre adjointe à l'immigration
Toronto, le 27 octobre 2015	Réunion FPT des sous-ministres adjoints de l'immigration	Sous-ministres adjoints FPT de l'immigration	832,30 \$	Lucie Latulippe, sous-ministre adjointe à l'immigration
Ottawa, le 1 ^{er} décembre 2015	Participation au "Forum sur l'accueil des réfugiés syriens au Canada" des ministres (FPT) de l'immigration.	Ministres FPT de l'immigration	249,30 \$	Lucie Latulippe, sous-ministre adjointe à l'immigration
Ottawa, du 26 au 28 novembre 2015	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral, les provinces et les territoires	721,24 \$	Josée Veilleux
Ottawa, du 12 au 13 décembre 2015	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral, les provinces et les territoires	384,96 \$	Josée Veilleux
Ottawa, du 13 au 18 décembre 2015	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral, les provinces et les territoires	1 199,87 \$	Vivian Moreno
Ottawa, 9 avril 2015	Participer à la rencontre du Comité mixte afin de discuter de différents sujets, notamment ceux portant sur le niveau d'immigration pour 2015 et l'Entrée Express.	8 directeurs et une analyste représentant l'IRCC, et ce, en présence de : ▪ Marie-Josée Lemay, directrice des politiques et programmes d'immigration ▪ Lyn Fleury, directrice générale des opérations ▪ Annie Bernard, coordonnatrice des relations intergouvernementales canadiennes et internationales	22,22\$	Fanny Marcoux, directrice de l'immigration économique – Québec

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Ottawa, du 9 avril 2015	Participer à la rencontre du Comité mixte afin de discuter de différents sujets, notamment ceux portant sur le niveau d'immigration pour 2015 et l'Entrée Express.	8 directeurs et une analyste représentant l'IRCC, et ce, en présence de : - Marie-Josée Lemay, directrice des politiques et programmes d'immigration. - Fanny Marcoux, directrice de l'immigration économique – Québec. - Annie Bernard, coordonnatrice des relations intergouvernementales canadiennes et internationales.	112,35 \$	Lyn Fleury, directrice générale des opérations
Ottawa 9 avril 2015	Participer à la rencontre du Comité mixte afin de discuter de différents sujets, notamment ceux portant sur le niveau d'immigration pour 2015 et l'Entrée Express.	8 directeurs et une analyste représentant l'IRCC, et ce, en présence de : - Lyn Fleury, directrice générale des opérations - Fanny Marcoux, directrice de l'immigration économique – Québec - Annie Bernard, coordonnatrice des relations canadiennes et internationales	33,50 \$	Marie-Josée Lemay, directrice des politiques et programmes d'immigration
Ottawa 3 juin 2015	Former des agents canadiens d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) sur le rôle et les responsabilités du Québec dans la sélection des réfugiés. Ces agents devaient être affectés à l'étranger dans des Bureaux canadiens des visas (BCV).	Plus de 20 agents canadiens d'IRCC en formation avant leur affectation à l'étranger	200,00 \$	Michel Guibert et Marie Richard
Ottawa, les 9 et 10 novembre 2015 (2 jours)	Rencontre annuelle du Groupe de travail fédéral-provincial/territorial sur la recherche et celui sur l'échange d'information	Groupe de travail fédéral-provincial/territorial	308,04 \$	Anne-Marie Fadel, directrice Direction de la planification, de la recherche et des statistiques (DPRS)
Ottawa, le 5 février 2016 (1 jour)	Rencontre technique avec les spécialistes d'Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) afin d'assurer la continuité et la conformité des données visant les personnes immigrantes admises au Québec, transmises par le gouvernement fédéral, pour le suivi du Plan d'immigration du Québec	5 spécialistes d'IRCC	47,20 \$	Dinu Miron, agent de recherche Direction de la planification, de la recherche et des statistiques (DPRS)

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Toronto, du 2 au 5 mars 2016 (4 jours)	Assurer la participation et la visibilité du Québec à la 18 ^e Conférence nationale de Metropolis 2016 sur le thème "Obtenir des résultats : migrations, occasions et bonne gouvernance". Rencontre avec les organisateurs et échange en vue de l'organisation éventuelle de la prochaine édition de ce congrès au Québec	Divers conférenciers et groupes de travail à la18 ^e Conférence nationale de Metropolis 2016	1069,94 \$ + 450 \$ (frais d'inscription)	Anne-Marie Fadel, directrice Direction de la Planification, de la recherche et des statistiques (DPRS)
Hong Kong, du 14 au 23 janvier 2016	Ce déplacement était essentiel pour l’annonce de la réorganisation du Bureau d’Immigration du Québec (BIQ) à Hong Kong.	Annonce de la réorganisation BIQ à Hong Kong et de la mise de certains employés recrutés localement affectés aux activités de sélection des gens d’affaires ainsi que l’annonce des orientations du Ministère à moyen terme sur la poursuite des activités du bureau. Comme objectif secondaire, des contacts et des rencontres avec le Consulat général du Canada ont été planifiés afin d’assurer une bonne coordination de ces changements. Des rencontres avec les représentants de la Chambre de commerce canadienne et la Chambre de commerce française étaient également prévues pour informer celles-ci de la diminution des effectifs du BIQ et identifier les opportunités d’emploi pour les ressources affectées.	6 895,55 \$	Owen-John Peate, directeur de la Direction de l'Immigration Économique – International (DIÉ-I)
Ottawa, du 10 au 18 janvier 2016 – 9 jrs	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral	1 812,78 \$	Tamara Chiasson
Ottawa, du 14 au 26 février 2016 – 12 jrs	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral	3 161,56 \$	Tamara Chiasson
Ottawa – du 18 décembre 2015 au 11 janvier 2016 (25 jours)	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral	5 028,19	Kristel Tremblay

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Ottawa – du 17 janvier au 15 février 2016 (30 jours)	Agir comme agente de liaison du Ministère au Centre des opérations du gouvernement pour l'accueil des réfugiés syriens.	Gouvernement fédéral	6883,56	Kristel Tremblay
Ottawa, 1 ^{er} au 11 décembre 2015	Représenter le MIDI au Centre des opérations du Gouvernement (COG) à Ottawa qui a été mis en place afin de coordonner l'établissement des personnes réfugiées syriennes, avec les provinces et les territoires. Au centre des opérations du gouvernement, obtenir de l'information concernant la coordination des efforts du gouvernement fédéral, des provinces, des territoires et des organismes partenaires prestataires de services en vue de l'accueil de 25 000 personnes réfugiées syriennes au cours des prochains mois.	Croix-Rouge, Sécurité civile du Québec, Citoyenneté immigration du Canada, Forces armées canadiennes, Transport Canada, Agence des services frontaliers du Canada	1 995,60 \$	Isabelle Augustin, conseillère, Direction générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion
Toronto, les 27-28 et 29 novembre 2015	Forum à Toronto pour la coordination de l'établissement des réfugiés syriens, organisé par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)	Fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux	671,11	Martine Faille, directrice, Direction générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion
Ottawa, les 25 et 26 novembre 2015	Représenter le MIDI au Centre des opérations du Gouvernement (COG) à Ottawa qui a été mis en place afin de coordonner l'établissement des personnes réfugiées syriennes, avec les provinces et les territoires. Au centre des opérations du gouvernement, obtenir de l'information concernant la coordination des efforts du gouvernement fédéral, des provinces, des territoires et des organismes partenaires prestataires de services en vue de l'accueil de 25 000 personnes réfugiées syriennes au cours des prochains mois.	Croix-Rouge, Sécurité civile du Québec, Citoyenneté immigration du Canada, Forces armées canadiennes, Transport Canada, Agence des services frontaliers du Canada	364, 98 \$	Tihana Majcen, conseillère, Direction des relations avec les partenaires

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Missions de sélection réalisées hors du Québec ¹				
Total pour Avril, mai, juin 2015	Planification plurimensuelle – Missions sur les territoires des Bureaux d’immigration du Québec à l’étranger		285 077,21 \$	Direction de l’Immigration Économique – International (DIÉ-I)
Hong Kong 9 avril au 22 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	15 234,19 \$	Poulin, Philippe
Hong Kong 9 avril au 22 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	14 974,67 \$	Côté, Anthony
Hong Kong 9 avril au 22 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	15 174,46 \$	Najhi, Abdessamad
Hong Kong 9 avril au 22 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	12 362,14 \$	Migneault, Dominic
Hong Kong 9 avril au 22 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	12 362,14 \$	Lamonde, Marie-Claude
Paris – Dakar 17 avril au 5 juin 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	19 372,83 \$	Boudreau, Monique
Istanbul 24 avril au 5 juin 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	16 018,09 \$	Stoianov, Leslie-Stéfanie
Ankara 1 ^{er} mai au 12 juin 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	18 153,64\$	Bazile, Chantal
Abidjan 1 ^{er} au 30 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	10 908,51 \$	Beauchesne, Raymond
Abidjan 1 ^{er} au 30 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	10 908,51 \$	Fortin, Monique
Yaoundé 1 ^{er} au 30 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	8 736,84 \$	Alcide, Eddy
Yaoundé 1 ^{er} au 30 mai 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	8 736,84 \$	Hains, Jeannot
Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	14 834,81 \$	Attia, Annabelle
Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l’immigration	14 693,12 \$	Savard-Lajeunesse, Myriam

¹ Note : le coût réel par mission de sélection n'est pas une information disponible. Le montant indiqué ici est une estimation du plurimensuel. Un coût réel total pour 2015-2016 pourra être transmis seulement après la fermeture officielle de l'année financière.

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 102,65 \$	Gaba, Didier
Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 069,65 \$	Togola, Tenimba
Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 778,11 \$	Bennis, Mohamed-Larbi
Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 393,58 \$	Couchouron, Magalie
Hong Kong 21 mai au 3 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 787,79 \$	Hamel, Louise
Chisinau 29 mai au 11 juillet 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	11 246,28 \$	Leblanc, Daniel C
Bogota 17 mai au 13 juin 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	7 228,35 \$	El Haili, Aicha
Total pour Juillet, août, septembre 2015	Planification plurimensuelle – Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger		253 335,29 \$	Direction de l'Immigration Économique – International (DIÉ-I)
Rabat 17 juillet au 29 août 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 899,07 \$	Bernard, Anne
Tunis 24 juillet au 5 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	9 978,21 \$	Poisson, Jean-Luc
Hong Kong 6 août au 18 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 466,57 \$	Attia, Annabelle
Hong Kong 6 août au 18 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 452,48 \$	Stoianov, Leslie-Stéfanie
Hong Kong 6 août au 18 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 150,68 \$	Najhi, Abdessamad
Hong Kong 6 août au 18 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 130,88 \$	Hoïdrag, Gabriel
Hong Kong 6 août au 18 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 488,80 \$	Lambert, Claudia
Hong Kong 6 août au 18 septembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 495,09 \$	Bazile, Chantal
Manille 13 août au 25 septembre 2015	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	250,25 \$	Beauchesne, Raymond

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	253,19 \$	Côté, Anthony
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	400,40 \$	Migneault, Dominic
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	430,83 \$	Lamonde, Marie-Claude
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	430,83 \$	Couchouron, Magalie
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 442,71 \$	Hamel, Louise
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 442,08 \$	Bennis, Mohamed-Larbi
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 430,07 \$	Ledoux,Gregory
Hong Kong 17 septembre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	28 762,23 \$	Gaba, Didier
Hong Kong 17 septembre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	28 351,43 \$	Mokni, Sadri
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 447,08 \$	Beauchesne, Raymond
Hong Kong 17 septembre au 30 octobre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 633,42 \$	Lachapelle, François
Total pour Octobre, novembre, décembre 2015	Planification plurimensuelle. Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger		171 592,32 \$	Service de Sélection des Gens d'Affaires (SSGA) (transfert des activités de missions de sélection de la DIÉ-I au SSGA)
Abu Dhahi 22 octobre au 19 novembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 481,59 \$	Najhi, Abdessamad
Abu Dhabi 22 octobre au 20 novembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 334,10 \$	Fortin, Monique
Chisinau 23 octobre au 5 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	12 273,70 \$	Boudreau, Monique
Hong Kong 29 octobre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 698,08 \$	Stoianov, Leslie-Stéfanie
Hong Kong 29 octobre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 863,66 \$	Cardinal-Jean, Valérie

QUESTION - RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DU 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

Hong Kong 29 octobre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	16 026,04 \$	Togola, Tenimba
Hong Kong 29 octobre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 903,10 \$	Poulin, Philippe
Hong Kong 29 octobre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	15 731,59 \$	El Haili, Aicha
Paris 30 octobre au 14 novembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	6 873,18 \$	Ozgoli, Marc
Alger 6 novembre au 11 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	6 714,50 \$	Leblanc, Daniel C
Rabat 6 novembre au 5 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	10 054,09 \$	Alcide, Eddy
Nairobi – Ile-Maurice 6 novembre au 5 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	13 614,38 \$	Legault, Anne
Yaoundé – Abidjan 13 novembre au 19 décembre 2015	Mission de sélection des ressortissants étrangers à destination du Québec.	Candidats à l'immigration	14 024,29 \$	Hains, Jeannot
Total pour Janvier, février, mars 2016²	Planification plurimensuelle. Missions sur les territoires des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger		1 745,71 \$	Service de Sélection des Gens d'Affaires (SSGA)
Hong Kong 14 janvier au 26 février 2016	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	250,25 \$	Gaba, Didier
Hong Kong 14 janvier au 26 février 2016	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	264,93 \$	Stoianov, Leslie-Stefanie
Hong Kong 14 janvier au 26 février 2016	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	450,45 \$	Hamel, Louise
Hong Kong 14 janvier au 26 février 2016	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	264,93 \$	Lachapelle, François
Hong Kong 14 janvier au 26 février 2016	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	250,25 \$	Poulin, Philippe
Hong Kong 14 janvier au 26 février 2016	Mission annulée (frais de pénalité)	Mission annulée	264,90 \$	Najhi, Abdessamad

² Pour ce trimestre (janvier, février et mars 2016), les missions de sélection ont été annulées en raison du contexte de négociation des conventions collectives. Les moyens de pression ne nous permettent pas d'effectuer des missions de sélection à l'étranger sur tous les territoires à l'heure actuelle. Les missions prévues mais annulées et n'ayant pas d'impact financier (0,00 \$) ne figurent pas dans ce document.

QUESTION – RG2

**POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE
DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET
DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2015-2016**

Selon les données disponibles en date du 29 février 2016, aucune dépense de voyage en avion ou en hélicoptère n’a été effectuée pour l’année 2015-2016.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 17).

QUESTION – RG3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

Type d’événement	Fournisseurs	Mode d’octroi contrat	But visé	Coût
Publicité	Québécomm	Contrat conclu de gré à gré	Conception de 5 capsules vidéo promotionnelles propulsées par la campagne publicitaire en ligne de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles 2015	10 000 \$
Publicité	GE Facto France 20 minutes	Contrat conclu de gré à gré	Placement publicitaire – Journal 20 minutes	10 368,00 \$
Publi-reportage	Association France-Québec	Contrat de gré à gré	Protocole de collaboration (Publication Magazine France-Québec)	1 055,70 \$
Publicité Web	Facebook	Contrat conclu de gré à gré	Campagne publicitaire en ligne visant l’Europe de l’Est	318,00 \$
Publicité Web	Facebook	Contrat conclu de gré à gré	Campagne publicitaire en ligne pour la participation du Québec à la Foire Imagine Étudier au Canada tenue au Mexique et pour les séances d’information dans les universités et les Alliances françaises	75,00 \$
Publicité Web	Facebook	Contrat conclu de gré à gré	Campagne publicitaire en ligne pour la semaine du Québec à Monterrey et une séance d’information	40,00 \$

QUESTION – RG4

LISTE DES DÉPENSES POUR L’ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D’ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016

Type d'événements	But visé	Fournisseurs	Coût
Conférence de presse	Accueil des premiers réfugiés syriens au Centre de bienvenue	Racine Imagine – Contrat conclu de gré à gré	1 051,52 \$
Point de presse	Point d'information sur l'arrivée prochaine de réfugiés syriens au Québec	Diplomate Audiovisuel – Contrat de services à la suite d'un appel d'offres sur invitation Racine Imagine – Contrat conclu de gré à gré	2 242,63 \$
Conférence de presse	Lancement de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles et remise des prix Maurice-Pollack et Charles-Biddle	Diplomate Audiovisuel – Contrat de services à la suite d'un appel d'offres sur invitation Racine Imagine – Contrat conclu de gré à gré Groupe Phaneuf – Contrat conclu de gré à gré	4 809,21 \$
Point de presse	Dévoilement de la bonification de la cible d'accueil de réfugiés syriens par le Québec	Spectre Audio – Contrat conclu de gré à gré Racine Imagine – Contrat conclu de gré à gré	2 814,36 \$
Conférence de presse	Remise d'un Certificat de sélection du Québec pour motifs humanitaires à Raïf Badawi	Diplomate Audiovisuel – Contrat de services à la suite d'un appel d'offres sur invitation Racine Imagine – Contrat conclu de gré à gré	3 061,91 \$
Conférence de presse	Dévoilement du plan québécois de lutte à la radicalisation menant à la violence	Diplomate Audiovisuel – Contrat de services à la suite d'un appel d'offres sur invitation Racine Imagine – Contrat conclu de gré à gré Société d'habitation et de développement de Montréal – Contrat conclu de gré à gré Café des arts – Contrat conclu de gré à gré	3 876,29 \$
Salon	Salon de l'immigration	Immigrant Québec – Contrat conclu de gré à gré Centre des services partagés du Québec – Contrat conclu de gré à gré	10 650,94 \$

QUESTION – RG5

LA LISTE DES DEPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION : • ORGANISEES PAR LE MINISTERE OU L’ORGANISME : SOMMES DEPENSEES EN 2015-2016 ET LES PREVISIONS POUR 2016-2017; BUT RECHERCHE PAR CHAQUE DEPENSE; • ORGANISEES PAR UNE FIRME EXTERNE : SOMMES DEPENSEES EN 2015-2016 ET LES PREVISIONS POUR 2016-2017; NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITE OU DE COMMUNICATIONS; LE MODE D’OCTROI DU CONTRAT; LISTE ET NOM DES FOURNISSEURS OU DES CONSULTANTS; BUT VISE PAR CHAQUE DEPENSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

QUESTION – RG 6

**LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :
ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES
MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS**

Aucune dépense n'a été effectuée pour de la formation de communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés pour l'année financière 2015-2016.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 22, 23).

QUESTION – RG7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2015-2016			
Liste des contrats de services Contrats de 1 000 \$ à 24 999 \$ 1 ^{er} avril 2015 au 29 février 2016			
Contrat conclu par le Ministère			
Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
9171-5136 Québec inc.	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers l'espagnol	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
9202-7697 Québec inc.	Service d'audiovisuel, d'aménagement de salle et d'éclairage pour la conférence de Presse de la ministre sur l'accueil des réfugiés syriens au Québec	2 415 \$	Contrat conclu de gré à gré
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 420 \$	Contrat conclu de gré à gré
ABC Lotbinière	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 224 \$	Contrat conclu de gré à gré
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 082 \$	Contrat conclu de gré à gré
Accueil pour immigr. et réfug. du Sud-Ouest Montréal centre Prisme	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré
Accueil-Parrainage Outaouais inc.	Accueil des personnes immigrantes lors des entrevues de positionnement en conférence Web	1 700 \$	Contrat conclu de gré à gré
Accueil-Parrainage Outaouais inc.	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 469 \$	Contrat conclu de gré à gré
Advanis-Jolicoeur	Récolte d'informations supplémentaires relatives à l'enquête sur les cheminements d'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.	4 900 \$	Contrat conclu de gré à gré
Afrique au Féminin	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 696 \$	Contrat conclu de gré à gré
Afrique au Féminin	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 808 \$	Contrat conclu de gré à gré
Afrique au Féminin	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 808 \$	Contrat conclu de gré à gré
ALAC [Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants-es]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 534 \$	Contrat conclu de gré à gré
Alpha Bellechasse	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 772 \$	Contrat conclu de gré à gré
Alpha Bellechasse	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 566 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Anglocom inc.	Traduction en anglais de la Politique de l'immigration et de sa stratégie d'action	12 935 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Ass. multi-ethnique pour l'intégration des pers. handicap. du Qc	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 192 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ass. multi-ethnique pour l'intégration des pers. handicap. du Qc	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 268 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 993 \$	Contrat conclu de gré à gré
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	9 283 \$	Contrat conclu de gré à gré
Axe Communications d'Affaires inc.	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers l'espagnol	1 779 \$	Contrat conclu de gré à gré
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 534 \$	Contrat conclu de gré à gré
Biron, Monique	Contrat ouvert de révision, de rédaction ou de réécriture de divers documents en français	4 651 \$	Contrat conclu de gré à gré
Bouclier d'Athéna, services familiaux, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 356 \$	Contrat conclu de gré à gré
Brodeur, Nicole	Agir à titre de présidente au Comité d'audit interne du Ministère	5 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour Accès loisirs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 712 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 082 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour d'Intercultures de Laval	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	7 986 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour le Moutier	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré
Carrefour Solidarité Anjou	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 520 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha Lira inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 064 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre Alpha Lira inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 256 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	22 374 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire des femmes sud-asiatique	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 534 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire Mountain Sights	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 178 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 712 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre communautaire Petit Espoir	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 560 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'aide aux Néo-Canadiens	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	3 128 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 221 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 064 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de français L'Insulaire	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 256 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 280 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de la Communauté Sourde du Montréal Métropolitain	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 394 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 356 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 520 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre des femmes de Montréal	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	17 424 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre des femmes de Montréal	Sessions d'information (environ 100) aux nouveaux arrivants « Prévention et sensibilisation - Violence conjugale et familiale » et « Prévention et sensibilisation - Agressions sexuelles »	17 850 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre multiethnique de Québec	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	14 224 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre multiethnique de Québec inc.	Accueil des personnes immigrantes lors des entrevues de positionnement en conférence Web	5 300 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre multiethnique de Québec inc.	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	13 613 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 452 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 310 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre R.I.R.E. 2000	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Centre social d'aide aux immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	5 082 \$	Contrat conclu de gré à gré
Centre social d'aide aux immigrants	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 573 \$	Contrat conclu de gré à gré
Collectif des entreprises d'insertion du Québec inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	19 860 \$	Contrat conclu de gré à gré
Comité d'Éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré
Compro communications inc.	Contrat ouvert pour des modifications de l'arborescence de la réponse vocale interactive	3 320 \$	Contrat conclu de gré à gré
Comquat inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	15 972 \$	Contrat conclu de gré à gré
Concepts Logiques 4DI inc.	Transfert de données du système Ad hoc biblio vers le système intégré de gestion de bibliothèque "Biblionet"	2 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Connections Pur-Tel	Installation ou relocalisation de fils de télécommunication, de câbles informatiques ou de colonnettes	4 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Connections Pur-Tel	Service d'installation ou de relocalisation de fils de télécommunication, de câbles informatiques ou de colonnettes dans les locaux du Ministère	4 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Conseil du Patronat du Québec inc.	Dans le cadre de la campagne Prospérité Québec du Conseil du Patronat du Québec, le Ministère participe au sondage concernant l'étude économique sur l'immigration	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Couture-Tremblay, Anaïs	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 646 \$	Contrat conclu de gré à gré
Dalcourt, Danielle	Contrat ouvert de révision linguistique et de traduction de documents de l'anglais vers le français	8 186 \$	Contrat conclu de gré à gré
Daméco inc.	Contrat pour l'élaboration d'un outil de localisation et de priorisation des masses critiques de candidats à l'immigration (travailleurs qualifiés) dans les secteurs professionnels identifiés comme prioritaires	18 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
De Cruz, Natasha	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers l'anglais	9 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Dell Software Canada Inc.	Contrat de soutien et d'entretien du logiciel TOAD	9 597 \$	Contrat conclu de gré à gré
Deloitte inc.	Service-conseil pour la réalisation de missions d'audit interne dans le domaine des technologies de l'information	8 875 \$	Contrat conclu de gré à gré
Demers, Gilles	Agir à titre de membre externe du Comité d'audit interne du Ministère	5 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Entraide [Pont-Viau et Laval des Rapides], L'	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Espace Courbe inc.	Services d'accès à l'outil de gestion Site minutes et services d'entretien techniques	10 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Formation Qualitemps inc.	Atelier de formation sur les habiletés de coaching	3 900 \$	Contrat conclu de gré à gré
Fu, Isabelle	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers le mandarin	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Entretien de la licence Macroscope Solution et Projet	2 244 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Georges Coulombe inc.	Effectuer des travaux d'entretien ménager dans nos bureaux du 285, Notre-Dame Ouest et 360, St-Jacques Ouest à Montréal (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	7 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gestion Georges Coulombe inc.	Contrat ouvert pour la réalisation de divers travaux dans les bureaux occupés par le Ministère du 285 Notre-Dame Ouest et 360 St-Jacques Ouest à Montréal (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	15 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Girard, Joanne	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 050 \$	Contrat conclu de gré à gré
Girard, Joanne	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 650 \$	Contrat conclu de gré à gré
Girard, Joanne	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 860 \$	Contrat conclu de gré à gré
Globex Courrier Express International inc.	Service d'expédition de documents par transport maritime	4 234 \$	Contrat conclu de gré à gré
Gold Castle Holding ltd	Effectuer divers travaux dans les bureaux occupés par le Ministère au 2050 de Bleury à Montréal (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 764 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 772 \$	Contrat conclu de gré à gré
Griffe d'Alpha, La	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 772 \$	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Hay limitée, Le	Formation sur l'évaluation de poste à la méthode Hay	5 805 \$	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Herjavec	Mise en place du logiciel de collecte et d'organisation des données de journalisation SPLUNK	8 929 \$	Contrat conclu de gré à gré
Groupe Phaneuf inc.	Animation du lancement de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles	1 300 \$	Contrat conclu de gré à gré
Hewlett-Packard [Canada] cie	Services de mise à jour des microcodes LAMES	1 430 \$	Contrat conclu de gré à gré
IBM Canada limitée	Contrat d'entretien et de soutien pour les licences SPSS	5 280 \$	Contrat conclu de gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
			à gré
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 064 \$	Contrat conclu de gré à gré
Ici Intégration Communautaire des Immigrants	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 256 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 426 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 953 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immersion Baie-des-Chaleurs inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Immigrant Québec	Location d'un kiosque lors du Salon de l'immigration et de l'intégration au Québec	2 153 \$	Contrat conclu de gré à gré
Impression Paragraph inc.	Impression du document « Services d'accompagnement vers l'emploi pour les personnes immigrantes nouvellement arrivées », version française, 4 200 dépliants et 4 200 feuillets	1 241 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Impression Rive-Sud inc.	Impression de Dépliant Valeurs communes de la société québécoise - 20 000 exemplaires en français et 6 000 exemplaires en anglais	2 136 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Impression de 150 exemplaires du rapport annuel de gestion 2014-2015	2 396 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Impression de 600 dépliants et brochures et 150 cartes postales dans le cadre de la conférence de presse sur la radicalisation	4 558 \$	Contrat conclu de gré à gré
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Impression de 74 exemplaires de la nouvelle Politique en immigration et de sa stratégie d'action	11 514 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	Impression en 3 800 exemplaires du document : Objectif Intégration : Cahier de participation	18 000 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Imprimerie Jonarts	Impression de 5000 affiches dans le cadre de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles -édition 2015	1 094 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Imprimerie VDL	Impression de dépliants pour le Programme expérience québécoise - 8250 exemplaires en français et 4500 exemplaires en anglais	3 220 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Imprimerie VDL	Impression de 7 000 dépliants, 5 000 brochures et 13 000 signets dans diverses langues dans le cadre du Programme d'expérience québécoise	4 280 \$	Contrat conclu de gré à gré
Incapsula Inc.	Service de filtrage des accès, protection et surveillance de données pour le système mission Imagine	9 030 \$	Contrat conclu de gré à gré
Institut de formation Transformationnelle inc.	Deux ateliers de formation sur le leadership transformationnel	4 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Jacques Côté Conseils inc.	Licence d'utilisation de l'application RoadRH et soutien aux utilisateurs	12 375 \$	Contrat conclu de gré à gré
jaleet Bakker	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 562 \$	Contrat conclu de gré à gré
KingswaySoft	Contrat de soutien et d'entretien du logiciel Kingsway Soft	6 086 \$	Contrat conclu de gré à gré
Lafortune Légal	Préparation de dossier : Mémoire et annexes, étude de dossier, numérisation, mise en pages, corrections d'épreuves	1 741 \$	Contrat conclu de gré à gré
Lafortune Légal	Préparation de dossier : Mémoire et annexes, étude de dossier, numérisation, mise en pages, corrections d'épreuves	3 001 \$	Contrat conclu de gré à gré
Leney, Peter	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers l'anglais	7 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Lorenzato, Maria Cristina	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers le portugais	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison Alpha ABC Côte-Nord	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	8 064 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 452 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	1 452 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison de la famille des Maskoutains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	12 276 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	10 164 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	10 346 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	10 346 \$	Contrat conclu de gré à gré
Maison internationale de la Rive Sud inc.	Francisation à temps complet auprès de groupes d'immigrants	10 346 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Mallette S.E.N.C.R.L.	Service d'accompagnement dans la mise en œuvre de l'analyse des risques majeurs du Ministère	15 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Mides Photocopieurs & Fax	Service d'entretien et de réparation des appareils de bureau du Ministère	4 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Mieux-être des immigrants, Le	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	19 272 \$	Contrat conclu de gré à gré
Natrix Technologies inc.	Entretien des équipements Barracuda Web Filter	14 391 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Novell Canada, Ltd	Mise à jour des licences - Abonnement à Patch Management	5 195 \$	Contrat conclu de gré à gré
Offset Beauce ltée	Impression de 2 000 exemplaires du «Guide des services offerts aux demandeurs d'asile», en version française et anglaise ainsi que leur mise sous enveloppe	2 335 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Petites-Mains	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 904 \$	Contrat conclu de gré à gré
PG solutions inc.	Service professionnel de soutien destiné aux pilotes et administrateurs du progiciel de gestion documentaire et de suivi des mandats Syged	4 350 \$	Contrat conclu de gré à gré
PG solutions inc.	Contrat d'entretien et de soutien pour les applications du progiciel SyGED de gestion des documents et de suivi de la correspondance	5 265 \$	Contrat conclu de gré à gré
Place Dupuis Commercial Trust	Contrat ouvert pour la réalisation de divers travaux dans les bureaux occupés par le Ministère au 800, boulevard de Maisonneuve Est à Montréal (un seul contractant possible en vertu d'un droit de propriété)	8 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Production J.G. inc.	Impression numérique de divers documents	3 748 \$	Contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
Provençal, Fanny	Contrat ouvert de révision et de correction d'épreuves de divers documents français	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Québécomm spectacles inc.	Conception de capsules de Rabii Rammal pour la Semaine québécoise des rencontres interculturelles	10 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Québécomm spectacles inc.	Porte-parole et artiste dans le cadre de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles	10 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Racine Imagine	Services de photographie pour des conférences de presse ou des événements ministériels	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Regroupement interculturel de Drummond	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 169 \$	Contrat conclu de gré à gré
Réseau Internet Québec inc.	Certificat de sécurité SSL Wildcard pour le système mission Imagine	2 800 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Ronald C. Lister Canada inc.	Service d'entretien et de réparation des équipements de bureau du Ministère	5 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Schulman, Gwendolyn	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers l'anglais	9 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'accueil des nouveaux arrivants	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	1 953 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'accueil des nouveaux arrivants [SANA] de Trois-Rivières	Accueil des personnes immigrantes lors des entrevues de positionnement en conférence Web	1 250 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'aide aux Néo-Canadiens	Service d'interprétariat et d'accompagnement aux immigrants	6 098 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'aide aux Néo-Canadiens [Sherbrooke] inc.	Accueil des personnes immigrantes lors des entrevues de positionnement en conférence Web	1 700 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service des Loisirs du Bon Pasteur	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	17 424 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants [SIARI]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	13 552 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants [SIARI]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	14 520 \$	Contrat conclu de gré à gré
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants [SIARI]	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	17 424 \$	Contrat conclu de gré à gré
Services linguistiques Bruno Maillet	Contrat ouvert de traduction et révision de documents du français vers différentes langues	20 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Simard, Patrick	Recyclage du mobilier et des équipements suite à la fermeture du bureau de Sherbrooke	3 700 \$	Contrat conclu de gré à gré
Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM)	Location de salle dans le cadre d'une conférence de presse pour le dévoilement du Plan d'action sur la radicalisation au Québec	1 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Société Telus Communications	Service de téléphonie cellulaire à l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	3 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	6 534 \$	Contrat conclu de gré à gré
Solutions Compétences	Formation d'accréditation au modèle TRIMA, un modèle de développement des compétences professionnelles	2 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
St-Laurent, Any	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	2 520 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	3 180 \$	Contrat conclu de gré à gré
Thibeault, Sandra	Francisation à temps partiel auprès de groupes d'immigrants	4 032 \$	Contrat conclu de gré à gré
Traductions Terrance Hughes inc.	Traduction de divers documents français en anglais	1 206 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Trendiction S.A.	Utilisation d'un outil de veille des médias sociaux	9 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Tyco Feu et Sécurité Intégrés Canada Inc.	Réaliser divers travaux sur le serveur central du système de sécurité (réactivation de la licence d'exploitation, mise à jour du logiciel, accès au soutien technique auprès de Software House)	5 072 \$	Contrat conclu de gré à gré
Tyco Feu et Sécurité Intégrés Canada Inc.	Réaliser divers travaux d'entretien, de réparation et de modification du système de sécurité (carte clé) installé dans les bureaux du Ministère	8 000 \$	Contrat conclu de gré à gré
Vidéotron S.E.N.C.	Service internet et de câblodistribution à l'intérieur des locaux du Ministère	10 099 \$	Contrat conclu de gré à gré

Contrat conclu par le cabinet

Contractant	Description	Montant	Mode d'octroi
Gilles Trudeau Communications	Rédaction d'un document synthèse de la Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion	5 500 \$	Contrat conclu de gré à gré
Société Parc-Auto du Québec (SPAQ)	Droit de stationnement pour le véhicule de la ministre à Québec et Montréal	3 000 \$	Contrat conclu de gré à gré

QUESTION – RG 8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 ET QUI ONT FAIT L’OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA *LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS*

Aucun contrat n’a fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

QUESTION – RG9

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME

Description du contrat	Soumissionnaires	Montant des soumissions	Justification du choix du soumissionnaire
Programme d'aide aux employés	Groupe Pro Santé inc.	Non disponible	Non sélectionné, car le processus d'appel d'offres est en cours
	Homewood Santé inc	Non disponible	
	Les Consultants Longpré et Associés inc.	Non disponible	
	Morneau Shepell	Non disponible	
	Solareh	Non disponible	

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION – RG10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2015-2016

Voir la réponse à la question 7 de la demande des renseignements généraux.

QUESTION – RG11

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016 LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME, D’UNE SOCIÉTÉ ET/OU D’UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE ET LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CEUX-CI

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION – RG12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L’ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME, D’UNE SOCIÉTÉ OU D’UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE

PROGRAMMATION ANNUELLE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Le budget total de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2015-2016 du MIDI est de 15 789 433 \$.

Le budget réservé aux activités en ressources informationnelles (RI) (ACT) [1. Architecture d’entreprise, 2. Pilotage, 3. Entretien et exploitation, 4. Améliorations, 5. Support au développement, 6. Infrastructures bureautiques, 7. Gestion des bases de données, 8. Infrastructures technologiques, 9. Sécurité, 10. Télécommunications et téléphonie] et d’encadrement est estimé à 6 529 795 \$.

Le budget réservé aux projets en technologies de l’information (TI) est de 9 259 638 \$. Ce budget est nécessaire pour terminer les projets en RI en cours de réalisation déjà autorisés par le Conseil du trésor dont notamment, la mise en ligne de *Mon projet Québec* et la Demande de certificat de sélection du Québec à l’intention des travailleurs qualifiés et l’infrastructure de développement et de production du nouveau système d’information IMAGINE.

TRANSFORMATION DES SERVICES DU MINISTÈRE

Dans son *Plan stratégique 2012-2016*, le MIDI s’est engagé à devenir une organisation efficiente, reconnue pour son leadership et sa capacité à se renouveler pour mieux servir sa clientèle au Québec et à l’étranger. Pour y arriver, le MIDI s’est engagé dans une importante transformation de ses services et ses processus d’affaires, concurremment à la modernisation de ses systèmes d’information en opération depuis vingt ans et désuets. Cette transformation revoit en profondeur les processus du Ministère pour améliorer la prestation de services à la clientèle en plus d’améliorer la performance et de générer des bénéfices pour l’organisation.

Selon les orientations gouvernementales, le MIDI compte offrir à sa clientèle un maximum de services en ligne qui sont accessibles 24 heures sur 24, sept jours sur sept. La prestation électronique de services s’avère résolument le meilleur moyen pour favoriser l’autonomie de la clientèle, fournir des services personnalisés de qualité et réduire les délais de traitement et de réponse aux différentes demandes.

Les informations présentées aux pages suivantes proviennent principalement de la PARI 2015-2016 du Ministère. Les résultats présentés sont pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016. Les montants versés à des firmes de consultants externes sont en date du 29 février 2016.

PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (RI) DE PLUS 100 000 \$ GÉRÉS AU COURS DE 2015-2016

DEV107 Base de données sur les évaluations comparatives des études
Description sommaire Ce projet vise la standardisation, le nettoyage et l’ajout de champs à la base de données sur l’évaluation comparative des études effectuées hors du Québec. Ce projet est lié à la transformation du processus de sélection des travailleurs qualifiés afin de permettre au Ministère de bénéficier d’une base de données standardisée de manière à soutenir l’automatisation de certains processus (Demande de certificat de sélection du Québec en ligne, évaluation du domaine de formation) de sélection des travailleurs qualifiés. À la suite des différentes phases du projet, le Ministère s’est doté d’une base de données sur l’évaluation comparative des études homogène et cohérente, accessible aux unités administratives qui ont à prendre des décisions concernant la formation acquise à l’étranger.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l’ensemble du projet : 913 317 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 6 703 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 4 967 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : étude réalisée en 2011 sans évaluation des logiciels libres

DEV108 Levier de sélection des travailleurs qualifiés
Description sommaire Le projet LSTQ est le projet majeur de la transformation de la stratégie d'offre de services du MIDI. Il transforme le processus de sélection des travailleurs qualifiés afin d'en améliorer la performance et l'intégrité. La solution retenue s'appuie sur le déploiement d'un service en ligne et l'implantation d'une première version du nouveau système d'information ministériel. Les principaux livrables du projet rassemblent la complexité technique de composantes associées : 1. Au déploiement du nouveau système d'information; 2. À la mise en place d'un portail client sécurisé; 3. À l'implantation des services en ligne associés au processus de sélection des travailleurs qualifiés; 4. À l'automatisation des tâches et des validations effectuées actuellement par le personnel.
Pourcentage de réalisation : 90 %
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 6 844 796 \$ (révisé)
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 919 194 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 640 319 \$
Firmes externes associées au projet : Cofomo, CGI et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 766 841 \$
Étude d'opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV209 Migration Windows et Office
Description sommaire C'est une obligation gouvernementale. Ce projet vise à effectuer la migration du système d'exploitation et de la suite bureautique des postes de travail du Ministère vers des versions plus récentes.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 2 521 330 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 106 272 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : Victrix, CSPQ et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 67 723 \$
Étude d'opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV213 Solution de copie de sécurité et restauration
Description sommaire Le projet a pour objectif de remplacer les technologies et processus utilisés dans le centre de traitement du MIDI pour effectuer les sauvegardes et les restaurations requises selon les meilleures pratiques.
Pourcentage de réalisation : Projet annulé
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 219 500 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 219 500 \$
Firme externe associée au projet : sans objet
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV307 SAGIR 3 - Dotation
Description sommaire C'est une obligation gouvernementale. Le projet couvre la mise en œuvre d'une solution de « dotation en ligne » couvrant les modes de dotation, de mutation et d'affectation du MIDI, en conformité avec les modifications apportées à la Loi sur la fonction publique (projet de loi 41) et avec le Règlement sur le processus de qualification.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 251 843 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 59 922 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firme externe associée au projet : Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 44 151 \$
Étude d'opportunité - logiciels libres : non applicable (implantation d'une solution gouvernementale)

DEV501 Service de modification d'une demande de sélection en ligne
Description sommaire Ce projet vise à permettre le traitement par le système IMAGINE des demandes de changements apportées par la clientèle aux demandes de services déjà soumises en ligne ou sous format papier et à traiter le paiement en ligne ou papier.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 912 473 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 517 695 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 481 910 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV502 Service de gestion électronique de correspondance
Description sommaire Ce projet vise à permettre la génération et la gestion des correspondances requises lors du traitement des demandes lors du traitement des demandes de certificat de sélection dans le système IMAGINE.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 719 823 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 290 736 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 254 327 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV505 Portail client et automatisation des règles d’affaires
Description sommaire Ce projet s'inscrit dans le cadre de la transformation du Ministère et dans la catégorie des services applicatifs communs (et réutilisés), de la <i>Feuille de route</i> de l'architecture d'entreprise ministérielle. Il vise à mettre en place le « comptoir virtuel de services » par le biais du portail <i>Mon projet Québec</i> et à appliquer automatiquement les règles d'affaires entourant la sélection de candidats à l'immigration, selon chaque programme, afin d'initier le calcul du pointage atteint par la candidature du candidat et d'en générer le résultat.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 917 874 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 244 459 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 219 945 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV507a Immigration temporaire – Étudiants étrangers
Description sommaire Ce projet s'inscrit dans la continuité de la transformation des services du Ministère. Revoir la façon dont le Québec « exprime son consentement » à la venue d'étudiants étrangers sur son territoire puis à transformer le processus de manière à éliminer les dédoublements (en particulier avec le processus fédéral) et les activités sans valeur ajoutée en développant une demande en ligne automatisée et déclaratoire uniquement.
Pourcentage de réalisation : 30 % (reporté)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 795 000 \$ (en attente d'autorisation)
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 38 853 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 756 147 \$
Firmes externes associées au projet : SIRIUS, Systématix et Cofomo
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 7 230 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV507b Immigration temporaire – Travailleurs étrangers temporaires
Description sommaire Ce projet vise à redéfinir le service de sélection des immigrants temporaires de la catégorie « travailleurs étrangers » et sa prestation de services. Il doit permettre le soutien de ses services dans la nouvelle plateforme du Ministère.
Pourcentage de réalisation : Projet annulé
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 1 634 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : sans objet
Firmes externes associées au projet : sans objet
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d’opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV518 Service d’émission à la demande d’évaluation comparative
Description sommaire Le projet s'inscrit dans la feuille de route de la transformation des services au MIDI. Il vise à développer un système de délivrance simultanée de l'évaluation comparative des études et du Certificat de sélection du Québec au profit de la clientèle du Programme régulier des travailleurs qualifiés. Cette solution s'appuiera sur la technologie et les processus de demande en ligne développés dans le cadre du projet DEV108 Levier sélection des travailleurs qualifiés.
Pourcentage de réalisation : --
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 285 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 285 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 0 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV519 Service de déclaration d'intérêt
Description sommaire Le projet s'inscrit dans la feuille de route de la transformation des services au MIDI. Il est associé à une obligation gouvernementale en lien avec la nouvelle Politique sur l'Immigration, la Diversité et l'Inclusion. Il couvre les travaux d'élaboration et la mise en production d'un système de gestion et de contrôle des flux des demandes d'immigration économique permanente dans le but de sélectionner, dans les délais requis et sans inventaire de demandes, les candidats travailleurs qualifiés répondant aux besoins de la société d'accueil. L'objectif visé est de concevoir et de mettre en œuvre les fonctionnalités d'un système de déclaration d'intérêt (DI) pour la ligne d'affaires du Programme régulier des travailleurs qualifiés. Le système devra être conçu afin d'évoluer pour accueillir, au besoin, les autres lignes d'affaires de l'immigration économique permanente. La solution permettra de recevoir une DI, de gérer la banque de DI et d'inviter un candidat à déposer une Demande de certificat de sélection du Québec.
Pourcentage de réalisation : 9 %
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 3 184 000 \$ (montant estimé en attente d'un dossier d'affaires)
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 304 122 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 2 879 878\$
Firmes externes associées au projet : SIRIUS, Cofomo et CGI
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 221 406 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV521 Projet pilote – Conversion/Cohabitation des données des systèmes INTIMM et IMAGINE
Description sommaire Ce projet vise à déterminer et réaliser les transferts de données requis pour la cohabitation des systèmes INTIMM et IMAGINE mis en place dans le programme Levier Sélection des travailleurs qualifiés. Ses objectifs sont : 1) Faire cohabiter le nouveau système IMAGINE avec les systèmes existants; 2) Fournir à IMAGINE les données provenant de fonctions ou services encore administrés dans INTIMM pour le traitement des demandes Travailleurs qualifiés réguliers; 3) Transférer les données d’IMAGINE requises pour les services qui n’ont pas encore été migrés vers la nouvelle solution.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 783 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 225 364 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 207 551 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV522 Composantes de base – Conversion et cohabitation
Description sommaire Ce projet vise à développer les architectures de solution touchant les infrastructures technologiques, les architectures applicatives et fonctionnelles et les modèles de conversion applicables aux services d’affaires du Ministère. Il assure en plus de l’acquisition, l’installation et la mise en œuvre des infrastructures technologiques nécessaires pour soutenir le Système intégré de conversion et de cohabitation, et ce, dans tous les environnements de développement, intégration, acceptation, pré-production et production
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 802 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 54 349 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo, SIRIUS et Systématix
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 52 367 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV523a Services financiers reliés à l'encaissement des revenus de SAC
Description sommaire Le projet a pour but d'assurer le développement des fonctions informatiques requises pour soutenir les activités : d'encaissement, de génération de rapports comptables; de traitement des allocations aux stagiaires en francisation et de traitement des paiements de subventions accordées aux partenaires prestataires de services. Il devra également assurer les liens entre les fonctions d'encaissement et les services d'affaires, SAGIR ainsi qu'avec l'application externe d'encaissement en ligne offerte par "Global Payment".
Pourcentage de réalisation : Projet annulé
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 720 857 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 720 857 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d’opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV524 Fondations applicatives d'IMAGINE
Description sommaire Ce projet vise à développer les composantes applicatives de la solution IMAGINE communes à l'ensemble des services d'affaires du Ministère.
Pourcentage de réalisation : 87 %
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 970 435 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 659 907 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 136 623 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 616 998 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV525 Éléments transverses et communs des applications du MIDI
Description sommaire Ce projet s'inscrit dans le cadre de la transformation du Ministère sous la catégorie des services applicatifs communs (et réutilisés), de la <i>Feuille de route</i> de l'architecture d'entreprise ministérielle (AEM). Il vise à concevoir et développer les éléments techniques réutilisables à l'ensemble des applications du Ministère.
Pourcentage de réalisation : 100 % (terminé)
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 931 955 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 703 866 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 0 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 632 641 \$
Étude d'opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV526 Sécurité informatique
Description sommaire Le projet vise la mise en place des composantes de sécurité informatique indispensables à l'exploitation (interne) et à l'usage (clientèle) d'un système intégré d'information et de mission incluant l'implantation de services en ligne.
Pourcentage de réalisation : 98 %
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 958 800 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 783 099 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 22 089 \$
Firmes externes associées au projet : CGI, Cofomo, CSPQ, Systématix, Victrix et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 508 739 \$
Étude d'opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV600 Conversion des données des services d'immigration et des services connexes
Description sommaire Le projet s'inscrit dans la feuille de route de la transformation des services au MIDI. Il vise à effectuer la migration des services d'immigration vers la plateforme IMAGINE avant leur transformation, incluant la conversion des données, la mise en place des fonctions requises pour le traitement des demandes selon les processus et procédures en vigueur et le maintien d'une cohabitation avec l'application INTIMM.
Pourcentage de réalisation : Projet annulé
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 4 634 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 4 634 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV601 Stratégie d'hébergement, d'entretien et d'exploitation des infrastructures technologiques
Description sommaire Ce projet vise à évaluer les opportunités d'hébergement des systèmes de mission du MIDI et au déménagement éventuel de ceux-ci.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 978 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 978 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV602 Développement concurrent multi-projets
Description sommaire Le projet a pour objectif de déployer les processus, les mécanismes et les technologies qui permettront d'augmenter la capacité ministérielle de développements et de livraisons simultanées de plusieurs composantes technologiques.
Pourcentage de réalisation : Projet annulé
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 350 857 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 350 857 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV603 Outil de test de charge des logiciels SharePoint et CRM
Description sommaire Ce projet vise l'acquisition d'un outil ou d'un service pour simuler une charge d'utilisation pour évaluer la capacité des nouveaux systèmes du Ministère en se basant sur les travaux du projet Levier sélection des travailleurs qualifiés (pilote) comme étant une référence sur les besoins du MIDI. Ce projet vise également la diminution d'outils et/ou d'efforts de mesures et de tests faits « maison » en utilisant une méthode et un processus uniforme.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 150 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 150 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV604 Transformation des services d'immigration - Volet travailleurs qualifiés
Description sommaire Ce projet vise à redéfinir les services d'immigration et leurs prestations de service suivants : Programme d'expérience québécoise, aide familiale résidente et travailleurs autonomes. Il doit permettre le soutien de ces services dans la nouvelle plateforme du Ministère.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 950 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 950 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV605 Transformation des services d'immigration _ Volet gens d'affaires
Description sommaire Ce projet vise à redéfinir les services d'immigration et leurs prestations de services suivants : Programmes immigrants investisseurs et entrepreneurs. Il doit permettre le soutien de ces services dans la nouvelle plateforme du Ministère. La redéfinition s'effectuera en lien avec les modifications au niveau fédéral des programmes d'immigration concernant les gens d'affaires et inclura également une redéfinition du rôle du Ministère et de ses partenaires dans sa prestation de services.
Pourcentage de réalisation : 1,6 %
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 3 489 000 \$ (montant estimé en attente d'un dossier d'affaires)
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 57 489 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 3 431 511 \$
Firmes externes associées au projet : Cofomo et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 24 864 \$
Étude d'opportunité - logiciels libres : non applicable

DEV606 Exploitation des journaux TI
Description sommaire Ce projet vise à revoir les procédures visant à l'exploitation des journaux dans tous les systèmes informationnels du Ministère et à l'automatisation ou l'impartition des tâches d'exploitation.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 575 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 575 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV610 Système d'évaluation des compétences langagières en français
Description sommaire L'objectif général du projet vise à transformer les processus d'évaluation des compétences langagières des personnes immigrantes souhaitant suivre des cours de français offerts par le MIDI. Actuellement, la révision de la stratégie d'offre de services s'appuie sur deux pistes d'analyse : 1. Une solution technologique sous la forme d'un test d'évaluation informatisé; 2. Une solution d'externalisation de l'offre de services.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 500 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 500 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV611 Transformation du service – Parrainage, réfugiés et cas humanitaires
Description sommaire Ce projet vise à améliorer la qualité des services offerts à la clientèle notamment en déployant un service en ligne et en améliorant la performance du processus de traitement d'une demande d'engagement, tout en réduisant les coûts d'opération du Ministère. Le « parrainage collectif » est un programme d'accueil humanitaire visant les personnes à l'étranger susceptibles d'être reconnues comme réfugiées, ou personnes à protéger. Le projet inclut également la redéfinition des services traitant des cas humanitaires et des réfugiés, basé sur un arrimage avec les changements aux programmes fédéraux équivalents.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 990 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 990 000\$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV612 Modernisation du système de gestion de la paie variable
Description sommaire Le projet couvre l'examen de l'offre de services et du processus de gestion de la paie variable du personnel enseignant occasionnel. Les travaux auront pour objectif de documenter le besoin d'affaires et les ébauches de solutions à considérer en faisabilité en lien avec la désuétude de la solution actuelle. Le projet évaluera la possibilité de transférer la gestion de la paie variable vers la nouvelle plateforme de mission IMAGINE et à diminuer les risques et les efforts de maintenance liés au soutien des opérations des services d'affaires visés dans l'ancienne plateforme de mission. Le transfert vers la nouvelle plateforme pourra prendre la forme d'un transfert vers un partenaire, d'une acquisition progicielle ou d'un développement selon les bénéfices identifiés.
Pourcentage de réalisation : Projet reporté
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 1 434 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 1 434 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d'opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV616 Outil automatisé de gestion et de suivi de la performance des projets et des investissements stratégiques
Description sommaire Le projet vise à évaluer la nécessité d'acquérir et d'utiliser un outil destiné au suivi des différents projets et mandats du Ministère : suivi de l'avancement, des efforts requis par les ressources, du développement en technologies de l'information et de la reddition de comptes (projet et portefeuille) tout au long du cycle de vie des investissements. Les objectifs spécifiques sont : 1. Décrire et analyser la situation actuelle; 2. Établir la situation désirée; 3. Effectuer, à haut niveau, l'analyse des coûts/bénéfices et des impacts; 4. Identifier les pistes de solution qui seront étudiées dans la phase de faisabilité ainsi que les critères de sélection.
Pourcentage de réalisation : Projet annulé
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 100 000 \$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 0 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 100 000 \$
Firme externe associée au projet : à déterminer
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : sans objet
Étude d’opportunité - logiciels libres : sans objet

DEV617 Répartition de charge
Description sommaire Le projet vise à renforcer la robustesse et l'accessibilité de la nouvelle solution IMAGINE. Il vise également une amélioration de la performance et du temps de réponse afin de pouvoir répondre aux critères de qualité que s'est fixés le MIDI. La notion de répartition de charge rassemble un ensemble de techniques permettant de distribuer une charge de travail entre différents ordinateurs d'un groupe. Ces techniques permettent à la fois de répondre à une charge trop importante d'un service en la répartissant sur plusieurs serveurs afin de réduire l'indisponibilité potentielle de ce service que pourrait provoquer la panne logicielle ou matérielle d'un unique serveur.
Pourcentage de réalisation : 27 %
Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 125 000\$
Coûts du 1er avril 2015 au 29 février 2016: 33 960 \$
Coûts restant à déboursier pour terminer le projet : 68 982 \$
Firmes externes associées au projet : CGI et SIRIUS
Montants versés aux firmes externes du 1er avril 2015 au 29 février 2016 : 29 970 \$
Étude d’opportunité - logiciels libres : non applicable

QUESTION - RG13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L’AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L’ANNÉE 2015-2016, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES

Selon les données disponibles en date du 29 février 2016

A) PHOTOCOPIE	
Photocopieurs et papier	13 099\$
B) MOBILIER DE BUREAU	0 \$
C) AMEUBLEMENT	0 \$
D) DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
E) DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE	185 \$
F) REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	36 427 \$
N.B. : les frais de transport comprennent les frais réclamés sur les comptes de frais de voyages (incluant ceux à l’extérieur du Québec) ainsi que tous les frais généraux tels autobus, taxis, locations de véhicules, avion, etc.	
G) REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT	18 272 \$
N.B. : les frais d’hébergement comprennent les frais au Québec et à l’extérieur du Québec.	
H) REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS	13 676 \$
N.B. : les frais de repas comprennent les frais au Québec et à l’extérieur du Québec.	
I) REMBOURSEMENT DES FRAIS D’ALCOOL ET DE FÊTES	0 \$
J) ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT	
a. Au Québec	160 \$
b. À l’extérieur du Québec	0 \$
N.B. Les dépenses comprennent les frais de transport, d’hébergement, de repas ainsi que le coût des congrès, des colloques et de toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement.	

QUESTION - RG14

SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE

Nom des fournisseurs	Téléphones cellulaires		Lignes cellulaires				
	Nombre	Acquisitions	Contrats	Utilisation		Minutes	Total
				Local	Itinérance		
Telus	1	675,56 \$	9798,05 \$	13 014,83 \$	466,07 \$	125 548	23 954,51 \$

	Nombre d'acquisitions	Coût
Ordinateurs portables et tablettes électroniques	0	0 \$

	Nombre	Coût
Téléavertisseurs	0	0 \$

Le Ministère n’a encouru aucun coût de résiliation.

Les données sont en date du 29 février 2016.

QUESTION - RG15 a

NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER AU MIDI PAR TRANCHES D'ÂGE, SEXE, GROUPES CIBLES ET CATÉGORIE D'EMPLOI - 2015-2016

35 ANS ET PLUS

Catégorie	Femmes	Hommes	Total	Femmes %	Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		Communautés culturelles	
						%		%		%		%
Administrateur d'État	1	3	4	25,0	-	-	-	-	-	-	1	25,0
Cadre	17	11	28	60,7	-	-	-	-	2	7,1	5	17,9
Professionnel(le)	117	119	236	49,6	2	0,8	-	-	2	0,8	68	28,8
Enseignant(e)	78	42	132	65,0	1	0,8	1	0,8	-	-	20	16,7
Fonctionnaire	218	53	271	80,4	14	3,7	-	-	-	0,3	132	48,7
Total	431	228	659	65,4	17	2,6	1	0,2	4	0,6	226	34,3

Source : Données SAGIR au 29 février 2016

Note : Les données qui concernent les personnes handicapées, les membres des communautés culturelles, les autochtones et les anglophones sont partielles étant donné qu'elles sont recueillies sur une base volontaire et que certaines personnes peuvent avoir décidé de s'abstenir. À noter également qu'une personne peut s'être identifiée comme faisant partie d'un ou de plus d'un groupe cible.

QUESTION - RG15b

NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER AU MIDI PAR TRANCHES D'ÂGE, SEXE, GROUPES CIBLES ET CATÉGORIE D'EMPLOI - 2015-2016

MOINS DE 35 ANS

Catégorie	Femmes	Hommes	Total	Femmes %	Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		Communautés culturelles	
						%		%		%		%
Administrateur d'État	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnel(le)	32	11	43	74,4	-	-	2	4,7	-	-	14	32,6
Enseignant(e)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnaire	11	2	13	84,6	2	15,4	-	-	-	-	5	38,5
Total	43	13	56	76,8	2	3,6	2	3,6	-	-	19	33,9

Source : Données SAGIR au 29 février 2016

Note : Les données qui concernent les personnes handicapées, les membres des communautés culturelles, les autochtones et les anglophones sont partielles étant donné qu'elles sont recueillies sur une base volontaire et que certaines personnes peuvent avoir décidé de s'abstenir. À noter également qu'une personne peut s'être identifiée comme faisant partie d'un ou de plus d'un groupe cible.

QUESTION - RG15c

NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE¹ PRIS PAR LE PERSONNEL REGULIER ET OCCASIONNEL
POUR L’EXERCICE FINANCIER 2015-2016²

MIDI	2015-2016
Cadres	99,0
Professionnels	2 328,0
Enseignants	769,0
PBTA ³	3 072,5
TOTAL	6 268,5

¹ Les jours de maladie correspondent au code d’absence 120 (Maladie)

² Données enregistrées au 18 mars 2016, soit la période de paie numéro 27 de 2015-2016, couvrant la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

³ Personnel de bureau, technicien et assimilé

QUESTION - RG15d

LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE CONGE DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMEE, PAR CATEGORIE D’EMPLOI

Nombre de personnes selon le nombre de jours dans leur réserve de congé de maladie

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Administrateurs d’État et cadres	7	9	10	5
Professionnels	96	117	54	32
Enseignants	583	71	8	7
Fonctionnaire	198	104	32	14
Total	884	301	104	58

Notes :

- Les données enregistrées au 18 mars 2016, soit la période de paie numéro 27 de 2015-2016.

QUESTION - RG15e

NOMBRE TOTAL D’HEURES DE TRAVAIL SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL
REGULIER ET OCCASIONNEL ET REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES
SUPPLEMENTAIRES POUR L’EXERCICE FINANCIER 2015-2016*

TOTAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES REALISEES PAR LE PERSONNEL POUR L’EXERCICE
FINANCIER 2015-2016

MIDI	2015-2016
Cadres	0
Professionnels	4 066
Enseignants	0
PBTA ⁽¹⁾	4 863
TOTAL	8 929

COÛT TOTAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES REALISEES EN DOLLARS POUR L’EXERCICE
FINANCIER 2015-2016

MIDI	2015-2016
Cadres	0 \$
Professionnels	285 291 \$
Enseignants	0 \$
PBTA ⁽¹⁾	202 317 \$
TOTAL	487 608 \$

COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSEES EN CONGE POUR L’EXERCICE FINANCIER 2015-2016

MIDI	2015-2016
Cadres	0 \$
Professionnels	109 981 \$
Enseignants	0 \$
PBTA ⁽¹⁾	24 620 \$
TOTAL	134 601 \$

COÛT TOTAL DES HEURES PAYEES OU A PAYER POUR L’EXERCICE FINANCIER 2015-2016

MIDI	2015-2016
Cadres	0 \$
Professionnels	175 310 \$
Enseignants	0 \$
PBTA ⁽¹⁾	177 697 \$
TOTAL	353 007 \$

* Données enregistrées au 18 mars 2016, soit la période de paie numéro 27 de 2015-2016, couvrant la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.
⁽¹⁾ Personnel de bureau, technicien et assimilé

QUESTION - RG15f

NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL REGULIER
ET OCCASIONNEL POUR L’EXERCICE 2015-2016*

MIDI	2015-2016
Cadres	918,0
Professionnels	6 017,5
Enseignants	4 025,5
PBTA ¹	6 913,0
TOTAL	17 874,0

* Données enregistrées au 18 mars 2016, soit la période de paie numéro 27 de 2015-2016, couvrant la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

¹ Personnel de bureau, technicien et assimilé

QUESTION - RG15g

LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMEE, PAR CATEGORIE D’EMPLOI

Nombre de personnes selon le nombre de jours dans leur réserve de vacances

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Administrateurs d’État et cadres	15	15	0	0
Professionnels	145	84	2	0
Enseignants	605	57	0	0
Fonctionnaire	151	99	3	0
Total	916	255	5	0

- Notes :
- Les données enregistrées au 18 mars 2016, soit la période de paie numéro 27 de 2015-2016.

QUESTION - RG15h

NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION - RG15i

NOMBRE DE PERSONNES ET RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME EN RELEVANT, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC, OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ OU DE L’ÉDUCATION

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès.

Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

QUESTION - RG15j

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Comprend les employés réguliers (permanents et temporaires). Nombre de personnes en place.

Portrait au 29 février 2016

Région	Centre principal de direction	Personnel d’encadre-ment ¹	Professionnels	Enseignants	Personnel technique	Personnel de soutien	Total Régions
Estrie (05)	Sherbrooke		1				1
Montréal (06)	Montréal	32	277	120	147	134	710
Outaouais (07)	Gatineau				1		1
Québec (03)	Québec		1			2	3
Total MIDI		32	279	120	148	136	715

¹ Dans ce tableau, le personnel d’encadrement inclut les administrateurs d’État assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION - RG15k

ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT ADDITIONNEL*
EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

MIDI	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Professionnels	61 ¹	59 ²	58 ³	50 ⁴

* Les employés réguliers et occasionnels bénéficiant d’un traitement additionnel sont les employés qui occupent un poste professionnel reconnu comme étant un emploi de complexité supérieure expert ou émérite.

¹ Source : SAGIR au 30 novembre 2012
² Source : SAGIR au 31 mars 2014
³ Source : SAGIR au 28 février 2015
⁴ Source : SAGIR au 29 février 2016

QUESTION - RG151

NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR* À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

MIDI	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Nombre d’employés	40 ¹	37 ²	33 ³	31 ⁴

* Les employés réguliers bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie sont ceux dont le traitement est hors échelle ou dont l’horaire de travail est majoré.

¹ Source : SAGIR au 30 novembre 2012
² Source : SAGIR au 31 mars 2014
³ Source : SAGIR au 28 février 2015
⁴ Source : SAGIR au 29 février 2016

QUESTION - RG15 m

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Comprend les effectifs réguliers autorisés (postes occupés et vacants).

Portrait au 29 février 2016

Région	Centre principal de direction	Personnel ¹ d’encadrement	Professionnels	Enseignants	Personnel technique	Personnel de soutien	Postes Vacants	Total Régions
Estrie (05)	Sherbrooke		1					1
Montréal (06)	Montréal	32	277	120	147	133		709
Outaouais (07)	Gatineau				1			1
Québec (03)	Québec		1			1		2
Total MIDI		32	279	120	148	134	270	983

¹ Dans ce tableau, le personnel d’encadrement inclut les administrateurs d’État assujettis à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION - RG15n

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN
DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG15o

NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG 15p

NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION - RG16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, ET CE, PAR DIRECTION :

- a) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2014-2015, 2015-2016, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES;
 - b) LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
 - c) LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
 - d) LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS
-

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du Plan de gestion des ressources humaines : ce plan n'est plus en vigueur.
- c) **Le nombre de départs à la retraite pour 2015-2016 : 43.**
Aucune indemnité de retraite n'a été versée par le Ministère.
- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :** En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste des retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats, nous vous informons que ces **renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels** au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

QUESTION - RG17

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D’EUX

ILE DE MONTRÉAL ET AÉROPORT

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	SUPERFICIE DU LOCAL LOUÉ EN M2	COÛT TOTAL DE LA LOCATION (\$)	COÛT DES AMÉNAGEMENTS EN 2015-2016 (\$) CONTRACTEUR	DURÉE DU BAIL
NOM DU PROPRIÉTAIRE				
276, rue St-Jacques, Montréal Gestion Georges Coulombe	3 843,07	791 164	0	2010-10-01 2018-06-30
360, rue McGill, Montréal SQI	10 704,30	2 387 774	30 331 SQI	Propriété SQI
360, rue St-Jacques, Montréal Gestion Georges Coulombe	3 448,99	846 873	0	2013-07-01 2018-06-30
800, boul. De Maisonneuve Est, Montréal Place Dupuis Commercial Trust	2 139.05	536 137	69 933 SQI Busac	2009-05-31 2019-05-31
975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval Aéroports de Montréal	295,60	118 163	0	2016-01-01 2020-12-31
1000, rue St-Antoine Ouest, Montréal Point Zéro	291,83	43 803	0	2014-05-01 2019-04-30
2050, rue de Bleury, Montréal Gestion Château d’Or	1 329,27	286 169	0	2008-10-31 2018-10-31
5252, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal Centre universitaire de santé McGill	147,13	31 587	0	2014-05-01 2019-04-30

QUÉBEC

EMPLACEMENT DE LA LOCATION	SUPERFICIE DU LOCAL LOUÉ EN M2	COÛT TOTAL DE LA LOCATION (\$)	COÛT DES AMÉNAGEMENTS EN 2015-2016 (\$) CONTRACTEUR	DURÉE DU BAIL
NOM DU PROPRIÉTAIRE				
675, boul. René-Lévesque, Québec SQI	767,49	147 324	0	Propriété SQI

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 27)

Selon les données disponibles en date du 29 février 2016
Le MIDI occupe la totalité des espaces loués et n’offre aucune sous-location, avec ou sans revenus

QUESTION - RG18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2015-2016, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS

Selon les données disponibles en date du 29 février 2016

Bureau de circonscription de Mme Weil (Députée de Notre-Dame-de-Grâce)

5252, boulevard De Maisonneuve Ouest, Montréal (QC) H4A 3S5

0 \$

Cabinet de la ministre (Mme Weil)

360, rue McGill, 4^e étage, Montréal (QC) H2Y 2E9

0 \$

QUESTION - RG19

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES
DURANT L'ANNÉE 2015-2016
CABINET DE M^{ME} KATHLEEN WEIL

Liste du personnel du cabinet de la ministre durant l'année 2015-2016
Cabinet de M^{me} Kathleen Weil

NOM	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION
BÉGIN-HOUE, Laetitia	Montréal	Employée de soutien
BENNETT, Amanda	Montréal	Attachée politique
BERRY, Marie-Astrid	Notre-Dame-de-Grâce	Attachée politique
BUTERA, Eloge C.	Montréal	Attaché politique
DUBÉ, Mélissa	Montréal	Employée de soutien
GUERCHE, Hugo	Notre-Dame-de-Grâce	Attaché politique
HERBERT, Pierre-Olivier	Montréal	Attaché politique
IDRISSI, Salim	Montréal	Attaché politique
MORENO, Vivian	Montréal	Attachée politique
McMAHON, Dave	Montréal	Attaché politique
PARADIS, Marie-Hélène	Montréal	Directrice de cabinet
SANSREGRET, Louise	Notre-Dame-de-Grâce	Attachée politique
STRIL, Stéphane	Montréal	Attaché politique

Il y a eu 13 employés au cabinet au cours de l'exercice 2015-2016, en date du 29 février 2016.

- La masse salariale annuelle du cabinet ministériel approuvée par le Conseil du trésor pour l'exercice financier de 2015-2016 est de 696 750 \$.

Description de tâches du personnel du cabinet de la ministre Kathleen Weil

Les attributions respectives des membres du personnel d'un cabinet sont les suivantes :

- Le directeur de cabinet et le directeur de cabinet adjoint sont chargés de diriger des membres du personnel du cabinet; ils s'acquittent en outre des autres devoirs et tâches que la ministre peut leur assigner.
- L'attaché politique est chargé de remplir des fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.
- L'employé de soutien est chargé de remplir les tâches de soutien administratif nécessaires au bon fonctionnement du cabinet.

.

QUESTION – RG20

LISTE DES SOMMES D’ARGENT VERSÉES EN 2015-2016 À MÊME LE BUDGET
DISCRÉTIONNAIRE DE LA MINISTRE

Subventions versées entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016
Cabinet Weil

Nom du fournisseur	Montant payé
Accalmie: Accompagnement et hébergement pour personnes suicidaires	1 000,00
Accueil d'Amos, L'	250,00
À deux mains	2 500,00
Ali et les Princes de la Rue	1 000,00
Alpha Bellechasse	500,00
Alterhéros	500,00
Amélie & Frédérick, service d'entraide	750,00
AMINATE Acc. Multiethn. et int. nouv. arrivants à Terrebonne et env.	500,00
Ass. communauté noire l'ouest de l'île	1 300,00
	700,00
Ass. des Braves d'Ahuntsic inc.	250,00
Ass. des gens d'affaires et de professionnels Slaves du Québec	1 000,00
Ass. italo-canadienne de l'Ouest de l'Île de Montréal inc.	500,00
Association canadienne filipino à l'Île Ouest	1 000,00
Association des communautés culturelles et artistes A.C.C.A.	500,00
	1 500,00
Association des Tunisiens aux Amériques	1 000,00
Association Italo Québec inc.	500,00
Association Québec-Bolivie	500,00
Autour du Bébé, carrefour périnatal d'Ahuntsic	1 000,00
Avocats sans frontières Canada (ASFC)	1 000,00
Banques alimentaires du Québec, Les	5 000,00
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	5 000,00
Café des Deux Pains de Valleyfield inc.	500,00
Calacs de Charlevoix	1 000,00
Cammac	1 000,00
Camp musical d'Asbestos inc.	3 000,00
Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	3 000,00
Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	3 500,00
Carrefour socioculturel du Centre Afrika	1 000,00
CASA-CAFI [Centre d'aide aux familles immigrantes]	2 000,00
Centraide du Grand Montréal	2 000,00
Centre africain de développement et d'entraide inc.	1 000,00
Centre Canadien Islamique Al-Jamieh	500,00
Centre commémoratif de l'Holocauste à Montréal, Le	2 000,00
Centre communautaire CEFEDI	500,00
Centre communautaire Sikh de Montréal, Le	500,00
Centre d'aide à la réussite et au développement C.A.R.D.	2 500,00
Centre d'aide aux familles latino-américaines	1 000,00

Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg	500,00
Centre d'éducation populaire de l'Estrie	1 500,00
Centre de Rêves et Espoirs	1 000,00
Centre de solidarité internationale Corcovado inc.	1 000,00
Centre d'Orientation des Nouveaux Arrivants et immigrants de Mtl	1 000,00
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources Références d'Anjou	500,00
Centre Jeunesse LGBTQ	300,00
Centre Khemara	2 500,00
Centre Lavallois pour l'intégration et la cohésion sociale (CLICS)	2 500,00
Centre Mazal Gutnick	500,00
Centre multiethnique de Québec inc.	500,00
Centre R.I.R.E. 2000	3 000,00
Chic resto-pop inc., Le	250,00
Cité des arts du cirque	3 000,00
Clinique juridique Juripop	600,00
Clinique juridique Juripop (St-Constant)	500,00
Club âge d'or Butterfly de R.D.P.	1 000,00
Club Rotary de Beauport	500,00
Club soccer Repentigny	500,00
Coalition des familles LGBT	250,00
Coeur des familles agricoles 2003, Au	500,00
Comité canadien du centenaire du génocide des Arméniens	500,00
Comité d'Éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri, Le	300,00
Communauté grecque orthodoxe de la région Ouest de Montréal	500,00
Communauté Sépharade unifiée du Québec	2 000,00
Comptoir alimentaire Drummond inc.	300,00
Congrégation Beth Tikvah Ahavat Shalom-Nusach Hoari	500,00
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	1 000,00
Conseil de direction de l'Armée du Salut du Canada	1 000,00
Conseil québécois LGBT	500,00
Corbeille-Bordeaux-Cartierville, La	150,00
Corporation concept Alpha de Rouyn-Noranda	400,00
Corporation Wapikoni Mobile	1 000,00
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La	1 000,00
Ctre d'orientation paralégale et soc. pour immig. [C.O.P.S.I.] inc.	1 000,00
Dauphinelle inc.	250,00
Développement expertise et solidarité internationale [DESI]	500,00
Dispensaire Diététique de Montréal	5 000,00
Écrit Tôt de Saint-Hubert, L'	500,00
Entraide Bois-de-Boulogne	2 000,00
Espace Projet	1 000,00
Espace-vie TSA	250,00
Fabrique de la paroisse de Sainte-Monique, La (Montréal)	2 000,00
Famille Espoir	500,00
Feejad [Famille pour l'entraide et d'éduc. des jeunes et adultes]	5 000,00
Festiblues international de Montréal	850,00
Festival cinéma du monde de Sherbrooke	1 200,00
Festival de films cinémania	500,00
Festival de la truite mouchetée de St-Alexis des Monts inc.	250,00
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	5 000,00

fête au village et rencontre des cultures, La	2 500,00
Fibrose kystique Québec	500,00
Foire africaine de Montréal	500,00
Fondation B.B.C.M., La	1 500,00
Fondation Carmel-Roy du centre hosp. St-Joseph de la Malbaie	1 000,00
Fondation de la famille Brian Bronfman	3 000,00
Fondation de la tablée populaire, La	1 000,00
Fondation de l'Hôpital Chinois de Montréal [1972]	3 000,00
Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue inc.	500,00
Fondation des YMCA du Québec	3 000,00
Fondation Droit au Talent	175,00
Fondation du CEGEP de Sherbrooke	500,00
Fondation du Centre universitaire de santé McGill	5 000,00
Fondation du Refuge pour Femmes chez Doris inc., La	2 000,00
Fondation Fabienne Colas	1 500,00
Fondation Internat. des Cultures à Partager-Sect. Saguenay Lac St-Jean	500,00
Fondation Madeli-aide	250,00
Fondation mon nouveau bercail	5 000,00
Fondation Père Lionel Dehoux	200,00
Fondation Raif Badawi pour la liberté	1 000,00
Fondation Serge Marcil	250,00
Fondation Universitaire Armand-Frappier de l'INRS	500,00
Force Jeunesse inc.	1 000,00
	1 000,00
Go le grand défi inc.	250,00
G.R.I.S.[Gr. recherche et d'intervention soc. gais et lesbiennes]	1 000,00
Groupe DP Consultations	1 000,00
Handicap Action Intégration H-A-I	2 000,00
Hippy-Québec	5 000,00
Hockey mineur Pont-Rouge	750,00
Institut pacifique	500,00
Jeunesse au soleil	1 000,00
	2 500,00
Lettres en Main	2 000,00
Leucan inc.	1 000,00
Ligue des Noirs du Québec	3 000,00
Mains utiles	1 000,00
Maison de la famille du Grand-Portage	1 000,00
Mères avec Pouvoir [Map] Montréal	250,00
Mission Saiva du Québec, La	1 500,00
Montons pour la cause	1 000,00
Mosaique, Centre d'action bénévole et communautaire, La	1 500,00
Motivaction Jeunesse	3 000,00
Noël du Pauvre Coeur du Québec inc., Le	1 000,00
Oasis de Lotbinière inc.	500,00
Oeuvres Humanitaires du Salut [O.H.S.]	500,00
Ouverture avec les arts	1 500,00
	500,00
Piolet, Le	1 500,00
Place aux jeunes en région	2 000,00

Projet communautaire de Pierrefonds	1 000,00
Québec Community Groups Network	250,00
Racine croisée solidarité Sawa	2 000,00
Regroupement des cuisines collectives du Québec	1 500,00
Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec	1 000,00
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	250,00
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc., Le	250,00
Regroupement des marocains au Canada	1 000,00
Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	5 000,00
Regroupement: "Entre Mamans" inc.	500,00
Regroupement général des sénégalais du Canada [RGSC]	250,00
Regroupement Interculturel Saint-Léonard	1 000,00
Relais communautaire de Laval	250,00
REPAF - Réseau des entrepreneurs et professionnels africains	1 000,00
Réseau Accorderie	300,00
Réseau d'Aide aux Personnes Seules et Itinerantes de Montréal inc., Le	500,00
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec	1 500,00
Réseau "Femmes Africaines, Horizon 2015 [FAH 2015]"	300,00
Ressource espace familles	3 000,00
Ruche Vanier inc., La	500,00
Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	5 000,00
Service d'Accueil des Nouveaux Arrivants de Shawinigan	1 500,00
Service d'Accueil des Nouveaux Arrivants [SANA] MRC de Maskinongé	1 000,00
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immig. [S.A.A.I.]	1 000,00
Service d'aide aux Néo-Canadiens [Sherbrooke] inc.	5 000,00
Service Intégration Travail Outaouais	3 500,00
Services de soutien à la famille Hay Doun	2 500,00
Société culturelle iranienne du West-Island, La	500,00
Sociétés Irlandaises Unies de Montréal, Les (United Irish Societies of Montreal)	100,00
Solidarité et actions des femmes immigrantes regroupées	1 000,00
Trame d'actions et d'initiatives concertées [T.R.A.I.C.] jeunesse	500,00
Traversée Internationale du Lac Memphrémagog [2003] inc., La	300,00
Trifort de Chambly, Le	100,00
Troupe folklorique grecque Syrtaki, La	300,00
Université de Montréal	250,00
Vues d'Afrique	5 000,00
	230 625,00

QUESTION - RG21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N’OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

Le Ministère n’a pas de personnel hors structure et qui n’occupe aucun poste dans le Ministère.

QUESTION - RG22

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D’EMPLOI
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION - RG23

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG24

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Liste du personnel rémunéré par le ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres au 29 février 2016.

NOM	POSTE OCCUPÉ	SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL	ASSIGNATION INITIALE/ DATE D’ASSIGNATION HORS STRUCTURE	DATE DE FIN D’ASSIGNATION
KANTCHONO, Carmen	Agent de recherche et de planification socio- économique	84 658 \$	2014-06-16	2017-06-16

QUESTION – RG25

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2015-2016		
---	--	--

Nom des fournisseurs	Nature du service	Coût
Sodexo *	Abonnement aux journaux suivants à Québec : Journal de Québec, La Presse, Le Devoir et Le Soleil	694,98 \$
Le Devoir **	Abonnement annuel	519,94 \$
Journal de Montréal **	Abonnement annuel	364,00 \$
La Presse **	Abonnement annuel	213,46 \$
The Gazette **	Abonnement annuel	732,00 \$
Cd-Rom SNI	Abonnement annuel au service Eureka.ca	13 834,00 \$
Club de presse Blitz	Abonnement annuel au répertoire des médias	600,00 \$
Presse canadienne inc.	Accès au site Web de nouvelles sur commande (2 utilisateurs)	1 060,50 \$
Infopresse	Abonnement annuel	79,00 \$
ECCTIS Ltd	UK NARIC (inclus 6 bases de données)	2541,48 \$
Association internationale des universités	Portail WHED (base de données gratuite avec l'achat de l'édition courante de l' <i>International Handbook of Universities</i>)	Gratuit
American Association of Collegiate Registrars and Admissions Officers (AACRAO)	EDGE (base de données)	80,35 \$
Australian Education International. National Office of Overseas Skills Recognition (AEI-NOOSR)	County Education Profiles Online (base de données)	1500 \$AUD
Nom sous couvert de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	Base de données chinoise	8 013,65 \$
South China Morning Post	Revue, abonnement annuel	430 \$
Center for International Higher Education (Boston College)	International Higher Education (Revue électronique par courriel 4 fois/année ; Version imprimée arrive environ 1 mois plus tard)	Gratuit
University World News	University World News (publication électronique par courriel 1 fois/semaine)	Gratuit
Association des universités et collèges du Canada (AUCC)	Affaires universitaires (publication électronique par courriel 10 fois/an)	Gratuit
The Chronicle of Higher Education	The Chronicle of Higher Education (publication électronique par courriel. <i>Academe Today</i> 1 fois/jour ; <i>Weekly Briefing</i> 1 fois/semaine)	Gratuit

Educational Credential Evaluators (ECE)	The Connection for International Credential Evaluation Professionals (Publication électronique par courriel publiée plusieurs fois par mois)	Gratuit
Association internationale des universités (AIU)	E-Bulletin (publication électronique par courriel 10 fois/an)	Gratuit
Netherlands Organisation for International Cooperation in Higher Education (NUFFIC)	Nuffic News (publication électronique par courriel 10 fois/an)	Gratuit
The PIE	The PIE Weekly (publication électronique par courriel 1 fois/semaine)	Gratuit
UK NARIC	NARIC News (publication électronique par courriel 1 fois/mois)	Gratuit
UNESCO International Bureau of Education (IBE)	IBE Online Alert (publication électronique par courriel 2 fois/mois)	Gratuit
Institut français de l'Éducation – École normale supérieure de Lyon	Bulletin Veille et Analyses (publication électronique par courriel 2 fois/mois environ)	Gratuit
World Education Services (WES)	World Education News & Reviews (WENR) (publication électronique par courriel 1 fois/mois)	Gratuit
Librairie Zone Libre	Guide pratique des études collégiales au Québec (SRAM) (1 fois/an)	6,95 \$
Librairie Zone Libre	Guide pratique des études universitaires au Québec (SRAM) (1 fois/an)	6,95 \$
Librairie Zone Libre	Guide Choisir - Secondaire/collégial (1 fois/an)	13,95 \$
Librairie Zone Libre	Guide Choisir – Université (1 fois/an)	13,95 \$
Inside Higher Ed	Inside Higher Ed (publication électronique par courriel 1fois/jour)	Gratuit
Academia Group	Academia top ten in higher ed (publication électronique par courriel 1fois/jour)	Gratuit
Association France-Québec	Magazine France-Québec (trimestriel)	Gratuit
Réseau des Alliances françaises	Infolettres (plusieurs fréquences)	Gratuit
Société canadienne de l'évaluation de programmes	Revue canadienne de l'évaluation de programmes et Bulletin de la Société canadienne d'évaluation de programmes offerts aux membres de la Société (publication papier et électronique plusieurs fois l'an)	Gratuit
Institut of internal auditors	Publication imprimée et électronique offerte aux membres de l'Institut (publication plusieurs fois l'an)	Gratuit
Institut de vérification interne – section Montréal	Publication imprimée (publication plusieurs fois l'an)	Gratuit

* Abonnements aux journaux de Québec : un exemplaire cinq jours (ouvrables) par semaine.

**Abonnements aux journaux de Montréal : Deux exemplaires du lundi au samedi pour La Presse jusqu'au 1er janvier 2016, 2 exemplaires du lundi à vendredi et un exemplaire pour l'édition du samedi et dimanche pour le Journal de Montréal. Trois abonnements hebdomadaires pour The Gazette.

QUESTION – RG26

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016

Selon les données disponibles en date du 29 février 2016, aucune somme n’a été déboursée pour l’achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre pour l’année financière 2015-2016.

QUESTION – RG27

SITES INTERNET DU MINISTÈRE

Site ministériel

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 14 123 \$ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2015-2016 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec : 36 471,75 \$ pour les trois sites du Ministère (site ministériel, site Immigration-Québec et site Québec interculturel)
- Utilisation d'un outil de gestion conçu et hébergé par Espace courbe : 9 078,40 \$ pour les trois sites Internet du Ministère
- Entretien technique par Espace Courbe (programmation) : 517,60 \$ pour les trois sites Internet du Ministère
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant le nombre de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- Le site de 1996 (8 500 \$) a été refait en 1998 (39 750 \$) pour tenir compte du regroupement des responsabilités ministérielles et pour enrichir le site de nouvelles fonctionnalités. En 2002, le site a été modifié par des ressources internes pour le rendre conforme au Programme d'identification visuelle (PIV).
- En 2003, une nouvelle section thématique, Québec interculturel, a été ajoutée pour rendre compte de la société québécoise qui est de plus en plus diversifiée.
- Pour actualiser la mission du Ministère, une refonte complète du site a eu lieu en juin 2006 (14 123 \$). Il était devenu nécessaire de planifier une réorganisation des contenus étroitement liée à un nouveau scénario de navigation. De plus, la conception technique choisie a permis d'uniformiser la présentation des pages et de faciliter grandement leur mise à jour.
- En 2013, des travaux ont permis de rendre accessibles les trois sites ministériels (site ministériel, site Immigration-Québec et site Québec interculturel) par une même page d'accueil. Cette modernisation a été effectuée par des ressources internes.
- En 2015, une migration vers un nouveau serveur Web chez l'hébergeur Réseau Internet Québec a été effectuée pour les trois sites Internet du Ministère. Le changement consistait à passer de Windows 2003 à Windows 2012 et à Linux.

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Responsable du contenu du site :

- La Direction des communications

Site Immigration-Québec (immigration et intégration)

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 67 000 \$ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour en 2015-2016:

- Hébergement par Réseau Internet Québec : voir site ministériel
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant le nombre de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- Le site a été refait en 1999, en 2000 et en 2002 (coût : 45 000 \$) dans le but de mieux répondre aux besoins de la clientèle, de faciliter la recherche d'information, de présenter une navigation plus simple et conviviale, notamment sur le plan des fonctions de type transactionnel, d'en enrichir le contenu et de le rendre conforme au Programme d'identification visuelle.
- Une refonte complète du site a débuté en 2004 et s'est terminée en 2006 (mise en ligne en mai 2006). La refonte est axée sur une approche « client » présentant un parcours type pour chaque clientèle spécifique. Offert en français, en anglais et en espagnol, le site se veut ainsi un outil servant à accompagner les personnes immigrantes dans toutes les démarches liées à un projet d'immigration. La recherche d'information est facilitée, l'accent étant mis sur les clientèles et sur des thèmes d'intérêt dès le premier niveau (fonction de « filtre »), ce qui interpelle davantage les internautes. Le site donne accès à une évaluation en ligne pour les personnes qui veulent immigrer, à l'outil d'accompagnement Apprendre le Québec et à une banque d'exercices de français en ligne. Il comporte aussi des sous-sites en plusieurs langues pour la promotion faite à l'étranger. Visuellement, le site présente un aspect moderne et actuel, tout en respectant les normes de conception Web en vigueur. Techniquement, le site est plus souple pour les mises à jour et de manipulation plus rapide.
- L'augmentation ininterrompue de l'achalandage ainsi qu'une meilleure connaissance des habitudes de navigation de la clientèle et de ses besoins en matière d'information et de services transactionnels ont conduit à la nécessité de faire une refonte importante du site.
- En 2006-2007, les dépenses liées à la refonte du site Immigration-Québec sont de 67 000 \$ (conception et programmation).
- En 2013, des travaux ont permis de rendre accessibles les trois sites ministériels (site ministériel, site Immigration-Québec et site Québec interculturel) par une même page d'accueil. Cette modernisation a été effectuée par des ressources internes. En 2015, une migration vers un nouveau serveur Web chez l'hébergeur Réseau Internet Québec a été effectuée pour les trois sites Internet du Ministère. Le changement consistait à passer de Windows 2003 à Windows 2012 et à Linux. Un balancement de charge a été mis en place pour assurer la stabilité et la sécurité du site Immigration-Québec. Par ailleurs, des travaux d'amélioration au niveau de la navigation et du contenu ont été apportés dans le site.

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Responsable du contenu du site :

- La Direction des communications

Site Québec interculturel

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Espace Courbe inc. (programmation)
- Avion Rouge inc. (graphisme)

Coûts de construction du site :

- 17 444 \$ (conception et programmation) en 2006-2007

Coût d'hébergement, d'entretien et de mise à jour en 2015-2016:

- Hébergement par Réseau Internet Québec : voir site ministériel
- L'entretien et la mise à jour sont effectués par des ressources internes

Coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant le nombre de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- Le site Québec interculturel a été créé en juin 2006 (17 444 \$) en reprenant le contenu d'une ancienne section du site ministériel et en ajoutant de nouvelles sections à l'intérieur d'une navigation enrichie pour répondre à une clientèle diversifiée.
- Dans le site Québec interculturel, le grand public intéressé par les questions de rapprochement interculturel, de lutte contre le racisme et de diversité ethnoculturelle peut obtenir de l'information à jour sur ces questions et sur les événements marquants du monde interculturel, des prix et distinctions accordés ainsi que des différents concours.
- De leur côté, les organismes, les institutions et les employeurs trouvent dans ce site de l'information sur les programmes et services en matière de rapprochement interculturel et de gestion de la diversité.
- En 2013, des travaux ont permis de rendre accessible les trois sites ministériels ((site ministériel, site Immigration-Québec et site Québec interculturel) par une même page d'accueil. Cette modernisation a été effectuée par des ressources internes.
- En 2015, une migration vers un nouveau serveur Web chez l'hébergeur Réseau Internet Québec a été effectuée pour les trois sites Internet du Ministère. Le changement consistait à passer de Windows 2003 à Windows 2012 et à Linux.

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Responsable du contenu du site :

- La Direction des communications

Microsite promotionnel « Vous avez une place au Québec »

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- BCP Limité

Coûts de construction du site :

- 400 779 \$ en 2009-2010

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2015-2016 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait des trois sites Internet du Ministère)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Responsable du contenu du site :

- La Direction des communications

Microsite promotionnel « Ma place au Québec »

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- CGCOM

Coûts de construction du site :

- 319 907 \$ en 2010-2011

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2015-2016 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait des sites Internet du Ministère)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Responsable du contenu du site :

- La Direction des communications

Microsite promotionnel « Ici, on gagne à parler français »

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- CGCOM

Coûts de construction du site :

- Coûts assumés par l'Office de la langue française et le Secrétariat à la Politique linguistique en 2010-2011

Coût d'hébergement d'entretien et de la mise à jour en 2015-2016 :

- Hébergement par Réseau Internet Québec (coûts inclus dans le forfait des sites Internet du Ministère)
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Aucune modification de contenu en 2015-2016.

Responsable du contenu du site :

- La Direction des communications

Microsite promotionnel « Journées Québec »

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :

- Mbiance inc.

Coûts de construction du site :

- 42 500 \$ en 2012-2013

Coût d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour en 2015-2016 assumé par le MTESS :

- Hébergement par Réseau Internet Québec : 325 \$/mois
- Entretien et mise à jour effectués par des ressources internes

Fréquence moyenne de mise à jour :

- Régulière selon la nécessité de modifier le contenu

Responsable du contenu du site :

- Direction de la prospection et de l'attraction
- Direction des communications

QUESTION – RG28

NOMINATIONS POUR 2015-2016, DE MANDATAIRES, D’ÉMISSAIRES,
DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D’EXPERTS, D’ENQUÊTEURS ET
SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 7.

QUESTION – RG 29

POUR 2015-2016, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS

Aucune dépense n'a été effectuée par le Ministère pour des visites ou des rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec.

QUESTION – RG30

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D’ACCÈS À
L’INFORMATION EN 2014-2015 ET 2015-2016.**

L’information concernant les demandes d’accès à l’information sera présentée au **rapport annuel de gestion 2015-2016** des ministères et organismes.

QUESTION – RG31

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIER ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS
CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES
POUR 2015-2016

Veuillez-vous référer aux réponses des questions 1 et 2.

QUESTION – RG32

LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG33

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2015-2016 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes. (Chaque M/O demeure tout de même responsable des questions-répons en commission.

QUESTION – RG34

**LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS
POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE,
POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG35

L’INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU’ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L’ANNÉE 2016-2017.

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **rapport annuel de gestion 2015-2016** des ministères et organismes.

QUESTION – RG36

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME,
UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DE DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2015-2016
ET LES PRÉVISIONS 2016-2017**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG37

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 ET 2017-2018 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ENTENTES OU AUTRES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES

La compensation versée au Québec en vertu de l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains* constitue une forme de financement stable et progressif. Elle permet au Québec d'assurer sa maîtrise d'œuvre en matière d'accueil, d'aide à l'installation, de francisation, d'insertion en emploi et d'établissement des personnes immigrantes dans toutes les régions du Québec, et ce, en favorisant leur pleine participation à leur nouvelle société.

Il faut noter que la compensation financière découlant de cet accord n'est pas versée au Ministère, mais au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec. Le Ministère obtient son financement pour ses activités d'accueil et d'intégration à même les crédits votés annuellement à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a annoncé, le 1^{er} novembre 2007, des modifications à la gestion des sommes allouées à l'intégration et la francisation des personnes immigrantes à compter du budget des dépenses 2008-2009, et ce, afin d'assurer plus de transparence quant à l'utilisation de ces sommes. Ainsi depuis l'exercice financier 2008-2009, la totalité de l'enveloppe de crédits alloués par le Québec à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes a été versée au budget du MIDI. Des ententes de services conclues entre le MIDI et les ministères offrant des services d'intégration et de francisation encadrent l'utilisation de ces sommes, ce qui permet d'accroître la cohérence des interventions gouvernementales en matière de francisation et d'intégration.

En 2015-2016, le gouvernement du Québec aura consacré quelque 350,3 M\$, soit 6,1 M\$ de plus qu'en 2014-2015, aux fonctions d'accueil, d'intégration et de francisation des personnes immigrantes qu'il reçoit sur son territoire. Pour ce même exercice financier, le gouvernement fédéral versera la compensation financière en vertu de l'*Accord Canada-Québec* au montant de 345,1 M\$ de dollars.

Lors du Discours sur le budget 2016-2017 du 17 mars dernier, le MIDI a reçu des crédits supplémentaires de 6,22 M\$ lui permettant de financer les mesures de la Stratégie d'action de la Politique en matière d'immigration, de participation et d'inclusion - *Ensemble nous sommes le Québec* (5,25 M\$), et du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 - *La radicalisation au Québec: agir, prévenir, détecter et vivre ensemble* (0,97 M\$).

Par ailleurs, le MIDI a obtenu 4 M\$ de plus en 2016-2017 pour renforcer les efforts de francisation des nouveaux arrivants et lui permettant, notamment, de réaliser les actions suivantes :

- o une augmentation de la prestation de services de francisation;
- o la promotion de l'accès à l'offre de services gouvernementale en francisation et l'inscription au cours de français;
- o la promotion de la francisation auprès des personnes immigrantes, des entreprises ainsi que des régions;
- o la mise en valeur des services de francisation sur le site Internet du MIDI.

QUESTION – RG38

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :
LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS**

MIDI Primes au rendement (ou bonis)	2015-2016
Cadres	0 \$
Professionnels	108 273 \$
Fonctionnaires	0 \$
Autres	0 \$

QUESTION - RG39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT

Aucune prime de départ n’a été versée au personnel du ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion assujetti à la Loi sur la fonction publique.

QUESTION – RG40

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG41

POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU’AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

a) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;

b) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME

Il n’y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction au courant de l’année financière 2015-2016.

QUESTION – RG42

POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS?

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG43

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL
EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES
PERSONNES

Table intersectorielle d'échanges et de travail sur le Plan d'action gouvernemental *La radicalisation au Québec 2015-2018 : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble.*

Comité interministériel

Mandat

Le mandat du Comité interministériel consiste à concevoir et à mettre en œuvre des actions concertées permettant de contrer la radicalisation dans une perspective de dépistage et de prévention. Il vise des actions qui favorisent la synergie et l’efficacité gouvernementale dans l'objectif d'atteindre l'inclusion par le dialogue et le rapprochement.

Le mandat du Comité interministériel cible l'élaboration d'un plan d'action québécois pour le dépistage et la prévention de la radicalisation menant à la violence.

Liste des membres

FAILLE, Martine	Directrice générale des politiques et programmes de participation et d'inclusion Ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion
MORIN, Josée	Adjointe à la présidence Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
PAQUET, Sonia	Avocate, Bureau du directeur des poursuites criminelles et pénales Directeur des poursuites criminelles et pénales
DOMINGUE, Michèle	Coordonnatrice au Secrétariat à l'accès aux services aux communautés culturelles Ministère de la Santé et des Services sociaux
GAGNON, Jérôme	Directeur par intérim de la Direction de la sécurité de l’État et chef du Service de l'intégrité de l’État Ministère de la Sécurité publique
TURMEL, Audrey	Directrice des orientations et politiques Ministère de la Justice
BERGER, Pierre	Directeur de la planification et développement des stratégies Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
ROBERGE, Anne	Directrice Développement des politiques Ministère de la Famille
ROUSSEAU, Christian	Directeur de l'accueil et de l'éducation Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur
CORRIVEAU-HÉBERT, Étienne	Économiste international, Direction des politiques et engagements internationaux Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

DE NICOLINI, Hubert	Cadre-conseil – Secrétariat à la métropole Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
BAALOUCH, Abdelouaheb	Directeur de la régionalisation et de la violence Secrétariat à la condition féminine

Dans le cadre de ses travaux, le comité consulte divers intervenants, notamment des agents de dialogue des communautés musulmanes.

BOUAZZI, Haroun	Président Association des musulmans et des arabes pour la laïcité au Québec
DERRAJI, Monsef	Président et cofondateur Congrès maghrébin au Québec
FOURA, Lamine	Cofondateur Congrès Maghrébin au Québec Assistant de recherche GRIMER UQAM
GATRE GUEMIRI, Fatiha	Conseil canadien des femmes musulmanes
KONE, Omar	Sheikh Centre soufi Naqshbandi
LAOUNI, Samira	Présidente Communication pour l'ouverture et le rapprochement interculturel
MANAI, Bochra	Chercheure Études urbaines à l'INRS-UCS
SALMAN, Ayat	Chercheure Université McGill, Centre de recherche sur le cancer
SALMAN, Shahad	Avocate Université McGill, Centre de génomique et politiques

Aucun honoraire n'est versé dans le cadre de ces travaux

Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger

Mandat

Le Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger (CIM-RCPI) a été institué au cours de l'automne 2014. Ce comité est présidé par M^{me} Filomena Rotiroti, députée de Jeanne-Mance–Viger. Le mandat du Comité interministériel consiste à améliorer et à accélérer les processus de reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger, en favorisant la synergie et l'efficacité gouvernementales en la matière, afin de faciliter leur intégration professionnelle.

Liste des membres

ROTIROTI, Filomena	Députée de Jeanne-Mance–Viger
LEROUX, Jacques	Sous-ministre adjoint à la participation et à l'inclusion Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

REMILLARD, Paul	Directeur général par intérim de la reconnaissance des compétences et Secrétaire général Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
GERVAIS, Éric	Directeur général du développement de la main-d'œuvre Commission des partenaires du marché du travail
THUOT, Jean-François	Directeur général Conseil interprofessionnel du Québec
DRAPEAU, Jean-Sébastien	Directeur de la formation professionnelle Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
LAROCQUE, Marie-Josée	Directrice de l'enseignement et de la recherche universitaire Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
FORGUES, Jean-Pierre	Directeur de la planification de l'offre et de la formation continue (enseignement collégial) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
LAROSE, Guylaine	Directrice générale adjointe aux mesures, services et soutien d'Emploi-Québec Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
LACROIX, Daniel	Directeur des engagements internationaux Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
CHARLAND, Martyne	Directrice de la planification de la main d'œuvre et du soutien au changement Ministère de la Santé et des Services sociaux
NEPVEU, Louise	Adjointe au directeur du bureau de projet Recrutement Santé Québec Ministère de la Santé et des Services sociaux
GAGNON, Christiane	Vice-présidente Office des professions du Québec
COCHRANE, Guylaine	Directrice de la recherche et de l'évaluation Office québécois de la langue française

Dans le cadre de ses travaux, le comité mène des consultations auprès des principaux acteurs en reconnaissance des compétences. Ces consultations ont pour but de documenter les obstacles, les besoins et les pratiques exemplaires ainsi que de déterminer des pistes de solution concrètes afin de faciliter et d'accélérer la reconnaissance des compétences. Elles permettront notamment d'alimenter les travaux du comité en vue du dépôt d'un rapport final et de recommandations, au printemps 2016.

Les acteurs consultés sont, notamment :

- des employeurs et des regroupements d'employeurs;
- des établissements d'enseignement, dont les Centres d'expertise en reconnaissance des acquis et des compétences (CERAC);
- des organismes de réglementation;
- le Commissaire aux plaintes en matière de reconnaissance des compétences professionnelles;
- des organismes spécialisés dans l'intégration en emploi des nouveaux immigrants.

QUESTION – RG44

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

QUESTION – RG45

COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET QUI N’ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG46

**LISTE DES SITUATIONS EN 2015-2016 OÙ S’EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D’ARRÊT,
TEL QU’IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG47

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG48

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS À L’ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NORD EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

QUESTION – RG49

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À L’ÉLABORATION ET À LA MISE EN
ŒUVRE DU PLAN NORD EN 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l’année 2015-2016 seulement.

QUESTION – RG50

NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG51

VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR
2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG52

LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE
FONDS VERT

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION – RG53

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE
FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG54

LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE
FONDS DU PLAN NORD

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l’année 2015-2016 seulement.

QUESTION – RG55

PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 QUI ONT FAIT L’OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA *LOI SUR LES CONTRATS PUBLICS*

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

QUESTION – RG 56

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017

PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES

Le budget total de la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI) 2015-2016 du MIDI est de 15 789 433 \$.

Le budget réservé aux activités en ressources informationnelles (RI) (ACT) [1. Architecture d'entreprise, 2. Pilotage, 3. Entretien et exploitation, 4. Améliorations, 5. Support au développement, 6. Infrastructures bureautiques, 7. Gestion des bases de données, 8. Infrastructures technologiques, 9. Sécurité, 10. Télécommunications et téléphonie] et d'encadrement est de 6 529 795 \$.

Le budget réservé aux projets en technologies de l'information est de 9 259 638 \$.

DOSSIERS EN COURS

Pour les grands dossiers en ressources informationnelles en cours, les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

CONSULTANTS EXTERNES

Pour le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques, vous réferez à la réponse de la question 11.

QUESTION – RG 57

-
- a) POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :
LA MASSE SALARIALE**
- b) POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :
DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU**
-

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité de retraite n'est versée par le Ministère pour 2015-2016.

QUESTION – RG58

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D’ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L’ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D’ABSENTÉISME

Veillez référer aux réponses fournies à la sous-question 15c de la RP15.

QUESTION – RG59

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L’ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RG 60

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2014-2015 EN VUE D’ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L’information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

QUESTION – RG61

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D’ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D’ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2014-2015 ET 2015-2016

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

QUESTION – RG62

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATION À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTES AUTRES DIRECTIVES PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS

A) 2014-2015 :	10 111 \$
2015-2016 :	3 837 \$

B) Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement a versé un paiement pour cotisation :

- Association canadienne pour la santé mentale / filiale de Montréal
- Association sur l'accès et la protection de l'information [A.A.P.I]
- Association des économistes québécois (ASDEQ)
- Cercle des Administrateurs de Sociétés Certifiées
- Chambre de Commerce de l'Est de Montréal
- Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain
- Chambre de Commerce et d'industrie du Québec métropolitain
- Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent
- Conseil loc. intervenants commun. de Bordeaux-Cartierville [C.L.I.C.]
- Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme
- Groupe entreprises en santé
- Institut des auditeurs internes - Section de Montréal [IAIM]
- International Institute of Business analysis, The
- Mouvement Québécois de la Qualité
- Project Management Institute
- Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail
- Société québécoise d'évaluation de programme
- The Institute of Internal Auditors (IIA)

QUESTION – RP1

INDIQUEZ LA SOMME DÉPENSÉE EN 2015-2016 (ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. PRÉCISEZ S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ)

DÉPENSES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TI PAR CATÉGORIE	Dépenses 2015-2016*
Rémunération	
Ressources internes**	2 155,6 k\$
Acquisition de services	
Services gouvernementaux (CSPQ)	432,8 k\$
Services externes	2 340,5 k\$
Acquisition (biens et fournitures)	
Matériel	17,7 k\$
Logiciel	32,5 k\$
Total	4 979,1 k\$
Amortissement	2 577,0 k\$
* Données en date du 29 février 2016	
** Rémunération des employés de la Direction des technologies de l’information et du Service de soutien aux utilisateurs (1 767,8 k\$) et de la Direction du développement des solutions d’affaires (387,8 k\$)	

QUESTION - RP2

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES (IMMIGRATION PERMANENTE ET IMMIGRATION TEMPORAIRE) ET NOMBRE DE CERTIFICATS (CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC – CSQ, OU CERTIFICAT D'ACCEPTATION – CAQ) ÉMIS ET LE NOMBRE DE REJETS, POUR CHACUN DES PROGRAMMES D’IMMIGRATION, AU COURS DE L'ANNÉE CIVILE 2015 ET POUR LES TROIS ANNÉES PRÉCÉDENTES. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Une demande de Certificat de sélection du Québec (CSQ) est déposée par le requérant principal et comprend, le cas échéant, le conjoint ainsi que les personnes à charge qui l’accompagnent. Lorsque la demande est acceptée, un CSQ est délivré à chacune des personnes incluses dans la demande principale. Les données ci-dessous relatives à l’immigration permanente incluent le traitement et la délivrance des CSQ dans les catégories d’immigration économique, familiale et humanitaire. À noter qu’elles ne représentent pas le taux d’acceptation comme plusieurs CSQ peuvent être délivrés par demande acceptée.

En ce qui concerne la demande de Certificat d’acceptation du Québec (CAQ) pour les travailleurs temporaires*, ce sont les employeurs du Québec qui effectuent une demande auprès du MIDI. Lorsque la demande de l’employeur est acceptée, un CAQ est délivré à l’employé visé par la demande. Les données ci-dessous relatives à l’immigration temporaire incluent le traitement et la délivrance des CAQ pour travail temporaire et pour études.

Demandes d’immigration finalisées¹

	2015†
Immigration permanente	51449
Immigration temporaire	44 575

¹ Les dossiers finalisés sont comptabilisés lorsqu’une décision finale est rendue dans le dossier soit : acceptée, refusée, rejetée ou autres décisions (abandon, annulation ou fermeture).

Rejets

	2015
Immigration permanente	13 194
Immigration temporaire	602

Certificats délivrés

	2015
Certificats de sélection du Québec (CSQ)	60 740
Certificats d’acceptation du Québec (CAQ)	43 056

Cibles de sélection

	2016
Immigration permanente	Entre 41 000 et 46 900 CSQ
Immigration temporaire	S/O

* Les statistiques sur la délivrance de Certificats d'acceptation du Québec (CAQ) aux travailleurs agricoles pour l'année 2015 ne peuvent être comparées avec la période précédente. Un changement dans la méthode de comptabilisation des CAQ délivrés cause un écart important entre les chiffres de 2014 et 2015

QUESTION - RP3

LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES DE CERTIFICAT DE SÉLECTION POUR LA CATÉGORIE DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS, PAR PAYS OU TERRITOIRE POUR LES ANNÉES CIVILES 2012, 2013, 2014 ET 2015

Note : Les données des années 2012, 2013 et 2014 se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Le tableau ci-dessous concerne les demandes déposées dans le programme régulier des travailleurs qualifiés. Il présente une estimation du nombre de mois à compter de la date de réception officielle de la demande de Certificat de sélection du Québec au Ministère et la vérification des documents soumis. Il faut ajouter à ce délai entre un et 12 mois pour l'analyse du dossier à l'étape de l'examen préliminaire puis celle de la sélection.

Territoire	2014	2015
Afrique Subsaharienne	18 à 33	28
Amérique du Nord	12	0 ¹
Amérique latine	14	0
Asie	35 à 41	25 à 53
Europe de l'Est	22 à 38	0
Europe de l'Ouest	10	0
Maghreb	36 à 51	35 à 52
Moyen-Orient	36	46 à 48

En 2015, les délais de traitement ont baissé sur presque tous les territoires par rapport à l'année précédente.

Les délais de traitement des demandes peuvent varier en raison de plusieurs facteurs :

- les objectifs globaux de sélection établis par bassin géographique et par catégorie d'immigration;
- la hausse ou la baisse du volume des demandes de certificat de sélection déposées;
- la conjoncture internationale.

Ces délais ont trait aux demandes de certificat de sélection du Québec et excluent les délais relatifs aux demandes de résidence permanente déposées auprès du gouvernement du Canada.

Le calcul du délai s'applique aux demandes complètes, c'est-à-dire les demandes qui contiennent le formulaire et les déclarations dûment remplis, les pièces justificatives requises, les traductions certifiées ainsi que le paiement exact des frais exigibles.

Le délai total pour traiter les demandes déposées dans le cadre du programme de l'expérience québécoise est de 20 jours pour tous les territoires.

¹ Lorsque, pour un pays ou un territoire donné, il est indiqué 0 (zéro) à l'étape de la vérification des documents soumis, cela signifie que toutes les demandes présentées ont franchi cette étape et qu'il ne reste que les étapes de l'examen préliminaire puis de la sélection

Q U E S T I O N - R P 4

LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES DE CAQ POUR LA CATÉGORIE DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS, POUR L'ANNÉE CIVILE 2015 ET POUR LES TROIS ANNÉES PRÉCÉDENTES

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Au cours des trois premiers trimestres de l'année civile 2015-2016, 95.7 % des demandes de CAQ pour études ont été traitées à l'intérieur d'un délai de 20 jours ouvrables.

Ces délais de traitement vont de la date de réception initiale d'une demande à la prise de décision finale et tiennent compte des itérations occasionnées par la réception de dossiers incomplets.

QUESTION - RP5

LE NOMBRE D’ENTREVUES DE SÉLECTION POUR L’ÉMISSION DE CERTIFICATS DE CSQ
DANS LA CATÉGORIE ÉCONOMIQUE RÉALISÉES POUR LES ANNÉES CIVILES 2014 ET 2015.
FOURNIR UNE VENTILATION PAR PAYS ET PAR PROGRAMME D’IMMIGRATION, AINSI QUE LE
NOMBRE DE SÉLECTIONS SUR DOSSIER POUR L’ÉMISSION DE CSQ, VENTILATION PAR PAYS
ET PAR PROGRAMME D’IMMIGRATION POUR 2014 ET 2015

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

DOSSIERS ACCEPTÉS EN ENTREVUE DE SÉLECTION ET EN SÉLECTION SUR DOSSIER

Travailleurs qualifiés	2 012	2 013	2 014	2 015
Afrique subsaharienne				
En entrevue	1 352	706	307	874
Sur dossier	439	133	187	1 202
Amérique du Nord				
En entrevue	1 458	579	455	346
Sur dossier	745	344	365	795
Amérique du Nord - PEQ				
Sur dossier	2 892	3 910	4 857	5 440
Amérique latine				
En entrevue	1 712	937	441	240
Sur dossier	419	195	217	703
Asie				
En entrevue	566	296	160	160
Sur dossier	201	92	223	2 193
Europe de l'Est				
En entrevue	742	1 034	400	359
Sur dossier	37	84	181	823
Europe de l'Ouest				
En entrevue	2 311	674	477	270
Sur dossier	1 054	281	549	885
Maghreb				
En entrevue	2 191	1 755	1 134	664
Sur dossier	146	107	137	497
Moyen-Orient				
En entrevue	2 033	1 657	628	566
Sur dossier	150	120	317	935
Total-Travailleurs qualifiés				
En entrevue	12 365	7 638	4 002	3 479
Sur dossier	6 083	5 266	7 033	13 473

Gens d'affaires	2012	2013	2014	2015
Asie				
En entrevue	1 342	1 340	1 103	772
Sur dossier	180	277	333	345
Autres territoires				
En entrevue	167	100	83	54
Sur dossier	3	1	12	3
Moyen-Orient				
En entrevue	320	456	147	96
Sur dossier	19	20	19	12
Total-Gens d'affaires				
En entrevue	1 829	1 896	1 333	922
Sur dossier	202	298	364	360

Projection des dépenses financées par le MRIF pour le MIDI | Exercice 2015-2016

Représentation	Rémunération Affectés	Affectation à l'étranger	Rémunération Employés recrutés localement	Opérations	Promotion	Loyer	TOTAL
PARIS	164 012 \$	212 609 \$	234 324 \$	63 400 \$	24 000 \$	25 723 \$	724 068 \$
MEXICO	106 214 \$	116 316 \$	514 383 \$	71 500 \$	20 000 \$	53 184 \$	881 597 \$
HONG KONG MIDI	165 896 \$	585 543 \$	785 250 \$	120 000 \$	0 \$	1 215 208 \$	2 871 898 \$
HONG KONG IQ			2 323 950 \$	86 000 \$		2 170 015 \$	4 579 966 \$
SOUS-TOTAL	436 122 \$	914 468 \$	3 857 908 \$	340 900 \$	44 000 \$	3 464 131 \$	9 057 529 \$
Contributions de l'employeur	54 079 \$		192 007 \$				246 086 \$
TOTAL	490 202 \$	914 468 \$	4 049 915 \$	340 900 \$	44 000 \$	3 464 131 \$	9 303 615 \$
Services centralisés							250 000 \$
GRAND TOTAL	490 202 \$	914 468 \$	4 049 915 \$	340 900 \$	44 000 \$	3 464 131 \$	9 553 615 \$

Crédits votés et frais communs attribués	1 015 000 \$
Montant à compenser	8 538 615 \$
Transfert de crédits du MIDI au MRIF	3 958 650 \$
Transfert de dépenses du MRIF au MIDI	4 579 966 \$
Montant résiduel à transférer	0 \$

QUESTION - RP6

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES POUR 2014-2015 ET 2015-2016, ET PRÉVISIONS
POUR 2016-2017 POUR CHAQUE BIQ À L'ÉTRANGER. EFFECTIF PAR CATÉGORIE,
TRAITEMENT ANNUEL (INCLURE LES PRIMES ET BONIS) DU DIRECTEUR OU DE LA
DIRECTRICE DU BIQ OU DU CHEF DE BUREAU ET DU PERSONNEL CADRE, POUR CHAQUE
BIQ

Les dépenses financées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour l’exercice 2015-2016 ont été de 9,6 millions \$. Le rapatriement des activités de sélection des BIQ de Mexico, le 31 juillet 2015, a eu un impact sur les dépenses et sur le nombre d’effectifs présents dans les bureaux d’immigration du Québec.

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES 2015-2016¹

Voir en annexe la projection des dépenses financées par le MRIF pour le MIDI exercice 2015-2016

EFFECTIFS DANS LES BUREAUX D’IMMIGRATION DU QUÉBEC (BIQ) À L’ÉTRANGER
PAR CATÉGORIE

BIQ	Fonctionnaires québécois		Employés recrutés localement (ERL)		Total
	Cadre	Professionnels	Professionnels	Employés de bureau	
Paris	1	1	2	2	6
Mexico ²	0	1	1	1	3
Hong Kong	1	1	16	21	39
Total par catégorie	2	3	19	24	48

TRAITEMENT ANNUEL DU DIRECTEUR DU BIQ OU DU CHEF DE BUREAU POUR CHAQUE BIQ

BIQ DE HONG-KONG :

Louis Bélanger, directeur du BIQ : 101 827 \$

BIQ DE PARIS ET DE MEXICO³ :

Sylvie Beaulieu, directrice de ces BIQs : 101 827 \$

¹ Dépenses projetées selon les données fournies par le MRIF au 23 février 2016.
² En août 2015, l’effectif du BIQ Mexico est passé de 12 à 3 personnes suite au rapatriement des activités de sélection.
³ Depuis août 2015, le BIQ de Mexico est sous la responsabilité de Mme Sylvie Beaulieu, directrice du Bureau de Paris.

QUESTION - RP7

LISTE DES NOMINATIONS OU DES NOUVELLES AFFECTATIONS
POUR CHAQUE BIQ À L’ÉTRANGER EN 2014- 2015 ET EN 2015-2016

Nom	Entrée en fonction	Fonction antérieure	Durée de l’engagement	Fonction
Bureau d’immigration du Québec à Mexico				
Ghislain Beaudin	Octobre 2014	Chef du service de sélection des gens d'affaires	10 mois	Responsable du bureau
Bureau d’immigration du Québec à Paris				
Beaulieu, Sylvie	Décembre 2014	Chef du service de sélection des travailleurs qualifiés	3 années	Responsable du bureau
Drewitt, Amélie	Août 2014	Conseillère à la Direction de l'authentification, de l'évaluation professionnelle et de la révision administrative	3 années	Conseillère

QUESTION - RP8

LE NOMBRE DE DEMANDES DE RÉVISION ADMINISTRATIVE DE DOSSIERS D’IMMIGRATION,
LE NOMBRE DE RÉVISIONS QUI ONT DONNÉ LIEU À L'ACCEPTATION DU DOSSIER ET LE
NOMBRE DE RÉVISIONS OÙ LA DÉCISION DE REFUS A ÉTÉ MAINTENUE EN 2012, EN 2013, EN
2014 ET EN 2015

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

GENS D’AFFAIRES

	2015
Demandes traitées :	227
Refus maintenus	176
Renversements ayant mené à une entrevue de sélection ou à la délivrance d'un CSQ (pour le requérant principal)	51

TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

	2015
Demandes traitées :	862
Refus maintenus	713
Renversements ayant mené à une entrevue de sélection ou à la délivrance d'un CSQ (pour le requérant principal)	149

QUESTION – RP9

CONCERNANT L'ENCADREMENT DES CONSULTANTS : LA LISTE DES CONSULTANTS RECONNUS PAR LE MIDI AU TITRE DE SON NOUVEAU RÈGLEMENT, LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT PASSÉ L'EXAMEN SUR LES RÈGLES QUÉBÉCOISES EN MATIÈRE D'IMMIGRATION ET LE TAUX DE SUCCÈS À CET EXAMEN EN 2014-2015 ET 2015-2016, ET LE NOMBRE PRÉSENTANT L'ATTESTATION DE LEUR CONNAISSANCE DU FRANÇAIS.

Faits saillants

- Le Ministère gère un registre des consultants en immigration. Les consultants qui ne sont pas inscrits à ce registre ne sont pas autorisés à agir à titre de consultant en immigration auprès du Ministère et doivent en aviser leurs clients.
- L'examen sur les règles québécoises en matière d'immigration est organisé à chaque trimestre. Cet examen constitue l'étape ultime de la reconnaissance de nouveaux consultants en immigration.

Information

En date du 29 février 2016, 282 consultants sont reconnus et inscrits au registre québécois des consultants en immigration.

Examen sur les règles québécoises en matière d'immigration	2015-2016	2014-2015
Nombre de participants	34	51
Taux de succès	91%	92%

QUESTION - RP10

COPIE DES CONTRATS ACCORDÉS POUR LA RÉALISATION D’ACTIVITÉS DE PROSPECTION ET DE PROMOTION DE L’IMMIGRATION À L’ÉTRANGER EN 2014-2015 ET EN 2015-2016 (POUR TOUS LES PROGRAMMES D’IMMIGRATION). VENTILATION DES CRÉDITS ALLOUÉS EN 2014-2015 ET EN 2015-2016, ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017, PAR PAYS, POUR LES ACTIVITÉS DE PROSPECTION ET DE PROMOTION DE L’IMMIGRATION. COPIE DES NOTES, ÉTUDES, ANALYSES ET DE TOUT LE MATÉRIEL PRODUIT PAR OU POUR LE MIDI EN 2015-2016 CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE PROMOTION ET DE PROSPECTION DE L’IMMIGRATION

- Copie des contrats accordés : Les activités de prospection et de promotion à l’étranger pour l’année 2015-2016 se déclinent comme suit :
 - Le contrat pour l’abonnement annuel à SVIeSolutions a été accordé de gré à gré (crédits dépensés : 7 197,50 \$). Il concerne l’utilisation d’une plateforme au Québec et à l’étranger pour donner des séances d’information en ligne.
 - Le contrat pour l’abonnement annuel à Survey Monkey a été accordé de gré à gré (crédits dépensés : 348,00 \$). Il concerne l’utilisation d’un logiciel aux fins de sondage auprès des clientèles.
 - Le contrat pour l’outil de localisation et de priorisation des masses critiques de candidats potentiels ayant des profils recherchés par le Québec (crédits dépensés: 18 500,00 \$).
 - Contrats de presse du BIQ Mexico pour la diffusion et le soutien logistique des missions au Brésil et en Colombie : 26 031 \$
 - Contrats d’interprètes russe et roumain pour le territoire de l’Europe de l’Est : 4 050\$
 - Entente avec l’organisme France-Québec pour la publication d’articles et le référencement des candidats : 1 200\$
- Ventilation des crédits alloués en 2015-2016 par pays :

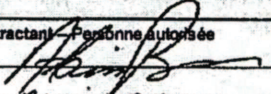
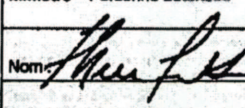
Bureaux d’immigration du Québec à l’étranger	Crédits alloués	Crédits dépensés ¹
BIQ Paris ²	146 950\$	62 200\$ (en date du 2016-02-29)
BIQ Mexico	182 550 \$	40 250 \$ (en date du 2016-02-29)
BIQ Hong-Kong	0 \$	0 \$
Total	0 \$	0 \$

¹ D’autres crédits sont engagés et seront dépensés avant la fin de l’année financière, le 31 mars 2016. Un montant de 55 000\$ des crédits alloués aux BIQ Paris et Mexico a été transféré à Montréal (Direction des communications) pour le renouvellement du visuel des outils de promotion.

² Les crédits alloués au BIQ Paris comprennent les montants destinés aux activités de prospection et de promotion de l’Europe de l’Est.

CONTRAT DE SERVICES

No de contrat : 553037646

PARTIES AU CONTRAT			
ENTRE			
Contractant		Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, dûment représenté par la personne autorisée soussignée, en vertu des modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion établies par le décret n° 360-2013 du 10 avril 2013	
Nom : RÉSEAU INTERNET QUÉBEC INC.		U. A : Direction de l'assurance qualité des services de francisation et d'intégration	
Adresse : 400, RUE Nolin, bureau 200 Québec (Québec) G1M 1E7		Adresse : 360, rue McGill, bureau RC09b, Montréal (Québec) H2Y 2E9	
Chargé de projet : M. Alain Bergeron		Chargé de projet : Mme Thérèse Trottier	
Téléphone : 418 521 - 2884 Poste :		Téléphone : 514 873- 8440 Poste : 20290	
Télécopieur : 418 522 - 2602		Télécopieur : 514 884-3829	
Courrier électronique : bergeron.alain@riq.qc.ca		Courrier électronique : therese.trottier@midl.gouv.qc.ca	
OBJET DU CONTRAT			
Le mandat du contrat est d'offrir un hébergement Web sécurisé pour la plateforme Journées Québec pour une période de 12 mois consécutifs renouvelable. Le coût mensuel est de 475\$ basé sur un contrat de 12 mois. Toutes les spécifications sont décrites au document <i>Offre_RIQ_28112014.pdf</i> , ci-joint.			
Annexe	Préciser : <i>Offre_RIQ_28112014.pdf</i> et document engagement de confidentialité <i>RIQ.pdf</i>		
CONDITIONS		DURÉE	
1. La MINISTRE s'engage à verser au CONTRACTANT pour l'exécution complète et entière de ses obligations à la satisfaction de la MINISTRE, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de trois mille neuf cents dollars (5 100 \$). La MINISTRE ne s'engage cependant pas à dépenser la totalité de cette somme.		Début Année Mois Jour 2014-12-01	
2. Le CONTRACTANT s'engage à respecter l'échéancier suivant dans l'exécution du présent contrat : l'hébergement à partir du 1 ^{er} décembre 2014 afin d'avoir une continuité de service.		Fin Année Mois Jour 2015-11-30	
3. Le CONTRACTANT s'engage à tenir compte, dans la réalisation de son mandat, de toutes les instructions et recommandations du représentant de la MINISTRE.			
4. Le CONTRACTANT s'engage à aviser la MINISTRE deux (2) mois avant la fin de la première année d'hébergement.		COÛTS (Montant sans les taxes)	
5. Le CONTRACTANT s'engage à présenter à la MINISTRE une facture mensuelle faisant état : - de la nature des services rendus, - du grand total des montants à être versés pour le mois écoulé.		5 700 \$	
Le présent contrat pourrait être prolongé pour deux périodes additionnelles de douze (12) mois chacune aux mêmes conditions. Pour ce faire, la Ministre informera le contractant de son intention de prolonger pour une période additionnelle de douze (12) mois ans les soixante (60) jours avant la fin du présent contrat.			
N.B. : Le numéro du contrat doit être indiqué sur toutes les factures. Le montant des taxes devront aussi apparaître séparément			
Les services requis et payés par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion avec les deniers publics pour son utilisation propre seront assujettis aux taxes de vente applicables (taxe de vente du Québec (TVQ) et taxe sur les produits et services (TPS) ou, le cas échéant, taxe de vente harmonisée (TVH)) et, par conséquent, ces taxes devront être facturées en sus du montant du présent contrat.			
Les articles stipulés au verso ou en annexe font partie intégrante du présent contrat.			
SIGNATURES			
Contractant - Personne autorisée	Date	Ministre - Personne autorisée	Date
	2014/12/02		2014-12-04
Nom : ALAIN BERGERON	Année Mois Jour	Nom : Thérèse Trottier	Année Mois Jour

1. **MANDAT**
Conformément à l'objet du présent contrat et à sa soumission acceptée par le Ministre, le Contractant s'engage à exécuter les travaux et à rendre les services tels que décrits par le Ministre. La soumission du Contractant, ainsi que le document d'appel d'offres le cas échéant, fait partie intégrante du présent contrat.
2. **CLAUDE LINGUISTIQUE**
Les documents d'acquisition et ceux qui accompagnent les biens acquis et les services fournis ainsi que la facturation doivent être en français; de plus, lorsque l'utilisation d'un produit ou d'un appareil nécessite l'usage d'une langue, celle-ci doit être le français.
3. **OBLIGATIONS DU CONTRACTANT**
Le Contractant s'engage à :
- 3.1 exécuter son mandat selon les règles de l'art et conformément aux instructions et recommandations du représentant de la Ministre;
 - 3.2 maintenir une étroite collaboration avec le représentant de la Ministre;
 - 3.3 retourner intact à la Ministre, avant la facturation, tout matériel, notamment les manuscrits, les supports magnétiques, les prêts-à-photographier et les films à usage, remis au Contractant aux fins de l'exécution du présent contrat;
 - 3.4 se conformer, si le présent contrat a pour objet de procéder à une collecte de données, à la Directive ministérielle régissant la qualité des sondages, jointe en annexe, et plus particulièrement aux points 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2 de cette directive. La directive est disponible à l'adresse : http://www.micc.govt.gc.ca/lesadminhuser/upload/document/DIR_sondages_2008_FIN.pdf
 - 3.5 s'assurer, si le présent contrat a pour objet de procéder à une collecte de données, d'avoir en sa possession, préalablement à la collecte de données, le Formulaire d'approbation du projet de sondage dûment signé par les personnes autorisées.
4. **OBLIGATIONS DE LA MINISTRE**
4.1 La Ministre s'engage à verser au Contractant la somme due pour l'exécution complète et entière des obligations prévues au présent contrat, sans autres frais, coûts ou dépenses que ce soit.
4.2 Ladite somme pourra être réclamée après acceptation par la Ministre des services rendus ou de chacun des biens livrables identifiés dans le plan de travail convenu par les parties et sera payable par la Ministre dans les 30 jours suivant la réception des factures et pièces justificatives pertinentes.
5. **RESPONSABILITÉ**
5.1 Sauf le cas de faute intentionnelle ou lourde de la part de la Ministre, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tous dommages matériels subis par le Contractant, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants.
5.2 Le Contractant sera responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants au cours ou à l'occasion de l'exécution de ce présent contrat, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.
5.3 Le Contractant s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la Ministre contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites ou autres procédures pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.
6. **FORCE MAJEURE**
6.1 Le Contractant ne sera pas tenu responsable de tout délai, retard ou manquement dans l'exécution des obligations lui incombant en vertu des présentes en raison de force majeure.
Dans de tels cas, la Ministre aura entière discrétion de mettre fin au présent contrat selon les modalités établies à l'article - Réalisation de contrat, ou de ne verser au Contractant aucun montant tant que dure ce délai, retard ou défaut, tout paiement étant conditionnel à l'accomplissement des obligations du Contractant.
6.2 Par avis écrit au Contractant, la Ministre peut différer temporairement l'exécution du présent contrat à cause de circonstances imprévues, notamment la grève de ses employés, le lock-out ou les lieux de travail inaccessibles quelle qu'en soit la cause.
7. **SOUS-TRAITANCE OU CESSIION**
Le Contractant ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues aux présentes sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la Ministre et, en toutes circonstances, il reconnaît demeurer seul responsable de l'exécution des travaux ou de la prestation des services à l'égard de la Ministre.
Le Contractant doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du contrat, s'assurer que chacun de ses sous-traitants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.
Le Contractant ne peut céder en tout ou en partie les droits et obligations prévus au présent contrat sans l'autorisation préalable et écrite de la Ministre. Toute convention au présent article et sa portée garant envers la Ministre contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.
8. **DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT**
La Ministre encourage ses fournisseurs et ses prestataires de services à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement et de la communauté et à consulter la Politique d'acquisitions écoresponsables de la Ministre, disponible à l'adresse : www.micc.govt.gc.ca/acquisitions
9. **PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ**
Les documents et travaux réalisés par le Contractant en vertu du présent contrat deviendront la propriété entière et exclusive de la Ministre qui pourra en disposer à son gré et le Contractant s'engage à en assurer le caractère confidentiel.
10. **DROITS D'AUTEUR**
Le Contractant octroie à la Ministre une licence non exclusive, transférable et irrévocable des droits d'auteur qu'il détient relativement aux travaux réalisés en vertu du présent contrat.
Cette licence est octroyée sans limite de territoire ni de temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit. Toute considération pour cette licence de droits d'auteur octroyée en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération qui y est prévue.
Le Contractant garantit à la Ministre qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat et, notamment, d'accorder la licence de droits d'auteur prévue au présent article et sa portée garant envers la Ministre contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.
Le Contractant s'engage à prendre fait et cause et à indemniser la Ministre de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.
11. **ACCEPTATION DES BIENS LIVRABLES**
Sans préjudice à son droit de résilier ce présent contrat, la Ministre se réserve le droit de refuser en tout ou en partie les travaux ou les services qu'elle jugera insuffisants et pourra alors, à sa discrétion et sans préjudice à ses autres droits, faire reprendre les travaux par le Contractant, aux frais de ce dernier, jusqu'à entière satisfaction ou faire compléter lesdits travaux à sa satisfaction par un tiers, aux frais du Contractant.
12. **CONFLITS D'INTÉRÊTS**
Le Contractant s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la Ministre. Si une pareille situation se présente, il doit aussitôt en informer la Ministre qui peut, à sa discrétion, résilier le présent contrat. Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant résulter de l'interprétation ou de l'application du présent contrat.
13. **RÉSILIATION CONTRAT**
13.1 La Ministre se réserve le droit de résilier le présent contrat si le Contractant fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, des conditions ou des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, s'il cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, s'il lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou s'il a fait de fausses représentations ou s'il est déclaré coupable d'une infraction à la Loi sur la concurrence relativement à un appel d'offres public, à un contrat conclu avec une administration publique au Canada sans toutefois avoir encore été inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
13.2 La Ministre se réserve également le droit de résilier le présent contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.
13.3 La résiliation du présent contrat prendra effet cinq (5) jours après la réception d'un avis de la Ministre par le Contractant.
13.4 Le Contractant devra alors remettre à la Ministre les documents en sa possession et les résultats des travaux effectués ou des services rendus pour la période écoulée du présent contrat. Dans un tel cas, le Contractant aura droit à la somme correspondant à la valeur réelle des services rendus et des travaux effectués jusqu'à la date effective de résiliation. La Ministre pourra retenir cette somme tant que le Contractant ne lui aura pas remis tous les documents relatifs à l'exécution du présent contrat ou découlant de celle-ci. La Ministre pourra disposer à sa guise des documents et faire compléter les travaux de la manière qu'elle jugera appropriée; de plus, dans le cas prévu ci-dessus en 13.1, l'augmentation des coûts qui résultera d'une telle mesure sera imputable au Contractant qui s'engage à indemniser la Ministre pour un montant équivalent à cette augmentation.
14. **AVIS**
À moins d'une disposition à l'effet contraire, tout avis prévu en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être transmis à l'adresse du destinataire par poste recommandée, par huissier, par télécopieur ou par courrier électronique.
15. **PAIEMENT DE SOMMES D'ARGENT CONVENU AU PRÉSENT CONTRAT**
Les parties reconnaissent que tout paiement de sommes d'argent convenu au présent contrat, et devant être effectué par la Ministre sur un exercice financier autre que le présent, est conditionnel à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle ce paiement est dû, et ce, en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, art. 20 et ss.).
16. **PAIEMENT DE DETTE FISCALE**
L'article 31.1.1 de la Loi sur l'administration fiscale (L.R.Q., c. A-6.002) et l'article 83 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-2.2), lorsque le Contractant est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la Ministre pourra, à la demande du ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat aux fins du paiement de cette dette.

Initiales

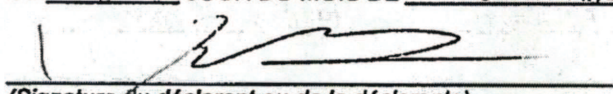
AB

ANNEXE 1

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), Yves MARTEL
(Nom de la personne)
exerçant mes fonctions au sein de RÉSEAU INTERNET QUÉBEC INC, déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis un(e) employé(e) de cette entreprise, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat de services concernant l'hébergement Web sécurisé pour la plateforme Journées Québec entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et mon employeur en date du 25/11/2014 ;
2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exécution de mes fonctions, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) à ce faire par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ou par l'un de ses représentants autorisés;
3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à une fin autre que celle s'inscrivant dans le cadre des rapports contractuels entretenus entre mon employeur et la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
4. Je m'engage à ne conserver, à l'expiration du présent contrat, aucune donnée ou document contenant un renseignement personnel ou confidentiel, quel que soit le support, et remettre à la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion une confirmation que lui et les membres de son personnel n'ont conservé aucune donnée ou document ;
5. J'ai été informé(e) que le défaut par le(la) soussigné(e) de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose ou expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par le contrat précité;
6. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

ET J'AI SIGNÉ A Quebec
CE 28 JOUR DU MOIS DE Novembre DE L'AN 2014

(Signature du déclarant ou de la déclarante)

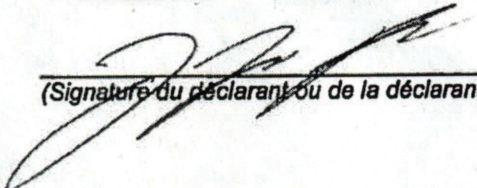
ANNEXE 1

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), Jean-François Plourde,
(Nom de la personne)
exerçant mes fonctions au sein de RÉSEAU INTERNET QUÉBEC INC, déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis un(e) employé(e) de cette entreprise, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat de services concernant l'hébergement Web sécurisé pour la plateforme Journées Québec entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et mon employeur en date du 28 novembre 2014;
2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exécution de mes fonctions, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) à ce faire par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ou par l'un de ses représentants autorisés;
3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à une fin autre que celle s'inscrivant dans le cadre des rapports contractuels entretenus entre mon employeur et la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
4. Je m'engage à ne conserver, à l'expiration du présent contrat, aucune donnée ou document contenant un renseignement personnel ou confidentiel, quel que soit le support, et remettre à la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion une confirmation que lui et les membres de son personnel n'ont conservé aucune donnée ou document ;
5. J'ai été informé(e) que le défaut par le(la) soussigné(e) de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose ou expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par le contrat précité;
6. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

ET J'AI SIGNÉ À Québec
CE 28 JOUR DU MOIS DE Novembre DE L'AN 2014


(Signature du déclarant ou de la déclarante)

ANNEXE 1

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), LEVEILLE Céline,
(Nom de la personne)

exerçant mes fonctions au sein de RÉSEAU INTERNET QUÉBEC INC, déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis un(e) employé(e) de cette entreprise, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat de services concernant l'hébergement Web sécurisé pour la plateforme Journées Québec entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et mon employeur en date du 17/06/2019 ;
2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exécution de mes fonctions, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) à ce faire par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ou par l'un de ses représentants autorisés;
3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à une fin autre que celle s'inscrivant dans le cadre des rapports contractuels entretenus entre mon employeur et la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
4. Je m'engage à ne conserver, à l'expiration du présent contrat, aucune donnée ou document contenant un renseignement personnel ou confidentiel, quel que soit le support, et remettre à la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion une confirmation que lui et les membres de son personnel n'ont conservé aucune donnée ou document ;
5. J'ai été informé(e) que le défaut par le(la) soussigné(e) de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose ou expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par le contrat précité;
6. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

ET J'AI SIGNÉ À Québec

CE 28 JOUR DU MOIS DE novembre DE L'AN 2019

Leveille
(Signature du déclarant ou de la déclarante)

ANNEXE 1

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), PAYET Johany,
(Nom de la personne)
exerçant mes fonctions au sein de RÉSEAU INTERNET QUÉBEC INC, déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis un(e) employé(e) de cette entreprise, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat de services concernant l'hébergement Web sécurisé pour la plateforme Journées Québec entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et mon employeur en date du 1/06/2010;
2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exécution de mes fonctions, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) à ce faire par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ou par l'un de ses représentants autorisés;
3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à une fin autre que celle s'inscrivant dans le cadre des rapports contractuels entretenus entre mon employeur et la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion;
4. Je m'engage à ne conserver, à l'expiration du présent contrat, aucune donnée ou document contenant un renseignement personnel ou confidentiel, quel que soit le support, et remettre à la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion une confirmation que lui et les membres de son personnel n'ont conservé aucune donnée ou document ;
5. J'ai été informé(e) que le défaut par le(la) soussigné(e) de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose ou expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par le contrat précité;
6. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

ET J'AI SIGNÉ À Québec

CE 28^{em} JOUR DU MOIS DE Novembre DE L'AN 2014

[Signature]
(Signature du déclarant ou de la déclarante)

**MANDAT DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE
LE BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À MEXICO ET L'ENTREPRISE DE SERVICE DE
PRESSE - SCRITTA**

DÉSIGNATION DES PARTIES :

Entre : Le Bureau d'immigration du Québec à Mexico (BIQM) pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant au présent contrat et ici représenté par Daniela Geloso, directrice, ci-après appelée le « BIQM ».

Et : L'entreprise de service de presse, Scritta, personne morale légalement constituée, ayant son siège à l'Av. Pe Antonio José dos Santos, 449 – São Paulo – Brésil, représentée par Paulo Piratininga Marques, directeur, ci-après appelé le « PRESTATAIRE DE SERVICES ».

1 - PROJET : ENQUÊTE POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NOUVEAUX PARTENARIATS

L'objectif principal de ce mandat est de développer des partenariats avec les conseils, associations, et ordres professionnels brésiliens dans les domaines de formation suivants : soins infirmiers, technologies de l'information et des communications, administration, comptabilité, services financiers et génie civil. La recherche devra se concentrer sur les États suivants :

- Bahia
- Distrito Federal
- Minas Gerais
- Paraná
- Pernambuco
- Rio Grande do Sul
- Rio de Janeiro
- Santa Catarina
- São Paulo

Le mandat consiste, dans un premier temps, à identifier, contacter et répertorier les conseils, associations et ordres professionnels en lien avec les domaines mentionnés précédemment et, dans un deuxième temps, de vérifier si ces mêmes entités pourraient servir de relayers d'information relative au programme d'immigration permanente du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du gouvernement du Québec.

AUTRES GROUPES D'INTÉRÊT

Groupes informels de professionnels dans les domaines de formation priorités ou de professionnels brésiliens francophones et francophiles présents sur les médias sociaux ou détenteurs d'autres canaux de communication ;

2 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Le PRESTATAIRE DE SERVICES s'engage à exécuter les travaux et à rendre l'ensemble des services décrits au présent contrat.

MANDAT GÉNÉRAL

Identification des conseils, des associations et des ordres professionnels pour chacun des domaines de formation indiqués ; le résultat exigé est l'identification et prise de contact d'au moins une association par domaine de formation pour chacun des 9 États priorités ;

Répertorier et transmettre au BIQM les associations identifiées afin de faire une présélection pour prioriser celles qui seront contactées, si cela s'avère nécessaire ;

Prise de contact et acheminement à ces-mêmes contacts de suggestions pour la diffusion des séances d'information en ligne, de possibles entretiens et activités à réaliser conjointement avec le BIQM portant sur les différentes thématiques d'immigration au Québec. Cette information sera encadrée dans un document rédigé par le BIQM ;

Création d'une liste avec les différents contacts réalisés (directeurs, présidents, et/ou chargés de communication) en incluant leurs coordonnées telles que le nom, l'adresse courriel et le numéro de téléphone.

Élaboration d'un recensement des outils de communications de chaque association : identifier leurs moyens de communication, leur présence dans les réseaux sociaux et l'envergure de leur public. Ajouter des commentaires sur des sujets à traiter avec les associations, sur le profil des possibles publications et sur le contexte des canaux de diffusion identifiés, selon le médium approprié.

Centraliser les demandes des conseils, ordres et associations vers un répondant unique à l'adresse courriel suivante : perla.haroruiz@mri.gouv.qc.ca

Participer à des réunions hebdomadaires avec le BIQM afin de faire le suivi des travaux en cours.

Les mandats préalablement décrits devront être réalisés, en incluant les travaux ou services qui, bien que non spécifiquement énumérés dans ce document, sont requis suivant la nature du présent contrat.

Toute l'information et le matériel diffusés par Scritta devront être autorisés au préalable par le BIQM.

Un rapport final d'activités devra être rédigé en conformité avec le gabarit transmis par le BIQM. Scritta devra transmettre le rapport à l'adresse courriel suivante : perla.haroruiz@mri.gouv.qc.ca

3 - OBLIGATIONS DU BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC

Le BIQM s'engage à fournir au début du mandat les informations requises pour l'exécution des activités décrites au présent contrat.

COÛT DES SERVICES OFFERTS

Le coût correspond au montant suivant :

US\$ 2500 (deux mille cinq cent dollars américains), toutes taxes comprises, payable en un versement le 04 juillet 2014.

À verser sur le compte bancaire suivant :

Citibank NA
Lexington Avenue, 3th Floor
New York, NY 10022 - U.S.A.
Branch 465
Paulo Piratininga Marques
Téléphone + 55 11 5561 6650
Cc 56355038
ABA 0210 00089
Swift Code: CITIUS33

La facture devra être acheminée à la personne désignée ci-après, à l'adresse suivante :

Daniela Geloso
Bureau d'immigration du Québec à Mexico
Taine 411 – Colonia Bosques de Chapultepec C.P. 11580, Mexico, DF
Téléphone + 52 55 11004330
Daniela.geloso@mri.gouv.qc.ca

DURÉE DU CONTRAT

Ce contrat est valable pour la période du 01 juillet 2014 au 08 août 2014. Néanmoins, il pourra être annulé en tout temps par l'une ou autre des parties, après communication écrite 30 jours avant la date prévue d'annulation, sans pénalités pour les parties.

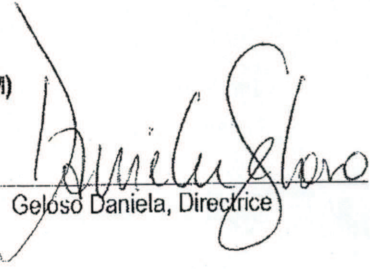
CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à ne pas divulguer à des tiers, pendant et après la durée de ce contrat, toute information concernant les éléments prévus à ce contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent contrat en double exemplaire, à la date indiquée ci-dessous :

Le Bureau d'immigration du Québec à Mexico (BIQM)

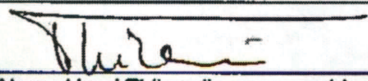
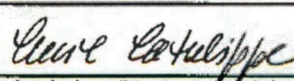
02/07/14
Date


Geloso Daniela, Directrice

Le PRESTATAIRE DE SERVICES

Paulo, 01/07/2014
Date


Paulo Piratininga, Directeur

PARTIES AU CONTRAT			
ENTRE			
Contractant		La Ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, dûment représenté par la personne autorisée soussignée, en vertu des modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles établies par le décret no 360-2013 du 10 avril 2013.	
Nom : DAMÉCO INC.		U. A : Direction de la prospection et de la promotion	
Adresse : 103-1030 rue Beaubien Est Montréal, Québec H2S 1T4 Canada		Adresse : 360, rue McGill, bureau 2.14 Montréal (Québec) H2Y 2E9 Canada	
Chargé de projet : Henri Thibaudin		Chargé de projet : Sébastien Bernard	
Téléphone : 514 621-7460 Poste :		Téléphone : 514 873-5945 Poste : 20585	
Télécopieur : -		Télécopieur : -	
Courrier électronique : henri.thibaudin@dameco.ca		Courrier électronique : sebastien.bernard@midi.gouv.qc.ca	
OBJET DU CONTRAT			
Dans le contexte de la révision de son approche prospective, le Ministère souhaite se doter d'un outil de localisation et de priorisation des masses critiques de candidats à l'immigration (travailleurs qualifiés) dans les secteurs professionnels identifiés comme prioritaires. Cet outil, qui prendra la forme d'un modèle statistique, permettra d'obtenir un classement par pays des endroits les plus porteurs pour l'attraction des travailleurs qualifiés répondant aux besoins du Québec, et ce, pour chacun des secteurs professionnels identifiés comme prioritaires par le Ministère. Le modèle sera composé d'une série d'indicateurs socioéconomiques, regroupés en catégories prédéfinies ou approuvées par le Ministère. L'outil doit permettre au Ministère de réaliser ses propres analyses, de mettre à jour les données de façon autonome, de modifier les pondérations d'indicateurs et de s'adapter aux nouveaux besoins du marché du travail québécois (environ à tous les dix-huit mois). L'outil doit être facilement accessible et compréhensible par les ressources internes, qui ont des compétences de base sur le logiciel Excel. Les livrables décrits à l'annexe 3 font partie intégrante du présent contrat. Ils devront être remis au Ministère dans un délai de quinze (15) semaines après la date de début du contrat, soit avant le 14 août 2015.			
Annexe	Préciser : Annexes 1, 2 et 3.		
CONDITIONS		DURÉE	
La MINISTRE s'engage à verser au CONTRACTANT, pour l'exécution complète et entière de ses obligations à la satisfaction de la MINISTRE, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de dix huit milles cinq cents dollars (18 500 \$). Le montant maximal convenu précédemment sera versé au CONTRACTANT en trois (3) versements, sur acceptation par la MINISTRE des factures présentées par le CONTRACTANT, accompagnées des pièces justificatives nécessaires, comme suit : - Une somme de 4 000 \$ dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Ministère du livrable 1, décrit à l'annexe 3; - une somme de 9 000 \$ dans les trente (30) jours suivant l'approbation par le Ministère du livrable 2, décrit à l'annexe 3; - une somme de 5 500 \$ dans les trente (30) jours suivant l'acceptation par la MINISTRE de la version finale et complète de l'ensemble des livrables décrits à l'annexe 3 et des documents y afférents faisant l'objet du présent contrat		Début Année Mois Jour 2015 - 04 - 22	
		Fin Année Mois Jour 2015 - 09 - 30	
		COÛTS (Montant sans les taxes) 18 500,00 \$	
N.B. Le numéro du contrat doit être indiqué sur toutes les factures. Le montant des taxes devront aussi apparaître séparément			
Les services requis et payés par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion avec les deniers publics pour son utilisation propre seront assujettis aux taxes de vente applicables (taxe de vente du Québec (TVQ) et taxe sur les produits et services (TPS) ou, le cas échéant, taxe de vente harmonisée (TVH)) et, par conséquent, ces taxes devront être facturées en sus du montant du présent contrat. Elles devront apparaître séparément sur les factures.			
Les clauses stipulées au verso ou en annexe font partie intégrante du présent contrat.			
SIGNATURES			
Contractant – Personne autorisée	Date	Ministre – Personne autorisée	Date
	2015 Avril 22		2015.04.23
Nom : Henri Thibaudin, responsable du développement des affaires	Année Mois Jour	Nom : Lucie Latulippe, sous-ministre adjointe à l'Immigration	Année Mois Jour

1. MANDAT

Le **CONTRACTANT** consent à fournir les services décrits à la section **OBJET DU CONTRAT** de la page 1. Le présent contrat ainsi que les annexes constituent l'entente entre les parties à toutes fins que de droit. En cas d'incompatibilité, les stipulations du présent contrat auront préséance.

2. POLITIQUE LINGUISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

Les documents d'acquisition et ceux qui accompagnent les biens acquis et les services fournis ainsi que la facturation doivent être en français; de plus, lorsque l'utilisation d'un produit ou d'un appareil nécessite l'usage d'une langue, celle-ci doit être le français.

3. OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le **CONTRACTANT** s'engage à :

- 3.1 exécuter son mandat selon les règles de l'art et conformément aux instructions et recommandations du représentant de la **Ministère**;
- 3.2 maintenir une étroite collaboration avec le représentant de la **Ministère**;
- 3.3 retourner intact à la **Ministère**, avant la facturation, tout matériel, notamment les manuscrits, les supports magnétiques, les prêts-à-phographier et les films finaux, remis au **Contractant** aux fins de l'exécution du présent contrat;
- 3.4 se conformer, si le présent contrat a pour objet de procéder à une collecte de données, à la *Directive ministérielle régissant la qualité des sondages*, jointe en annexe, et plus particulièrement aux points 6.1, 6.2, 7.1 et 7.2 de cette directive. La directive est disponible à l'adresse : http://www.infrange.midi.gouv.gc.ca/fileadmin/user_upload/document/pdf/DJR_sondages_signes_FIN.pdf.
- 3.5 s'assurer, si le présent contrat a pour objet de procéder à une collecte de données, d'avoir en sa possession, préalablement à la collecte de données, le *Formulaire d'approbation du projet de sondage* dûment signé par les personnes autorisées.

4. OBLIGATIONS DE LA MINISTÈRE

- 4.1 La **Ministère** s'engage à verser au **Contractant** la somme due pour l'exécution complète et entière des obligations prévues au présent contrat, sans autres frais, coûts ou dépenses que ce soit.
- 4.2 Ladite somme pourra être réclamée après acceptation par la **Ministère** des services rendus ou de chacun des biens livrables identifiés dans le plan de travail convenu par les parties et sera payable par la **Ministère** dans les 30 jours suivant la réception des factures et pièces justificatives pertinentes.

5. RESPONSABILITÉ

- 5.1 Sauf le cas de faute intentionnelle ou lourde de la part de la **Ministère**, celle-ci n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tous dommages matériels subis par le **Contractant**, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants.
- 5.2 Le **Contractant** sera responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants au cours ou à l'occasion de l'exécution de ce présent contrat, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.
- 5.3 Le **Contractant** s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la **Ministère** contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites ou autres procédures pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

6. FORCE MAJEURE

En cas de délais ou retards dans l'exécution du présent contrat occasionnés par une force majeure, la **MINISTÈRE** pourra, à sa discrétion, appliquer l'une ou l'autre des solutions suivantes :

- a) prolonger les délais prévus au présent contrat ;
- b) résilier de plein droit le présent contrat par avis écrit au **CONTRACTANT** qui est alors rémunéré pour l'ensemble des services rendus à la date de résiliation du présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous les profits anticipés.

7. SOUS-TRAITANCE OU CESSIION

Le **Contractant** ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues aux présentes sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la **Ministère** et, en toutes circonstances, il reconnaît demeurer seul responsable de l'exécution des travaux ou de la prestation des services à l'égard de la **Ministère**.

Le **Contractant** doit, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du contrat, s'assurer que chacun de ses sous-traitants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (**RENA**) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

Le **Contractant** ne peut céder en tout ou en partie les droits et obligations prévus au présent contrat sans l'autorisation préalable et écrite de la **Ministère**. Toute contravention à la présente clause peut entraîner, à la discrétion de la **Ministère**, la résiliation immédiate du présent contrat.

8. DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

La **Ministère** encourage ses fournisseurs et ses prestataires de services à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement et de la communauté et à consulter la Politique d'acquisitions écoresponsables du Ministère, disponible à l'adresse : www.midi.gouv.gc.ca/acquisitions.

9. PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ

Les documents et travaux réalisés par le **Contractant** en vertu du présent contrat deviendront la propriété entière et exclusive de la **Ministère** qui pourra en disposer à son gré et le **Contractant** s'engage à en assurer le caractère confidentiel.

10. DROITS D'AUTEUR

Le **Contractant** octroie à la **Ministère**, qui accepte, une licence sur les travaux réalisés en vertu du présent contrat lui permettant d'exercer tous les droits d'auteurs, et ce, à toute fin jugée utile par la **Ministère**. Cette licence est non exclusive, irrévocable et transférable. Cette licence permet à la **Ministère** d'octroyer des sous-licences.

Cette licence est octroyée sans limite de territoire ni de temps et sans autre limite de quelque nature que ce soit. Toute considération pour cette licence de droits d'auteur octroyée en vertu du présent contrat est incluse dans la rémunération qui y est prévue.

Le **Contractant** garantit à la **Ministère** qu'il détiendrait tous les droits lui permettant de réaliser le présent contrat et, notamment, d'accorder la licence de droits d'auteur prévue à la présente clause et se porte garant envers la **Ministère** contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

Le **Contractant** s'engage à prendre fait et cause et à indemniser la **Ministère** de tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

11. ACCEPTATION DES BIENS LIVRABLES

Sans préjudice à son droit de résilier ce présent contrat, la **Ministère** se réserve le droit de refuser en tout ou en partie les travaux ou les services qu'elle jugera insatisfaisants et pourra alors, à sa discrétion et sans préjudice à ses autres droits, faire reprendre les travaux par le **Contractant**, aux frais de ce dernier, jusqu'à entière satisfaction ou faire compléter lesdits travaux à sa satisfaction par un tiers, aux frais du **Contractant**.

12. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le **Contractant** s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la **Ministère**. Si une pareille situation se présente, il doit aussitôt en informer la **Ministère** qui peut, à sa discrétion, résilier le présent contrat. La présente clause ne s'applique pas à un conflit pouvant résulter de l'interprétation ou de l'application du présent contrat.

13. RÉSILIATION CONTRAT

13.1 La **Ministère** se réserve le droit de résilier le présent contrat si le **Contractant** fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, des conditions ou des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, s'il cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, s'il lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou s'il lui a fait de fausses représentations ou s'il est déclaré coupable d'une infraction à la Loi sur la concurrence relativement à un appel d'offres public, à un contrat conclu avec une administration publique au Canada sans toutefois avoir encore été inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (**RENA**).

13.2 La **Ministère** se réserve également le droit de résilier le présent contrat sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation.

13.3 La résiliation du présent contrat prendra effet cinq (5) jours après la réception d'un avis de la **Ministère** par le **Contractant**.

13.4 Le **Contractant** devra alors remettre à la **Ministère** les documents en sa possession et les résultats des travaux effectués ou des services rendus pour la période écoulée du présent contrat. Dans un tel cas, le **Contractant** aura droit à la somme correspondant à la valeur réelle des services rendus et des travaux effectués jusqu'à la date effective de résiliation. La **Ministère** pourra retenir cette somme tant que le **Contractant** ne lui aura pas remis tous les documents relatifs à l'exécution du présent contrat ou découlant de celle-ci. La **Ministère** pourra disposer à sa guise des documents et faire compléter les travaux de la manière qu'elle jugera appropriée; de plus, dans le cas prévu au 1^{er} alinéa de la présente clause, l'augmentation des coûts qui résultera d'une telle mesure sera imputable au **Contractant** qui s'engage à indemniser la **Ministère** pour un montant équivalent à cette augmentation.

14. AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

En cours d'exécution du présent contrat, le gouvernement peut obliger le **Contractant** ainsi que les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans le délai et selon les modalités particulières qu'il aura déterminées.

15. AVIS

À moins d'une disposition à l'effet contraire, tout avis prévu en vertu du présent contrat, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être transmis à l'adresse du destinataire par poste recommandée, par huissier, par télécopieur ou par courrier électronique.

16. PAIEMENT DE SOMMES D'ARGENT CONVENU AU PRÉSENT CONTRAT

Les parties reconnaissent que tout paiement de sommes d'argent convenu au présent contrat, et devant être effectué par la **Ministère** sur un exercice financier autre que le présent, est conditionnel à l'existence d'un crédit prévu à cette fin pour l'année financière au cours de laquelle ce paiement est dû, et ce, en conformité avec les exigences de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001, art. 20 et ss).

17. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

L'article 31.1.1 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002) et l'article 53 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2), lorsque le **Contractant** est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la **Ministère** pourra, à la demande du ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu du présent contrat aux fins du paiement de cette dette.

18. DÉCLARATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE LOBBYISME EXERCÉES AUPRÈS DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION

Avant la signature du contrat de gré à gré, tout **Contractant** doit produire le formulaire « Déclaration concernant les activités de lobbyisme exercées auprès de la **Ministère** relativement à l'attribution d'un contrat de gré à gré » joint à l'annexe 1 et dûment signé pour se voir octroyer le contrat. Dans ce formulaire, le **Contractant** déclare notamment qu'au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et des avis émis par le Commissaire au lobbyisme :

- soit que personne n'a exercé pour son compte, que ce soit à titre de lobbyiste d'entreprises ou de lobbyiste-conseil, des activités de lobbyisme, préalablement à la déclaration;
- ou que des activités de lobbyisme ont été exercées pour son compte et qu'elles l'ont été en conformité avec cette loi, avec ces avis ainsi qu'avec le Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r.2).

De plus, le **Contractant** reconnaît que, si la **Ministère** a des motifs raisonnables de croire que des communications d'influence non conformes à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et au Code de déontologie des lobbyistes ont eu lieu pour obtenir le contrat, une copie de la déclaration pourra être transmise au Commissaire au lobbyisme par l'organisme public.

Ce formulaire doit être celui de la **Ministère** ou contenir les mêmes dispositions. Le défaut de produire cette déclaration pourra entraîner la non-conclusion du contrat.

**DÉCLARATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE LOBBYISME EXERCÉES AUPRÈS DE L'ORGANISME PUBLIC RELATIVEMENT
À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT**

JE, SOUSSIGNE (E), Thibaudin Henri
(NOM ET TITRE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR LE CONTRACTANT)

PRÉSENTE À LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION,

ATTESTE QUE LES DÉCLARATIONS CI-APRÈS SONT VRAIES ET COMPLÈTES À TOUS LES EGARDS

AU NOM DE : DAMECO Inc.
(NOM DU CONTRACTANT)

(CI-APRÈS APPELÉ LE « CONTRACTANT »)

JE DÉCLARE CE QUI SUIT :

1. J'AI LU ET JE COMPRENDS LE CONTENU DE LA PRÉSENTE DÉCLARATION ;

2. JE SUIS AUTORISÉ(E) PAR LE CONTRACTANT À SIGNER LA PRÉSENTE DÉCLARATION ;

3. LE CONTRACTANT DÉCLARE (COCHER L'UNE OU L'AUTRE DES DÉCLARATIONS SUIVANTES) :

☒ QUE PERSONNE N'A EXERCÉ POUR SON COMPTE, QUE CE SOIT À TITRE DE LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU DE LOBBYISTE-CONSEIL, DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, AU SENS DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME (CHAPITRE T-11.011) ET DES AVIS ÉMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME*, PRÉALABLEMENT À CETTE DÉCLARATION RELATIVEMENT À LA PRÉSENTE ATTRIBUTION DU CONTRAT ;

☐ QUE DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, AU SENS DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME ET DES AVIS ÉMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME*, ONT ÉTÉ EXERCÉES POUR SON COMPTE ET QU'ELLES L'ONT ÉTÉ EN CONFORMITÉ AVEC CETTE LOI, AVEC CES AVIS AINSI QU'AVEC LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES*, PRÉALABLEMENT À CETTE DÉCLARATION RELATIVEMENT À LA PRÉSENTE ATTRIBUTION DU CONTRAT (CHAPITRE T-11.011, R.2).

4. JE RECONNAIS QUE, SI LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION A DES MOTIFS RAISONNABLES DE CROIRE QUE DES COMMUNICATIONS D'INFLUENCE NON CONFORMES À LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME ET AU CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES* ONT EU LIEU POUR OBTENIR LE CONTRAT, UNE COPIE DE LA PRÉSENTE DÉCLARATION POURRA ÊTRE TRANSMISE AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION.

ET J'AI SIGNÉ, [Signature]
(SIGNATURE)

22 Avril 2015
(DATE)

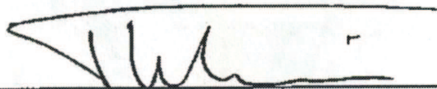
* LA LOI, LE CODE ET LES AVIS ÉMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME SONT DISPONIBLES À CETTE ADRESSE :
WWW.COMMISSAIRELOBBY.QC.CA

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné(e), Thibaudin Henri,
 (Nom de la personne)
 exerçant mes fonctions au sein de DAMECO Inc.,
 (Nom du fournisseur)
 déclare formellement ce qui suit :

1. Je suis un(e) employé(e) de cette entreprise, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat de services concernant Orbit Prosearch et localisation
 (Indiquer l'objet du contrat intervenu)
 entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et mon employeur en date du 22 Avril 2015;
2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exécution de mes fonctions, à moins d'avoir été dûment autorisé(e) à ce faire par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ou par l'un de ses représentants autorisés;
3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à une fin autre que celle s'inscrivant dans le cadre des rapports contractuels entretenus entre mon employeur et la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ;
4. J'ai été informé(e) que le défaut par le(la) soussigné(e) de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité m'expose ou expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par le contrat précité;
5. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

ET J'AI SIGNÉ À MONTREAL (Qc)
 CE 22 JOUR DU MOIS DE Avril DE L'AN 2015



(Signature du déclarant ou de la déclarante)

LIVRABLES À FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE DE SERVICES

Après la signature du contrat, le Ministère fournira au prestataire de services un tableau identifiant les secteurs professionnels considérés comme prioritaires, avec leurs correspondances en domaines de formation (donnant des points à la grille de sélection des travailleurs qualifiés) et en professions. Les secteurs ciblés sont ceux offrant de bonnes perspectives d'insertion professionnelle à moyen terme sur le marché du travail québécois pour les personnes immigrantes, soit :

- santé;
- sciences physiques (physique, chimie et géologie);
- biologie;
- transformation des aliments;
- technologies de l'information et des communications;
- aéronautique et aérospatial;
- génie civil, bâtiment et travaux publics;
- mécanique, usinage et transformation;
- administration, affaires et finance;
- sciences de l'information et traduction.

Le prestataire peut proposer une organisation différente des secteurs professionnels en fonction des données disponibles, mais le Ministère doit impérativement approuver les secteurs avant le début des travaux.

Le Ministère fournira également une liste d'indicateurs potentiels à intégrer dans le modèle, à partir d'une recension des bases de données internationales et des données disponibles à l'interne. Cette liste ne sera toutefois pas exhaustive et pourra être validée et bonifiée par le prestataire.

Le contrat consiste à réaliser les trois livrables suivants.

1. Un fichier, en format Excel, contenant une liste de 40 à 50 pays sélectionnés ainsi qu'une liste des indicateurs à intégrer dans le modèle, classés selon les catégories identifiées par le Ministère.

Le prestataire de services devra présenter le ou les indicateurs de base choisis pour circonscrire le nombre de pays à analyser et expliquer les critères qui l'ont amené à choisir ce ou ces indicateurs. L'application de ces critères lui permettra de présenter au Ministère la liste des 40 à 50 pays retenus pour l'analyse. Puisque ces indicateurs servent de premier filtre, et non à des fins d'analyse exhaustive, ils devront être au nombre de 3 maximum. Ceux-ci pourront être réutilisés pour le développement du modèle. La présélection de pays devra être approuvée par le Ministère et pourrait faire l'objet d'ajouts ou de retraits en fonction de facteurs qualitatifs.

Le prestataire devra également identifier une série d'indicateurs visant à localiser, à l'échelle internationale, les masses critiques de candidats potentiels correspondant aux profils recherchés par le Québec. Ces indicateurs seront utilisés pour le développement du modèle. Ils devront prendre en compte l'aspect multifactoriel de la localisation des masses critiques de candidats potentiels à l'immigration et s'inscrire dans les catégories d'indicateurs suivantes :

- économie;
- secteurs professionnels et économiques;
- migrations;
- langue;
- éducation et capital humain.

Le prestataire s'engage à préciser les sources des indicateurs et les définitions nécessaires à leur interprétation. Il est à noter que certains indicateurs seront communs à l'ensemble des secteurs professionnels prioritaires (tronc commun du modèle), mais que d'autres seront différents selon les secteurs (variantes du modèle). La liste d'indicateurs proposés devra être approuvée par le Ministère et pourrait faire l'objet d'ajouts.

Ce fichier sera le point de départ du développement de l'outil de localisation et de priorisation des masses critiques.

2. L'outil de localisation et de priorisation des masses critiques, en format Excel

Le prestataire devra développer un outil de localisation et de priorisation des masses critiques de candidats potentiels ayant des profils recherchés par le Québec. L'objectif de cette étape est de construire un outil qui permettra au Ministère de prioriser les endroits où il déploiera ses efforts de prospection et promotion, et ce, de façon différenciée pour chacun des secteurs professionnels prioritaires.

Quoique le modèle puisse être développé à partir d'autres logiciels statistiques, l'outil fourni au Ministère devra prendre la forme d'un tableur Excel. Ce tableur contiendra minimalement :

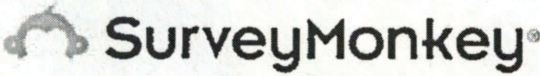
- un onglet "Pondérations et besoins" contenant la liste des critères économiques (situation du marché du travail, disponibilité de la main d'œuvre, propension à émigrer, autres) et politiques (principalement ceux de la grille de sélection), les pondérations afférentes et modulables ainsi que les besoins identifiés par le Ministère (profils socioprofessionnels recherchés et volumes);
- un onglet "Résultats" par secteur professionnels prioritaires, contenant le classement des pays sélectionnés selon les besoins;
- un onglet "Coup d'oeil" donnant les classements des pays pour chaque secteur professionnel ainsi qu'un classement général, prenant en compte l'ensemble des secteurs;
- un onglet "Espace d'analyse", développé en collaboration avec le Ministère, afin d'offrir une automatisation des outils d'analyse généralement utilisés, notamment des analyses de sensibilité suite à la modification de pondérations et des tableaux croisés dynamiques.

Par ailleurs, une version de programmation du modèle, compatible avec le logiciel statistique SAS, devra être fournie au Ministère, pour une mise à jour ultérieure du modèle. Toutes les données et tous les autres outils ayant été développés dans le cadre du mandat devront également être fournis au Ministère.

3. Une documentation de l'outil

L'objectif de ce livrable est que le Ministère soit entièrement autonome dans son utilisation du modèle et qu'il soit en mesure d'en assurer la mise à jour ultérieure. La documentation de l'outil comprendra minimalement les trois sections suivantes :

- *une section "Prise en main", sous forme de tutoriel d'utilisation.*
L'objectif de cette section est de permettre à toute ressource interne ayant des compétences de base en informatique de comprendre et d'utiliser le modèle rapidement et à moindre coût (minimisation du temps de formation);
- *une section "Caractéristiques", déclinant les détails de la conception du modèle*
Cette section devra aborder notamment les choix d'indicateurs et de la méthodologie suivie afin d'obtenir les résultats de classement des pays, les sources des bases de données utilisées, les liens vers les définitions des indicateurs et toute autre information jugée pertinente.
- *une section "Mises à jour"*
Cette dernière section doit permettre aux ressources internes de mettre le modèle à jour de manière autonome, c'est-à-dire sans recourir de nouveau aux services d'un prestataire. Une marche à suivre devra expliquer comment :
 - actualiser les bases de données utilisées (en général annuelles);
 - ajouter ou retirer un pays;
 - ajouter un nouveau secteur professionnel prioritaire;
 - ajuster la pondération des indicateurs ou des catégories d'indicateurs;
 - ajouter ou retirer des indicateurs.



Facture pro forma
25722434
15-12-11

[Fermer](#) [Imprimer](#)

Payé le 15-12-11 20:17:00 (UTC)

DESCRIPTION	NOM D'UTILISATEUR	PÉRIODE D'ABONNEMENT	QUANTITÉ	PRIX	MONTANT
Abonnement GOLD	Direction_Prospection_Promotion	15-12-11 - 16-12-10	1	\$348 CAD	\$348 CAD
					Total : \$348 CAD

INFORMATIONS DE FACTURATION

Nadia Kenani
MIDI
360 rue McGill
Montréal
Quebec
H2Y 2E9
Canada
514-873-8624

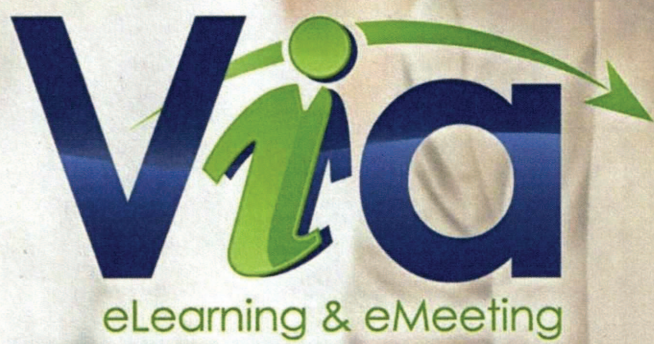
REMARQUES

Subscription Renewal Charge

INFORMATIONS DE PAIEMENT

Paiement effectué le 15-12-11 20:17:00 (UTC).
 Mode de paiement : MASTERCARD
 Numéro de la carte (4 derniers chiffres) : 5299





Proposition

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Par **SVI**
eSolutions inc.

www.sviesolutions.com

Date 04-02-2015

Monsieur Trottier

Tel que convenu, voici une proposition pour le renouvellement de Via au sein de Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. Je tiens à vous remercier pour le temps que vous m'avez consacré afin que je puisse bien comprendre vos besoins. Ce fut très agréable de m'entretenir avec vous.

Vous trouverez donc dans le document joint à la présente une estimation des coûts de location de salles webinaire tenant compte de vos demandes exprimées lors de nos différentes communications.

En annexe, une présentation de notre compagnie et de nos services vous en apprendra davantage sur ce que nous pouvons faire pour vous.

Si vous avez des questions à propos de cette proposition ou pour tout autre besoin d'informations complémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec moi. Je me ferai un plaisir de répondre à toutes vos interrogations.

Veuillez accepter mes salutations les plus distinguées.



Jean-François Verret

Vice-président ventes et technologies



Table des matières

Besoins du client	4
Expérience de SVIeSolutions.....	5
Présentation de Via eLearning & eMeeting	6
Un soutien spécialisé rapide et bilingue	12
Des ressources disponibles	12
Nos services de proximité	13
Gestion d'événements.....	13
Via Mobile.....	15
Environnement Technologique	16
Conférence audio SVI eSolutions.....	17
Proposition Salle Webinaire.....	18
Services connexes	20
Conclusion	21
Pourquoi choisir la solution Via et SVI?	22

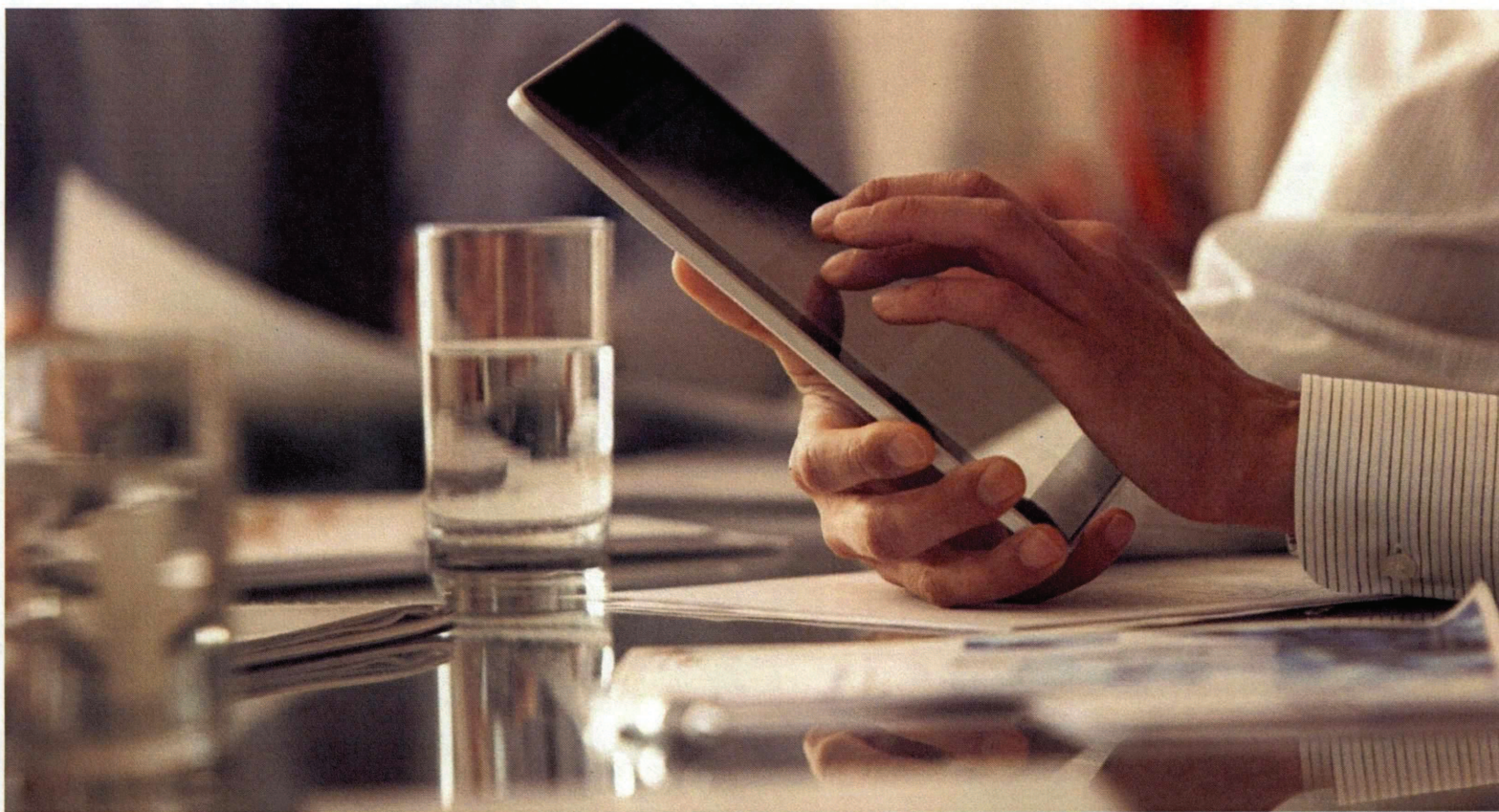
Besoins du client

Le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion désire renouveler son abonnement de Via pour 3 ans.

Au sein de ces objectifs, nous retrouvons une multitude de besoins qui doivent être satisfaits afin d'assurer l'adoption de la solution par les utilisateurs. Parmi ceux-ci, nous retrouvons :

- Convivialité et facilité d'utilisation
- Une solution avec un son clair et sans écho.
- Possibilité de présenter et d'intégrer à l'application des documents dans des formats généralement utilisés par les participants et animateurs
- Capacité de subdiviser les groupes d'étudiants et de les répartir dans plusieurs ateliers de travail.
- Compatibilité de la solution avec les systèmes d'exploitation les plus répandus soit : PC, Mac et Linux.
- Solution qui ne nécessite pas l'installation d'un logiciel sur les ordinateurs des participants invités à participer à une activité, et ce, pour en faciliter le déploiement.
- Possibilité d'installation au sein de l'infrastructure TI du client
- Interfaces iconiques, ergonomiques, conviviales et pédagogiques qui permettront aux formateurs et au personnel d'interagir et de télé collaborer efficacement.
- Application permettant l'enregistrement des formations et des réunions pour le visionnement subséquent des activités par les participants.
- Personnalisable au logo et aux couleurs de l'entreprise
- Supportée techniquement par son fournisseur en français et sans délai

La section suivante détaille les différentes fonctionnalités de Via ainsi que les nombreux bénéfices qui découlent de son utilisation.



Expérience de SVIeSolutions

Depuis 2003, SVIeSolutions soutient au quotidien des milliers d'utilisateurs sept jours sur sept en temps réel. SVI eSolutions est le développeur derrière la solution Via, une plateforme de vidéo/web conférence éprouvée et utilisée par des organisations de renom autant au Québec qu'à l'extérieur. Durant ces dernières années, SVI e Solutions s'est mérité une réputation enviable dans des marchés aussi variés que le domaine corporatif, gouvernemental et éducationnel.

En plus d'offrir une application dont la convivialité et l'efficacité sont appréciées de tous nos clients, le succès de SVI e Solutions est aussi attribuable à la qualité de ses services **d'intégration, d'implantation** et de **support à la clientèle**. Il faut réaliser que le support aux utilisateurs est une condition essentielle à la réussite de l'implantation de services internes ou externes de communication web. Notre service bilingue et sans délai nous distingue dans le marché et fait la différence dans la qualité de l'expérience des utilisateurs non initiés avec ces technologies.

SVI offre également des services spécialisés dans la vente et l'installation d'équipements de conférence web. Faire un bon choix de périphériques tels que micros et caméras permettent aux utilisateurs de vivre une expérience dynamique et satisfaisante dans leurs rencontres, conférences, formations et webcasts. Cela contribue également à minimiser les coûts d'implantation en plus d'assurer la qualité des communications.

SVI est le propriétaire de la gamme logicielle la plus conviviale sur le marché. Très rapide de prise en main avec la capacité de répondre à l'ensemble des besoins de votre organisation (formation, réunion, webcasts, téléconférence, messagerie instantanée, messagerie multimédia, etc.), son implantation ne se heurte pas à des réactions de résistance au changement, car les utilisateurs ne sont pas confrontés à une multitude de types d'applications et d'accès.

Enfin, en fonction de vos besoins spécifiques, SVI eSolutions met à votre service des ingénieurs logiciels en mesure de **développer des fonctionnalités sur mesure**, ou d'automatiser des échanges d'information avec des systèmes déjà en place dans votre organisation à l'aide de ses API et connecteurs LDAP.

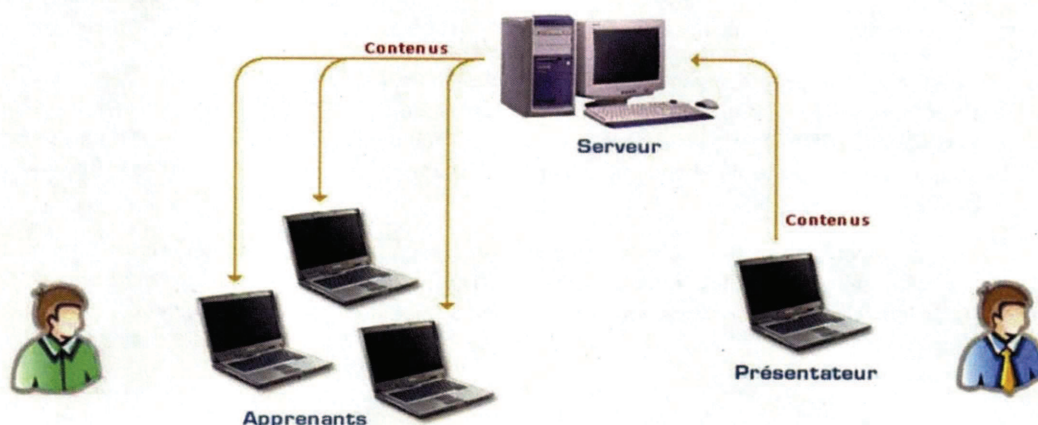
Présentation de Via eLearning & eMeeting

Via eLearning & eMeeting fait partie de la nouvelle génération d'outils 100% Web et multimédia (voix, vidéo, son et données) de formation, réunion et de travail collaboratif, permettant à des participants, de communiquer à distance et en temps réel.

Fonctionnement de Via

La Solution clé-en-main Via eLearning & eMeeting, est une solution de réunion, de formation et de travail collaboratif, conçue pour créer des situations de communication et d'interaction à distance, en mode synchrone, dans des contextes divers, où les participants disposent de conditions facilitant l'utilisation efficace des fonctionnalités de l'outil. Parmi ces conditions figurent l'environnement informatique ainsi que le niveau d'autonomie technologique des participants(es).

Via est une solution basée sur une technologie client/serveur. Les clients se connectent donc au serveur central qui, lui, retransmet ensuite l'information à chacun des participants.



Conviviale, flexible et sécuritaire

- ✓ Via ne requiert **aucune installation** sur l'ordinateur d'un participant relié à une connexion Internet à haute vitesse de préférence. L'accès à de tierces parties est ainsi grandement simplifié.
- ✓ Via fonctionne sur Windows, MacOS et Linux
- ✓ Envoi de courriels d'invitation à une activité par un **simple clic**
- ✓ **Assistant de configuration** pour optimiser l'utilisation des périphériques de l'ordinateur de chacun des participants
- ✓ Via offre **un son clair et sans écho**
- ✓ Accès aux fonctionnalités de Via sur **une seule interface**
- ✓ Interfaces **multilingues et personnalisables** aux couleurs du client incluant son logo
- ✓ **Configuration iconique** simplifiant la compréhension et l'utilisation des fonctionnalités de Via
- ✓ **Voix IP** ou en conjonction avec le **serveur de téléconférence** de SVI e Solutions
- ✓ Possibilité d'intégration des coordonnées du service de téléconférence du client aux invitations de Via
- ✓ Gestion des participants, des activités et des documents
- ✓ API permettant d'intégrer Via à vos systèmes de gestion et de communication(LDAP).
- ✓ Possibilité de crypter vos communications pour qu'elles soient **sécuritaires**
- ✓ Programmation de Via pour répondre à **vos besoins spécifiques**

Principales fonctionnalités de Via

- ✓ Un outil complet **de présentation et de télécollaboration**
- ✓ **Messagerie** audio visuelle et invitation automatisée des participants
- ✓ **Vidéo-conférence Web** représentant un ou plusieurs participant(s) et/ou une ou plusieurs salle(s) de formation ou de conférence incluant des participants à distance
- ✓ Indicateur des variations de la capacité de la bande passante par participant
- ✓ Gestion du statut, de l'état et des droits d'intervention de chacun des participants
- ✓ Possibilité de **plusieurs animateurs** ou formateurs par réunion ou formation
- ✓ **Importation automatisée** de vos documents en tout temps, pour les présenter aux participants
- ✓ Prévisualisation des documents devant être présentés
- ✓ Présentation de différents documents **multimédias** : audio, vidéo, images, Microsoft Office, Open Office, PDF, et support des fichiers **PowerPoint avec les animations**
- ✓ **10 tableaux blancs** pour **inscrire les idées** émises au cours d'une réunion et élaborer à distance des projets
- ✓ **Outils d'annotations** pour dynamiser les interactivités et disponibles sur tous les types de document
- ✓ Télécollaboration en **partage d'applications**
- ✓ Subdivision d'un groupe en **ateliers de travail** au cours d'une activité.
- ✓ **Sondages / votes** rapides avec représentations graphiques des résultats
- ✓ **Clavardage** avec un ou plusieurs participant(s), public ou privé contrôlé par l'animateur ou le formateur
- ✓ **Bloc-notes et impression** par les participants, de documents en cours de présentation
- ✓ **Enregistrement si désiré**, des formations ou réunions et visionnements en **mode « revoir »**
- ✓ **Exportation des enregistrements** permet d'exporter vos rencontres en format vidéo après en avoir édité le début et la fin dans Via
- ✓ **Communication en aparté**, vous êtes en mesure de communiquer en privé avec un autre utilisateur tout en restant connecté avec le reste du groupe dans votre activité principale.
- ✓ **Écho cancellations intégrée**, avec la version 10.3 du client flash Player Via permet de gérer les retours de sons produits par l'utilisation de haut-parleurs et micro, de cette façon le son sera toujours optimale
- ✓ **Baladodiffusion**, Donnez accès à la portion audio de vos enregistrements
- ✓ **Vidéo conférence et classe mixe**, afin de vous permettre de profiter en simultané des documents et des vidéos des participants, le mode d'affichage 2 écrans est disponible
- ✓ **Salle d'attente virtuelle**, Afin d'ajouter à la confidentialité des rencontres en cours, personne ne peut y accéder sans votre autorisation. L'activation de la salle d'attente peut aussi se paramétrer de manière à ce que personne ne puisse entrer dans votre activité en votre absence.

Présentation de Via eLearning & eMeeting

Voici la liste des éléments qui distinguent l'application Via.

Interface synchrone



Interface et convivialité

Via possède une interface d'une simplicité d'utilisation unique qui l'avantage par rapport aux autres plateformes. L'utilisation d'infobulles pour informer l'utilisateur et les compléments d'information présents dans l'interface de gestion sont de bons exemples. Les interfaces sont conçues pour une utilisation intuitive et des plus conviviales.

Possibilité d'importer les documents depuis l'interface synchrone

- Modification de l'ordre de présentation
- Possibilité de rendre les documents téléchargeables pour les participants
- Conversion transparente des documents
- Dès l'importation, les documents sont convertis sur le serveur au format Flash pour être présentés pendant l'activité sans requérir à un programme tiers.

Représentation visuelle du document

Chaque document est présenté avec son titre, son icône et le nombre de pages (si applicable). Dans l'interface synchrone, chaque document et page du document est présenté avec sa miniature.

Différents modes de disposition et d'affichage vidéo

L'animateur peut sélectionner une disposition des caméras Web de type « Normale » ou « Présentation ». Le premier dimensionne les caméras uniformément et le deuxième privilégie la caméra de l'animateur actif. L'animateur peut également activer le mode vidéoconférence, ce qui maximise l'affichage du panneau multicaméras en utilisant l'ensemble de l'interface pour tous les participants.

Présentation de Via eLearning & eMeeting

Vidéo-conférence et classe mixte

Le mode d'affichage 2 écrans est disponibles afin de vous permettre de profiter en simultanée, et des documents, et des vidéos des participants.

Affichage des caméras redimensionnables

Il est possible de maximiser ou d'ajuster le panneau des caméras à notre guise. L'affichage de chaque caméra s'ajuste automatiquement.

Communication par VoixIP et / ou téléphone

Chaque activité peut être configurée pour utiliser soit la voix par Internet (VoixIP) et / ou utiliser une conférence téléphonique.

Communication en aparté

Vous êtes en mesure de communiquer en privé avec un autre utilisateur tout en restant connecté avec le reste du groupe dans votre activité principale.

Interactivité iconique

L'interactivité et la simplicité est mise en avant avec Via puisque tous les participants peuvent, à tout moment, indiquer leur état personnel ou rétroaction. À l'aide d'un unique bouton, ils peuvent sélectionner l'état qui sera présenté à tous les utilisateurs. De plus, si un participant lève la main, ceci émettra une alerte sonore pour le présentateur en plus de positionner le nom de l'utilisateur au haut de la liste, facilitant ainsi la gestion des périodes de questions ou autres interventions. Via a l'avantage de présenter plus de choix que la plupart des compétiteurs et ceci de façon plus claire et conviviale. L'utilisation d'icônes rend la sélection plus intuitive.

Annulation d'écho intégré

Avec la version 10.3 du client Flash Player, Via permet de gérer les retours de son produits par l'utilisation de haut-parleurs et micro. De cette façon, la qualité sonore sera toujours optimale.



JOINDRE LA CONFÉRENCE AUDIO



Infos nécessaires

Afin d'entendre les autres et de pouvoir être entendu, veuillez choisir de quelle façon vous voulez rejoindre la conférence audio.



☒ **Par téléphone**

Utilisez votre téléphone pour parler et entendre les autres.

1

Composez l'un des numéros suivants:

Québec : 418 948-4846
Rimouski : 418 875-9635
Montréal : 514 655-4987
Sans frais : 1 866 948-4843

2

Entrez le code de conférence:

4568 suivi du #

3

Entrez votre code NIP:

8931 suivi du #.



☐ **Par voix Internet**

Utilisez votre ordinateur pour parler et entendre les autres.



TERMINER



JOINDRE LA CONFÉRENCE AUDIO





Par voix Internet

Utilisez votre ordinateur pour parler et entendre les autres.

Veuillez sélectionner la façon dont vous entendez sur votre ordinateur:

☐ Haut-parleurs

☐ Écouteurs

☒ Autre / Matériel spécialisé

Mode d'écho suppression:

Half-Duplex

 Bidirectionnel simultané

 Bidirectionnel non simultané

 Désactivé

1

Le son des autres n'est pas audible lorsqu'on parle.



TERMINER

Présentation de Via eLearning & eMeeting

Via Formations Réunions Webinaires

ACCUEIL Nicolas Dion-Bouchard - Site eSolutions Déconnexion

MON VIA

- Accueil
- Mes activités
- Mes documents
- Mes messages
- Mon profil
- Ma configuration

GESTION

- Utilisateurs
- Groupes d'utilisateurs
- Organisations
- Modèle d'activité
- État de compte
- Console

SUPPORT

- Support technique
- Téléchargements

MES LIENS RAPIDES

- Réfacer l'assistant de configuration
- Demander de l'assistance technique
- Installer Via eMessenger
- Modifier mon profil
- Créer une nouvelle activité
- Consulter/modifier les utilisateurs
- Accéder à mon activité personnelle

MES ACTIVITÉS (Voir mon calendrier complet) Semaine du 06 au 12 janvier Regrouper par catégories

Activités standards	Date	Statut	Action
Présentation Via	Mardi le 08 de 13:30 à 14:30	0 / 2	Préparation
Présentation des nouveautés Via 3	Vendredi le 11 de 10:00 à 11:00	0 / 28	Préparation

Activités permanentes

Activités personnelles	Statut	Action
Eric Goulet	Activité personnelle 0 / 2	Accéder
Nicolas Dion-Bouchard	Activité personnelle 0 / 3	Accéder
Sebastien Gauthier	Activité personnelle 0 / 8	Accéder

MESSAGES RÉCENTS (Voir tous mes messages)

- Test 2 Nicolas Dion-Bouchard
- Working! Nicolas Dion-Bouchard
- Test coupures Nicolas Dion-Bouchard
- Testad Nicolas Dion-Bouchard

Interface de gestion des rencontres

Création rapide en 1 seule étape

Les options sont rassemblées dans une seule page et les options avancées sont masquées, favorisant la création rapide des activités.

Création d'une activité unique, permanente ou récurrente

Depuis la même page, il est possible de planifier une activité qui aura lieu une seule fois, qui sera permanente (accessible en tout temps) ou encore de créer une série d'activités selon des paramètres donnés.

Envoi des invitations automatiquement (si désiré)

À la création ou à la modification de l'activité, on nous propose d'envoyer les invitations aux participants.

Possibilité de fixer un rappel

Pour chaque activité, il est possible de fixer un rappel afin que les participants reçoivent un courriel de façon automatique juste avant l'activité, selon le délai spécifié.

Gestion des participants simple et rapide

On peut rechercher parmi les utilisateurs/groupes disponibles et les insérer par simple glisser-déposer.

Modification des rôles en un clic

Le rôle de chaque participant est présenté de façon visuelle et il est possible en un clic de le modifier. On peut également le modifier pour tous les utilisateurs en cliquant sur le bouton en tête de chaque colonne.

Présentation de Via eLearning & eMeeting

Possibilité de définir la configuration par défaut d'une activité

La configuration par défaut des activités est personnalisable dans la configuration de l'organisation.

Possibilité d'ajouter un message audio/vidéo

Il est possible d'attacher un message de présentation incluant du texte et de l'audio/vidéo.

Aide contextuelle

Pour la plupart des options disponibles, un complément d'information est affiché afin d'orienter l'utilisateur

Exportation des enregistrements

Permet d'exporter vos rencontres en format vidéo après en avoir édité le début et la fin dans Via.

Baladodiffusion

Permet de donner accès à la portion audio seulement de vos enregistrements.

Salle d'attente virtuelle

Afin d'ajouter à la confidentialité des rencontres en cours, personne ne peut y accéder sans votre autorisation. L'activation de la salle d'attente peut aussi se paramétrer de manière à ce que personne ne puisse entrer dans votre activité en votre absence.

Gestion des documents et présentation

Via offre une gestion des documents unifiée et disponible autant depuis l'interface de gestion que dans l'interface synchrone. Il est possible de rendre les documents disponibles au téléchargement en un clic, de modifier l'ordre et de renommer les documents présentés. Via est aussi la seule plate-forme à présenter l'ensemble des documents de manière visuelle avec des miniatures pour chaque document ainsi que chacune de ses pages. Via permet également l'importation d'un large éventail de documents et en fait également la conversion automatiquement sur le serveur ce qui permet la présentation sans avoir recours à des programmes tiers pour les participants.

Large éventail de documents

Il est possible d'importer des documents de type PowerPoint, Word, Excel, Open Office, PDF, Image (JPG, BMP, PNG, TIFF, GIF, PICT), FlashPaper, HTML, Vidéo (Flash Video, AVI, MPG, MPEG, MP4, Windows Media, QuickTime) et Audio (MP3, FLV, OGG, WMA, WAV).

Support des fichiers PowerPoint avec animation

Le nouveau moteur de conversion des fichiers PowerPoint vous permet désormais de convertir vos présentations tout en conservant vos animations, transitions, objets 3D, fichiers sonores et vidéo! Vous pouvez également naviguer à travers vos documents à l'aide des flèches « précédent » et « suivant » de votre clavier.

Interfaces personnalisables

On peut modifier le style, la typographie et l'imagerie générale de l'ensemble des interfaces de Via et courriels envoyés. Ceci permet à la plate-forme de mieux se fondre à l'image de marque de l'organisation.

API

Via offre une intégration à vos systèmes déjà existants grâce à un API spécialement conçu pour faciliter cette tâche. Il vous permet, entre autres, de créer et de gérer les activités et les utilisateurs.

Messagerie multimédia

Via est la seule plate-forme à offrir un système de messagerie intégré, permettant d'envoyer des messages audio/vidéo aux autres utilisateurs.

Support technique

Une des valeurs ajoutées de SVI eSolutions est son exceptionnel support technique de premier niveau bilingue, et généralement sans délai, qu'elle offre à ses clients ainsi qu'aux participants qu'ils invitent dans le cadre d'activités en ligne et de vidéo Web conférence avec la voix IP ou en conjonction avec son serveur téléphonique d'audio conférence.

Toute l'équipe du support technique de SVI eSolutions est consciente de l'importance pour nos clients de pouvoir réaliser, sans perte de temps, des activités avec tous leurs participants dont certains pourraient ne pas être familiers avec l'utilisation d'un ordinateur et/ou d'un tel outil web de formation ou de télécollaboration. (Ceci incluant les périphériques que ces activités impliquent, surtout lorsque la vidéo et la voix IP sont utilisées dans le but de réduire les frais d'appels interurbains).

SVI eSolutions a aussi développé des Services connexes qui complètent son support technique et permettent à ses clients d'optimiser l'utilisation qu'ils font de son outil web de formation et de télécollaboration.

Le support technique de SVI eSolutions est disponible de 8h à 22h par téléphone à Québec au 418 948-4848 poste 1, ou sans frais partout en Amérique du Nord au 1 866 843-4848 poste 1, par courriel Support@SVIeSolutions.com ou directement via le site web <http://sviesolutions.com/Support.aspx>. Une section d'aide audiovisuelle est aussi disponible directement dans l'interface d'accès à Via. Les participants retrouveront beaucoup d'informations pertinentes pour répondre à leurs questions.

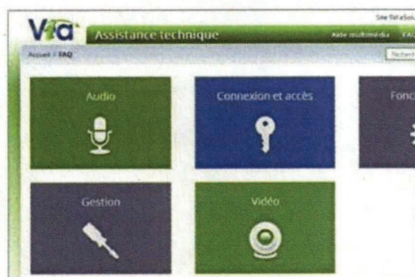
Un soutien spécialisé rapide et bilingue

L'équipe des conseillers supporte en anglais et en français les utilisateurs non seulement sur les fonctions du logiciel, mais également sur les périphériques et ordinateurs utilisés. Le support bilingue est disponible 7 jours sur 7 de 8 h à 22 h. L'équipe des infrastructures vous propose même de faire le pont avec les responsables techniques de vos organisations en cas de problèmes réseau.

Lors d'événements, les conseillers sont attribués à votre projet, en comprennent la portée et les enjeux. Cette proximité déterminante, voire indispensable, pour l'atteinte de vos objectifs a fait la renommée de l'équipe.



Des ressources disponibles



Le téléchargement des applications mobiles, le visionnement des tutoriels vidéo, les nouveautés, les FAQs et guides d'utilisation ou références techniques sont disponibles sur le site d'assistance disponible à <http://aide.sviesolutions.com>

Tous peuvent même clavarder avec nos conseillers en ligne.



Nos services de proximité

Accompagnement : votre conseiller en ligne avec vous

Nos conseillers spécialisés demeurent avec vous en ligne afin de s'occuper du bon déroulement des activités et vous permettre de vous concentrer sur l'essentiel!

Démarrage d'activités

Si votre audience se branche pour la première fois, une courte présentation de l'environnement et des principales fonctions de collaboration leur est faite. Les conseillers valident également le bon fonctionnement des périphériques des participants.

Préconfiguration des participants

Tout comme lors du démarrage d'activités, nos conseillers peuvent prendre rendez-vous avec vos utilisateurs afin de valider le bon fonctionnement de leurs installations ainsi que leur compréhension de base de l'environnement de collaboration.

Formations Via!

En fonction du type d'utilisateur et du besoin à combler, les formations sont disponibles pour les coordonnateurs, administrateurs, techniciens, animateurs et participants.

Personnalisation des interfaces

L'environnement peut être entièrement personnalisé aux couleurs et logo de votre institution, même en mode SAAS. Vos collaborateurs et utilisateurs accèdent à vos rencontres à partir de courriels personnalisés.

Développement sur mesure et intégration

Enfin, en fonction de vos besoins spécifiques, SVIeSolutions met à votre service des ingénieurs logiciels en mesure de développer des fonctionnalités sur mesure, ou d'automatiser des échanges d'information avec des systèmes déjà en place dans votre organisation à l'aide de ses API et connecteurs LDAP.

Gestion d'événements

SVI eSolutions vous accompagne dans la gestion de vos événements virtuels de formation ou de Webinaires. Notre équipe vous offre le support nécessaire à la mise en place et la réalisation de votre diffusion web.

Nos équipements à la fine pointe permettent une captation et une diffusion de votre événement à des coûts très concurrentiels.

Diffusez vos événements et webinaires avec l'assurance d'une réussite grâce à nos services de gestion d'événements clé en main ou à la carte. Notre équipe de conseillers spécialisés vous accompagne tout au long du processus afin que chaque détail soit pris en compte et que votre événement soit un succès!

L'environnement webinaire ne nécessite pas d'installation. On y accède à partir d'un simple clic dans le courriel d'invitation.

En plus des versions pour ordinateurs Mac OS, Linux et Windows, vos participants peuvent également utiliser les applications mobiles gratuites pour participer sur leurs tablettes et téléphones intelligents IOS, Android et BlackBerry.

Notre équipe de captation et de diffusion vous assistera dans le choix de la qualité vidéo optimale en fonction de votre événement et des réalités techniques de votre audience. Ils pourront suivre vos panélistes et présentations de près, tout en étant à distance.

Sécurité des communications dans Via

L'accès à Via se fait par une authentification sécuritaire à l'aide d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe pour ainsi garantir la confidentialité des accès aux rencontres. De plus, les utilisateurs verront uniquement les sessions auxquels ils sont inscrits. Les options visibles par les usagers dans l'interface de gestion de Via seront déterminées d'après le rôle accordé.

Via permet des communications entièrement sécurisées entre les utilisateurs par l'ajout du protocole de cryptages 128 bits sur le site internet de l'outil. Lors de la communication avec le serveur, l'ensemble des données est ainsi sécurisé depuis l'entrée du mot de passe jusqu'à la déconnexion de l'utilisateur.

À l'intérieur des rencontres, divers protocoles sont utilisés pour permettre la communication :

Real Time Messaging Protocol (RTMP) est un protocole de streaming audio, vidéo et de données par Internet ou réseau local entre l'extension Flash Player et un serveur.

Ce protocole peut être utilisé en trois formes distinctes :

- Le RTMP fonctionne en TCP et n'est pas sécurisé. Il utilise par défaut le port 1935.
- RTMPT permet d'encapsuler les informations, sur le port 80 en HTTP, afin de permettre une connectivité lorsque des pare-feu sont en opération dans l'environnement réseau dans lequel l'utilisateur émet des données.
- RTMPS est également une encapsulation comme le RTMPT mais fonctionnant sur une connexion sécurisée HTTPS.

Afin d'utiliser le protocole HTTPS et ainsi sécuriser les communications, l'utilisateur créant la rencontre peut cocher la case réservée à cet effet dans la section « Options avancées » lors de la création de l'activité.

COLLABORATION SIMPLIFIÉE AVEC VIA eMESSENGER

Via eMessenger est un environnement contrôlé de communication instantanée vous permettant de rester en contact permanent avec l'ensemble des membres de votre organisation, vos collaborateurs et fournisseurs privilégiés. Via eMessenger augmente donc votre productivité et facilite les échanges dans un contexte de communications instantanées et contrôlées.

Mieux encore, lorsque la messagerie instantanée atteint ses limites et n'est plus appropriée pour le contexte de vos communications, Via eMessenger vous offre un lien direct vers la plate-forme Via eLearning & eMeeting. L'application synchrone 100% Web offre plusieurs fonctionnalités : messagerie vidéo, partage de documents, sessions de collaboration en ligne avec audio et vidéo, conférences ou formations en temps réel, et plus encore. Bref, c'est un environnement de communication évolué permettant à chacun de communiquer efficacement afin d'éviter les coûts innombrables reliés aux déplacements. Via eLearning & eMeeting devient également une mémoire pour vous et vos équipes de travail grâce aux enregistrements donnant accès au visionnement des activités de votre choix.

Environnement Technologique

Les outils télé-collaboratifs, tel Via, sont conçus pour créer des situations de communication et d'interaction à distance, en mode synchrone, où les participants disposent de conditions facilitant l'utilisation efficace des fonctionnalités de l'outil. Parmi ces conditions figurent l'environnement informatique, la qualité et le fonctionnement des périphériques (casque d'écoute avec microphone, caméra Web, haut-parleurs), le niveau d'autonomie technologique des participants ainsi que l'adéquation des installations physiques lors des activités. Les conditions peuvent varier selon l'utilisation faite de ladite plate-forme.

Via est une solution basée sur une technologie client/serveur. Les clients se connectent tous au serveur central qui retransmet ensuite l'information à chaque participant.

CONFIGURATION REQUISE

Navigateur



- Microsoft Internet Explorer (6.0+)
- Mozilla FireFox (1.0+)
- Netscape (7.0+)
- Safari (1.0+)
- Opera (7.02+)
- Chrome (2.0+)

Extension (Plugiciel)

- Adobe Flash Player 7.0 (ou plus récent)



Système

- Windows XP, Vista ou 7, Linux ou Mac OS 10.2
- Processeur : 1 GHz (1,4 GHz recommandé)
- Mémoire : 256 Mo RAM (512 Mo RAM ou plus recommandés)
- Espace disque disponible : plus de 10 Mo
- Carte vidéo : supportant une résolution de 800x600 en couleurs 24 bits (1024x768 en 32 bits recommandé)
- Carte de son



Connexion Internet

Haute vitesse intermédiaire (250 Kb/s) ou plus rapide. À noter que les besoins en bande passante peuvent varier en fonction de la densité de l'expérience multimédia. Cependant, Il est fortement recommandé d'avoir une connexion haute vitesse standard (3 Mb/s) afin de profiter pleinement de l'expérience Via.

Via Mobile

Communiquez à distance à partir de vos tablettes et téléphones intelligents avec ViaMobile! L'application vous permet de suivre vos rencontres et d'interagir avec votre microphone et votre caméra tout en visualisant les documents et applications partagées dans votre activité.

L'application Via Mobile est disponible pour IOS, Android, Blackberry 10 et Windows 8.



iPhone et iPad



Android



Blackberry 10



Windows 8

Environnement Technologique

Information sur les ports

Via utilise la technologie Adobe Flash pour communiquer entre le serveur et les clients. Par défaut, l'application Via utilise le port 1935 (Port TCP 1935 « RTMP » : port propriétaire de la technologie Flash). Si la communication s'avère impossible par cette méthode, l'application tentera une nouvelle connexion par le port 80. Finalement, si cette tentative est vaine, les informations seront encapsulées sur le port 80. Pour le mode sécurisé HTTPS, Via utilise le port 443.

Plugiciel Via ScreenSharing(Plugin)



Afin d'utiliser le partage d'applications, vous devez installer l'extension « Via ScreenSharing ». Le plugiciel peut s'installer directement à partir du navigateur « ActiveX » mais requière des droits suffisants sur le poste de travail. Une version « MSI » permet de faire un déploiement simple et efficace dans des environnements protégés.

Hébergement dans le réseau du RISQ

Le réseau RISQ est omniprésent dans le milieu de l'éducation au Québec. Grâce à celui-ci, les universités québécoises qui l'ont déployé à travers la province accèdent à une vaste gamme de services et d'expertises. Ce réseau à large bande, efficace, stable et performant dessert également tous les collèges publics et une très grande partie du secteur de la recherche.

Le fait que nos infrastructures soient positionnées au RISQ vous donne un avantage optimal, car la communication avec vos clients, étant eux aussi connectés en grande partie au RISQ, se fait par l'entremise du réseau intra RISQ au lieu de l'accès internet régulier permettant ainsi des performances encore plus grandes.

Un autre élément des plus importants de l'hébergement au RISQ est le QIX (Québec Internet eXchange), véritable échangeur des routes Internet de tous les grands transporteurs de télécommunications du Québec.

Le protocole IP ayant la particularité d'acheminer les paquets de données par la route la plus courte ou la plus rapide, le QIX permet au trafic Internet du Québec de rester au Québec, sans devoir passer par New York, Toronto ou Chicago. Ceci implique donc que même les clients qui utilisent l'internet au lieu de l'intra RISQ, ont de très bonnes performances.

Conférence audio SVI eSolutions

Le service d'**audioconférence** de SVI eSolutions, simple d'utilisation, fiable et très concurrentiel, permet au personnel des organisations de participer à des réunions ou à des présentations, sans avoir à y assister en personne. Cet outil de communication aide à réduire les frais de déplacement et les télétravailleurs peuvent rester en contact avec leur bureau en tout temps.

Le service d'**audioconférence** de SVI eSolutions permet aussi aux animateurs des rencontres de gérer les droits de parole en ligne avec Via eLearning &eMeeting ou Via eCollaboration.

Fonctionnement de la conférence SVI eSolutions

Pour chaque conférence, vous disposez d'un numéro de téléphone, d'un code organisateur et d'un code invité.

Vous communiquez à vos participants le numéro de téléphone de la conférence et le code invité correspondant, puis à l'heure convenue, vous appelez ce numéro, entrez le code animateur et démarrez la conférence. Les participants font de même avec le code invité, ce qui leur donne accès à la conférence.

Les avantages du service de conférence téléphonique SVI eSolutions:

- Instantané et sans réservation
- Un numéro d'accès sans frais pour les participants en Amérique du Nord
- Plusieurs numéros d'accès locaux
- Plusieurs numéros d'accès internationaux
- Codes d'accès personnels
- La capacité de supporter des conférences avec nombreux participants
- La possibilité d'enregistrer et réécouter vos conférences
- Un Réseau performant et fiable avec une équipe de support bilingue
- Un environnement hautement sécurisé
- Facturation à la minute et par participant
- Pas de frais mensuels de base, aucun frais d'installation, pas de coûts cachés ou frais d'annulation
- Informations détaillées sur les comptes en ligne

Tarification

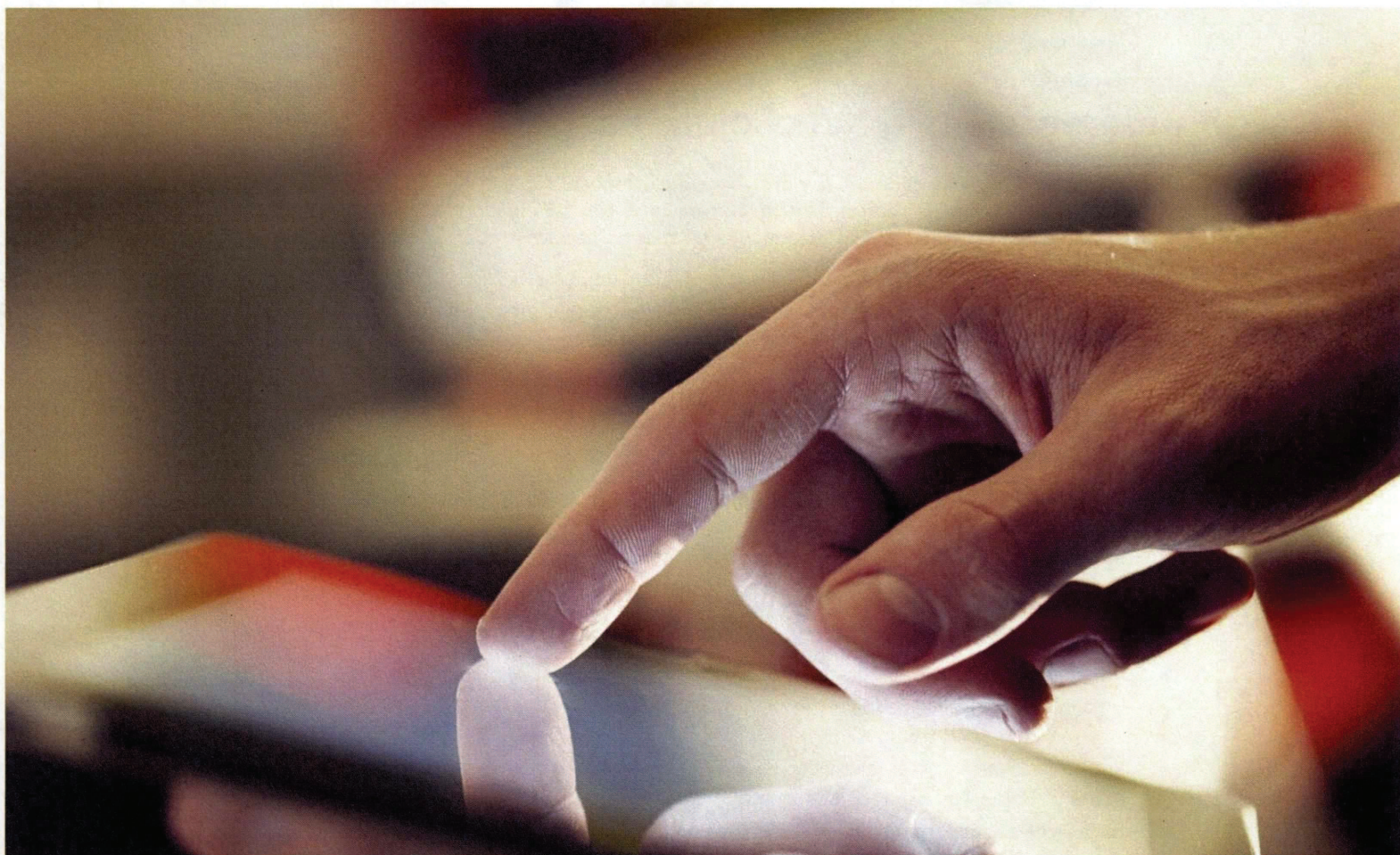
L'utilisation de la téléphonie en audio conférence avec les numéros locaux est accessible au prix de 0,045 \$ la minute et par connexion

L'utilisation de la téléphonie en audio conférence avec un numéro 800 valide au Canada et aux États-Unis coûte 0,06 \$ la minute et par connexion.

Lors d'une conférence, les utilisateurs ont la possibilité d'utiliser les numéros locaux disponibles ou le numéro 800.

Villes disponibles pour les numéros locaux

- | | | |
|-----------------------|--------------------|------------------------|
| • Montréal (514) | • Québec (418) | • Ontario (613) |
| • Drummondville (819) | • Sherbrooke (819) | • Trois-Rivières (819) |
| • Chicoutimi (418) | • Toronto (647) | • Vancouver (778) |
| • Victoria (778) | • Halifax (982) | • St-Johns (709) |
| • Winnipeg (204) | | |



Proposition Salle Webinaire

Location de salles Webinaire

La location de salles virtuelles permet aux organisations de mettre en place des services internes ou externes de formation, réunion ou séminaire web par la mise en place d'un environnement de web collaboration limité en termes de salles simultanées, de connexions simultanées, mais illimités dans le de rencontres selon les limites du nombre de minutes incluses dans la plan.

Les connexions peuvent donc être utilisées en tout temps et par autant d'organismes que vous le désirez.

Sont inclus dans les tarifs

- 100 participants par salle
- la voix IP,
- le support technique de premier niveau bilingue et sans délais,
- le support technique de deuxième niveau,
- les mises à jour et les nouvelles versions de Via,
- l'hébergement sécurisé, la location de serveurs et les frais de bande passante.
- Le coût pour les utilisateurs additionnel à la minute est de 0,06\$ par participant
- La ré écoute des enregistrements.

Les frais d'utilisation du pont téléphonique sont en supplément et détailler à la section **Conférence audio SVI eSolutions**

Le coût de la location d'une salle Webinaire 100 est de 3598,75 \$/an.

Proposition pour un paiement annuel durant 3 ans.

Location de salles Webinaire pour 3 ans		coût /salle/ année	Coût
2	Location de salles Webinaire 100 connexions	3 598,75 \$	7 197,50 \$
		Sous-total	7 197,50 \$
		TPS	359,88 \$
		TVQ	717,95 \$
		Total	8 275,33 \$

Proposition un paiement pour les 3 années

Location de salles Webinaire pour 3 ans		coût /salle/ année	coût 3 ans
2	Location de salles Webinaire 100 connexions	3 598,75 \$	21 592,50 \$
1	Escompte pour les 3 ans payé d'avance		(1 079,63) \$
		Sous-total	20 512,88 \$
		TPS	1 025,64 \$
		TVQ	2 046,16 \$
		Total	23 584,68 \$

Services connexes

Voici les différents services supplémentaires que nous pouvons vous offrir.

Personnalisation des interfaces de Via

La personnalisation des interfaces de base coûte **390,00 \$** et personnalisation de toutes les interfaces de Via coûte **780,00 \$** (voir le document sur la personnalisation des interfaces pour plus d'information).

Formation d'un technicien

290,00 \$ par technicien, minimum de 2 participants par formation. Cette formation est requise seulement si la licence d'utilisation de Via est installée sur le serveur du client et inclut le support technique de SVI de ceux qui sont formés.

Formation d'un coordonnateur

195,00 \$ par coordonnateur, minimum de 2 participants par formation.

Formation d'un animateur

95,00 \$ par animateur, minimum de 3 participants par formation.

Accompagnement en ligne d'un animateur ou d'un formateur

95,00 \$ pour l'accompagnement d'un animateur ou d'un formateur au cours de la première heure de formation ou de réunion en ligne.

Formation de participants

25,00 \$ par apprenant ou participant. Ce service inclut l'assistance à l'optimisation des périphériques de l'ordinateur du participant et la formation de ce dernier sur les fonctionnalités de l'interface qu'il utilisera.

Support à l'implantation de Via ou à la gestion d'un événement

95,00 \$ de l'heure (saisie de données, accompagnement en ligne, animation de sessions d'appropriation pour les participants, etc.).

Production multimédia et intégration

95,00 \$ de l'heure pour la production de vos contenus afin de maximiser et dynamiser vos présentations avec Via. Intégration de Via à vos systèmes de gestion de l'information afin d'en optimiser le traitement.

Intégration LDAP

L'outil de synchronisation par annuaire vous permet de **synchroniser automatiquement vos utilisateurs** présents dans *Active Directory de Microsoft, Open Directory, Novell*, etc. à l'aide d'un service basé sur un connecteur LDAP installé dans vos infrastructures. La tarification de cette option est **3600,00 \$**, plus les frais d'installation

Note : Les prix mentionnés dans ce document excluent les taxes de vente et d'utilisation applicables. Les prix et les conditions de cette liste de prix peuvent être modifiés sans préavis à moins de faire l'objet d'un contrat dûment signé par un représentant autorisé par SVI ou avoir été présentés au client depuis moins d'un mois.

Conclusion

Dans les sections précédentes, nous avons énuméré les différents besoins à combler reliés à l'adoption d'une solution de vidéoconférence Web pour Le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. Via eLearning & eMeeting a les fonctionnalités et les caractéristiques pour satisfaire ces besoins. Parmi celles-ci, nous retrouvons :

- Via est une application reconnue pour sa convivialité et sa simplicité d'utilisation.
- Via est compatible avec les formats de fichiers les plus utilisés sur le marché (audio, vidéo, images, Microsoft Office, Open Office, PDF et plus).
- Via est compatible avec les systèmes les plus répandus tels que les PC, Mac et Linux.
- Étant basé sur la technologie Flash et étant basé à 100% sur le Web, les participants invités à une activité Via ne requièrent aucune installation d'un logiciel pour son fonctionnement rendant ainsi son utilisation beaucoup plus facile pour les animateurs et participants.
- Grâce aux fonctionnalités telles que les outils d'annotation, la gestion documentaire, les ateliers de travail et le partage d'application, les animateurs auront les outils de travail flexibles et efficaces nécessaires à l'accomplissement de leur travail.
- Toutes les séances de eLearning et autres rencontres faites sur Via peuvent être enregistrées et réécoutées par la suite.
- Que ce soit au niveau de l'interface de Via, de son portail de gestion ou des invitations envoyées aux membres, Via peut être personnalisée afin que l'image du centre soit toujours perçue par ses clients.
- Via permet jusqu'à des centaines de participants de suivre une conférence ou une diffusion de type webcast.

De plus, étant déjà implantée dans de nombreuses entreprises aux travers la province et le monde, la solution Via a prouvé à maintes reprises qu'elle a la capacité et les fonctionnalités nécessaires à l'accomplissement des trois principaux types d'activités recherchés dans ce contexte-ci.

- Offrir des séminaires en ligne
- Offrir des cours en ligne
- Faire des réunions à distance

Pour une courte liste des implantations de Via eLearning et eMeeting au sein du domaine éducationnel, veuillez consulter les pages suivantes de ce document.

Pourquoi choisir la solution Via et SVI?



Ne requérant **aucune installation** sur les ordinateurs des participants tout en étant **très conviviale, fiable, stable et riche en fonctionnalités**, Via a été et est choisie par plusieurs organismes reconnus.

Via est un outil Web **très flexible** et **très performant** qui a fait ses preuves dans des domaines d'activités aussi variés que la formation synchrone et la télécollaboration.

La **grande qualité** de Via et du support technique de SVI font **l'unanimité parmi ses clients**.

Tout le personnel de SVI est conscient de l'importance de la **satisfaction des besoins** des clients existants et potentiels. Cela dit, le support technique de SVI est **bilingue et sans délai** et est effectué par téléphone ou directement dans les espaces de support technique en ligne de Via.

Ce qui distingue le plus SVI eSolutions de ses concurrents, est sa capacité d'innover en répondant rapidement aux besoins spécifiques de ses clients et sa disponibilité à les accompagner dans l'implantation d'un nouvel outil technologique de sorte qu'ils maximisent rapidement leur efficacité, leurs revenus et leurs réductions de coûts pour augmenter leur compétitivité et rentabilité.



Pour toutes questions, svp contactez

Jean-François Verret

Vice-président ventes et technologies

Tél.: 418 948-4848 poste 234

Sans frais : 1 866 843-4848 poste 234

Cell : 418 955-8569

Jeanfv@SVIeSolutions.com



www.sviesolutions.com

**MANDAT DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE
LE BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À MEXICO ET L'ENTREPRISE DE SERVICE DE
PRESSE SING COMUNICAÇÃO DE RESULTADOS**

DÉSIGNATION DES PARTIES :

Entre : Le Bureau d'immigration du Québec à Mexico (BIQM) pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant au présent contrat et ici représenté par Sylvie Beaulieu, directrice, ci-après appelée le « BIQM ».

Et : L'entreprise de service de presse *SING comunicação de resultados*, personne morale légalement constituée, ayant son siège à l'Av. Moaci, 395 – 4^o étage – conj.44 Moema 04083-000, São Paulo, SP, Brasil, représentée par Vânia Gracio, copropriétaire, ci-après appelé le « PRESTATAIRE DE SERVICES ».

1 - PROJET : RELATIONS DE PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES LORS DE LA PROCHAINE MISSION DE PROSPECTION ET DE PROMOTION AU BRÉSIL

L'objectif principal de ce mandat est de fournir les services de presse et de relations publiques au Brésil lors de la prochaine mission de prospection et de promotion du BIQM au Brésil.

Cette mission sera réalisée par l'attachée en prospection et d'attraction Perla Haro Ruiz du 07 au 23 mars 2016.

LE PRESTATAIRE DE SERVICES s'engage à coordonner la logistique des entretiens à la radio et à la télévision et la diffusion dans la presse écrite et les médias numériques, selon le programme de mission, les séances d'information prévues, le communiqué de presse et les messages promotionnels fournis par le BIQM concernant : les programmes d'immigration au Québec.

Le mandat devra être réalisé en conformité avec les informations qui figurent dans le présent contrat.

2 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE DE SERVICES

Le PRESTATAIRE DE SERVICES s'engage à exécuter les travaux et à rendre l'ensemble des services décrits au présent contrat.

MANDAT GÉNÉRAL

LE PRESTATAIRE DE SERVICES devra, selon les recommandations du BIQM, cibler et contacter les médias spécialisés afin d'obtenir une entrevue ou une parution dans le cadre de la mission.

Ainsi, la stratégie de presse devra se concentrer spécifiquement sur les médias imprimés, radiotélévisés et numériques se spécialisant dans les secteurs et les professions prioritaires pour le Québec: *génie civil, génie aérospatial/aéronautique, génie mécanique, génie informatique, technologies de l'information et des communications, sciences de l'administration, comptabilité et services financiers, transformation des aliments*. Les médias s'adressant à un public francophone ou francophile ainsi que les médias universitaires particulièrement dans les régions d'intervention lors de la mission au Brésil devront également être visés. Les médias s'adressant au grand public devront être évités.

Les médias ciblés devront prioritairement se situer dans les villes/régions visitées lors de la mission : Porto Alegre, Curitiba, Belo Horizonte, São José dos Campos et Sao Paulo.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Identifier minimalement 3 médias pour chacun des secteurs professionnels privilégiés.
- Accroître de 5% le nombre de candidats ayant le profil recherché qui participent aux événements et aux sessions d'information, comparativement à un pourcentage de 37.5% des participants qui s'étaient inscrits à des séances lors de la mission réalisée en septembre 2015.

Le coût du service comprend les actions suivantes :

- Élaborer un plan de relations médias: proposer une stratégie de relations médias, pour inciter les publics cibles à visiter le site promotionnel "Et si votre avenir était au Québec" (<http://placeauquebec.immigration-quebec.gouv.qc.ca/pt/>), à réaliser une Évaluation préliminaire d'immigration en ligne (<https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/epi.html>), à consulter le calendrier des séances d'information afin de s'inscrire (<http://immigration-quebec.gouv.qc.ca/pt/biq/mexico/palestras/index.php>) et ultimement, assister à une séance. Le plan devra être présenté et approuvé par le BIQM et les résultats attendus explicités.
- Rédiger des propositions de textes à l'intention des différents médias et divers événements (à partir du communiqué de presse fourni par le BIQM), les faire approuver par le BIQM au préalable.
- Soutien à l'attachée en prospection et d'attraction Perla Haro Ruiz avant et pendant les entrevues, en présence, quand possible, ou par téléphone pendant toute la période de mission
- La veille des médias
- Localisation des parutions de presse publiées
- Un rapport final des activités

Toute demande média devra être présentée suffisamment à l'avance au BIQM, pour évaluation de la pertinence de l'intervention par le BIQM.

Pour ce faire, le PRESTATAIRE DE SERVICES s'engage à fournir au BIQM les informations suivantes :

- Nom du média et type de média (quotidien, hebdo, magazine, Web, télé, radio, etc.)
- Envergure de la couverture – nombre de lecteurs, d'auditeurs ou spectateurs (couverture locale, régionale, nationale ou internationale.)
- Nom et coordonnées du journaliste/rechercheur
- Profil du journaliste/de l'émission *Exemple : journalisme d'opinion, factuel, etc.*
- Moment souhaité pour l'entrevue
- Sujet de l'entrevue
- Angle de traitement du journaliste

Le PRESTATAIRE DE SERVICES comprend que des demandes médias peuvent être refusées par le BIQM. Le consentement du BIQM est requis avant qu'il ne s'engage à confirmer de parutions ou des entrevues dans les médias.

Dans sa prise de contact avec les médias, le PRESTATAIRE DE SERVICES s'engage à utiliser le communiqué de presse qui lui sera fourni par le BIQM.

De plus, toute information et tout matériel diffusés par SING *comunicação de resultados* devront être autorisés au préalable par le BIQM.

Un rapport final d'activités devra être rédigé et transmis au BIQM en format électronique. SING *comunicação de resultados* devra transmettre le rapport à l'adresse courriel suivante : perla.haroruz@mri.gouv.qc.ca

Le rapport final devra inclure les indicateurs suivants :

- La version finale du communiqué de presse utilisé pendant la campagne
- La liste des médias contactés (par téléphone et par courriel) et qui ont confirmé une publication (inclure preuve de la publication, date, et lien du site)
- Dates de parutions ou d'entrevues et nom du média;
- Lien internet et page web de parution de l'article ou de l'entrevue;
- Obtention d'une copie de l'enregistrement de l'entrevue, lorsque possible;
- Auditoire et couverture selon le média;
- Nombre de reprises dans d'autres médias, s'il y a lieu;
- Distinction entre les médias nationaux et les médias spécialisés selon chaque domaine priorisé par le BIQM ainsi que le nombre des publications sur les médias ciblés par secteur prioritaire
- Évaluation du coût de revient (ex. publiereportage vs publication dans le cadre du contrat)

Le rapport d'évaluation devra être acheminé au BIQM, en portugais, au plus tard le 1er avril 2016.

3 - OBLIGATIONS DU BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC

Le BIQM s'engage à fournir au début du mandat les informations requises pour l'exécution des activités décrites au présent contrat.

COÛT DES SERVICES OFFERTS

Le coût correspond au montant suivant :

9 500 \$ CAD (neuf mille cinq cents dollars canadiens), toutes taxes comprises, payables en deux versements.

Le premier versement sera effectué à la signature du contrat, et le deuxième versement après la remise du rapport final le vendredi 1er avril 2016.

À verser sur le compte bancaire suivant :

Détails de destinataire

Nom: COMUNICAÇÃO SINGULAR DE RESULTADOS LTDA

Date de création: 05 junio 2002

Nationalité: BRÉSILIEN

"RFC": 05.113.595/0001-05

Adresse: AV. MOACI, 395 – CJ 44 – SÃO PAULO/SP – BRAZIL – 04083-000

Données bancaires

Code IBAN/ABA/SWIFT: ROYCCAT2

Nom complet de la banque: ROYAL BANK OF CANADA

Adresse: TORONTO, CANADA

Compte: 095911027226

Nom de la banque intermédiaire: RENDBRSP - BANCO RENDIMENTO S/A

Code IBAN/ABA/SWIFT de la banque intermédiaire: CDTVBR1

Adresse de la banque intermédiaire: SAO PAULO, SP – BRAZIL

* Bénéficiaire: ID: 05.113.595/0001-05 – COMUNICAÇÃO SINGULAR DE RESULTADOS LTDA

Les factures devront être acheminées à la personne désignée ci-après, à l'adresse suivante :

Perla Ivonne Haro Ruiz

Bureau d'immigration du Québec à Mexico

Taine 411 – Colonia Bosques de Chapultepec C.P. 11580, Mexico, DF

Téléphone + 52 55 11004330

Perla.HaroRuiz@mri.gouv.qc.ca

DURÉE DU CONTRAT

Ce contrat est valable pour la période du 15 février 2016 au 1er avril 2016. Néanmoins, il pourra être annulé en tout temps par l'une ou autre des parties, après communication écrite, dix jours après la date de début du contrat, sans pénalités pour les parties.

LANGUE DU CONTRAT

Le présent contrat est rédigé en français et traduit en portugais. Seule la version française fait foi.

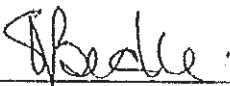
CONFIDENTIALITÉ

Les parties s'engagent à ne pas divulguer à des tiers, pendant et après la durée de ce contrat, toute information concernant les éléments prévus à ce contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent contrat en deux exemplaires, l'un en français et l'autre en portugais, à la date indiquée ci-dessous :

Le Bureau d'immigration du Québec à Mexico (BIQM)

24.02.2016
Date


Sylvie Beaulieu, Directrice

Le SING comunicação de resultados

15 février 2016
Date


Vânia Graclo, Partenaire.

QUESTION - RP11

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D’ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS
AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

INVESTISSEMENTS¹ AU PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS APRÈS LE 8 JUIN 2000
PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L’AIDE AUX ENTREPRISES (PIIAE)

PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L’AIDE AUX ENTREPRISES (PIIAE) Secteur d’activité ²	2015 ³ (000 \$)
Secteur primaire	353
Secteur secondaire	
Alimentation et boissons	4 744
Caoutchouc et plastique	1 888
Vêtements, textile et cuir	464
Produits du bois	3 023
Meubles	2 628
Papier et imprimerie	901
Métaux (1 ^{ère} transformation) et produits métalliques	7 279
Machinerie	3 090
Matériel de transport	273
Produits électriques et électroniques	1 515
Produits minéraux non métalliques	934
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	2 517
Industries manufacturières diverses	757
Secteur tertiaire	
Services divers (technologie de l'information, télécommunication, tourisme : golf, croisière, excursion, attractions)	1 910
Services professionnels, scientifiques et techniques	40
Conception de systèmes informatiques et services connexes et édition de logiciels	1 711
Recyclage, gestion de déchets et services environnementaux	1 500
Soins de santé et services sociaux	283
Hébergement et services de restauration	1 574
TOTAL	37 384

1. Les retombées par secteur d’activité sont sous la forme de contributions financières non remboursables autorisées à partir des revenus de placements effectués auprès d’IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d’Investissement-Québec.
2. Les secteurs d’activité sont définis par Investissement Québec.

³ Données au 31 décembre 2015

QUESTION - RP11

NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION ÉMIS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR 2014 ET 2015 ET PRÉVISIONS POUR 2016

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

CSQ DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D’AFFAIRES EN 2014 ET 2015

	2014	2015 ⁴
Travailleurs autonomes	86	35
Entrepreneurs	233	112
Investisseurs	5 728	4 430
TOTAL	6 047	4 577

LES OBJECTIFS DE SÉLECTION DES GENS D’AFFAIRES, POUR L’ANNÉE 2016

Le Plan d’immigration du Québec pour l’année 2016 prévoit la délivrance d’entre 6 000 et 8 000 certificats de sélection pour les gens d’affaires.

⁴ Données au 31 décembre 2015

QUESTION - RP11

VENTILATION PAR PAYS D’ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS
ADMIS AU QUÉBEC EN 2014 ET 2015*

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits des années antérieures.

Immigrants admis au Québec en 2014 et 2015* dans la sous-catégorie des investisseurs, selon le pays ou territoire de naissance

Lieu de naissance	2014	Lieu de naissance	2015T3
Chine	1 681	Chine	2 208
Iran	501	Iran	1 259
Inde	323	Pakistan	169
Pakistan	238	Inde	115
Égypte	114	Égypte	110
Bangladesh	69	Arabie saoudite	53
Corée du Sud	56	Émirats arabes unis	46
Taïwan	56	Taïwan	45
États-Unis	49	Liban	44
Arabie saoudite	39	États-Unis	39
Venezuela	39	Iraq	31
Émirats arabes unis	38	Bangladesh	25
Iraq	35	Syrie	25
Nigéria	32	Viet Nam	25
Liban	28	Maroc	21
Viet Nam	28	Libye	20
Côte d'Ivoire	20	Russie	19
Royaume-Uni	19	France	18
Algérie	18	Corée du Sud	17
France	16	Hong Kong	17
Syrie	14	Mexique	15
Libye	13	Nigéria	15
Maroc	13	Algérie	13
Mexique	13	Brésil	11
Turquie	13		
Colombie	12		
Koweït	12		
Hong Kong	10		
Japon	10		
Mali	10		
Autres lieux	150	Autres lieux	183
Total, 2014	3 669	Total, au 30 septembre 2015	4 543

* Données préliminaires

Q U E S T I O N - R P 1 1

MONTANTS D’ARGENT ACTUELLEMENT EN ATTENTE DE PLACEMENT
PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS

Actuellement, dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs, le certificat de sélection du Québec n’est délivré que lorsque la somme de 400 000 \$, ou de 800 000 \$ dans le cas d’une demande déposée depuis le 1^{er} décembre 2010, est placée au Fonds consolidé du revenu du Québec. Au 31 décembre 2015, 38 candidats étaient en voie d’effectuer un placement de 400 000 \$ et 243 candidats étaient en voie d’effectuer un placement de 800 000 \$, tel que prescrit par règlement, auprès d’Investissement Québec (ce qui représente une somme totale de **209 600 000\$** en attente de placement).

Investissement Québec gère le Programme des immigrants investisseurs pour l’aide aux entreprises financé à même les revenus générés par ces placements au Fonds consolidé du revenu du Québec. Le candidat dispose d’un délai réglementaire maximal de 120 jours pour réaliser ce placement auprès d’Investissement Québec (délai réglementaire entré en vigueur le 2 mars 2005). Les sommes en attente de placement au 31 décembre 2015 sont donc liées à une sélection récente de candidats.

Q U E S T I O N - R P 1 1

MONTANT QUI EST DISPONIBLE AU TITRE DE LA PROMOTION DU PROGRAMME DES IMMIGRANTS
INVESTISSEURS

- Une portion des revenus générés par les placements des candidats immigrants investisseurs ayant déposé leur demande depuis le 2 mars 2005 est réservée aux mesures de consolidation et de promotion de l’immigration d’affaires. Cette portion correspond à 1 % des revenus de placement pour les candidats ayant déposé une demande dans le cadre du Règlement en vigueur avant le 1^{er} décembre 2010 et à 5 % pour les candidats qui ont déposé une demande depuis cette date.
- Au 31 décembre 2015, le montant disponible au Ministère à ce titre était de 2 113 065,80 \$.

QUESTION – RP12

POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE, DONNER LE DÉTAIL DES CRÉDITS EXISTANT EN 2015-2016 QUI N’ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS EN 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RP13

PAR PROGRAMME, DONNER LE NIVEAU DES CRÉDITS DEMANDÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR EN 2016-2017

La réponse à cette question est incluse dans la réponse de la fiche explicative 2 – Crédits 2016-2017

QUESTION - RP14

NOMBRE DE NOUVEAUX ARRIVANTS, POUR LES ANNÉES CIVILES 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, QUI ONT PARTICIPÉ À DES ACTIVITÉS D’ACCUEIL OFFERTES PAR LES ORGANISMES FINANCÉS PAR LE PROGRAMME RÉUSSIR L'INTÉGRATION

Le Ministère a annoncé la centralisation de la gestion de ses activités régionales le 4 novembre 2014. Depuis le 1^{er} avril 2015, il n'y a plus de directions régionales du Ministère. Cette fermeture n'a pas eu d'impact sur les services d'accueil, puisque depuis le 1^{er} juillet 2012, le Ministère avait complété l'externalisation des services d’accueil, d’installation et de soutien à l’intégration. Les séances collectives et les services individuels sont depuis offerts exclusivement par les organismes communautaires financés en vertu du Programme *Réussir l'intégration*.

Fréquentation des services* (en nombre de personnes distinctes)

Séance Premières démarches d’installation

2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (Au 29 février 2016)
n. d.	7 846 44,0 % femmes 66,0 % hommes	6 766 46,4 % femmes 53,6 % hommes	5 135 47,9 % femmes 52,1 % hommes	3 442 48,1 % femmes 51,9 % hommes

Services de soutien à l’installation et à l’intégration offerts sur une base individuelle

2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 (Au 31 décembre 2015)
n. d.	32 049 51,8 % femmes 48,2 % hommes	36 618 55,3 % femmes 44,7 % hommes	39 788 56,0 % femmes 44,0 % hommes	29 523 55,9 % femmes 44,1 % hommes

* À noter que le Programme *Réussir l'intégration* n’existait pas en 2011-2012.

QUESTION - RP15

LISTE DES ENTENTES AVEC TOUS LES ORGANISMES, À L’ÉTRANGER, POUR OFFRIR
UN PROGRAMME DE FRANCISATION; VENTILATION DES DÉPENSES ENGENDRÉES
PAR CE PROGRAMME ET CRÉDITS ALLOUÉS EN 2014-2015 ET EN 2015-2016.
FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

N°	CONTINENT	PAYS	VILLE	PARTENAIRES	DATE DE SIGNATURE
1	Afrique	Cameroun	Bamenda	Alliance française	mars 2014
2			Dschang	Alliance française	janvier 2015
3		Égypte	Alexandrie	Centre de langue du CFCC d’Alexandrie	octobre 2009
4			Le Caire	Centre français de culture et de coopération	octobre 2009
5			Le Caire	Centre de langue du CFCC d’Héliopolis	octobre 2009
6	Amériques	Île Maurice	Maurice	Alliance française	mars 2014
7		Argentine	Buenos Aires	Alliance française	février 2006
8			Buenos Aires	Centre universitaire de langues	août 2007
9			Cordoba	Alliance française	mars 2004
10			Mendoza	Alliance française	mai 2007
11		Bolivie	Cochabamba	Alliance française	décembre 2008
12			La Paz	Alliance française	décembre 2008
13		Brésil	Santa Cruz	Alliance française	décembre 2008
14			Belo Horizonte	Alliance française	décembre 2010
15			Brasilia	Alliance française	juin 2007
16			Campinas	Alliance française	mai 2007
17			Curitiba	Alliance française	septembre 2008
18			Florianopolis	Alliance française	mars 2014
19			João Pessoa	Alliance française	janvier 2012
20			Natal	Alliance française	février 2013
21			Niteroi	Alliance française	octobre 2011
22			Porto Alegre	Alliance française	septembre 2008
23			Recife	Alliance française	mai 2007
24			Rio de Janeiro	Alliance française	décembre 2005
25			Salvador de Bahia	Alliance française	février 2008
26			São Jose Dos Campos	Alliance française	septembre 2008
27			São Luis	Alliance française	mai 2009
28			São Paulo	Alliance française	décembre 2005
29			São Paulo	Service national d’apprentissage commercial	août 2007
30		Chili	Concepcion	Alliance française	mars 2006
31			Santiago	Institut franco-chilien	mars 2006
32		Colombie	Viña Del Mar	Alliance française	décembre 2006
33			Armenia	Alliance française	mai 2012
34			Barranquilla	Alliance française	avril 2007
35			Bogota	Alliance française	novembre 2005
36			Cali	Alliance française	octobre 2005
37			Cartagena	Alliance française	avril 2007
38			Cucuta	Alliance française	avril 2012
39			Medellin	Alliance française	août 2006
40			Pereira	Alliance française	septembre 2011
41		Cuba	La Havane	Alliance française	février 2015
42	États-Unis	Équateur	Cuenca	Alliance française	mars 2009
43			Guayaquil	Alliance française	mars 2009
44			Quito	Alliance française	mars 2009
45			Atlanta	Alliance française	novembre 2012
46			Boston	Alliance française	janvier 2012
47			Dallas	Alliance française	novembre 2012
48			New-York	Alliance française	juillet 2011
49			Washington	Alliance française	mars 2011
50		Mexique	Cuernavaca	Alliance française	mai 2007
51			Del Valle (D.F.)	Alliance française	mai 2007
52			Guadalajara	Alliance française	juin 2006
53			Léon	Alliance française	avril 2013
54			Lomas Verde (D.F.)	Alliance française	mars 2007

QUESTION - RP15

N°	CONTINENT	PAYS	VILLE	PARTENAIRES	DATE DE SIGNATURE
55			Mexico	Institut français d’Amérique latine	février 2008
56			Mexico (D.F.)	Alliance française	mai 2003
57			Monterrey	Alliance française	juin 2006
58			Morelia	Alliance française	avril 2013
59			Puebla	Alliance française	mai 2003
60			Querétaro	Alliance française	novembre 2011
61			San Angel (D.F.)	Alliance française	février 2007
62			Tampico	Alliance française	mai 2012
63			Toluca	Alliance française	mai 2012
64			Xalapa	Alliance française	mai 2003
65		Paraguay	Asuncion	Alliance française	décembre 2006
66		Pérou	Arequipa	Alliance française	avril 2006
67			Cuzco	Alliance française	octobre 2009
68			Lima	Alliance française	janvier 2006
69			Trujillo	Alliance française	mai 2007
70		République-Dominicaine	Saint- Domingue	Alliance française	janvier 2015
71		Uruguay	Montevideo	Alliance française	février 2004
72		Vénézuela	Caracas	Alliance française	mai 2006
73			Maracaibo	Alliance française	novembre 2007
74	Asie	Arménie	Erevan	Alliance française	mars 2009
75		Chine	Beijing	Alliance française	septembre 2003
76			Canton	Alliance française	septembre 2003
77			Chengdu	Alliance française	juin 2010
78			Chongqing	Alliance française	avril 2013
79			Dalian	Alliance française	novembre 2008
80			Hangzhou	Alliance française	juin 2010
81			Nanjing	Alliance française	juin 2010
82			Shandong	Alliance française	janvier 2009
83			Shanghai	Alliance française	septembre 2003
84			Tianjin	Alliance française	août 2011
85			Wuhan	Alliance française	décembre 2008
86			Xi'an	Alliance française	juin 2010
87		Corée du Sud	Busan	Alliance française	janvier 2015
88			Séoul	Alliance française	mars 2013
89		Émirats Arabes Unis	Abou Dhabi	Alliance française	juin 2009
90			Dubaï	Alliance française	septembre 2009
91		Inde	Ahmedabad	Alliance française	janvier 2015
92			Bangalore	Alliance française	janvier 2013
93			Bombay	Alliance française	janvier 2006
94			Chandigarh	Alliance française	janvier 2015
95			Calcutta	Alliance française	janvier 2006
96			Madras (Chennai)	Alliance française	mars 2014
97			New Delhi	Alliance française	janvier 2006
98		Iran	Teheran	Service de coopération et d'action culturelle/IFT	décembre 2009
99		Israël	Tel-Aviv	Institut français	mars 2008
100		Liban	Beyrouth	Mission culturelle française	septembre 2009
101		Malaisie	Kuala Lumpur	Alliance française	mars 2015
102		Philippines	Cebu	Alliance française	novembre 2012
103			Manille	Alliance française	mars 2014
104		Qatar	Doha	Centre Culturel Français	juin 2010
105		Singapour	Singapour	Alliance française	février 2015
106	Europe	Belgique	Bruxelles	Alliance française	février 2015
107		Bulgarie	Blagoevgrad	Alliance française	avril 2009
108			Bourgas	Alliance française	avril 2009
109			Kazanlak	Alliance française	avril 2009
110			Pleven	Alliance française	avril 2009
111			Plovdiv	Alliance française	mai 2004
112			Sofia	Institut français	novembre 2005
113			Stara Zagora	Alliance française	avril 2009
114			Varna	Alliance française	avril 2009
115			Veliko Tarnovo	Alliance française	avril 2009
116		Espagne	Barcelone	Institut français	juin 2010
117			Madrid	Alliance française	janvier 2015
118			Sabadell	Alliance française	juin 2010

QUESTION - RP15

N°	CONTINENT	PAYS	VILLE	PARTENAIRES	DATE DE SIGNATURE
119		Grande-Bretagne	Londres	Institut français	juin 2010
120			Manchester	Alliance française	janvier 2015
121		Moldavie	Chisinau	Alliance française	février 2007
122		Roumanie	Brasov	Alliance française	janvier 2009
123			Bucarest	Institut français	mars 2006
124			Cluj Napoca	Centre culturel français	mars 2009
125			Constanta	Alliance française	janvier 2009
126			Iasi	Centre culturel français	mars 2006
127			Pitesti	Alliance française	janvier 2009
128			Ploiesti	Alliance française	janvier 2009
129			Timisoara	Centre culturel français	mai 2006
130		Russie	Kazan	Alliance française	mars 2014
131			Moscou	Institut français de Russie	décembre 2006
132			Moscou	Centre régional d'études françaises (CREF)	juin 2009
133			Saint-Petersbourg	Institut français	mai 2006
134		Ukraine	Dnipropetrovsk	Alliance française	mai 2010
135			Kiev	Institut français d'Ukraine	mars 2006

N. B. Une même entente peut couvrir plus d’une ville dans un même pays.

En incluant l’entente cadre avec la Fondation des Alliances françaises, le total des ententes s’élève ainsi à 136.

VENTILATION DES DÉPENSES

1- FONDS DOCUMENTAIRE

Lorsqu’une entente est signée ou renouvelée, le ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion (MIDI) envoie à son partenaire un fonds documentaire sur le Québec. Comme il n’y a pas eu d’achat pour renouveler le fonds en 2015-2016, aucune dépense n’a été engagée pour ce poste.

Depuis 2015, pour permettre aux personnes, qui ont choisi le Québec ou ont été sélectionnées par le Québec, d’améliorer leurs compétences langagières et de mieux connaître la société et la culture québécoise avant le départ de leur pays d’origine, le MIDI a mis en place et transmis aux partenaires à l’étranger une webographie riche qui permet d’accéder à de l’information sur différents aspects socioculturels du Québec et sur différents métiers et professions.

2- REMBOURSEMENT DES FRAIS DE COURS

Entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016, 132 remboursements pour des cours de français suivis à l’étranger par des candidats détenteurs d’un Certificat de sélection du Québec (CSQ) ont été versés, pour un montant total de 129 142 \$.

QUESTION - RP16

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION
D'ÉTABLISSEMENT, DEPUIS 2010-2011, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE,
LE TYPE D'IMMIGRANT ET LEUR OCCUPATION AU QUÉBEC

La présence des personnes immigrantes est une donnée qui résulte d'un jumelage statistique des renseignements contenus dans les banques de données du MIDI sur les admissions permanentes avec ceux disponibles dans le *Fichier d'inscription des personnes assurées* (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

1. Parmi les personnes immigrantes admises de 2009 à 2013, pour lesquelles la région de résidence est connue en janvier 2015 (199 131 personnes) :

- 78,9 % (157 193 personnes) sont établies dans la Région métropolitaine de Montréal (RMM : les régions administratives de Montréal et de Laval et l'agglomération de Longueuil);
- 21,1 % (41 938 personnes) sont établies à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal (Hors-RMM).

2. Répartition des personnes immigrantes présentes au Québec selon le type d'immigrant :

Personnes immigrantes admises au Québec de 2009 à 2013, selon la catégorie d'immigration et le lieu de résidence en janvier 2015

Catégorie d'immigration	Hors-RMM		RMM		Sous-total	
	n	%	n	%	n	%
Immigration économique	24 240	57,8	107 243	68,2	131 483	66,0
Regroupement familial	11 094	26,5	35 193	22,4	46 287	23,2
Réfugiés et personnes en situation semblable	6 298	15,0	12 555	8,0	18 853	9,5
Autres immigrants	306	0,7	2 202	1,4	2 508	1,3
Total	41 938	100,0	157 193	100,0	199 131	100,0

3. Répartition des personnes immigrantes admises au Québec selon la région de résidence et le pays de naissance :

Le découpage retenu est fait selon le regroupement de régions administratives suivant.

Principaux pays de naissance des personnes immigrantes admises au Québec de 2009 à 2013 selon le lieu de résidence en janvier 2015

Capitale-Nationale et Est-du-Québec ¹ (7,2 %)		14 300	Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (3,3 %)		6 649	Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec (3,1 %)		6 158
France	2 786		Colombie	456		Colombie	832	
Colombie	1 154		Maroc	454		France	831	
Maroc	936		Haïti	447		Maroc	360	
Algérie	697		Cameroun	383		Algérie	263	
Cameroun	690		France	362		Rép. dém. du Congo	244	
Laurentides, Lanaudière et Laval (10,2 %)		20 404	Montréal (64,9 %)		129 144			
Haïti	3 174		Colombie	1 777		Algérie	14 618	
Maroc	1 793		France	1 756		Maroc	12 306	
France	1 379		Chine	1 612		Haïti	12 231	
Algérie	1 256		Maroc	1 574		France	9 428	
Liban	1 248		Haïti	1 200		Chine	7 127	

¹ Capitale-Nationale et Est-du-Québec : régions administratives de la Capitale-Nationale, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord et du Saguenay–Lac-Saint-Jean

4. Répartition des personnes immigrantes présentes au Québec selon leur profession :

Les données de l’Enquête sur la population active nous indiquent qu’en 2015, les professions des personnes immigrantes âgées de 15 ans et plus, présentes au Québec se répartissent, selon la Classification nationale des professions (CNP), comme suit :

Catégories professionnelles	%
Vente et services	25,7
Affaires, finance et administration	14,8
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	12,8
Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	12,0
Métiers, transport, machinerie et professions apparentées	8,8
Gestion	8,2
Secteur de la santé	7,7
Fabrication et services d'utilité publique	6,9
Arts, culture, sports et loisirs	2,6
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	0,7
Total, toutes les professions	100,0

QUESTION - RP17

LISTE DES PROGRAMMES EN VIGUEUR EN 2015-2016 SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECTEUR PARTICIPATION ET INCLUSION. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES, NOTAMMENT POUR LES SUIVANTS : REUSSIR L'INTEGRATION, MOBILISATION-DIVERSITE, SOUTIEN A LA MISSION, ACCES AUX ORDRES PROFESSIONNELS ET PROGRAMME D'AIDE FINANCIERE POUR L'INTÉGRATION LINGUISTIQUE DES IMMIGRANTS (PAFILI), INDIQUER :

- a. CRÉDITS ACCORDÉS EN 2014-2015 ET EN 2015-2016;
- b. PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
- c. NOMBRE DE PERSONNES REJOINTES;
- d. FRAIS D'ADMINISTRATION POUR CHAQUE PROGRAMME
- e.MESURES DE REDDITION DE COMPTES ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ (nombre de visites, rapports, sondages, etc.) ET AMELIORATIONS APPORTEES A LA SUITE DE L'ANALYSE DES MESURES.

Crédits accordés

Pour favoriser la francisation, l'intégration et la régionalisation des personnes immigrantes et favoriser des relations interculturelles harmonieuses, le Ministère compte sur différents programmes. Les crédits de ceux-ci se présentent comme suit :

	2015-2016	2016-2017
• Programme Réussir l'intégration	15 370 000 \$	15 420 000 \$
• Programme Mobilisation-Diversité	5 680 100 \$	6 595 100 \$
• Programme Soutien à la mission	1 311 600 \$	1 311 600 \$
• Programme Accès aux ordres professionnels	800 000 \$	1 850 000 \$
• Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI)	16 000 000 \$	17 250 000 \$

* En 2014-2015, les crédits accordés étaient identiques aux crédits de 2015-2016 sauf pour le programme Mobilisation-Diversité qui étaient de 6 800 000 \$.

Nombre de personnes rejointes

Du 1^{er} avril au 31 décembre 2015*, 29 523 personnes immigrantes nouvellement arrivées distinctes, dont 55,9 % sont des femmes, ont bénéficié de services individuels de soutien en installation et en intégration dans le cadre du Programme Réussir l'intégration.

* Il est impossible d'avoir des données au 29 février 2016 pour les services individuels financés en vertu du Programme Réussir l'intégration

Les tableaux suivants présentent la fréquentation aux cours de français du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

Cours à temps complet*	Nombre (%)	Proportion de femmes %
Nombre total d'élèves	10 444 (100,0)	61,5
Nombre de bénéficiaires des allocations de participation	6 665 (63,8)	63,5
Nombre de bénéficiaires des allocations de frais de garde	1 957 (18,7)	78,7
Nombre de bénéficiaires des allocations de transport	3 903 (37,4)	65,5

* Données préliminaires, données au 29 février 2016.

Cours à temps partiel*	Nombre (%)	Proportion de femmes %
Nombre total d'élèves	16 096 (100,0)	64,6
Nombre de bénéficiaires de l'allocation de frais de garde	2 292 (14,2)	90,1

* Données préliminaires, données au 29 février 2016.

QUESTION - RP17

De plus, dans le cadre du Programme *Mobilisation-Diversité*, deux ententes avec les CRÉ, soit celles de la Capitale-Nationale et de la Côte-Nord, de même que celles avec les Villes de Québec et de Montréal ont été en vigueur jusqu'au 31 mars 2016. Quatre ententes sont en vigueur avec quatre organismes de Montréal spécialisés dans l'établissement des personnes immigrantes à l'extérieur de la région de Montréal. Des ententes d'une durée de neuf mois avec 36 organismes à but non lucratif (OBNL), ont été en vigueur jusqu'au 31 mars 2016.

Dans le cadre du Programme *Réussir l'intégration*, des ententes sont en cours avec 93 organismes communautaires.

Pour le Programme *Accès aux ordres professionnels*, 3 ententes sont en vigueur.

Pour sa part, le Programme *Soutien à la mission* offre un appui financier à 31 organismes.

Frais d'administration pour chaque programme

La gestion des frais d'administration est centralisée et l'information à ce sujet n'est pas scindée par programme.

Mesures de reddition de comptes et de contrôle de qualité (nombre de visites, rapports, sondages, etc.) et amélioration apportées à la suite de l'analyse des mesures

La reddition de comptes pour chaque programme se fait conformément aux normes en vigueur et aux dispositions des ententes convenues entre les parties.

Programme *Réussir l'intégration* : Pour tous les volets, transmission par les organismes des renseignements anonymisés, sauf exception, concernant la clientèle admissible ayant bénéficié d'un service, ou ayant participé à une activité ou un projet selon les modalités définies par le Ministère.

Pour le sous-volet 1 C (sessions d'information *Premières démarches d'installation et Objectif Intégration*), des rapports semestriels sont soumis par les 20 OBNL qui offrent les sessions. Un rapport de sondage sur la satisfaction de la clientèle à l'égard de la session *Objectif Intégration* a été produit en 2015. De manière générale, les personnes ayant complété le sondage de satisfaction de la clientèle se disent satisfaites (92 %) de la session. Certaines pistes d'amélioration ont été identifiées.

Les organismes doivent rendre compte dans leur rapport annuel des activités ou projets réalisés et des services offerts en vertu du programme en présentant les résultats de façon différenciée selon les sexes et produire annuellement un rapport financier comprenant des états financiers complets. Ces conditions s'appliquent aussi au Programme *Soutien à la mission*.

Programme *Mobilisation-Diversité* : Des rapports de mi-étape et des rapports finaux sont produits par les instances territoriales et les OBNL signataires des ententes. L'atteinte de chacun des objectifs visés est mesurée à l'aide d'indicateurs.

QUESTION – RP18

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR TYPE DE COURS DE FRANCISATION EN 2013-2014, 2014-2015 ET EN 2015-2016; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016. NOMBRE DE CLASSES PAR SESSION (TEMPS COMPLETS ET TEMPS PARTIEL) ET NOMBRE DE PARTICIPANTS UNIQUES, INCLUANT POUR LE SERVICE DE FRANCISATION EN LIGNE EN AUTOFORMATION ET AVEC TUTEUR, POUR CHACUNE DE SES ANNÉES

Note : Les données pour les années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits des années antérieures.

VENTILATION DES DÉPENSES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2014-2015

Temps complet	Temps partiel	Total
46,7 M\$	19,2 M\$	65,9 M\$

1. Les dépenses administratives sont réparties en fonction des heures encourues par programme.

NOMBRE DE GROUPES DANS LES COURS À TEMPS COMPLET PAR TRIMESTRE EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016¹

Trimestres	2013-2014	2014-2015	2015-2016 ¹
Groupes en report de l'année antérieure (actifs au 1 ^{er} avril)	248	239	227
Nouveaux groupes - 1 ^{er} avril au 30 juin	238	222	221
Nouveaux groupes - 1 ^{er} juillet au 30 septembre	277	246	261
Nouveaux groupes - 1 ^{er} octobre au 31 décembre	245	231	202
Nouveaux groupes - 1 ^{er} janvier au 31 mars ¹	270	253	226
Total	1 270	1 191	1 137

¹Au 29 février pour l'année 2015-2016

NOMBRE DE GROUPES DANS LES COURS À TEMPS PARTIEL PAR TRIMESTRE EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016¹

Trimestres	2013-2014	2014-2015	2015-2016 ¹
Groupes en report de l'année antérieure (actifs au 1 ^{er} avril)	35	37	18
Nouveaux groupes - 1 ^{er} avril au 30 juin	396	422	417
Nouveaux groupes - 1 ^{er} juillet au 30 septembre	551	576	603
Nouveaux groupes - 1 ^{er} octobre au 31 décembre	43	10	48
Nouveaux groupes - 1 ^{er} janvier au 31 mars ¹	429	404	417
Total	1 454	1 449	1 503

¹Au 29 février pour l'année 2015-2016

QUESTION – RP18

NOMBRE DE PARTICIPANTS UNIQUES, INCLUANT POUR LE SERVICE DE FRANCISATION EN LIGNE EN AUTOFORMATION ET AVEC TUTEUR, POUR 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 ¹

Type de cours	2013-2014	2014-2015	2015-2016 ¹
Temps complet	11 512	10 789	10 444
Temps partiel	15 331	15 352	16 096
FEL autoformation	1862	1203	1088
FEL avec tuteur	2435	1817	1613

¹Au 29 février pour l'année 2015-2016

QUESTION - RP19

COPIE DES ENTENTES SIGNÉES ENTRE 2009-2010 ET 2015-2016 AVEC INVESTISSEMENT QUÉBEC AINSI QU'AVEC D'AUTRES ASSOCIATIONS, ORGANISMES OU INSTITUTIONS AU QUÉBEC, INCLUANT QUÉBEC INTERNATIONAL ET MONTRÉAL INTERNATIONAL

Le ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion a conclu deux ententes avec *Montréal International* (MI) au cours des dernières années dont la teneur se décline comme suit :

- Une entente a été signée avec *Montréal International* pour la réalisation d'un projet qui consiste à réaliser des activités d'information et de publicité ciblées afin d'intéresser les travailleurs temporaires spécialisés, présents sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal, à opter pour le statut de résident permanent. Un premier contrat a été signé en décembre 2008 pour le projet qui devait être déployé sur 5 ans, soit jusqu'en mars 2012. Un montant total de 1 228 845 \$ était accordé par le Ministère pour la période. Le coût total du projet était évalué à 2 921 182 \$.

Voici la répartition du financement :

COÛTS ET FINANCEMENT DU PROJET 2008-2011					
Années	2008	2009	2010	2011	Total
Coûts du projet	503 441 \$	782 846 \$	802 417 \$	822 478 \$	2 921 182 \$
FINANCEMENT DU PROJET					
• MI	356 973 \$	365 898 \$	375 045 \$	384 421 \$	1 482 337 \$
• CRE	50 000 \$*	50 000 \$*	50 000 \$*	50 000 \$*	200 000 \$
• MICC	96 468 \$	366 948 \$	377 372 \$	388 056 \$	1 228 845 \$

* Ces montants font partie de l'entente intérimaire intervenue entre la CRÉ de Montréal et le MIDI.

- Une nouvelle entente avec *Montréal International* a été signée en mars 2012 pour la continuité de ce même projet. L'entente prévoyait que le Ministère verse 60 000 \$ à *Montréal International* pour ce projet qui devait se terminer en décembre 2012. Le coût total.

Voici la répartition du financement :

COÛTS ET FINANCEMENT DU PROJET 2012	
Contribution MI	40 000 \$
Contribution CRÉ	50 000 \$*
Contribution MIDI	60 000 \$
Coûts du projet	150 000 \$

* Ce montants fait partie de l'entente spécifique intervenue entre la CRÉ de Montréal et le MIDI.

ENTENTE

ENTRE : **LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par **M. Marc Lacroix, sous-ministre**

ci-après appelée la "Ministre "

ET : **MONTREAL INTERNATIONAL**, une personne morale constituée ayant son siège social au 380, rue Saint-Antoine Ouest à Montréal, ici représentée pour les fins des présentes par **M. André Gamache, président-directeur général** et **M. Yves Guérin, secrétaire corporatif**, dûment autorisés à agir aux termes de l'article 90 des règlements généraux tel qu'ils le déclarent;

ci-après appelé "MI"

ATTENDU QUE la Ministre a la responsabilité d'informer, recruter et sélectionner les immigrants et à faciliter leur établissement au Québec;

ATTENDU QUE la Ministre peut, dans l'exercice de ses responsabilités, conclure des ententes avec toute personne, association ou société ou avec tout organisme;

ATTENDU QUE la Ministre a rendu public un plan de mesures pour renforcer l'action du Québec en matière d'intégration en emploi des immigrants;

ATTENDU QUE dans ce plan, la mesure 4.5 consiste à favoriser le passage du statut de résident temporaire à celui de résident permanent pour les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires;

ATTENDU QUE l'une des actions prévues dans cette mesure est de mener des actions de promotion auprès des travailleurs temporaires déjà en emploi au Québec;

ATTENDU QUE MI a pour mission de contribuer au développement économique du Grand Montréal et d'accroître son rayonnement international ;

ATTENDU QU'un des mandats de MI est de faciliter l'établissement de la main d'œuvre étrangère stratégique ;

ATTENDU QUE MI a développé une expertise en mobilité internationale utile aux entreprises et institutions des 82 municipalités de la Communauté métropolitaine de Montréal en offrant soutien et accompagnement aux entreprises et aux travailleurs temporaires spécialisés dans leurs démarches en vue de l'obtention d'un certificat de sélection du Québec et de la résidence permanente;

ATTENDU QUE MI manifeste aussi son intérêt pour les questions d'immigration en apportant notamment sa contribution aux consultations ministérielles.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET

La Ministre retient les services de MI qui accepte d'agir, aux conditions déterminées dans la présente entente, pour la réalisation, pour les années 2008 à 2011 inclusivement, d'activités de promotion et d'information ciblées auprès des travailleurs temporaires spécialisés présents dans la région métropolitaine de Montréal afin de les inciter à faire le passage à la résidence permanente, notamment en présentant une demande de certificat de sélection du Québec. La ministre s'engage à verser à MI, pour l'exécution complète et entière des obligations de ce dernier à la satisfaction de la Ministre, incluant tous les débours encourus et tous les autres coûts et dépenses, la somme maximale de un million deux cent vingt huit mille huit cent quarante cinq dollars (1 228 845 \$) pour la durée de la présente entente. La Ministre ne s'engage cependant pas à dépenser la totalité de cette somme.

Le projet est décrit à l'Annexe A de la présente entente, laquelle annexe fait partie intégrante de la présente entente.

2. ENGAGEMENTS DE MI

MI s'engage à :

- réaliser, par des activités documentées, le projet prévu à l'annexe A de la présente entente;
- contribuer directement aux objectifs prévus à l'annexe A de la présente entente pour la région métropolitaine de Montréal.

À cette fin, MI s'engage à :

- mettre sur pied un comité d'orientation et de suivi du projet et à y inviter un représentant de tous les partenaires financiers du projet;
- soumettre semestriellement à la Ministre un bilan écrit des activités réalisées et des résultats obtenus à compter du premier semestre de 2009, et ce, pour la durée de la présente entente;
- collaborer à la mise en place et soutenir des mécanismes d'échange d'information avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) sur les travailleurs et les entreprises rejoints par le projet;
- réaliser le protocole de visibilité décrit à l'Annexe B de la présente entente, laquelle annexe fait partie intégrante de la présente entente;
- utiliser le montant alloué aux seules fins prévues à la présente entente;
- respecter les règles usuelles de gestion et d'éthique et faire en sorte que les administrateurs ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- permettre à la Ministre ou à toute personne qu'elle autorise d'examiner les registres, dossiers et comptes de MI et de prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- rembourser sans délai à la Ministre tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- rembourser, à l'expiration du projet et sur demande de la Ministre, tout montant non utilisé;
- participer, à la demande de la Ministre, à l'évaluation du projet.

3. ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE

La Ministre s'engage à verser à MI les montants prévus à l'Annexe A de la présente entente selon les modalités suivantes :

- dans les 30 jours de la signature de la présente entente, le montant de 96 468 \$ pour l'année 2008, sur présentation d'une facture, pour l'exécution, à la satisfaction de la Ministre, des travaux prévus;
- dans les 30 jours suivant la fin d'un trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre), sur présentation d'une facture, la somme due pour l'exécution, à la satisfaction de la Ministre, des travaux prévus;
- dans les 30 jours suivant le dernier bilan d'activités pour 2011, sur présentation d'une facture, la somme due pour l'exécution, à la satisfaction de la Ministre, des travaux prévus.

La Ministre se réserve le droit de réduire les montants prévus dans les cas suivants :

- lorsque le montant des dépenses admissibles pour la réalisation des activités prévues à la présente entente est inférieur à celui initialement mentionné, pour le MICC, à l'Annexe A de la présente entente;
- lorsque MI obtient une source de financement additionnelle qui modifie le plan de financement décrit à l'Annexe A de la présente entente;
- lorsque la Ministre juge les résultats obtenus incompatibles avec les objectifs poursuivis.

4. DÉFAUT

Pour les fins de la présente entente, MI est réputé être en défaut :

- a) s'il ne respecte pas l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations de la présente entente;
- b) s'il a fourni des garanties, des renseignements ou des documents qui sont inexacts ou trompeurs;
- c) s'il devient insolvable, fait faillite, est sous ordonnance de séquestre ou invoque une loi relative aux débiteurs insolvable ou faillis;
- d) s'il cesse de faire affaire ou interrompt totalement ou partiellement ses activités.

5. RECOURS

Lorsque la Ministre constate un défaut de MI suivant l'un ou l'autre des cas prévus à la clause 4 de la présente entente, elle peut, après en avoir avisé MI par écrit, exercer, séparément ou cumulativement, les recours suivants :

- a) réviser les montants prévus;
- b) suspendre tout versement pour les sommes dues ou celles à venir;
- c) résilier la présente entente et mettre fin à toute obligation de la Ministre découlant de celle-ci;
- d) réclamer immédiatement le remboursement partiel ou intégral des montants déjà versés;
- e) exiger que MI remédie au défaut dans le délai que la Ministre fixe.

Lorsque la Ministre se prévaut de la présente clause, elle avise MI par écrit du ou des moyens qu'elle entend utiliser. L'avis de la Ministre prend effet à la date de sa réception par MI.

6. CESSION

Ni la présente entente ni quelque droit ou obligation en résultant ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la Ministre.

7. RESPONSABILITÉ DE LA MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part de la Ministre, celle-ci n'assume aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par MI.

8. SOUS-TRAITANCE

MI ne peut faire exécuter en sous-traitance tout ou partie des obligations convenues à la présente entente sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite de la Ministre.

On entend par sous-traitance, le fait de confier à un autre fournisseur une partie du mandat confié par la Ministre. Le recours à la sous-traitance est différent de l'emploi de ressources externes.

9. RESPONSABILITÉ DE MI

MI est responsable de toute faute commise par lui, ses employés, agents ou représentants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente entente, y compris la faute résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de la présente entente

MI s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour la Ministre contre tout recours, toute réclamation, demande, poursuite ou autre procédure pris par quiconque en raison de dommages ainsi causés.

10. CONFIDENTIALITÉ

MI s'engage à se conformer aux dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L.R.Q., c. P-39.1) et de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).

11. CONFLIT D'INTÉRÊTS

MI s'engage à éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de la Ministre, à l'exclusion des obligations qui incombent à MI en vertu de la présente entente. Si une pareille situation se présentait, il devra aussitôt en informer la Ministre, qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à MI comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la présente entente.

12. LIEN D'EMPLOI

MI est la seule partie patronale à l'égard de l'ensemble du personnel qu'il affecte à l'exécution de la présente entente et il doit en assumer toutes les charges, obligations et responsabilités.

13. PAIEMENT DE DETTE FISCALE

Conformément à l'article 31.1.1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31) et à l'article 53 de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.R.Q., c. P-2.2), lorsque MI est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale ou alimentaire, la Ministre peut, à la demande du ministre du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou partie du montant payable en vertu de la présente entente aux fins du paiement de cette dette.

14. EXEMPTION DE TAXES

La Ministre certifie que les services retenus en vertu de la présente entente sont requis et payés par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles avec les deniers de l'État et ne sont donc pas assujettis à la taxe sur les produits et services ni à la taxe de vente du Québec.

15. VÉRIFICATION

MI s'engage à permettre à tout représentant autorisé de la Ministre un accès à son siège social, et à ses établissements le cas échéant, à ses livres et autres documents afin de vérifier les demandes de versements, et ce, jusqu'à trois ans après le dernier versement ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates. Le représentant de la Ministre peut tirer des copies ou des extraits de tout document qu'il consulte à cette occasion.

16. ANNONCE PUBLIQUE

MI consent à ce que la Ministre ou un de ses représentants fasse une annonce publique communiquant les renseignements suivants : le nom et l'adresse de MI, la nature du projet et le budget.

MI consent à accorder à la Ministre une visibilité adéquate en positionnant le logo du Ministère sur tous les outils de communication (affiches, dépliants, journaux, site Internet, communiqués de presse et autres) liés au projet.

MI consent à ce que tous les outils d'information et de promotion conçus et produits dans le cadre du présent projet puissent être utilisés et adaptés par la Ministre à son compte. MI s'engage à rendre disponible le matériel selon les spécifications qui lui seront fournies par la Ministre.

17. COMMUNICATIONS

Tout avis requis en vertu de la présente entente, doit être effectué par écrit et être expédié à l'autre partie à son adresse indiquée ci-après, par la poste, sous pli recommandé ou certifié, ou par service de messagerie. Ils seront présumés avoir été reçus la journée même s'ils sont transmis par messagerie, et le deuxième jour ouvrable suivant leur envoi s'ils le sont par la poste.

Les adresses respectives des parties sont les suivantes :

Pour la Ministre :

Monsieur Marc Lacroix
Sous-ministre
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
360, rue McGill, 4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Pour MI :

Monsieur André Gamache
Président-directeur général
Montréal International
380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 8000
Montréal (Québec) H2Y 3X7

Tout changement d'adresse doit être communiqué à l'autre partie dans les meilleurs délais par le moyen d'un avis écrit.

18. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

La Ministre, aux fins de la présente entente, désigne **M^{me} Lucy Wells, sous-ministre adjointe à l'immigration**, pour la représenter aux fins de son exécution. Si un remplacement était rendu nécessaire, la Ministre en aviserait MI dans les meilleurs délais.

De même, MI désigne **M. Bernard de Jaham, directeur de la mobilité internationale**, pour le représenter aux fins de son exécution. Si un remplacement était rendu nécessaire, MI en aviserait la Ministre dans les meilleurs délais.

19. LOIS APPLICABLES

La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

20. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature, mais elle prend effet le 15 septembre 2008, et prend fin au plus tard le 31 mars 2012 ou à la date du dernier versement effectué en vertu de la présente entente.

21. EXEMPLAIRES

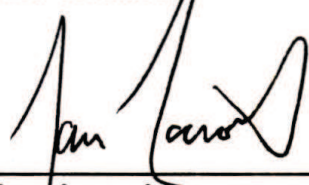
La présente entente peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé constituer un original, mais tous les exemplaires seront considérés comme une seule et même entente.

22. DÉCLARATION DES PARTIES

La Ministre et MI déclarent avoir pris connaissance de la présente entente, en accepter les termes, conditions et modalités et la signer en toute bonne foi.

EN FOI DE QUOI, les parties, après avoir pris connaissance de la présente entente et l'avoir acceptée, ont dûment signé en triple exemplaires, comme suit :

Pour la Ministre

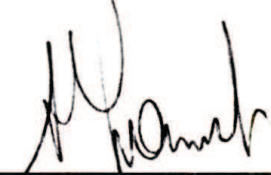


Marc Lacroix
Sous-ministre

 28 novembre 2008

Lieu et date

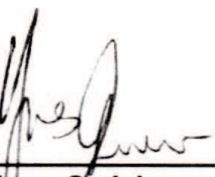
Pour MI



André Gamache
Président-directeur général

 8 décembre 2008

Lieu et date



Yves Guérin
Secrétaire corporatif

8 décembre 2008

Lieu et date



Le projet consiste à réaliser des activités de promotion et d'information ciblées afin d'intéresser les travailleurs temporaires spécialisés¹ présents sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal à effectuer le passage du statut de résident temporaire à celui de résident permanent. Montréal international (MI) réalisera, dans le cadre de la présente entente, les activités suivantes :

- **Au cours du quatrième trimestre 2008 :**
 - Mise en place de l'équipe de projet (espaces de travail, embauche du personnel);
 - Rassemblement des informations requises sur les travailleurs temporaires spécialisés présents sur le territoire couvert;
 - Élaboration du plan d'action pour 2009.
- **Par la suite, mise en œuvre du plan d'action en soutien à l'atteinte des objectifs, lequel plan pourra comprendre les éléments suivants :**

Promotion auprès des employeurs

Promotion des avantages du statut de résident permanent, avantages provenant tant du secteur privé que public.

Diffusion large de l'offre de service de MI auprès des employeurs de la région métropolitaine de Montréal, notamment en collaboration avec les grappes de compétition (AéroMontréal, TechnoMontréal, Montréal InVivo)

- Participation au chantier main-d'œuvre des grappes
- Production de matériel promotionnel
- Réalisation d'activités promotionnelles, dont notamment :
 - Visite des entreprises;
 - Séances d'information collective;
 - Participation à des salons.

Promotion auprès des travailleurs

Réalisation d'activités pour rejoindre les travailleurs qui œuvrent au sein de petites entreprises absentes des réseaux :

- Collecte des informations nominatives disponibles sur les travailleurs temporaires
- Production de matériel promotionnel adapté
- Réalisation d'activités promotionnelles, dont notamment :
 - Organisation de sessions d'information;
 - Liens avec des sites Web appropriés.
- Mise sur pied, après étude de faisabilité concluante, d'un Salon du travailleur étranger en partenariat avec les ministères, organismes et entreprises concernés.

OBJECTIFS

Le projet vise l'atteinte des objectifs suivants, relativement au nombre de travailleurs temporaires spécialisés de la région métropolitaine de Montréal ayant présenté une demande de certificat de sélection du Québec, à la suite des activités de promotion et d'information ciblées réalisées dans le cadre du projet :

Année	Nombre
2008	250
2009	500
2010	800
2011	1 000
Total :	2 550

¹ qui appartiennent à l'un des trois premiers niveaux de compétence (O, A, B) définis par la classification nationale des professions (CNP)

COÛTS ET FINANCEMENT DU PROJET

	2008	2009	2010	2011	Total
Coûts du projet	503 441 \$	782 846 \$	802 417 \$	822 478 \$	2 921 182 \$
Financement du projet					
• MI	356 973 \$	365 898 \$	375 045 \$	384 421 \$	1 482 337 \$
• CRE	50 000 \$*	50 000 \$*	50 000 \$*	50 000 \$**	200 000 \$
• MICC	96 468 \$	366 948 \$	377 372 \$	388 056 \$	1 228 845 \$

* Ces montants font partie de l'entente intérimaire intervenue entre la CRE de Montréal et le MICC.

** Sous réserve d'un renouvellement de l'entente entre la CRE de Montréal et le MICC

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

OBJET : **Visibilité publique du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour le projet : financement de Montréal International pour réaliser des activités de promotion de la résidence permanente auprès des travailleurs temporaires spécialisés de la région métropolitaine de Montréal**

En plus du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, MI bénéficie d'une participation financière de la Conférence régionale des élus de Montréal.

MI s'engage à réaliser les actions de visibilité publique suivantes :

- positionner, à titre de partenaire, la signature du gouvernement du Québec sur tout document, imprimé ou de format électronique, rendu public où MI fait état de la participation financière de ses partenaires. À défaut, MI doit mentionner les ministères et organismes partenaires;
- mentionner verbalement la Ministre à titre de partenaire financier à l'occasion des activités publiques où MI fait état de la participation de ses partenaires;
- mentionner le partenariat du gouvernement du Québec dans les communiqués de presse de MI où sont identifiés ses partenaires financiers;
- offrir au gouvernement du Québec la possibilité d'inclure un communiqué dans la pochette préparée à l'occasion des événements de presse où MI fait état de la participation financière de ses partenaires;
- inviter la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles à participer aux activités publiques organisées par MI dans le cadre de la présente entente.

Tous les documents et outils de communication et de promotion devront respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (www.piv.gouv.qc.ca). Les principales normes d'utilisation de la signature ministérielle sont décrites à la page suivante.

MI doit faire approuver par la Direction des affaires publiques et des communications du Ministère, avant leur réalisation finale, les outils de communication et de promotion relatifs au projet où apparaissent la signature ou la dénomination du Ministère.

MI doit transmettre au Ministère un bilan des actions de visibilité réalisées dans le cadre de ce projet.

Initiales des parties _____
 Initiales des parties _____
 Initiales des parties _____

Normes d'utilisation de la signature gouvernementale

Le Programme d'identification visuelle (PIV) du gouvernement du Québec (www.piv.gouv.qc.ca) impose des règles strictes quant à l'utilisation des signatures administratives des ministères et organismes gouvernementaux. Vous trouverez ci-dessous les normes les plus courantes d'utilisation de la signature du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

1. Si le Ministère est le seul partenaire gouvernemental à fournir son appui à MI, le modèle de logo à utiliser est celui-ci (disponible en version monochrome, couleur ou inversé) :



Initiales des parties
Initiales des parties
Initiales des parties

M
P
10

ENTENTE

ENTRE : **LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, représentée par **Mme Marie-Claude Champoux, sous-ministre**

ci-après appelée la « Ministre »

ET : **MONTRÉAL INTERNATIONAL**, une personne morale constituée ayant son siège social au 380, rue Saint-Antoine Ouest à Montréal, ici représentée pour les fins des présentes par **M. Jacques St-Laurent, président-directeur général** et **M. Yves Guérin, secrétaire corporatif**, dûment autorisés à agir aux termes de l'article 90 des règlements généraux tel qu'ils le déclarent;

ci-après appelé « MI »

ATTENDU QUE la Ministre a la responsabilité d'informer, de recruter et de sélectionner les immigrants ainsi que de faciliter leur établissement au Québec;

ATTENDU QUE la Ministre peut, dans l'exercice de ses responsabilités, conclure des ententes avec toute personne, association ou société ou avec tout organisme;

ATTENDU QUE l'objectif 1.2 du plan stratégique 2012-2016 du ministère est à l'effet de soutenir la réponse aux besoins à court terme du Québec par le recours à l'immigration temporaire et favoriser le passage à l'immigration permanente;

ATTENDU QUE qu'en février 2010 la Ministre a lancé le Programme de l'expérience québécoise et que le ministère souhaite en faire la promotion;

ATTENDU QUE MI a pour mission de contribuer au développement économique du Grand Montréal et d'accroître son rayonnement international;

ATTENDU QU'un des mandats de MI est de faciliter l'établissement de la main-d'œuvre étrangère stratégique;

ATTENDU QUE MI manifeste aussi son intérêt pour les questions d'immigration en apportant notamment sa contribution aux consultations ministérielles.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET

La Ministre accorde à MI, aux conditions déterminées dans la présente entente, un montant maximal de soixante mille dollars (60 000 \$) pour la réalisation, au cours de l'année 2012, d'activités d'information et de publicité ciblées auprès des travailleurs temporaires spécialisés présents dans la région métropolitaine de Montréal afin de les inciter à opter pour la résidence permanente.

Ce projet est décrit à l'Annexe A de la présente entente, laquelle annexe fait partie de la présente entente.

2. ENGAGEMENTS DE MI

MI s'engage à :

- Réaliser le projet prévu à l'annexe A de la présente entente;

À cette fin, MI s'engage à :

- soumettre à la Ministre au plus tard trois mois après la fin de la présente entente un bilan écrit des activités réalisées en vertu de la présente entente;
- soumettre au plus tard le 31 juillet 2012, le sommaire des activités réalisées durant le premier semestre;
- réaliser le protocole de visibilité décrit à l'Annexe B de la présente entente, laquelle annexe fait partie intégrante de la présente entente;
- utiliser le montant alloué aux seules fins prévues à la présente entente;
- respecter les règles usuelles de gestion et d'éthique et faire en sorte que les administrateurs ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- permettre à la Ministre ou à toute personne qu'elle autorise d'examiner les registres, dossiers et comptes de MI et de prendre copie de tout document jugé nécessaire par la Ministre;
- rembourser sans délai à la Ministre tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- rembourser, à l'expiration du projet et sur demande de la Ministre, tout montant non utilisé;
- participer, à la demande de la Ministre, à l'évaluation du projet.

3. ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE

La Ministre verse à MI les montants prévus à l'Annexe A de la présente entente selon les modalités suivantes :

- un montant de 30 000 \$ dans les 30 jours de la signature de la présente entente;
- un montant de 20 000 \$ au plus tard le 30 septembre 2012;
- le solde prévu à l'Annexe A de la présente entente lorsque sera déposé le bilan des activités, à la satisfaction de la Ministre;

La Ministre se réserve le droit de réduire le montant versé dans les cas suivants :

- lorsque le montant des dépenses admissibles du projet est inférieur à celui initialement prévu à l'Annexe A de la présente entente;
- lorsque MI obtient une source de financement additionnelle qui modifie le plan de financement décrit à l'Annexe A de la présente entente;
- lorsque la Ministre juge que les activités prévues n'ont pas été réalisées conformément au projet tel que décrit à l'annexe A de la présente entente.

Les coûts admissibles au projet comprennent les coûts reliés directement à la réalisation du projet, mais n'incluent pas les coûts de financement.

4. DÉFAUT

Pour les fins de la présente entente, MI est réputé être en défaut :

- a) s'il ne respecte pas l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations de la présente entente;
- b) s'il a fourni, des renseignements ou des documents qui sont inexacts ou trompeurs;
- c) s'il devient insolvable, fait faillite, est sous ordonnance de séquestre ou invoque une loi relative aux débiteurs insolvable ou faillis;
- d) s'il cesse de faire affaire ou interrompt totalement ou partiellement ses activités.



5. RECOURS

Lorsque la Ministre constate un défaut de MI suivant l'un ou l'autre des cas prévus à la clause précédente, elle peut, après en avoir avisé MI par écrit, exercer, séparément ou cumulativement, les recours suivants :

- a) réviser les montants prévus;
- b) suspendre tout versement de sa participation financière pour les sommes dues ou celles à venir;
- c) résilier la présente entente et mettre fin à toute obligation de la Ministre découlant de celle-ci;
- d) réclamer immédiatement le remboursement partiel ou intégral des montants déjà versés;
- e) exiger que MI remédie au défaut dans le délai que la Ministre fixe.

Lorsque la Ministre se prévaut de la présente clause, elle avise MI par écrit du ou des moyens qu'elle entend utiliser. L'avis de la Ministre prend effet à la date de sa réception par MI.

6. CESSION

Ni la présente entente ni quelque droit ou obligation en résultant ne pourront, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans le consentement écrit de la Ministre.

7. VÉRIFICATION

MI s'engage à permettre à tout représentant autorisé de la Ministre un accès à son siège social, et à ses établissements le cas échéant, à ses livres et autres documents afin de vérifier les demandes de versements, et ce, jusqu'à trois ans après le dernier versement ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates. Le représentant de la Ministre peut tirer des copies ou des extraits de tout document qu'il consulte à cette occasion.

8. ANNONCE PUBLIQUE

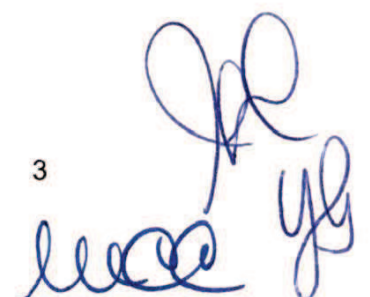
MI consent à ce que la Ministre ou un de ses représentants fasse une annonce publique communiquant les renseignements suivants : le nom et l'adresse de MI, la nature du projet et le budget.

MI consent à accorder à la Ministre une visibilité adéquate en fonction de sa participation financière en positionnant le logo du Ministère sur tous les outils de communication (affiches, dépliants, journaux, site Internet, communiqués de presse et autres) liés au projet.

MI consent à ce que tous les outils d'information et de promotion conçus et produits dans le cadre du présent projet puissent être utilisés et adaptés par la Ministre à son compte. MI s'engage à rendre disponible le matériel selon les spécifications qui lui seront fournies par la Ministre.

9. COMMUNICATIONS

Tout avis exigé en vertu de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et être remis en mains propres ou transmis par télécopieur, par messenger ou par poste recommandée, avec accusé de réception, à l'adresse de la partie concernée indiquée ci-après :



Pour la Ministre :

Madame Marie-Claude Champoux
Sous-ministre
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
360, rue McGill, 4^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Pour MI :

Monsieur Jacques St-Laurent
Président-directeur général
Montréal International
380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 8000
Montréal (Québec) H2Y 3X7

Tout changement d'adresse doit être communiqué à l'autre partie dans les meilleurs délais par le moyen d'un avis écrit.

10. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

La Ministre, aux fins de la présente entente, désigne **M. Bernard Roy, directeur de la prospection et de la promotion**, pour la représenter aux fins de son exécution. Si un remplacement était rendu nécessaire, la Ministre en aviserait MI dans les meilleurs délais.

De même, MI désigne **M. Martin Goulet** pour le représenter aux fins de son exécution. Si un remplacement était rendu nécessaire, MI en aviserait la Ministre dans les meilleurs délais.

11. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature et prend fin au plus tard le 31 décembre 2012 ou à la date du dernier versement effectué en vertu de la présente entente.

12. EXEMPLAIRES

La présente entente peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé constituer un original, mais tous les exemplaires seront considérés comme une seule et même entente.

13. DÉCLARATION DES PARTIES

La Ministre et MI déclarent avoir pris connaissance de la présente entente, en accepter les termes, conditions et modalités et la signer en toute bonne foi.



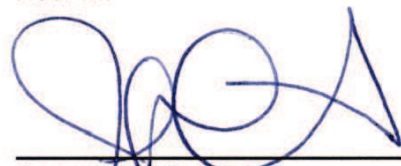
EN FOI DE QUOI, les parties, après avoir pris connaissance de la présente entente et l'avoir acceptée, ont dûment signé en triple exemplaires, comme suit :

Pour la Ministre

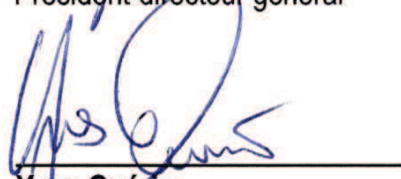

Marie-Claude Champoux
Sous-ministre

Montréal 27 mars 2012
Lieu et date

Pour MI


Jacques St-Laurent
Président-directeur général

Montréal 22 mars 2012
Lieu et date


Yves Guérin
Secrétaire corporatif

Montréal 23 mars 2012
Lieu et date

ANNEXE A

Le projet consiste à réaliser des activités d'information et de publicités ciblées afin d'intéresser les travailleurs temporaires spécialisés¹ présents sur le territoire de la région métropolitaine de Montréal à opter pour le statut de résident permanent. Montréal international (MI) réalisera, dans le cadre de la présente entente, les activités suivantes :

- Maintien et mise à jour <http://residencepermanente.ca/>
- Publicités pour promouvoir le site résidence permanente et les sessions d'information
- Séances d'information
- Sensibilisation auprès des employeurs de la région métropolitaine de Montréal

Sensibilisation des employeurs

Sensibiliser les employeurs sur les avantages du statut de résident permanent :

- Participation au chantier main-d'œuvre des grappes
- Distribution de matériel promotionnel
- Réalisation d'activités promotionnelles, dont notamment :
 - Visite des entreprises;
 - Séances d'information collectives.

Promotion auprès des travailleurs

Réalisation d'activités pour rejoindre les travailleurs qui œuvrent au sein de petites entreprises absentes des réseaux :

- Publicité pour accroître la fréquentation du site <http://residencepermanente.ca/>
- Distribution de matériel promotionnel adapté
- Réalisation de sessions d'information
- Présenter les avantages du passage à la résidence permanente
- Référencement aux sites appropriés du Québec et du fédéral pour obtenir l'information nécessaire à la réalisation du projet de passage à la résidence permanente

COÛTS ET FINANCEMENT DU PROJET

2012	
Coûts du projet	150 000 \$
Financement du projet	
• Contribution MI	40 000 \$
• Contribution CRE	50 000 \$*
• Contribution MICC	60 000 \$

* Ces montants font partie de l'entente spécifique intervenue entre la CRE de Montréal et le MICC.

¹ qui appartiennent à l'un des trois premiers niveaux de compétence (O, A, B) définis par la classification nationale des professions (CNP)

Protocole de visibilité et d'affaires publiques

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles (le « MICC ») et Montréal International (MI). Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MICC et MI.

OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

MI s'engage à :

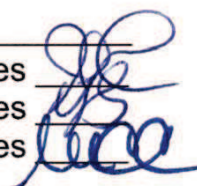
- Dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, placer la signature institutionnelle du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MICC à MI;
- Faire approuver par le représentant désigné du MICC, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles dans le cadre de ce protocole d'entente;
- Souligner la collaboration du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles dans toutes les interventions et dans tous les projets que MI finance, sous forme de soutien et de services ou de subventions, dans le cadre de ce protocole d'entente;
- Dans le cas où un événement public serait organisé dans le cadre du protocole d'entente :
 - inviter un représentant du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles à toutes les activités publiques relatives à ce protocole d'entente et aux projets qui en découlent, mentionner leur contribution et les inviter à prononcer une allocution;
 - installer un para-post, un panneau ou une bannière du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles dans la salle où se tiendra l'événement public;
 - installer le drapeau du Québec derrière le lutrin installé dans la salle où se tiendra l'événement public.

OBLIGATIONS DU MICC

Le MICC s'engage à :

- Désigner un représentant d'Immigration-Québec –
Soit le Directeur de la prospection et de la promotion, aux fins de l'application du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques;
- Fournir à MI tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, para-post, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole d'entente;
- Fournir à MI et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Initiales des parties
Initiales des parties
Initiales des parties



QUESTION – RP20

COPIE DES ENTENTES POUR FAVORISER L'INTÉGRATION ET LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS, POUR 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017, AVEC LES MINISTÈRES SECTORIELS SUIVANTS : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX, TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE, ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. BILAN ET RÉALISATIONS POUR CHACUNE DES ENTENTES

1. ENTENTES

Conformément à la volonté gouvernementale d'assurer une plus grande transparence dans la gestion des sommes allouées par le gouvernement au chapitre de l'intégration et de la francisation des immigrants, trois ententes ont été renouvelées en 2015-2016 entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et, respectivement, l'actuel ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur¹, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Les copies des ententes 2014-2015 et 2015-2016 ont été fournies après les exercices sur l'étude des crédits. Les trois ententes pour l'année 2016-2017 seront signées et ensuite envoyées au Secrétariat de la Commission parlementaire pour transmission à ses membres.

2. BILAN – RÉALISATIONS

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion rend compte de l'utilisation des fonds dans son Rapport annuel de gestion à partir des rapports de reddition de comptes fournis par les ministères concernés. Les rapports de reddition de comptes pour 2015-2016 sont en cours d'élaboration par ces derniers.

¹ Avant le remaniement du Conseil des ministres le 28 janvier 2016, le ministère se nommait ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science.

QUESTION - RP21

VENTILATION, PAR ENTENTE ET PAR PROGRAMME CONJOINT, DES SOMMES TRANSFÉRÉES PAR LE MIDI À CHACUN DES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2009-2010¹. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017

Conformément à la volonté gouvernementale annoncée en novembre 2007 d’assurer rigueur, transparence et cohérence dans la gestion des sommes allouées par le Québec à l’intégration et à la francisation des personnes immigrantes, le Ministère conclut des ententes de service avec le ministère actuel de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur, le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale, et avec le ministère de la Santé et des Services sociaux. Dans le cadre de ces ententes, le Ministère effectue un transfert de crédits de son budget vers les budgets des ministères concernés. Le tableau ci-dessous présente les sommes transférées à chacun de ces ministères durant l’exercice budgétaire 2015-2016, ainsi que les sommes à transférer pour 2016-2017.

Sommes transférées aux autres ministères
aux fins de l’intégration et de la francisation des personnes immigrantes

	2015-2016 (000 \$)		2016-2017 (000 \$)
Éducation, Enseignement supérieur	78 530,0	Éducation et Enseignement supérieur	78 530,0
Travail, Emploi et Solidarité sociale	75 000,0	Travail, Emploi et Solidarité sociale	75 000,0
Santé et Services sociaux	12 219,5	Santé et Services sociaux	12 219,5
Total	165 749,5	Total	165 749,5

¹ Les informations sur les montants transférés de 2009-2010 à 2014-2015 ont déjà été fournies lors des précédentes Commissions sur les études des crédits.

QUESTION – RP22

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE POUR LE SUIVI DES ENTENTES DE SERVICE D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION ET POUR LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2015-2016 ET POUR LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES, AVEC LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DE CHAQUE EMPLOYÉ
--

Note : Les données de l’exercice financier 2014-2015 se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits de l’année antérieure.

	2015-2016
Suivi de l'entente de service d'accueil pour les réfugiés pris en charge par l'État avec le YMCA	
• Ressource affectée au suivi avec le YMCA	
• Lieu de travail : Aéroport international P.-E.-Trudeau de Montréal	1
Suivi des ententes de service d'accueil et d'intégration (93 OBNL)	24
Formation linguistique¹	
Montréal ² (ce chiffre inclut les professeurs réguliers et le personnel régulier et occasionnel de la Direction de la francisation en milieu communautaire, de la Direction de la francisation en milieu institutionnel et la Direction du registraire et des services en ligne)	181
Total	206
 Professeurs occasionnels ³	 313

¹ Il s’agit de tout l’effectif affecté à la Direction de la francisation en milieu communautaire et à la Direction de la francisation en milieu institutionnel et à la Direction du registraire et des services en ligne soit les cadres, les professionnels, les conseillers en francisation, le personnel de soutien et les professeurs, duquel est soustrait trois postes pour suivi des ententes de services d’accueil et d’intégration, et auquel est ajouté un poste de la Direction des relation avec les partenaires.

² Il est important de noter que tout l’effectif administratif dédié à la francisation est affecté à Montréal. Le personnel enseignant relève de la région administrative de Montréal tout en étant réparti sur le territoire du Québec.

³ Il s’agit des professeurs occasionnels (actifs) qui répondent aux besoins de formation linguistique de la clientèle.

QUESTION – RP 23

NOMBRE D’IMMIGRANTS PAR CLASSE DE FRANCISATION ET NOMBRE TOTAL DE CLASSES DE FRANCISATION PAR ANNÉE, DEPUIS 2009-2010. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

TEMPS COMPLET

Nombre de groupes et nombre d’élèves dans les services à temps complet*

Année	Nombre total de groupes	Nombre d’élèves uniques	Nombre moyen d’élèves par groupe***
2015-2016**	1 137	10 444	15,4

*En 2009-2010 et 2010-2011, l'offre de cours à temps complet comprend également des cours spécialisés (La dernière session de ces cours s'est terminée au début de l'exercice 2010-2011).

** Données préliminaires au 29 février 2016.

*** Un élève peut être inscrit dans plus d’un groupe au cours d’une année financière. Le nombre moyen d’élèves par groupe est calculé à partir de l’ensemble des participations des élèves dans chacun des groupes.

TEMPS PARTIEL

Nombre de groupes et nombre d’élèves dans les services à temps partiel
Total

Année	Nombre total de groupes	Nombre d’élèves uniques	Nombre moyen d’élèves par groupe**
2015-2016*	1 503	16 096	13,5

* Données préliminaires au 29 février 2016.

** Un élève peut être inscrit dans plus d’un groupe au cours d’une année financière. Le nombre moyen d’élèves par groupe est calculé à partir de l’ensemble des participations des élèves dans chacun des groupes.

QUESTION – RP23

TEMPS PARTIEL

Nombre de groupes et nombre d’élèves dans les services à temps partiel
Cours réguliers

Année	Nombre total de groupes	Nombre d’élèves uniques	Nombre moyen d’élèves par groupe**
2015-2016*	1321	14 453	13,5

* Données préliminaires au 29 février 2016.
** Un élève peut être inscrit dans plus d’un groupe au cours d’une année financière. Le nombre moyen d’élèves par groupe est calculé à partir de l’ensemble des participations des élèves dans chacun des groupes.

Nombre de groupes et nombre d’élèves dans les services à temps partiel
Cours spécialisés

Année	Nombre total de groupes	Nombre d’élèves uniques	Nombre moyen d’élèves par groupe**
2015-2016*	139	1 543	14,7

* Données préliminaires au 29 février 2016.
** Un élève peut être inscrit dans plus d’un groupe au cours d’une année financière. Le nombre moyen d’élèves par groupe est calculé à partir de l’ensemble des participations des élèves dans chacun des groupes.

Nombre de groupes et nombre d’élèves dans les services à temps partiel
Formation en milieu de travail

Année	Nombre total de groupes	Nombre d’élèves uniques	Nombre moyen d’élèves par groupe**
2015-2016*	43	327	10,0

* Données préliminaires au 29 février 2016.
** Un élève peut être inscrit dans plus d’un groupe au cours d’une année financière. Le nombre moyen d’élèves par groupe est calculé à partir de l’ensemble des participations des élèves dans chacun des groupes.

QUESTION – RP24

DÉLAIS MOYENS D’ATTENTE POUR ÊTRE ADMIS À DES COURS DE FRANCISATION ET POUR COMMENCER UN COURS DE FRANÇAIS, TEMPS COMPLET ET TEMPS PARTIEL EN 2014-2015 ET EN 2015-2016
a. PAR CENTRE RÉGIONAL
b. POUR TOUT LE QUÉBEC

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Les cours de français étaient auparavant donnés dans un nombre limité de centres de formation du Ministère (appelés les COFI). Le MIDI fait aujourd’hui appel à une centaine de prestataires de services partout au Québec (universités, collèges, organismes à but non lucratif et commissions scolaires) pour offrir ces cours.

Depuis l’entrée en vigueur de la *Déclaration de services aux citoyens* en avril 2006, et de la *Déclaration de services à la clientèle (DSC)* en avril 2009, le délai imparti pour remettre ou faire parvenir une confirmation d’admissibilité à un cours de français à temps complet est de 20 jours ouvrables et le délai maximum pour commencer un cours à temps complet est de 65 jours ouvrables après la date de la confirmation d’admissibilité.

Année financière 2015-2016

Les cours à **temps complet** ont une durée de **11 semaines**, et ils **débutent selon des dates précises ou lorsque le nombre de participantes et participants le justifie**. En vertu d’ententes avec les commissions scolaires dans le cadre de l’offre gouvernementale de services en francisation, les participants peuvent aussi débiter leur formation à d’autres dates.

La proportion de nouveaux élèves inscrits à temps complet et bénéficiant d’un premier cours de français dans le délai de 65 jours ouvrables est de 88,4 %.

Délai moyen en nombre de jours ouvrables

A. Régions administratives	Année financière* 2015-2016**
Bas-Saint-Laurent	42,0
Saguenay - Lac-Saint-Jean	18,6
Capitale-Nationale	41,1
Mauricie	36,0
Estrie	43,7
Montréal	35,4
Outaouais	39,9
Abitibi-Témiscamingue	-
Côte-Nord	-
Nord-du-Québec	-
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-
Chaudière-Appalaches	16,0
Laval	46,0
Lanaudière	45,1
Laurentides	59,7
Montréal	39,4
Centre-du-Québec	53,5
B. Ensemble du Québec	38,1

*Données préliminaires, données au 29 février 2016

**Les résultats inscrits en italique et en gras reposent sur un nombre d'observations inférieur à 20 élèves.

QUESTION – RP25

NOMBRE D’IMMIGRANTS NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE S’INSCRIVANT PAS AUX COURS DE FRANCISATION EN 2013-2014, EN 2014-2015 ET EN 2015-2016

Contexte

Les cours de français aux personnes immigrantes nouvellement arrivées sont offerts aux personnes adultes ne connaissant pas le français et à celles ayant des connaissances insuffisantes du français.

Il faut tenir compte que les personnes immigrantes nouvellement arrivées ne s’inscriront pas nécessairement dès leur arrivée au Québec. Cependant, plus de 70 % de celles qui s’inscrivent le font la première année. D’autres personnes immigrantes nouvellement arrivées se présentent aux cours de français deux, trois ans et plus après avoir obtenu leur statut de résident permanent.

Résultats

En 2013¹, le nombre de personnes immigrantes admises au Québec a été de 51 976, parmi lesquelles 40 946 personnes étaient âgées de 16 ans et plus². De ce nombre, 14 955 personnes adultes avaient déclaré ne pas connaître le français au moment de leur admission au Québec. Au 29 février 2016, 4 225 de ces personnes s’étaient déjà inscrites à un cours de français du MIDI à temps complet, à temps partiel, ou en ligne. La proportion est donc de 28,3 %. Il faut noter que les personnes immigrantes ont jusqu’à cinq ans suivant leur arrivée au pays pour s’inscrire aux cours de français à temps complet. Il n’y a pas de limite de durée de résidence pour l’inscription à temps partiel ou en ligne.

Des services de francisation sont offerts gratuitement par le Ministère sous forme de cours à temps complet, à temps partiel et en ligne. En plus des cours du Ministère, des services gouvernementaux de francisation sont offerts par le vaste réseau des commissions scolaires et par les différents partenaires en milieu de travail. Il existe également des services de formation linguistique donnés par des professeurs particuliers, par le réseau collégial et universitaire, par des écoles de langue privées. En conclusion, les personnes immigrantes peuvent poursuivre leur parcours de francisation de diverses manières et les statistiques ci-dessus ne sauraient en tenir compte.

¹ Cohorte utilisée pour cette analyse puisque c’est la plus récente pour laquelle le nombre total de personnes qui auront fait une démarche de francisation est proche du résultat qui sera définitif : quelques personnes s’ajouteront à celles qui ont déjà amorcé cette démarche, mais l’essentiel des personnes susceptibles de suivre un ou des cours auprès du Ministère l’a déjà fait. Les données des cohortes 2014 et 2015 sont encore trop préliminaires pour rendre compte avec précision d’un taux de participation fiable.

² Ces personnes sont considérées comme étant des « adultes » dans le contexte de la démarche de francisation au MIDI.

QUESTION - RP26

NOMBRE D’ENTREPRISES QUI ONT UTILISÉ LE CRÉDIT D’IMPÔT POUR LA FRANCISATION EN MILIEU DE TRAVAIL EN 2014-2015 ET EN 2015-2016. MONTANT TOTAL DE LA DÉPENSE FISCALE. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017

Cette information relève de Revenu Québec.

Q U E S T I O N – R P 2 7

**NOMBRE DE PARTENAIRES À L’ÉTRANGER DU MIDI OFFRANT DES COURS DE FRANÇAIS
EN 2013-2014, 2014-2015 ET EN 2015-2016**

La réponse à cette question est la même que celle relative à la demande de renseignements particuliers n° 15 de l’opposition officielle.

QUESTION – RP28

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE POUR CONNAÎTRE LES BESOINS SPÉCIFIQUES DES CLIENTÈLES IMMIGRANTES QUI UTILISENT PEU LES SERVICES DE FRANCISATION

En juillet 2009, le Ministère a lancé un appel d'offres pour réaliser une enquête dont les objectifs consistaient à :

- développer de meilleures connaissances quant aux déterminants de la fréquentation des cours de français du Ministère par les personnes immigrantes;
- mieux connaître les raisons qui font en sorte que certaines clientèles ne participent pas aux services de francisation disponibles;
- mieux adapter l'offre de service en conséquence.

Réalisée par la firme Léger Marketing, cette enquête s'inscrivait dans l'objectif « Élargir la clientèle rejointe par l'offre de service en francisation à une clientèle plus diversifiée et mieux soutenir les personnes issues du regroupement familial ». Cet objectif faisait partie des « Mesures pour renforcer l'action du Québec en matière de francisation des immigrants. Pour enrichir le Québec : Franciser plus, Intégrer mieux » annoncées par le Ministère le 8 mars 2008.

Dans le cadre de cette enquête, le Ministère a organisé sept groupes de discussion qui ont été répartis comme suit :

- un groupe de professeurs en francisation du Ministère;
- deux groupes de personnes immigrantes qui ont suivi les cours de français offerts par le Ministère, segmentés selon la langue d'animation et la région de provenance ;
- quatre groupes de personnes immigrantes qui n'ont pas suivi les cours de français offerts par le Ministère, segmentés selon la langue d'animation et la région de provenance.

Les groupes de discussions ont eu lieu au cours des mois de décembre 2009 et janvier 2010. Le rapport final de la firme a été remis, en mai 2010, au Ministère et approuvé par celui-ci, avec quelques corrections.

Cette enquête a permis de mieux comprendre, dans un premier temps, les raisons (horaires, lieu, aide financière, système de garde d'enfants et autres facilités) qui motivent les personnes immigrantes, dans une certaine mesure, à poursuivre ou à abandonner les différentes formations offertes par le Ministère. Dans un deuxième temps, les résultats de l'enquête ont permis de comprendre les obstacles ou les difficultés auxquels peuvent se heurter certaines personnes immigrantes qui ne s'inscrivent pas du tout aux formations offertes.

À partir de certaines recommandations émises en marge du rapport, le Ministère a élaboré et mis en œuvre un plan de travail pour les années suivantes et portant sur diverses activités de bonification de l'offre de service en francisation visant à attirer de nouvelles clientèles.

QUESTION – RP29

LISTE DE L’OFFRE DE SERVICE DU MIDI POUR DES COURS DE FRANÇAIS DE NIVEAU AVANCÉ
POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES. CRÉDITS ALLOUÉS POUR CES COURS

COURS DE FRANÇAIS DE NIVEAU AVANCÉ

▪ Cours à temps partiel

Deux cours de communication orale et trois cours de français écrit étaient offerts à temps partiel jusqu’à la fin avril 2015. Avec la mise en œuvre de la nouvelle répartition des contenus du *Programme-cadre de français pour les personnes immigrantes adultes au Québec*, ces cours spécialisés ont été remplacés par un bloc de cours réguliers à temps partiel d’une durée d’environ 400 heures qui vise l’atteinte des mêmes niveaux de compétences en français que les cours de communication orale et de français écrit de même que le développement de la compétence interculturelle et la connaissance des valeurs communes de la société québécoise.

▪ Cours du programme de francisation en ligne

Depuis octobre 2012, le cours de français en ligne (FEL) avancé est offert selon la formule standard avec tuteur ou tutrice. Des modules d’autoapprentissage du français en ligne dans les domaines professionnels du génie et des sciences appliquées, de la santé et des soins infirmiers ainsi que de l’administration, du droit et des affaires ont aussi été rendus accessibles au cours de l’automne 2012.

▪ Cours spécialisés pour certains domaines professionnels à temps partiel

Des cours spécialisés sont offerts aux personnes immigrantes ayant des profils professionnels particuliers, notamment pour faciliter l’accès aux ordres professionnels qui correspondent à leur formation initiale acquise à l’étranger. Ainsi, des cours pour infirmières et infirmiers et pour professionnelles et professionnels du domaine de la santé, du domaine du génie et des sciences appliquées et de l’administration, du droit et des affaires sont offerts actuellement.

DÉPENSES POUR CES COURS SPÉCIALISÉS

ANNÉE	DÉPENSES
2015-2016	203 436 \$

QUESTION – RP30

**LISTE DES ACTIONS VISANT LA PROMOTION ACTIVE DES COURS DE FRANÇAIS
ET DE LEUR IMPORTANCE POUR UNE INTÉGRATION RÉUSSIE**

Site internet du Ministère

- Le site internet du Ministère souligne l'importance de l'apprentissage de la langue française. Les candidates et candidats à l'immigration y reçoivent de l'information sur les cours de français offerts à l'étranger par les organismes partenaires du Ministère (Alliances françaises, Instituts français, etc.), dont la liste est périodiquement mise à jour, de même que sur les cours offerts au Québec par le Ministère : cours de français en ligne, cours de français réguliers à temps complet et à temps partiel, cours spécialisés à des domaines professionnels, cours en milieu de travail, etc. De plus, le site internet du Ministère informe les personnes immigrantes sur les modalités de remboursement des cours de français suivis chez les partenaires à l'étranger et sur l'aide financière incitative pour les personnes immigrantes qui suivent des cours à temps complet ou à temps partiel dans le cadre du Programme d'intégration linguistique pour les immigrants.

Promotion ciblée à l'étranger

- Dès le premier contact avec le Ministère, lors des séances d'information, les candidates et candidats potentiels à l'immigration sont sensibilisés à l'importance du français, et l'offre de services de francisation du Ministère est présentée.
- Les candidates et candidats à l'immigration, en signant leur demande de certificat de sélection du Québec, s'engagent à apprendre le français.
- Le guide *Apprendre le Québec* insiste sur l'importance de bien connaître le français. Ce guide est distribué aux personnes immigrantes lors de leur entrevue de sélection à l'étranger, le cas échéant, lors de leur passage au Service d'accueil à l'aéroport ou lors de leur participation à la séance d'information Premières démarches d'installation, qui se tient la semaine suivant leur arrivée. De plus, ce guide est disponible sur le site internet du Ministère.
- Après l'obtention du certificat de sélection du Québec (CSQ), les candidates et candidats à l'immigration ont accès gratuitement à la Francisation en ligne (FEL). La promotion de ce service est faite dans la lettre remise à tous les candidates et candidats à l'immigration lors de l'obtention de leur CSQ. Un mois après la réception du CSQ, un courriel promotionnel est envoyé aux candidates et candidats les invitant à s'inscrire à la FEL.

Promotion ciblée au Québec

- À l'aéroport, les préposées et préposés à l'accueil fournissent de l'information relative aux cours de français offerts par le Ministère aux personnes immigrantes.
- La promotion de la francisation en ligne est faite à l'aéroport et un courriel marketing est envoyé aux personnes immigrantes susceptibles de s'inscrire au service. Un feuillet promotionnel intitulé *Les cours de français offerts gratuitement aux personnes réfugiées* est remis à l'aéroport aux personnes réfugiées. Une version en arabe a spécialement été conçue à l'intention des personnes réfugiées syriennes. Ce feuillet rappelle que le français est la langue officielle du Québec, souligne l'importance de sa connaissance pour réussir à participer pleinement à la vie collective québécoise, informe sur les modalités d'inscription et incite les personnes à s'inscrire à un cours de français sans tarder.
- Les prestataires de services en francisation du Ministère assurent la promotion active des cours de français auprès des personnes immigrantes. Des signets de la collection *Le succès parle français* traitant de l'offre de cours en francisation, de l'admission en ligne

QUESTION – RP30

et du remboursement offert pour les cours suivis à l'étranger ont été élaborés et remis aux mandataires afin qu'ils puissent faire la promotion de l'offre de services.

- La promotion des cours de français spécialisés à des domaines professionnels est menée avec la collaboration des ordres professionnels concernés.
- Le Ministère poursuit également la promotion des cours de français à l'occasion de la *Semaine québécoise des rencontres interculturelles* et lors de la remise des *Mérites en francisation des personnes immigrantes*, dans le cadre de la *Soirée des mérites et des Prix Francopub* organisée par l'Office québécois de la langue française.
- Dans le cadre de la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2013-2015, le Ministère assumait plusieurs responsabilités de la promotion des services de francisation, en assurant notamment la concertation des intervenantes et intervenants en milieu de travail ainsi que l'harmonisation et la cohérence des actions et des services au bénéfice des personnes immigrantes en emploi.
- La Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion *Ensemble, nous sommes le Québec*, et sa stratégie d'action 2016-2021 prévoient plusieurs actions de promotion active de la francisation et de la langue française :
 - promouvoir le recours aux services de francisation et d'intégration depuis l'étranger afin d'inciter les personnes à entamer leur parcours d'intégration avant leur arrivée au Québec;
 - élaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de services axée sur la réponse aux besoins des personnes immigrantes selon leur profil afin qu'elles puissent réaliser leurs démarches avec célérité et participer pleinement à la vie collective, notamment en donnant accès aux personnes immigrantes à une information ciblée selon leur profil;
 - assurer la promotion des services gouvernementaux de francisation;
 - promouvoir le concept de français langue d'intégration et de cohésion sociale auprès des personnes immigrantes et de l'ensemble de la société québécoise afin de favoriser l'insertion réussie des personnes à la vie sociale, culturelle et économique du Québec;
 - encourager la consommation des médias et produits culturels québécois de langue française par les personnes immigrantes qui sont en apprentissage du français, dès le stade débutant et depuis l'étranger, en concevant des outils rendant leur contenu plus accessible (transcriptions, lexiques, traductions, fiches explicatives, etc.);
 - renforcer le rôle du français comme principale langue de travail en renouvelant la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal pour engager activement les partenaires socioéconomiques et les milieux associatifs de la Métropole à cet égard.

L'impact de la promotion active de l'apprentissage du français auprès des personnes immigrantes va au-delà des services de francisation du Ministère. Des services gouvernementaux de francisation sont également offerts par le réseau des commissions scolaires et par les différents partenaires en milieu de travail.

QUESTION – RP31

ÉTAT DE RÉALISATION OU D’AVANCEMENT DES MESURES POUR RENFORCER L’ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D’INTÉGRATION DES IMMIGRANTS. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES POUR CHACUNE DES MESURES EN 2014-2015 ET EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017

Le plan de mesures *Pour enrichir le Québec – Intégrer mieux*, mis en place en 2008 **est terminé depuis 2012.**

QUESTION - RP32

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'EMPLOI
POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES EN RÉGION ET MONTANTS VENTILÉS PAR MESURES
POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017**

L'accès à l'emploi relève principalement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Le Ministère travaille, avec l'ensemble de ses partenaires, afin d'arrimer davantage les besoins des entreprises dans les régions où le marché du travail connaît un fort taux d'emploi et un faible taux de chômage aux profils des personnes immigrantes établies dans la région métropolitaine de Montréal et des candidates et candidats potentiels à l'immigration temporaire et permanente. Il mobilise les acteurs des milieux de vie afin d'améliorer les conditions d'accueil et favoriser l'établissement durable des personnes immigrantes. Il a réalisé plusieurs mesures en ce sens.

PRINCIPALES ACTIONS ENTREPRISES EN 2015-2016

- Le MIDI comptait, notamment, en vertu du Programme Mobilisation-Diversité, sur des ententes avec les conférences régionales des élus (CRE) pour promouvoir l'apport de l'immigration au développement régional et à la vitalité des territoires et appuyer le développement de milieux inclusifs propices à la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.
- À la suite de l'*Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019* qui abolit les CRE, au plus tard le 31 mars 2016, le MIDI doit revoir son approche territoriale. Entre-temps, il respecte les ententes spécifiques signées avec les CRE. Trois ententes (Capitale-Nationale, Côte-Nord et Ville de Montréal) se terminent le 31 mars. Celle avec la Ville de Québec se poursuit jusqu'au 31 mars 2018.
- Le Ministère a des ententes avec quatre organismes de Montréal, (le Collectif des femmes immigrantes du Québec, le Carrefour BLE, l'organisme PROMIS, l'Accueil liaison pour arrivants), spécialisés dans l'établissement des personnes immigrantes à l'extérieur de la région de Montréal.
- Un montant global de plus de 2,0 M\$ est alloué aux ententes avec ces CRE, villes et organismes.
- Afin d'assurer la continuité des actions liées à l'immigration en région, le MIDI a aussi renouvelé, en juillet 2015, des ententes avec 36 organismes à but non lucratif (OBNL) pour un montant total de 1 035 603 \$.
- Des services de francisation et de soutien à l'intégration sont offerts aux personnes immigrantes, à l'échelle du Québec, par l'intermédiaire d'un vaste réseau d'organismes à but non lucratif (OBNL) et de partenaires institutionnels (plus de 200) financés en vertu du Programme *Réussir l'intégration* et du Programme d'intégration linguistique pour les immigrants. Ils répondent aux besoins de services directs des personnes immigrantes.
- De l'information et la promotion des régions sont aussi offertes aux personnes immigrantes nouvellement arrivées, dans le cadre de la session Objectif Intégration et dans les cours de français, et à celles qui sont encore à l'étranger, à travers le *Services d'intégration en ligne (SIEL)* et la *Francisation en ligne (FEL)*.
- Le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) et le Projet pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel (IPOP) facilitent la recherche d'emploi.

La Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion *Ensemble, nous sommes le Québec* et sa stratégie d'action 2016-2020, en mettant en œuvre la nouvelle approche territoriale du gouvernement, donneront les leviers nécessaires à la Métropole, la Capitale nationale ainsi qu'aux autres acteurs des milieux de vie, d'arrimer davantage les besoins des entreprises dans les régions où le marché du travail connaît un fort taux d'emploi et un faible taux de chômage aux profils des personnes immigrantes et des candidates et candidats potentiels à l'immigration temporaire et permanente. En raison de leur proximité avec les citoyennes et citoyens, les municipalités et les acteurs des milieux de vie jouent un rôle de premier plan dans l'édification de collectivités accueillantes et inclusives.

QUESTION - RP33

NOMBRE D’IMMIGRANTS, VENTILÉ PAR LA PROVENANCE ET LA PROFESSION, DEPUIS 2009.
INDIQUER EN POURCENTAGE DE L'ENSEMBLE DES IMMIGRANTS ADMIS

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif de l'étude des crédits des années antérieures.

- Les données préliminaires sur les admissions permanentes au Québec nous indiquent que les professions projetées des personnes immigrantes actives admises en 2015 se répartissent comme suit :

IMMIGRANTS ACTIFS ADMIS AU QUÉBEC
SELON LE CONTINENT DE NAISSANCE
ET LA CATÉGORIE PROFESSIONNELLE PROJETÉE, 2015*

Catégorie professionnelle (CNP ³)	Afrique	Amérique	Asie	Europe	Océanie et autres pays	Total
En nombre						
Gestion	191	35	248	278	3	755
Affaires, finances et administration	1 145	361	374	716	0	2 596
Sciences naturelles et appliquées	1 197	462	1 081	978	8	3 726
Secteur de la santé	417	138	439	219	1	1 214
Sc. sociales, enseignement, admin. publique, religion	624	206	281	520	0	1 631
Arts, culture, sports et loisirs	85	49	135	231	0	500
Vente et services	508	88	156	375	0	1 127
Métiers, transport et machinerie	208	24	56	123	0	411
Secteur primaire	71	2	3	8	0	84
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	76	7	10	26	0	119
Entrepreneurs et investisseurs	67	14	1 380	35	0	1 496
Nouveaux travailleurs	5 283	3 694	6 472	2 702	48	18 199
Total	9 872	5 080	10 635	6 211	54	31 858
En pourcentage						
Gestion	1,9	0,7	2,3	4,5	5,6	2,4
Affaires, finances et administration	11,6	7,1	3,5	11,5	-	8,1
Sciences naturelles et appliquées	12,1	9,1	10,2	15,7	14,8	11,7
Secteur de la santé	4,2	2,7	4,1	3,5	1,9	3,8
Sc. sociales, enseignement, admin. publique, religion	6,3	4,1	2,6	8,4	0,0	5,1
Arts, culture, sports et loisirs	0,9	1,0	1,3	3,7	-	1,6
Vente et services	5,1	1,7	1,5	6,0	-	3,5
Métiers, transport et machinerie	2,1	0,5	0,5	2,0	-	1,3
Secteur primaire	0,7	0,0	0,0	0,1	-	0,3
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	0,8	0,1	0,1	0,4	-	0,4
Entrepreneurs et investisseurs	0,7	0,3	13,0	0,6	-	4,7
Nouveaux travailleurs	53,5	72,7	60,9	43,5	88,9	57,1
Travailleurs non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Les données sont préliminaires pour 2015.

1. Personnes immigrantes âgées de 15 ans et plus comptant se joindre à la population active.

2. Profession déclarée par le candidat lors de la sélection ou de l'admission.

3. CNP : Classification nationale des professions.

QUESTION – RP34

VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L’ÉTRANGER PAR PAYS,
PAR LANGUE D’ORIGINE, EN 2012, EN 2013, EN 2014 ET EN 2015; FOURNIR LES PRÉVISIONS
POUR 2016

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif de l'étude des crédits des années antérieures.

Les réfugiés sélectionnés* à l'étranger et admis au Québec en 2015** proviennent de plus de 60 pays. Toutefois, 72,7 % d'entre eux sont nés dans un des cinq pays suivants : Syrie, Afghanistan, République démocratique du Congo, République centrafricaine et Iraq.

Les cinq principales langues maternelles parlées par les trois quarts des réfugiés sélectionnés à l'étranger et admis au Québec en 2015 sont : l'arabe, l'arménien, le dari, le français et le kirundi.

RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L’ÉTRANGER* ET ADMIS AU QUÉBEC EN 2015**
PRINCIPAUX PAYS DE NAISSANCE ET PRINCIPALES LANGUES MATERNELLES

Pays de naissance	n	Langue maternelle	n
Syrie	2 182	Arabe	1 999
Afghanistan	366	Arménien	533
Rép. dém. du Congo	306	Dari ²	422
Rép. centrafricaine	297	Français	386
Iraq	193	Kirundi ¹	200
Tanzanie	150	Swahili ¹	169
Colombie	131	Autres langues	140
Pakistan	125	Espagnol	139
Côte d'Ivoire	124	Langues créoles	135
Burundi	118	Népalais	67
Autres pays	608	Autres langues	410
Total	4 600	Total	4 600

* Les réfugiés sélectionnés comprennent les réfugiés pris en charge par l'État, parrainés ou autonomes financièrement. Il ne s'agit donc pas de l'ensemble des réfugiés.

** Les données sont préliminaires pour 2015.

1. Ces langues sont parlées notamment par les personnes nées en République démocratique du Congo.

2. Cette langue est parlée notamment par les personnes nées en Afghanistan ou en Iran.

QUESTION – RP35

TEMPS D’ATTENTE MOYEN POUR CHAQUE RÉFUGIÉ SELON LA PROVENANCE ET LE NOMBRE
TOTAL DE RÉFUGIÉS EN 2011- 2012, EN 2012-2013, EN 2013-2014 ET EN 2014-2015;
FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les cahiers explicatifs des crédits des années antérieures. Les données pour 2015 se trouvent dans le *Plan d’immigration 2015* déposé à l’Assemblée nationale en 2014.

TEMPS D’ATTENTE

Les renseignements concernant les délais de traitement pour la reconnaissance du statut de réfugié à l’étranger relèvent du gouvernement canadien.

Lorsque le Ministère reçoit, pour sélection, les dossiers des personnes reconnues réfugiées par le Bureau canadien des visas (BVC) à l’étranger, ces demandes sont traitées dans un délai de deux à cinq jours.

NOMBRE TOTAL DE RÉFUGIÉS ADMIS AU QUÉBEC EN 2011, 2012, 2013, 2014 ET 2015

Par type de réfugiés

Année	Réfugiés pris en charge par l’État	Réfugiés parrainés	Total réfugiés admis
2011	1 647	398	2 045
2012	1 110	521	1 631
2013	1 050	698	1 748
2014	1 515	772	2 287*
2015	À venir	À venir	À venir

* Données préliminaires pour 2014

QUESTION – RP36

**COÛT DE LA MISE EN PLACE ET DU MAINTIEN DU REGISTRE CONCERNANT LES
CONSULTANTS EN IMMIGRATION POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR
2016-2017.**

Faits saillants

- Le Ministère n'a pas eu à assumer de coût pour la mise en place du Registre des consultants en immigration en 2014-2015 et 2015-2016.
- Un nouveau Règlement sur les consultants en immigration est entré en vigueur le 16 avril 2015. Il renforce l'action du Ministère en matière d'encadrement des consultants en immigration.

QUESTION – RP37

**SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MIDI EN 2014-2015 ET EN 2015-2016
POUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES
PERSONNES IMMIGRANTES**

Note : Les renseignements sur les années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Programme Accès aux ordres professionnels

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et ses partenaires mettent en œuvre des projets visant à faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions régies par les ordres professionnels. Ces actions, réalisées par le MIDI ou avec son appui financier, visent à mieux informer les personnes immigrantes, à mieux reconnaître leurs compétences et à améliorer leur accès à la formation d'appoint. Au cours des dernières années, le MIDI a signé des ententes avec une trentaine d'ordres professionnels pour mettre en œuvre plus de projets visant ces objectifs. Dans le cadre du Programme *Accès aux ordres professionnels*, le MIDI a conclu, en 2015-2016, des ententes avec le Bureau de coopération interuniversitaire et trois ordres professionnels.

- Le Bureau de coopération interuniversitaire a bénéficié d'une subvention de 5 486 \$ dans le cadre du Programme *Accès aux ordres professionnels* afin de tenir une journée d'information sur l'admission en résidence à l'intention des médecins diplômés hors du Canada et des États-Unis titulaires d'un diplôme reconnu équivalent par le Collège des médecins du Québec et admissibles à déposer une demande d'inscription pour l'année académique 2015-2016.
- L'Ordre des administrateurs agréés du Québec s'est également vu octroyer une subvention de 80 770 \$ pour la conception d'outils d'information qui permettront aux personnes immigrantes formées à l'étranger d'obtenir de l'information juste et complète sur les étapes à franchir pour obtenir un permis d'exercice. Des outils d'évaluation de leurs compétences seront également conçus ainsi que des activités de formation pour mieux les préparer à la réalité québécoise de l'administration. Les outils d'information, de reconnaissance des compétences et de formation devraient être accessibles en ligne en février 2017.
- De plus, l'Ordre professionnel des criminologues du Québec s'est vu attribuer une subvention de 234 613 \$ pour la conception d'un référentiel des compétences requises en vue de l'exercice de la profession de criminologue au Québec. Cet outil permettra notamment de mieux reconnaître l'expérience de travail acquise à l'étranger. La conception d'autres outils est prévue pour évaluer les compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger en criminologie. À titre d'exemple, un questionnaire d'autoévaluation permettra à ces personnes d'établir un bilan de leurs compétences au regard de celles qui sont attendues des criminologues en exercice au Québec. Cet outil sera également mis en ligne pour leur permettre d'être mieux informés des conditions à satisfaire pour obtenir un permis d'exercice. La fin des travaux est prévue en avril 2017.
- L'Ordre des technologistes médicaux du Québec s'est également vu octroyer une subvention de 264 195 \$ pour la conception d'un référentiel des compétences requises en vue de l'exercice de la profession de technologiste médical au Québec et du matériel d'évaluation de la formation et de l'expérience des personnes formées à l'étranger selon ce référentiel. Il est également prévu la mise en œuvre d'un projet pilote basé sur un nouveau modèle de formation d'appoint, inspiré de la démarche en reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) de la formation collégiale. L'objectif du projet est de mieux reconnaître et évaluer les compétences des personnes formées à l'étranger pour accélérer les processus menant à leur admission à l'Ordre. Les personnes immigrantes pourraient bénéficier des résultats du projet dès octobre 2017.

Outils et mesures offerts par les ordres professionnels en 2015-2016, ou en cours d'élaboration, et conçus avec le soutien financier du MIDI

- Des outils visant à mieux informer les candidates et candidats, tels que des séances d'information sur les conditions d'admission et la pratique au Québec ou des outils d'autoévaluation en ligne, ont été offerts en 2015-2016 aux personnes formées à l'étranger qui souhaitent exercer les professions d'avocat, de chimiste, d'hygiéniste dentaire, d'ingénieur, d'inhalothérapeute, de médecin, de médecin vétérinaire, de sage-femme, de technologiste médical et de travailleur social.
- Des outils visant à mieux évaluer les compétences des candidates et candidats, tels que des profils de compétences, étaient disponibles en 2015-2016, ou en voie de l'être, pour les personnes formées à l'étranger qui souhaitent exercer les professions d'acupuncteur, d'agronome, de chimiste, de conseiller en ressources humaines agréé, de denturologiste, d'ergothérapeute, de géologue, de huissier de justice, d'hygiéniste dentaire, d'infirmier auxiliaire, d'ingénieur forestier, d'orthophoniste et d'audiologiste, de physiothérapeute et de thérapeute en réadaptation physique, de psychologue, de sage-femme, de technicien dentaire, de technicien en santé animale, de technologiste médical, de technologue en imagerie médicale et en radio-oncologie, de travailleur social et de médecin vétérinaire.
- Des outils visant à mieux préparer les candidates et candidats à la formation d'appoint ou aux examens ont été offerts en 2015-2016 aux personnes formées à l'étranger qui souhaitent exercer les professions d'agronome, de conseiller en ressources humaines agréé, d'infirmière, d'ingénieur, de physiothérapeute et de thérapeute en réadaptation physique, de technicien dentaire et de technologue en imagerie médicale et en radio-oncologie.
- Des formations d'appoints et de stages ont été offertes en 2015-2016 aux personnes formées à l'étranger qui souhaitent exercer les professions d'ergothérapeute, d'hygiéniste dentaire, d'ingénieur forestier, d'inhalothérapeute, d'orthophoniste et d'audiologiste, de pharmacien, de physiothérapeute, de psychologue, de sage-femme, de technicien en santé animale, et de technologue en imagerie médicale et en radio-oncologie. Des formations d'appoint ont également été conçues pour d'autres professions sans le soutien financier du MIDI.

Le projet IPOP pour l'Intégration en emploi de Personnes formées à l'étranger référées par un Ordre Professionnel

- Le projet IPOP vise à faciliter l'intégration professionnelle de personnes formées à l'étranger titulaires d'une autorisation d'exercice d'un ordre professionnel, notamment en offrant une subvention salariale à l'employeur. Ce projet permet à la personne participante d'acquérir une première expérience de travail au Québec dans sa profession. À ce jour, 16 ordres professionnels ont signé des ententes pour participer au projet IPOP.

L'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec

Le MIDI fournit un service d'évaluation comparative aux personnes formées à l'étranger en leur fournissant un avis sur la comparabilité de leurs diplômes avec le système scolaire québécois. Il s'agit d'une comparaison générale des diplômes d'un pays par rapport à ceux émis au Québec. Cette évaluation comparative peut faciliter l'appréciation par les employeurs ou les organismes de réglementation des études faites à l'étranger, en indiquant le niveau d'études et le domaine de formation comparables au Québec. Du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015, le MIDI a délivré 14 535 évaluations comparatives à des personnes diplômées hors du Québec.

L'Entente France-Québec en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles

- Signée en octobre 2008, l'Entente France-Québec est une entente de portée générale qui permet aux organismes de réglementation compétents (ordres professionnels, ministères ou autres) de conclure des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM). Ces ARM établissent les conditions liées à l'obtention d'autorisation d'exercice d'une profession ou d'un métier réglementés au Québec et en France.

- L'Entente s'applique à l'ensemble des professions et des métiers réglementés en France et au Québec. Elle vise les personnes ayant obtenu leur titre de formation et leur aptitude légale d'exercer en France ou au Québec.
- Au 29 février 2016, 81 professions, métiers et fonctions réglementés étaient couverts par des ARM. D'autres organismes de réglementation de professions et de métiers sont en pourparlers en vue de conclure de nouveaux arrangements.

Le Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger

- Afin de favoriser la synergie et l'efficacité gouvernementale en matière de reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger, le Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger, dont les travaux sont pilotés par le MIDI, a été institué au cours de l'automne 2014. Ce Comité a pour objectifs d'améliorer et d'accélérer les processus de reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger afin de faciliter leur intégration professionnelle (voir la fiche *Renseignements particuliers 2016-2017* portant sur le Comité interministériel).

QUESTION - RP38

**LE NOMBRE DE DÉLIVRANCES D'ÉVALUATIONS COMPARATIVES DES ÉTUDES
EFFECTUÉES HORS DU QUÉBEC EN 2015-2016 AINSI QUE LE DÉLAI DE TRAITEMENT**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Nombre d'évaluations comparatives délivrées :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, 14 535 évaluations comparatives ont été délivrées.

Délais de traitement :

Depuis l'automne 2014, le délai de traitement est de 35 jours ouvrables.

Les clients dont la demande est accompagnée d'une lettre d'un employeur bénéficient quant à eux d'un traitement prioritaire de 15 jours ouvrables.

Les délais sont affichés sur le site internet du Ministère et sont mis à jour toutes les 2 semaines.

**BILAN DES TRAVAUX RÉALISÉS EN MARGE DE L'ENTENTE
ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE MUTUELLE
DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES : LISTE DES PROGRAMMES RECONNUS, DES
ENTENTES SIGNÉES ET DES ENTENTES EN NÉGOCIATION**

- Signée en octobre 2008, l'Entente France-Québec en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles est une entente de portée générale qui permet aux organismes de réglementation compétents (ordres professionnels, ministères ou autres) de conclure des arrangements de reconnaissance mutuelle (ARM). Ces ARM établissent les conditions liées à l'obtention d'autorisation d'exercice d'une profession, d'un métier ou d'une fonction réglementés au Québec et en France. Dans certains cas, ils prévoient les mesures compensatoires (stage, examen, formation complémentaire ou expérience) que les candidates et candidats auront à réussir afin d'obtenir leur autorisation d'exercice sur l'autre territoire.
- L'Entente vise les personnes qui ont obtenu leur titre de formation et détiennent leur aptitude légale d'exercer en France ou au Québec et souhaitent obtenir une autorisation d'exercice sur l'autre territoire.
- Au 29 février 2015, 81 professions, métiers et fonctions réglementés étaient couverts par des arrangements de reconnaissance mutuelle. La totalité des arrangements de reconnaissance mutuelle signés est aujourd'hui en vigueur, la réglementation applicable ayant désormais été approuvée.
- Une section du site Internet du Ministère propose de l'information aux personnes immigrantes et candidates et candidats à l'immigration qui souhaitent se prévaloir de l'entente.
- Soulignons que la démarche visant l'obtention d'une autorisation d'exercice d'une profession, d'un métier ou d'une fonction réglementés est indépendante de la démarche d'immigration.
- L'Entente prévoit aussi la création d'un Comité bilatéral ayant pour mandat d'assurer un suivi de la mise en œuvre de l'Entente. Ce comité est coprésidé par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et par le secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, du Développement du tourisme et des Français de l'étranger.
- Par ailleurs, une entente relative à la mobilité professionnelle et à l'intégration des migrants a été signée le 26 novembre 2010 entre la France et le Québec. Cette entente remplace une entente signée en 1989 et est complémentaire à celle sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Elle vise à favoriser la création d'un espace de mobilité et à soutenir l'intégration professionnelle des travailleurs migrants. Le Québec et la France conviennent ainsi de coopérer afin de faciliter l'entrée, le séjour et l'obtention d'autorisation de travail sur leur territoire respectif. Cette nouvelle entente porte également sur l'accès à l'emploi, sur les dispositifs d'accueil et d'intégration, ainsi que sur les modalités de recherche d'emploi. Elle vise plusieurs catégories de personnes dont les travailleurs qualifiés, les stagiaires, les volontaires internationaux en entreprise et les bénéficiaires du programme Expérience internationale Canada. Elle vise également les Québécois qui souhaitent travailler en France. Une Commission mixte est chargée de l'application et du suivi de l'Entente. Le protocole d'application de l'Entente a été signé en juin 2011.

QUESTION – RP40

COPIE DES ENTENTES SIGNÉES EN 2015-2016 DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE FRANCISATION DES MILIEUX DE TRAVAIL. COPIE DU RAPPORT FINAL ET DES ÉVALUATIONS DES PROGRAMMES, INCLUANT LES RECOMMANDATIONS

Le Ministère de la Culture et des Communications (MCC) a signé une entente avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) afin de faire la « promotion de la francisation auprès des entreprises ayant plus de cinquante employés de l'île de Montréal et de la couronne métropolitaine, du démarchage et du recrutement d'entreprises en vue d'organiser des cours de français en milieu de travail pour les travailleuses et les travailleurs immigrants ». Le MIDI et le MTESS ont contribué au financement de cette entente. Comme convenu dans le cadre de l'entente, la CCMM doit produire un rapport final au MCC. Le CT pour le financement de l'entente avec la CCMM est joint.

Dans le contexte de sa réorganisation administrative et du transfert de ses services de soutien-conseil aux entreprises à Emploi-Québec, le MIDI n'a pas renouvelé en 2015-2016 l'entente qui avait pris fin le 15 décembre 2014, car elle consiste essentiellement en des activités de promotion qui ne correspondent plus à sa mission. Le ministère de la Culture et des Communications, le ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ont convenu de la maintenir pour une année supplémentaire en assumant chacun le tiers de la dépense, soit 33 333 \$, pour un financement total de 100 000 \$.

Cette décision de reconduire l'entente s'explique aussi par le fait que la stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal était prolongée jusqu'au 31 mars 2016.

QUESTION – RP41

DÉTAILS ET ÉTAT D’IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA PROMOTION
DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX.

Le Ministère n’a pas de programme de cette nature.

QUESTION – RP42

CONCERNANT LE PROGRAMME DE L'EXPÉRIENCE QUÉBÉCOISE VISANT À FACILITER L'ACCÈS À LA RÉSIDENCE PERMANENTE AUX TRAVAILLEURS TEMPORAIRES SPÉCIALISÉS ET AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DIPLÔMÉS PRÉSENTS AU QUÉBEC : NOMBRE DE CSQ ÉMIS GRÂCE À CE PROGRAMME VENTILÉ SELON LE VOLET ÉTUDIANT ÉTRANGER ET TRAVAILLEUR TEMPORAIRE PAR ANNÉE CIVILE DEPUIS SA CRÉATION ET LE NOMBRE DE DEMANDES REFUSÉES, LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILATION DES CRÉDITS ALLOUÉS EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Nombre de CSQ émis :

- En 2015, dans le cadre du Programme de l'expérience québécoise (PEQ), 3 512 Certificats de sélection du Québec (CSQ) ont été délivrés à des étudiantes et étudiants étrangers diplômés du Québec et 4 239 à des travailleuses et travailleurs temporaires spécialisés, pour un total de 7 751. Cette donnée inclut les CSQ délivrés aux membres de leurs familles, le cas échéant.
- En 2015, une hausse de 14 % du nombre de CSQ délivrés a été observée.

Nombre de demandes refusées :

Nombre de demandes refusées en 2015	
Programme de l'expérience québécoise - Étudiants	172
Programme de l'expérience québécoise – Travailleurs temporaires	274

Liste des actions entreprises en 2015-2016 pour faire la promotion de l'immigration permanente auprès des étudiants étrangers au Québec. Pour les travailleurs temporaires spécialisés au Québec, aucune activité n'a été réalisée en 2015-2016.

Ventilation des crédits alloués en 2015-2016

Activité	Dépenses
Impression et distributions de 25 750 dépliants PEQ pour les étudiants étrangers	6 620,00 \$
42 séances d'information ont été offertes en français et en anglais, sur place et en ligne.	0 \$
Recension et contact de tous les établissements d'enseignement du Québec qui ont accueilli des étudiants étrangers au cours des dernières années	0 \$
Ajout d'une mention sur la possibilité d'immigration permanente dans la lettre de délivrance de CAQ	0 \$

QUESTION – RP43

**CONCERNANT LE PROJET IPOP POUR L'INTÉGRATION EN EMPLOI DE PERSONNES FORMÉES
À L'ÉTRANGER RÉFÉRÉES PAR UN ORDRE PROFESSIONNEL : LISTE DES ACTIONS
ENTREPRISES EN 2015-2016 ET LE NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT OBTENU EN 2015-2016
UN EMPLOI AU QUÉBEC DANS LEUR PROFESSION, DANS LE CADRE DE CE PROJET**

Cette question relève du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

QUESTION – RP44

LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES POUR FACILITER L'ACCÈS DES PERSONNES IMMIGRANTES AUX PROFESSIONS ET MÉTIERS RÉGLEMENTÉS EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017. VENTILATION DES CRÉDITS ALLOUÉS EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

La réponse à cette question se retrouve dans la fiche de la demande de renseignements particuliers n° 37 (Suivi détaillé des travaux du MIDI en 2015-2016 pour la reconnaissance des compétences à l'étranger par les personnes immigrantes) de l'opposition officielle.

De plus, pour chacune des nouvelles ententes de 2015-2016, le tableau suivant présente les montants alloués en 2015-2016.

Nouvelles ententes de 2015-2016 pour résoudre des difficultés liées à la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes

Nouvelles ententes de 2015-2016	Montants alloués en 2015-2016
Bureau de coopération interuniversitaire	5 486 \$
Ordre des administrateurs agréés du Québec	80 770 \$
Ordre professionnel des criminologues du Québec	234 613 \$
Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec	264 195 \$
Total	585 064 \$

QUESTION – RP45

LE NOMBRE DE RECHERCHES ET D’ENQUÊTES RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE, LE NOMBRE D’INFRACTIONS RELEVÉES ET LE NOMBRE DE POURSUITES ENGAGÉES ENTRE 2011-2012 ET 2015-2016

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

QUESTION – RP 46

**DEPUIS 2007-2008, LA VENTILATION, PAR ANNÉE, DU NOMBRE DE PERSONNES AYANT
OBTENU UN CSQ, AU TITRE DU PROGRAMME INVESTISSEURS, À LA SUITE D'UNE DÉCISION
FAVORABLE OBTENUE EN RÉVISION DE DEMANDE ADMINISTRATIVE,
APRÈS QU'ON LEUR AIT REFUSÉ DANS UNE PREMIER TEMPS**

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion n'est pas en mesure de fournir les données demandées. Celles-ci-seront déposées ultérieurement à la Commission des relations avec les citoyens.

QUESTION – RP47

**COPIE DE TOUTES LES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DES MÉMOIRES PORTANT SUR LA
GESTION DU PROGRAMME INVESTISSEURS DEPUIS 2009-2010**

Aucun des mémoires déposés au Conseil des ministres depuis 2009-2010 concernant la gestion du Programme des immigrants investisseurs n’a de partie accessible au public.

QUESTION – RP48

LISTE DE TOUTES LES RENCONTRES (TABLE RONDE, COMITÉ, ETC.) EFFECTUÉES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION POUR LA RÉDACTION DU DOCUMENT « VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE D’IMMIGRATION », PRÉCISER : A. LES ORGANISMES RENCONTRÉS; B. LES DATES; C. LES ORDRES DU JOUR; D. LES DOCUMENTS UTILISÉS; E. LES PROCÈS-VERBAUX; F. LA VENTILATION DES DÉPENSES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE; G. LES COÛTS ENGAGÉS PAR CES RENCONTRES
--

Note : La consultation publique s’est terminée en 2015-2016. Les informations sur cette fiche se trouvent dans le Cahier explicatif de 2015-2016.

QUESTION - RP49

AU SUJET DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES DES PERSONNES IMMIGRANTES FORMÉES À L'ÉTRANGER, FOURNIR TOUS LES DATES DE RENCONTRE, LES NOMS DES PERSONNES PRÉSENTES PAR MINISTÈRE, LES RAPPORTS PRÉLIMINAIRES ET LES RÉSULTATS DU COMITÉ. FOURNIR UN ÉCHÉANCIER POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT ET DES RECOMMANDATIONS.

Cadre de gouvernance et structure du Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger (CIM-RCPI)

Lors de son assermentation, en avril 2014, la députée de Jeanne-Mance–Viger, M^{me} Filomena Rotiroti, a reçu un mandat en matière de reconnaissance des compétences du premier ministre, M. Philippe Couillard, mandat dont l'importance a été réitérée lors du Discours d'ouverture le 21 mai 2014, à l'Assemblée Nationale.

Un comité interministériel a été institué au cours de l'automne 2014 afin de favoriser la synergie et l'efficacité gouvernementales en la matière.

Le Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger (CIM-RCPI)

Composition

Présidé par M^{me} Filomena Rotiroti, le comité interministériel est composé des gestionnaires désignés par le dirigeant du Ministère ou de l'Organisme représenté au sein du comité interministériel sur la reconnaissance des compétences. Un coordonnateur et une chargée de mandat participent aux rencontres et assurent le secrétariat et la logistique des réunions.

Membres

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Monsieur Jacques Leroux
Sous-ministre adjoint à la Participation et à l'Inclusion

Monsieur Paul Rémillard (coordonnateur)
Secrétaire général
Directeur général par intérim
Reconnaissance des compétences

Madame Lysanne Picard
Chargée de mandat
Reconnaissance des compétences

**Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**

Monsieur Éric Gervais
Directeur général du développement de la main-d'œuvre

Conseil interprofessionnel du Québec

Monsieur Jean-François Thuot
Directeur général

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Monsieur Jean-Sébastien Drapeau
Directeur de la formation professionnelle

Madame Marie-Josée Larocque
Directrice de l'enseignement et de la recherche universitaire

Monsieur Jean-Pierre Forgues
Directeur de la planification de l'offre et de la formation continue, enseignement collégial

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Madame Guylaine Larose
Directrice générale adjointe aux mesures, services et soutien d'Emploi-Québec

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Monsieur Daniel Lacroix
Directeur des engagements internationaux

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Madame Martyne Charland
Directrice Planification de la main d'œuvre et soutien au changement

Recrutement Santé Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Madame Louise Nepveu
Adjointe au directeur du bureau de projet

Office des professions du Québec

Madame Christiane Gagnon
Vice-présidente

Office québécois de la langue française

Madame Guylaine Cochrane
Directrice de la recherche et de l'évaluation

Le Comité opérationnel

Le comité opérationnel confirme et recommande le plan de travail global et l'organisation du mandat. Il assure le suivi opérationnel de la mise en œuvre des mesures et des activités confiées aux sous-comités.

Composition

Le comité opérationnel est composé des gestionnaires membres du comité interministériel sur la reconnaissance des compétences ainsi que des professionnels assignés au mandat (contributeurs) au sein des organisations représentées au comité interministériel. Le comité est présidé par le coordonnateur du comité interministériel. La chargée de mandat participe aux rencontres et assure le secrétariat et la logistique des réunions. Des invités peuvent se joindre aux travaux du comité selon les besoins du mandat.

Pour valider le plan de travail du mandat et ses livraisons, des rencontres sont tenues à toutes les 2 semaines.

Membres

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

Madame Lysanne Picard
Chargée de mandat
Reconnaissance des compétences

Monsieur Pierre-David Labre
Conseiller
Reconnaissance des compétences

**Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale**

Monsieur Éric Gervais
Directeur général du développement de la main-d'œuvre

Madame Marie-Lou Ouellet
Coordonnatrice à la reconnaissance des compétences et à l'harmonisation des systèmes de qualification professionnelle
Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle
Commission des partenaires du marché du travail

Conseil interprofessionnel du Québec

Monsieur Jean-François Thuot
Directeur général

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Formation professionnelle

Monsieur Jean-Sébastien Drapeau
Directeur de la formation professionnelle

Madame Sonia Fradette
Représentante pour la DFP pour le groupe de professionnels

Madame Geneviève Daigle
Reconnaissance des acquis et des compétences
Entrepreneuriat

Formation technique

Monsieur Jean-Pierre Forgues
Directeur de la planification de l'offre et de la formation continue, enseignement collégial

Madame Nadia Desjardins
Chargée de projet - secteur de la formation technique (Niveau collégial)

Universitaire

Madame Marie-Josée Larocque
Directrice de l'enseignement et de la recherche universitaire

Madame Marie-Claude Riopel
Conseillère aux affaires universitaires
Direction de l'enseignement et de la recherche universitaires

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Madame Guylaine Larose
Directrice générale adjointe aux mesures, services et soutien d'Emploi-Québec

Madame Élise Martel
Directrice
Direction de la qualification réglementée

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

Monsieur Daniel Lacroix
Directeur des engagements internationaux

Madame Ljiljana Jureta
Conseillère en affaires internationales
Direction des engagements internationaux

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Madame Martyne Charland
Directrice Planification de la main d'œuvre et soutien au changement

Recrutement Santé Québec

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Madame Louise Nepveu
Adjointe au directeur du bureau de projet

Madame Geneviève Bertrand
Conseillère principale

Office des professions du Québec

Madame Christiane Gagnon
Vice-présidente

Monsieur Michel Ducharme
Coordonnateur mobilité et formation
Direction de la recherche et de l'analyse

Office québécois de la langue française

Madame Guylaine Cochrane
Directrice de la recherche et de l'évaluation

Madame Nelly Paillette
Chef du Service pour l'évaluation du français pour les ordres professionnels

Les sous-comités

Les sous-comités ont comme rôle premier de réaliser les biens livrables en fonction des niveaux de qualité fixés et de faire rapport des écarts observés entre la planification et le travail réel exécuté. Les sous-comités doivent soulever rapidement au comité opérationnel les enjeux ou les nouveaux risques émergents. Les sous-comités sont créés sur une base ponctuelle et se voient confier un mandat précis. Une fois le mandat complété, le sous-comité est dissout.

Composition des sous-comités:

Les sous-comités sont composés des gestionnaires ou de professionnels désignés issus des ministères et organismes représentés au comité interministériel. Les membres des sous-comités sont désignés pour leur capacité à réaliser des travaux spécifiques. Des invités peuvent se joindre aux travaux du sous-comité selon les besoins du mandat.

Réunions du Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger

Réunion du 22 janvier 2015 tenue en visioconférence au 360, rue McGill à Montréal et au 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau à Québec

M^{me} Lyianne Picard, chargée de mandat au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) assure le secrétariat du CIM-RCPI.

Présences : M. Chakib Benzakour, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
M^{me} Guylaine Cochrane, Office québécois de la langue française (OQLF)
M. Jean-Sébastien Drapeau, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
M^{me} Christiane Gagnon, Office des professions du Québec (OPQ)

M. Éric Gervais, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
 M^{me} Ljiljana Jureta, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
 M. Daniel Lacroix, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
 M. Sylvain Lacroix, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Marie-Josée Larocque, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (MESRS)
 M^{me} Guylaine Larose, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
 M. Jacques Leroux, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Louise Nepveu, Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
 Mme Lysanne Picard, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Marie-Pier Richard, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Filomena Rotiroti, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M. Jean-François Thuot, Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ)

Réunion du 25 février 2015 tenue en visioconférence au 360, rue McGill à Montréal et au 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau à Québec

M^{me} Lysanne Picard, chargée de mandat au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) assure le secrétariat du CIM-RCPI.

Présences : M. Ronald Bisson, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (MESRS)
 M^{me} Guylaine Cochrane, Office québécois de la langue française (OQLF)
 M. Jean-Sébastien Drapeau, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)
 M. Michel Ducharme, Office des professions du Québec (OPQ)
 M. Éric Gervais, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
 M. Daniel Lacroix, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
 M. Sylvain Lacroix, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Marie-Josée Larocque, Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science (MESRS)
 M^{me} Guylaine Larose, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)
 M. Jacques Leroux, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Louise Nepveu, Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
 M^{me} Marie-Pier Richard, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Filomena Rotiroti, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

Réunion du 13 mai 2015, de 13 à 15h, tenue en visioconférence au 360, rue McGill à Montréal et au 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau à Québec

M^{me} Marie-Pier Richard, du MIDI, accompagne M^{me} la députée. M^{me} Lysanne Picard, du MIDI, assure le secrétariat du CIM-RCPI.

Présences : M. Ronald Bisson, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR)
 M. Jean-Sébastien Drapeau, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR)
 M^{me} Christiane Gagnon, Office des professions du Québec (OPQ)
 M. Éric Gervais, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
 M. Daniel Lacroix, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)

M^{me} Marie-Josée Larocque, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR)
 M. Jacques Leroux, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Louise Nepveu, Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
 M^{me} Nathalie Provost, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Filomena Rotiroti, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M. Jean-François Thuot, Conseil Interprofessionnel du Québec (CIQ)

Réunion du 17 juin 2015, de 13 à 15h, tenue en visioconférence au 360, rue McGill à Montréal et au 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau à Québec

M^{me} Marie-Pier Richard, du MIDI, accompagne M^{me} la députée. M^{me} Lysanne Picard et M. Pierre-David Labre, du MIDI, assurent le secrétariat du CIM-RCPI.

Présences : M^{me} Geneviève Bertrand, Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS-RSQ)
 M^{me} Guylaine Cochrane, Office québécois de la langue française (OQLF)
 M^{me} Geneviève Daigle, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR-F.T.)
 M. Michel Ducharme, Office des professions du Québec (OPQ)
 M^{me} Chantal Gaudry, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)
 M. Éric Gervais, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
 M^{me} Nathalie Girard, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR-F.P.)
 M^{me} Nathalie Provost, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Ljiljana Jureta, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
 M. Jacques Leroux, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Marie-Claude Riopel, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR-F.U.)
 M^{me} Filomena Rotiroti, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M. Jean-François Thuot, Conseil Interprofessionnel du Québec (CIQ)

Réunion du 30 septembre 2015, de 13 à 15h, tenue en visioconférence au 360, rue McGill à Montréal et au 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau à Québec

M^{me} Marie-Pier Richard, du MIDI, accompagne M^{me} la députée. M^{me} Lysanne Picard, M^{me} Mylène Mattei et M. Pierre-David Labre, du MIDI, assurent le secrétariat du CIM-RCPI.

Présences : M. Jean-Sébastien Drapeau, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR-F.P.)
 M. Michel Ducharme, Office des professions du Québec (OPQ)
 M^{me} Christiane Gagnon, Office des professions du Québec (OPQ)
 M. Éric Gervais, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)
 M^{me} Nathalie Girard, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR-F.T.)
 M. Daniel Lacroix, Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)
 M^{me} Marie-Josée Larocque, Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR-F.U.)
 M^{me} Guylaine Larose, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)
 M. Jacques Leroux, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
 M^{me} Louise Nepveu, Ministère de la Santé et des Services Sociaux – Réseau Santé Québec (MSSS-RSQ)
 M. Paul Rémillard, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

M^{me} Filomena Rotiroti, Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)

Comité interministériel sur la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes formées à l'étranger

Des mesures à effet rapide ont été adoptées par le Comité et présentées dans la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 *Ensemble, nous sommes le Québec*, dévoilée publiquement le 7 mars 2016. Elles sont présentées ci-dessous.

Mesures pour mieux informer les personnes immigrantes depuis l'étranger en matière de reconnaissance des compétences

- Bonification du contenu de l'information destinée aux candidates et candidats à l'immigration afin de leur offrir une information de qualité en matière de reconnaissance des compétences
- Création de capsules d'information interactives qui s'adressent aux personnes souhaitant s'engager dans une démarche de reconnaissance des acquis et des compétences en formation professionnelle et conception d'un guide de pratiques exemplaires en matière d'intervention à distance
- Conception d'un outil d'autoévaluation des connaissances à l'intention des infirmières et infirmiers diplômés hors du Canada qui sera diffusé dans le site Internet de Recrutement Santé Québec

Mesures pour mieux reconnaître l'expérience professionnelle acquise à l'étranger

- Mise en œuvre d'un projet pilote, en collaboration avec un ordre professionnel, visant à soutenir la conception de matériel d'évaluation inspiré du modèle du réseau de l'enseignement collégial afin d'arrimer les dispositifs de reconnaissance des compétences
- Promotion de la mise en place de référentiels de compétences et d'outils d'évaluation auprès des ordres professionnels afin de faciliter la reconnaissance efficace de l'expérience des candidates et candidats (des modifications réglementaires permettront de bien encadrer l'utilisation de ces outils)

Mesures pour mieux accompagner les personnes immigrantes au Québec dans leur processus de reconnaissance des compétences

- Création d'un outil de référence à l'intention des agentes et agents d'aide à l'emploi des centres locaux d'emploi portant sur divers processus de reconnaissance des compétences afin qu'ils puissent mieux accompagner les personnes souhaitant s'engager dans une telle démarche
- Rédaction d'un guide de pratiques exemplaires pour l'accompagnement de la clientèle immigrante souhaitant s'engager dans un processus de reconnaissance des acquis et des compétences, ainsi que des formations à distance, à l'intention des conseillères et conseillers des centres d'expertise en reconnaissance des acquis et des compétences

Mesure pour accélérer l'obtention du certificat de qualification dans les métiers réglementés

- Mise en place d'un processus permettant l'évaluation des éléments de qualification prévus au programme d'apprentissage en électricité en parallèle avec la démarche de reconnaissance des compétences, à l'intention des personnes immigrantes ayant acquis une expérience à l'étranger dans ce domaine.

Le comité interministériel a également contribué à l'élaboration de la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 *Ensemble, nous sommes le Québec*, par l'identification de moyens d'action visant à résoudre les difficultés liées à la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes afin que leur contribution à l'essor économique soit rapide et réussie (Mesure 1.1.2 de la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 *Ensemble, nous sommes le Québec*, voir annexe I). D'autres mesures sont en cours d'élaboration et feront partie du rapport final, attendu pour juin 2016.

Mesure 1.1.2 - Résoudre les difficultés liées à la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes afin que leur contribution à l’essor économique soit rapide et réussie

MOYENS D’ACTION DE LA MESURE 1.1.2	RESPONSABLE	COLLABORATION	ÉCHÉANCIER
A) Veiller à la mise en ligne de l’information, à l’exploitation des réseaux sociaux et à la concertation des partenaires en matière de reconnaissance des compétences pour bien soutenir les personnes immigrantes formées à l’étranger et les employeurs	Ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion	Ministère de l’Éducation, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche; ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (Commission des partenaires du marché du travail); ministère de la Santé et des Services sociaux; Office des professions du Québec; ministère des Relations internationales et de la Francophonie; Office québécois de la langue française	2017
B) Offrir un soutien aux établissements d’enseignement afin de faciliter la démarche de reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes	Ministère de l’Éducation, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche	Ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion	2018
C) Poursuivre le renforcement des approches en reconnaissance des compétences qu’adoptent les ordres professionnels et autres organismes de réglementation au moyen de référentiels de compétences et par de la formation d’appoint prescrite	Office des professions du Québec	Ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion; ministère de l’Éducation, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche; ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (Commission des partenaires du marché du travail)	2017

MOYENS D'ACTION DE LA MESURE 1.1.2	RESPONSABLE	COLLABORATION	ÉCHÉANCIER
D) Examiner la possibilité de conclure de nouvelles ententes internationales en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	2018
E) Délivrer simultanément l'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec et le Certificat de sélection du Québec aux personnes de la sous-catégorie des travailleurs qualifiés	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion		2017
F) Encourager le partage des pratiques exemplaires en matière de reconnaissance des compétences et favoriser la mise en commun de ressources	Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	Ministères et organismes	2017
G) Faciliter la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes se destinant à l'exercice d'une profession du secteur de la santé et des services sociaux par un projet pilote permettant un processus intégré de formation et d'intégration en emploi en région	Ministère de la Santé et des Services sociaux	Ministères et organismes	2018

QUESTION – RP50

LE TAUX DE PARTICIPATION AUX « JOURNÉES QUÉBEC » ET INDIQUER, POUR CHACUNE :

- a. LE COÛT;
 - b. LE NOM DE TOUS LES FONCTIONNAIRES PRÉSENTS ET LEUR FONCTION;
 - c. LE NOM DES EMPLOYÉS PARTICIPANTS;
 - d. LE NOMBRE DE CANDIDATS RENCONTRÉS;
 - e. LE NOMBRE D'IMMIGRANTS TEMPORAIRES OU PERMANENTS AYANT REÇU ÉVENTUELLEMENT UN CAQ OU CSQ GRÂCE À L'ACTIVITÉ, ET QUI ONT ÉTÉ ADMIS AU QUÉBEC;
 - f. LE NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TEMPORAIRE OU PERMANENTE DÉCOULANT DE L'ACTIVITÉ;
 - g. LES ORGANISMES ACCOMPAGNATEURS;
 - h. LES PAYS VISITÉS.
-

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) organise depuis janvier 2015 les *Journées Québec* avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Entre le 1^{er} avril 2015 et le 29 février 2016, une seule édition des *Journées Québec* a eu lieu à Paris. La deuxième mission, qui devait avoir lieu les 20 et 21 novembre 2015, a été annulée à cause des tragiques événements (attaques terroristes) qui sont survenus à Paris le 13 novembre.

1. Édition du printemps 2015

- La 12^e édition des *Journées Québec* a eu lieu en France, soit les 30 et 31 mai à Paris.
- Au cours des deux jours de recrutement :
 - 29 entreprises du Québec y ont participé;
 - 9 560 candidats se sont inscrits;
 - 6 182 candidatures ont été soumises;
 - 1 628 entretiens d'embauche ont eu lieu;
 - 970 candidats ont été rencontrés par les employeurs présents.
- *Montréal International*, *Québec International*, la *Société de développement économique de Drummondville* et *Sherbrooke Innopole* ont participé à la mission à titre d'organismes québécois partenaires du Gouvernement du Québec. *Pôle emploi* était présent à titre d'organisme français partenaire du Ministère.
- Les coûts (80 407,39 \$) de promotion Web de l'événement à l'étranger ont été assumés par le Ministère. Un montant de 5 700 \$ a été déboursé pour assurer l'hébergement Web sécurisé annuel de la plateforme d'inscription en ligne. Ce montant permet aussi la mise à jour des données de la plateforme d'inscription pour l'année financière 2015-2016. Les coûts liés à la logistique étaient assumés par les partenaires non gouvernementaux et par les entreprises participantes.
- Les employés du Bureau d'immigration du Québec à Paris (BIQ) suivants étaient présents lors de l'événement :
 - Sylvie Beaulieu, directrice des BIQ à Paris et Mexico;
 - Amélie Drewitt, conseillère en prospection et en promotion;
 - Ève Bettez, attachée en prospection et en promotion;
 - Nathalie Narboni-Isal, attachée en prospection et en promotion du BIQ;
 - Florence Verdeille, technicienne;
 - Sophie Gagnon, secrétaire.

2. Édition de l'automne 2015 - Annulée

- Voici les données disponibles au moment de l'annulation de l'événement :
 - 26 entreprises du Québec devaient y participer;
 - 10 012 candidats se sont inscrits;
 - 5 732 candidatures ont été soumises.
- *Montréal International, Québec International, la société de développement économique de Drummondville* étaient impliqués dans l'organisation de cette mission à titre d'organismes québécois partenaires du Gouvernement du Québec, tout comme Pôle emploi à titre d'organisme français partenaire du Ministère.
- Bien que l'événement a été annulé, les coûts de promotion Web de l'événement à l'étranger, qui s'élevaient à 80 818,98 \$, ont été dépensés.

Les mécanismes mis en place par le MIDI, le MTESS, les partenaires québécois et internationaux ne permettent pas d'identifier formellement le nombre exact d'immigrants temporaires ou permanents ayant été admis ou ayant reçu un Certificat d'acceptation du Québec (CAQ) ou un Certificat de sélection du Québec (CSQ) grâce à l'activité.

Plan de mise en œuvre Reddition de comptes Journées Québec

Les comités directeur et technique ont convenu :

- **Du canal de cueillette**
- **Du moment et de la fréquence de la cueillette des données**

Les cueillettes de données qui répondent à l'ensemble des besoins exprimés par les partenaires, seront administrées par les PNG en collaboration avec les employeurs et devront être transmises à l'ensemble des partenaires aux dates déterminées à l'avance dans le calendrier JQ.

Les informations suivantes sont déjà disponibles par la plate-forme Journées Québec et le BIQ à Paris. Elles seront transmises par Emploi Québec, à l'ensemble des partenaires :

- Nombre et noms des employeurs participant à une édition Journées Québec;
- Nombre d'offres et de poste par employeurs;
- Nombre de candidats convoqués en entretien individuel (par employeur);
- Nombre de candidats invités à la foire de l'emploi en après-midi;
- Taux de présence des candidats à l'événement.

La collecte des données se fera en trois temps :

- Les premiers chiffres sur les embauches prévues seront **recueillis sur place (format papier)**, à la fin de chaque journée, par les PNG et compilés par le BIQ
- **Trois mois** après l'événement, les PNG administreront le deuxième sondage aux employeurs sur les embauches en cours ou effectives
- **Un an** après l'événement, les PNG administreront le deuxième sondage aux employeurs sur les embauches effectives

Données recueillies lors de l'événement :

1. Nom de l'entreprise (employeur) :
2. Quels candidats **convoqués en A.M.** sont retenus pour une deuxième entrevue? (noms à cocher sur la liste fournie)
3. Combien de candidats **avez-vous rencontrés en P.M.** les 30 et 31 mai 2015?
4. Parmi les candidats rencontrés en P.M. **combien** ont été retenus pour une deuxième entrevue?
5. Croyez-vous pouvoir tous les postes que vous avez affichés dans le cadre de cette participation aux Journées Québec? (à remplir dimanche seulement)

Données recueillies trois mois après l'événement :

1. Nom de l'entreprise (employeur) :
2. Pour l'édition de Journées Québec (date et ville), combien de candidats en processus d'embauche?
3. Combien de candidats déjà embauchés?

Pour chaque candidat embauché, informations à fournir:

- Nom et prénom du candidat
- Département de provenance
- Titre du poste / secteur d'activité
- Ville ou région du poste
- Candidat présentement en poste. Sinon, date probable d'entrée en fonction

4. Avez-vous des postes qui n'ont pu être comblés lors de cette édition des Journées Québec?

Si oui, veuillez indiquer les raisons pour lesquels ces postes offerts n'ont pu être comblés (à remplir pour chacun des postes non comblés) :

- EIMT non concluante
- Candidat s'est désisté
- Besoins de l'entreprise ont changé
- Candidat ne répond pas au profil du poste
- Autres

Données recueillies un an après l'événement :

1. Nom de l'entreprise (employeur) :

2. Pour l'édition de Journées Québec (date et ville), combien de candidats embauchés?

3. Pour chaque candidat embauché, informations à fournir:

- Nom et prénom du candidat
- Département de provenance
- Titre du poste / secteur d'activité
- Ville ou région du poste
- Candidat présentement en poste. Sinon, date probable d'entrée en fonction

4. Avez-vous des postes qui n'ont pu être comblés lors de cette édition des Journées Québec?

Si oui, veuillez indiquer les raisons pour lesquels ces postes offerts n'ont pu être comblés (à remplir pour chacun des postes non comblés) :

- EIMT non concluante
- Candidat s'est désisté
- Besoins de l'entreprise ont changé
- Candidat ne répond pas au profil du poste
- Autres

5. Commentaires et suggestions

QUESTION – RP51

TAUX DE CHÔMAGE DES IMMIGRANTS VENTILÉ PAR RÉGION ET LA DURÉE DE RÉSIDENCE
DEPUIS 2010

Note : La ventilation régionale ne peut être fournie. L’enquête sur la population active de Statistique Canada ne fournit pas de données sur les immigrants selon les régions administratives.

L’enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada fournit les données du taux de chômage sur une base annuelle. Les données les plus récentes portent sur l’année 2015.

En 2015, le taux de chômage de l’ensemble de la population immigrante était de 10,7 %, en baisse depuis 2010. Ce recul s’observe surtout pour les personnes immigrantes admises depuis un certain temps (5 à 10 ans ou depuis plus de 10 ans). Pour les nouveaux arrivants, le taux est du même ordre en 2015 qu'en 2010. Pour ce groupe, les taux de chômage sont généralement plus élevés que pour les cohortes d'arrivée plus ancienne et fluctuent d'avantage d'une année à l'autre.

Ainsi plus la durée de résidence des immigrants est longue, moins leur taux de chômage est important.

Taux de chômage de la population immigrante selon la durée de résidence au Québec
(2010-2015)

Taux de chômage (%)	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population immigrante	12,1	12,4	11,3	11,3	11,1	10,7
Immigrants admis depuis 5 ans ou moins	18,2	19,5	20,2	14,2	17,2	18,0
Immigrants admis depuis 5 ans à 10 ans	12,4	10,6	12,1	11,3	10,1	11,4
Immigrants admis depuis plus de 10 ans	10,2	10,5	8,2	10,3	9,6	8,2

Source des données : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Q U E S T I O N – R P 5 2

MONTANTS RÉCUPÉRÉS LORS DE LA FERMETURE DES BUREAUX RÉGIONAUX. INDIQUER LE
NOMBRE DE PERTES D'EMPLOI

La réponse à cette question se trouve dans la fiche de demande de renseignements particuliers n° 80 du Deuxième groupe d’opposition.

QUESTION – RP53

AU SUJET DE L'OPÉRATION RÉFUGIÉS SYRIENS, FOURNIR LES MONTANTS
SUPPLÉMENTAIRES QUE LE MIDI ET LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES ONT
RÉINVESTIS EN 2015-2016 ET LES MONTANTS PRÉVUS EN 2016-2017

Pour le MIDI, les coûts (\$) liés à l'Opération réfugiés syriens¹ en 2015-2016 et les montants prévus en 2016-2017 sont les suivants :

	2015-2016 (au 29 février 2016)	2016-2017 (prévus)
Intégration	3 031 300	2 745 900
Francisation	345 500	8 441 900
Autres coûts indirects	22 500	N.D.
Total	3 399 300	11 187 800

Pour les autres ministères et organismes les coûts sont les suivants :

	2015-2016 (au 29 février 2016)	2016-2017 (prévus)
MEES		
- Fréquentation scolaire	2 303 400	18 134 700
- Francisation des adultes	648600	5 223 800
- Sous-total	2 952 000	23 358 500
MFA		
- Services de garde éducatifs	N. D.	N. D.
- Contribution de base	N. D.	N. D.
- Haltes-garderies	N. D.	N. D.
- Soutien aux enfants mineurs	N. D.	N. D.
- Autres coûts indirects	1 400	N. D.
- Sous-total	1 400	N. D.
MSSS		
- Bilan de santé	2 000 000	N. D.
MTESS		
- Aide financière de dernier recours	308 100	13 100 000
- Autres coûts indirects	70 300	N. D.
- Sous-total	378 400	13 100 000
RAMQ		
- Services médicaux	1 829 200	2 748 300
- Médicaments et services pharmaceutiques	2 022 600	3 004 600
- Sous-total	3 851 800	5 752 900
SHQ		
- Allocation-logement	N. D.	N. D.
Total autres M/O	9 183 600	42 211 400

¹ Cette opération a débuté le 12 décembre 2015.

QUESTION – RP54

NOMBRE DE RÉFUGIÉS SYRIENS ACCUEILLIS EN 2015-2016
ET LE NOMBRE PRÉVUS EN 2016-2017

Au 30 mars 2016, le Québec a accueilli 5 332 réfugiés syriens.

Tableau synthèse

Objectifs du Québec et nombre de réfugiés syriens parrainés ou pris en charge par l'État arrivés au Québec en 2015 et en 2016

	Réfugiés parrainés	Réfugiés pris en charge par l'État	Total
	n	n	n
2015			
Objectif	2 900	750	3 650
Réfugiés arrivés	2 151	15	2 166
2016			
Objectif	2 600	1 050	3 650
Réfugiés arrivés	2 294	872	3 166
2015 et 2016			
Objectif	5 500	1 800	7 300
Réfugiés arrivés	4 445	887	5 332

Données en date du 30 mars 2016

QUESTION – RP55

NOMBRE DE RÉFUGIÉS PARRAINÉS PAR LE PRIVÉ ACCUEILLIS EN 2015-2016, PAR PAYS D'ORIGINE ET PAR VILLE DE DESTINATION

- Les données préliminaires sur les admissions permanentes au Québec nous indiquent que les pays de naissance des personnes immigrantes parrainées admises en 2015 se répartissent comme suit par ville de destination :

NOMBRE DE RÉFUGIÉS PARRAINÉS ACCUEILLIS EN 2015* (ANNÉE CIVILE), PAR PAYS DE NAISSANCE ET PAR VILLE DE DESTINATION

Pays de Naissance	Ville de destination					Total
	Laval	Montréal	Québec	Sherbrooke	Autre ville	
Syrie	470	1559	14	69	51	2163
Afghanistan	6	95	25	221	13	360
Pakistan	0	12	15	78	4	109
Iraq	40	26	0	41	0	107
Autres Pays	28	136	21	29	14	228
Total	544	1828	75	438	82	2967

* Les données sont préliminaires pour 2015
**Destination déclarée par le candidat lors de la sélection ou de l'admission.

QUESTION – RP56

NOMBRE DE RÉFUGIÉS PARRAINÉS PAR L'ÉTAT ACCUEILLIS EN 2015-2016,
PAR PAYS D'ORIGINE ET PAR VILLE DE DESTINATION

- Les données préliminaires sur les admissions permanentes au Québec nous indiquent que les pays de naissance des personnes immigrantes admises en 2015 et prises en charge par l'État se répartissent comme suit par ville de destination :

NOMBRE DE RÉFUGIÉS PRIS EN CHARGE PAR L'ÉTAT ACCUEILLIS EN 2015* (ANNÉE CIVILE),
PAR PAYS DE NAISSANCE ET PAR VILLE DE DESTINATION

Pays de naissance	Ville de destination						Total
	Gatineau	Laval	Québec	Sherbrooke	Trois-Rivières	Autres villes	
Rép. centrafricaine	35	31	71	71	24	64	296
Rép. dém. du Congo	30	13	77	42	24	99	285
Colombie	21	7	11	8	12	72	131
Côte d'Ivoire	13	7	17	40	7	33	117
Bhoutan	0	0	27	7	0	0	34
Myanmar	0	0	25	0	0	2	27
Autres pays	89	52	157	108	22	314	742
Total	188	110	385	276	89	584	1632

* Les données sont préliminaires pour 2015
**Destination déclarée par le candidat lors de la sélection ou de l'admission.

QUESTION – RP57

VILLES DU QUEBEC OU SE SONT INSTALLEES LES REFUGIES SYRIENS ET LE NOMBRE DE
REFUGIES PAR VILLE POUR 2015-2016

Pour le soutien à l’installation et à l’intégration des personnes réfugiées prises en charge par l’État, le Ministère s’appuie sur l’expérience d’un réseau d’organismes communautaires situés dans les 13 villes de destination. Ces organismes et les intervenantes et intervenants de ces milieux (notamment dans les réseaux de la santé, de l’éducation et de l’emploi) ont développé au cours des années une expertise qui permet de répondre rapidement aux besoins particuliers des personnes réfugiées.

Villes de destination	Nombre de personnes réfugiées syriennes prises en charge par l'État arrivées en 2015 et en 2016 (en date du 31 mars 2016)
Québec	225
Gatineau	146
Sherbrooke	87
Laval	76
Longueuil Brossard	46
Montréal	79
Drummondville	46
Granby	63
Trois-Rivières	38
Saint-Hyacinthe	26
Saint-Jérôme	5
Victoriaville	28
Joliette	22
TOTAL	887

Les personnes réfugiées syriennes parrainées se sont principalement installées à proximité de leurs groupes parrains, qui se trouvent en majorité à Montréal et à Laval. Des groupes parrains situés à Sherbrooke, Gatineau et Québec ont également accueillis plusieurs personnes parrainées syriennes.

Villes de destination	Nombre de personnes réfugiées syriennes parrainées arrivées en 2015 et en 2016 (en date du 31 mars 2016)
Montréal	3 239
Laval	939
Sherbrooke	124
Gatineau	52
Québec	36
Longueuil	31
Saint-Jérôme	10
Mercier	5
Autres villes ¹	9
TOTAL	4 445

¹ Les autres villes regroupent La Prairie, Repentigny et Trois-Rivières

QUESTION – RP58

AU SUJET DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE STRATEGIE D'ACTION EN MATIERE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021 ENSEMBLE, NOUS SOMMES LE QUEBEC, VENTILATION DES 300 000\$ PREVUS DANS LES CREDITS 2016-2017.

La planification de la mise en œuvre de la stratégie d'action est présentement en cours d'élaboration. Au 29 février 2016, le ministère ne dispose que d'une ventilation préliminaire.

La ventilation demandée sera déposée ultérieurement à la commission des relations avec les citoyens.

QUESTION – RP59

INDIQUEZ LES MONTANTS INVESTIS PAR ANNÉE ET MONTANT TOTAL CONCERNANT LE PORTAIL INFORMATIQUE MON PROJET QUÉBEC DEPUIS SON APPROBATION JUSQU'À CE JOUR. INDIQUEZ LE NOM DES FIRMES DE CONSULTANTS AYANT EU DES CONTRATS, S'IL Y A LIEU, ET COPIES DES CONTRATS

Les éléments de réponse à cette question sont présentés dans la fiche RG12 concernant les projets de développement informatique et ou de modernisation des systèmes informatiques du MIDI de plus de 100 000 \$.

Il s'agit du projet DEV505 Portail client et automatisation des règles d'affaires.

QUESTION - RP60

ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE. POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L'OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET DE CONTRÔLE APPLICABLES.

Mise en œuvre

Sur les 59 mesures et moyens d'action du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 *La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*, 16 ont été réalisées, 33 sont en cours de réalisation et 10 sont à venir.

Sommes allouées

Lors du Discours sur le budget de mars 2015, il a été annoncé l'octroi de 4 M\$ de crédits additionnels au cours des trois prochains exercices financiers au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion afin de mettre en œuvre le Plan d'action gouvernemental 2015-2018 *La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*.

Objectifs recherchés

Les objectifs recherchés dans la mise en œuvre des quatre axes du plan d'action agir, prévenir, détecter et vivre ensemble sont les suivants :

- Sécuriser la population;
- Mieux comprendre le phénomène de la radicalisation menant à la violence;
- Outiller le personnel qui intervient dans le domaine de la sécurité publique, de la santé et des services sociaux et de l'enseignement;
- Promouvoir la cohésion sociale par des mesures favorisant le vivre ensemble.

Plus spécifiquement, chacune des 59 mesures comporte des objectifs précis.

Les bénéficiaires

La population en général, les jeunes, les personnes des minorités ethnoculturelles et religieuses et les personnes des minorités racisées, notamment de foi ou de culture arabomusulmane; les intervenantes et intervenants (policiers, réseaux psychosociaux); les milieux éducatifs, socioculturels, les familles, etc.

Par ailleurs, chacun des libellés des mesures du plan d'action s'adresse à des bénéficiaires spécifiques.

Mesures de suivi de contrôle applicables

Un plan de mise en œuvre et de suivi a été élaboré, afin de préciser, pour chaque mesure, les activités qui sont réalisées, celles en cours de réalisation et celles en voie de l'être.

QUESTION - RP 61

ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014.

INDIQUER:

- A) LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES;**
 - B) LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;**
 - C) LES NOMS DES MEMBRES DU COMITÉ;**
 - D) LES COMPTES RENDUS DES RÉUNIONS.**
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION - RP62

**ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION
DEPUIS SA CRÉATION.**

- A) INDiquer LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE;**
 - B) INDiquer LES SOMMES ALLOUÉS POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU
CENTRE;**
 - C) FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE
NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.**
-

La réponse à cette question sera transmise par le **ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes** dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Q U E S T I O N – R P 6 3

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR 2015-2016, INDIQUER :

- a) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;**
 - b) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE, LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;**
 - c) LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION**
-

Il n'y a aucun organisme, agence ou autre relevant du Ministère.

QUESTION – RP 64

LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2015-2016. INDIQUER :

- a) LE LIEU;**
 - b) LE COÛT;**
 - c) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;**
 - d) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;**
 - e) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;**
 - f) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ**
-

Le document en annexe présente l'ensemble des formations, conférences, ateliers et journées d'activités réalisées pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

Annexe RP64 - Étude de crédit 2015-2016

1er avril 2015 au 29 février 2016

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
360, St-Jacques bureau 1915, Mtl	0,00 \$	2016-02-16	1	Institut des auditeurs internes	Aborder les lacunes dans les compétences d'aujourd'hui en matière d'audit interne
360, St-Jacques	0,00 \$	2015-04-21	1	Institut des auditeurs internes	L'audit de la ligne de défense
360, McGill, Mtl	0,00 \$	2016-01-22	1	Ordre des conseillers en ressources humaines agréé	Bâtir un plan d'attraction et de fidélisation en 3 actes
ÉNAP - Québec	4 777,26 \$	2016-01-29	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Cercle des jeunes leaders de l'administration publique
Palais des congrès, 1001 Place Jean-Paul-Riopelle, Montréal	730,07 \$	2015-11-13	4	Agile Montréal	Colloque Agile tour Montréal
360, McGill, salles RC 10-11-12	3 000,00 \$	2015-09-25	37	Institut de formation tranformationnelle	Colloque des gestionaires : leadership transformationnel
Université MsGill, 3621, avenue du Parc, Mtl	155,00 \$	2015-05-11	1	Bureau canadien de l'éducation internationale	Colloque régional du BCEI Québec 2015
555, boul Charest Est, Québec Qc.	2 150,00 \$	2015-10-08	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Comprendre le fonctionnement de l'état
555, boul Charest Est, Québec Qc.	0,00 \$	2015-11-19	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Comprendre le fonctionnement de l'état
555, boul Charest Est, Québec Qc.	0,00 \$	2015-12-10	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Comprendre le fonctionnement de l'état
Québec	189,55 \$	2015-04-09	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Comprendre le fonctionnement de l'État
Québec	255,70 \$	2015-04-22	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Comprendre le fonctionnement de l'État
Québec	168,00 \$	2015-05-13	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Comprendre le fonctionnement de l'État
Centre Sheraton de Montréal	1 322,22 \$	2015-05-25	2	Société canadienne d'évaluation (SCE)	Congrès de la société canadienne d'évaluation
Université Laval, Québec	962,76 \$	2015-05-31	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Congrès internationale sur l'immigration, l'intégration et l'inclusion
285, Notre-Dame ouest Mtl	0,00 \$	2015-08-05	9	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Consultation de BDECE
285, Notre-Dame, 5e, Mtl.	0,00 \$	2015-11-17	11	COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE	Coordination d'une équipe de travail
285, Notre-Dame Ouest, 5e. Mtl	0,00 \$	2015-11-02	30	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Directive sur la gestion des documents originaux dans les dossiers clientèle
285, Notre-Dame Ouest, salle 5,08A-B-C, Mtl	0,00 \$	2015-11-02	28	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Directive sur la gestion des documents originaux dans les dossiers de la clientèle
125, rue Sherbrooke Ouest, SS, Mtl	0,00 \$	2015-10-21	2	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	DOT-11 Offre d'emploi en affec ou en mut, admissibilité et nomination
125, rue Sherbrooke Ouest, SS, Mtl	0,00 \$	2015-10-22	3	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	DOT-11 Offre d'emploi en affec ou en mut, admissibilité et nomination
550, Sherbrooke Ouest Montréal	287,44 \$	2015-05-15	1	UNIVERSITÉ LAVAL	Droit de gérance versus harcèlement psychologique
2050, de Bleury, 4e, Mtl	0,00 \$	2015-10-29	8	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	États financiers pour les offres d'emplois validés
ITHQ - Montréal	0,00 \$	2016-01-11	1	CONSEIL DU TRÉSOR	Évaluation des emplois de cadres de la fonction publique
Hôtel Cantlie, 1110, rue Sherbrooke Ouest, Mtl	5 805,00 \$	2015-06-18	2	Groupe HAY	Évaluation des emplois selon la méthode Hay
360, St-Jacques Salle 1904, Mtl	0,00 \$	2015-09-21	1	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire
360, St-Jacques Salle 1904, Mtl	0,00 \$	2015-09-28	1	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-13	9	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire AASE

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-14	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire AASE
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-15	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire AASE
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-16	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire AASE
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-20	9	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Examen préliminaire AASE
360, St-Jacques Mtl.	0,00 \$	2015-10-20	1	INSTITUTE OF INTERNAL AUDITOR	Financial statement fraud
SOQUIJ, 715, Square-Victoria, bureau 600, Montréal.	0,00 \$	2015-08-26	1	SOQUIJ-SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	formation - migration - recherche juridique
285, Notre-Dame Ouest , 5e étage, Mtl	0,00 \$	2015-06-23	40	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation agents d'aide socioéconomique - EEAAMO
285, Notre-Dame Ouest, Mtl	0,00 \$	2016-01-11	14	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Ajout de dépendants
285, Notre-Dame Ouest salle 5,08C, Mtl	0,00 \$	2015-09-14	1	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Complétude
360, St-Jaques salle 1904, Mtl	0,00 \$	2015-05-11	3	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Complétude et rejets
É NAP - Québec	2 308,18 \$	2016-01-21	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Formation Comprendre le fonctionnement de l'état - Module 4
É NAP - Québec	422,70 \$	2016-02-18	3	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Formation Comprendre le fonctionnement de l'état - Processus décisionnel
É NAP - Québec	668,81 \$	2016-03-10	2	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Formation Comprendre le fonctionnement de l'état - Rôle de l'assemblée nationale
360, St-Jacques salle 1904, Mtl	0,00 \$	2016-02-18	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation de base SyGED
360, St-Jacques salle 1904, Mtl	0,00 \$	2016-02-19	9	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation de base SyGED
360, St-Jacques salle 1904, Mtl	0,00 \$	2016-02-22	11	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation de base SyGED
360, St-Jacques salle 1904, Mtl	0,00 \$	2016-02-25	11	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation de base SyGED
360, St-Jacques salle 1904, Mtl	0,00 \$	2016-02-26	8	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation de base SyGED
285, Notre-Dame Ouest, Mtl	0,00 \$	2015-05-04	4	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation EPD
360, McGill salle RC 12	0,00 \$	2015-04-02	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation IPN - Migration Windows 8.1 et Office 2013
485, rue McGill	2 400,00 \$	2015-10-15	4	IC Formation inc.	Formation leader conscient et transformationnel
Montmartre canadien, 1669, chemin St-Louis, Québec.	1 144,00 \$	2015-06-09	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Formation leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires (LAGG)
Montmartre canadien, 1669, chemin St-Louis, Québec.	406,95 \$	2015-06-10	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Formation leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires (LAGG)
360, St-Jacques salle 1904, Mtl.	0,00 \$	2015-08-03	1	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation rejets
276, St-Jacques , Mtl	0,00 \$	2015-11-10	1	APSSAP / ASS. PARIT. SANTÉ ET SÉC. ADM. PUBL.	Formation sécurité et santé au travail
360, McGill salles Rc10-11	0,00 \$	2015-10-16	13	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation sur l'adoption
360, St-Jacques salle 1820, Mtl	0,00 \$	2015-11-27	7	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation sur l'adoption
É NAP, 4750, Henri-Julien, Mtl Salle 4091	6 000,00 \$	2015-05-07	9	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Formation sur le leadership transformationnel
Ministère de la Justice, 1200, de l'Église, Québec.	0,00 \$	2015-06-18	1	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	Formation sur le Système Sagesse du ministère de la Justice
285, rue Notre-Dame Ouest, salle 5.08C, Mtl	0,00 \$	2015-07-09	1	Ministère Relations internationales et de la francophonie	Formation sur les engagements internationaux
800, de Maisonneuve Est. Mtl.	0,00 \$	2015-05-29	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation sur l'évaluation de classement au temps partiel
800, de Maisonneuve Est. Mtl.	0,00 \$	2015-06-04	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation sur l'évaluation de classement au temps partiel
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-17	9	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Techniciens TQ
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-21	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Techniciens TQ

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-22	11	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Techniciens TQ
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-23	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Formation Techniciens TQ
Hôtel Plaza, Ste-Foy, (Québec)	0,00 \$	2015-06-17	1	Ministère de la Famille	Forum des partenaires pour contrer la maltraitance envers les aînés
285, Notre-Dame Ouest, 5e. Mtl.	0,00 \$	2015-12-15	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Gestion des adresses de correspondance dans SEPTE
Montréal	225,00 \$	2015-10-20	1	RRSPT	Gestion des dossiers d'accidents du travail - Principes généraux et actions concrètes Module 7
1212, rue Panet, Mtl.	225,00 \$	2015-10-22	1	RRSPT	Gestion des dossiers d'accidents du travail: Principes généraux et actions concrètes
360, McGill, Mtl	0,00 \$	2015-07-09	1	Brio Conseil	Gestion du changement
360, St-Jacques bureau 1915, Mtl	0,00 \$	2016-02-11	1	Institut des auditeurs internes	Apprendre à connaître les modifications proposées aux normes
500, René-Lévesque Ouest, Montréal	0,00 \$	2016-02-16	1	CONSEIL DU TRÉSOR	Groupe de co-développement en relations du travail
3333, chemin de la Côte-Ste-Catherine, Mtl	0,00 \$	2015-04-15	1	PROMIS	Immigration et espace urbain
285, Notre-Dame Ouest , salle 5.08A et B	0,00 \$	2015-04-23	16	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation à la détection de la fraude documentaire
360, St-Jacques	0,00 \$	2015-04-20	13	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation à la détection de la fraude documentaire
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-14	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation aux domaines de formation et à la BDCDE
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-20	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation aux domaines de formation et à la BDCDE
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2015-04-22	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation aux domaines de formation et à la BDCDE
360, rue St-Jacques salle 1904	0,00 \$	2015-04-14	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation aux domaines de formation et à la BDECE
360, rue St-Jacques salle 1904	0,00 \$	2015-04-22	10	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Initiation aux domaines de formation et à la BDECE
360, McGill salle 11C12	0,00 \$	2015-04-08	32	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Introduction au droit de l'immigration
360, McGill salle Rc12	0,00 \$	2015-04-08	14	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	introduction au droit de l'immigration
Université de Montréal	0,00 \$	2015-10-30	1	INRS - INSTITUT NATIONAL DE LA RECH SCIENTIFIQUE	Islamophobie race-religion-libéralisme
360, McGill,Mtl	0,00 \$	2016-01-25	1	Ordre des conseillers en ressources humaines agréé	La conciliation travail-famille: un atout pour votre organisation
360, McGill,Mtl	0,00 \$	2016-01-26	1	Ordre des conseillers en ressources humaines agréé	La gestion des talents: plus qu'un processus, une culture
ENAP, 4750, Henri-Julien, salle 4020, Mtl	0,00 \$	2015-11-26	4	ENAP - École nationale de l'administration publicu	La mesure des attentes et de la satisfaction de la clientèle
Université de Montréal	175,00 \$	2015-06-20	1	Centre interuniversitaire de statistiques sociales	La statistique publique à l'ère du Big Data
360, McGill Mtl	0,00 \$	2016-01-18	1	Ordre des conseillers en ressources humaines agréé	L'ABC du mieux-être en organisation
Tribunal administratif du travail	0,00 \$	2016-02-11	1	RRSPT	L'analyse de recevabilité d'une plainte en harcèlement psychologique
285, Notre-Dame Ouest, salles 5,08A-B-C, Mtl	0,00 \$	2015-11-25	36	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Légalité de l'expérience professionnelle
Hôtel Hyatt Regency, Montréal	0,00 \$	2015-05-12	1	MONSUG (MONTRÉAL SAS USER GROUP)	Logiciel SAS
Hôtel Hyatt Regency, Montréal	0,00 \$	2015-10-28	1	MONSUG (MONTRÉAL SAS USER GROUP)	Logiciel SAS
360, St-Jacques, 19e étage	0,00 \$	2016-01-09	11	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Demandes TQ en ligne, Module 1, IMAGINE 101
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2016-01-09	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Demandes TQ en ligne, Module 2B, Réception et Retour
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2016-01-11	8	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Demandes TQ en ligne, Module 3, Encaissement

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
360, St-Jacques, salle 1904	0,00 \$	2016-01-11	5	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Demandes TQ en ligne, Module 4, Jumelage et réponses aux messages unités
360, St-Jacques, salle 1904	3 228,10 \$	2015-12-10	3	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Formation Mon Projet Québec et Imagine Groupe 1
360, St-Jacques, salle 1904	3 228,10 \$	2015-12-10	5	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Formation Mon Projet Québec et Imagine Groupe 2
360, St-Jacques, salle 1904	3 228,10 \$	2015-12-11	5	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Formation Mon Projet Québec et Imagine Groupe 3
360, St-Jacques, salle 1904	3 228,10 \$	2015-12-15	3	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Formation Mon Projet Québec et Imagine Groupe 4
360, St-Jacques, salle 1904	3 228,10 \$	2015-12-15	5	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Formation Mon Projet Québec et Imagine Groupe 5
360 rue St-Jacques, salle 1904, Mtl	6 456,20 \$	2015-10-22	10	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Gestion des comptes MpQ
360 rue St-Jacques, salle 1904, Mtl	3 228,10 \$	2015-10-23	6	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Gestion des comptes MpQ
360, rue St-Jacques, salle 1820, Mtl	3 228,10 \$	2015-10-21	25	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Gestion des comptes MpQ / Service à la clientèle
360 rue McGill, salle RC 10-11-12 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-05	33	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module 0
360 rue McGill, salle RC 10-11-12 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-13	31	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module 0
360 rue St-Jacques, salle 1820, Mtl	3 228,10 \$	2015-10-14	25	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module 0
Aéroport	3 228,10 \$	2015-11-09	4	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module 0
Aéroport	3 228,10 \$	2015-11-23	4	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module 0 et Aéro 1
Aéroport	3 228,10 \$	2015-11-21	5	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module 0 et Module Aéro 1
360 rue McGill, salle RC 10-11-12 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-09	18	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module A - Architecture globale
360 rue McGill, salle RC 10-11 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-15	26	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module B
360 rue McGill, salle RC 10-11 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-20	22	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module C - Flux fonctionnels
360 rue McGill, salle RC 11-12 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-21	25	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module D - Imagine CRM
360 rue McGill, salle 2,15 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-29	11	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module E - Ifiches fonctionnelles Web candidat / IMAGINE CRM
360 rue McGill, salle RC 10, Mtl	3 228,10 \$	2015-11-03	7	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module F1 TFS-Configuration
360 rue McGill, salle 3,16 Mtl	3 228,10 \$	2015-11-05	12	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module F2 TFS Activités/Anomalies
360 rue McGill, salle 2,16 Mtl	3 228,10 \$	2015-11-11	7	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module G1: LSTQ Assurance Qualité: Processus d'assurance qualité
360 rue McGill, salle 2,15 Mtl	3 228,10 \$	2015-11-16	7	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module G2: LSTQ Assurance Qualité: Exécution des tests et processus gestion des anomalies
360 rue McGill, salle RC 11 Mtl	0,00 \$	2015-11-17	13	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module G3: Création et automatisation de jeux de données
360 rue McGill, salle RC 10-11 Mtl	3 228,10 \$	2015-11-18	16	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module H - Architecture détaillée CRM - Données
360, McGill salles RC 10-11	3 228,10 \$	2015-11-23	15	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module I - Architecture détaillée CRM - Composants logiciels
360 rue McGill, salle RC 11-12 Mtl	3 228,10 \$	2015-10-22	15	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module J - Architecture de solution SICC
360, McGill salle RC 11	3 228,10 \$	2015-11-25	13	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module K : Architecture applicative
360, McGill salles RC 10-11	3 228,10 \$	2015-12-02	22	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module L : Droits d'accès de la solution LSTQ Imagine
360, McGill salles RC 10-11	0,00 \$	2015-12-02	24	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module M1 : Gestion des accès de la solution LSTQ Imagine

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
360, McGill salle 3,16	3 228,10 \$	2015-12-04	11	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N : Cadre de développement (codes)
360, McGill salle 3,16	3 228,10 \$	2015-12-04	10	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N : Cadre de développement (codes) partie pratique
360, McGill salle SS08	3 228,10 \$	2015-12-17	7	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N1 : suite
360, McGill salle SS08	3 228,10 \$	2015-12-10	10	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N2 : Code source Mon Projet Québec
360, McGill salle SS08	3 228,10 \$	2015-12-14	9	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N2 : Code source Mon Projet Québec
360, McGill salle SS08	3 228,10 \$	2015-12-17	4	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N2 : suite
360, McGill salle SS08	3 228,10 \$	2015-12-08	9	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N4 : Code source Imagine
360, McGill salle SS08	3 228,10 \$	2015-12-15	7	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module N5 : Code source Autre Composantes
360, McGill salle 2,15	3 228,10 \$	2015-12-16	19	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Module O1 : Environnement du MIDI et CSPQ
360 rue St-Jacques, salle 1820, Mtl	3 228,10 \$	2015-11-18	29	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Saisi et paiement DSC
360 rue St-Jacques, salle 1820, Mtl	3 228,10 \$	2015-11-19	5	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Saisi et paiement DSC
360 rue St-Jacques, salle 1904, Mtl	3 228,10 \$	2015-11-19	4	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Saisi et paiement DSC
360 rue St-Jacques, salle 1904, Mtl	3 228,10 \$	2015-11-20	6	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Saisi et paiement DSC
360 rue St-Jacques, salle 1904, Mtl	6 456,20 \$	2015-11-24	9	MULTI : Cofomo - CGI - Sirius - Victrix	LSTQ - Saisi et paiement DSC
360, St-Jacques, 19e étage	0,00 \$	2016-01-07	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Tri du courrier - Groupe 1
360, St-Jacques, 19e étage	0,00 \$	2016-01-08	11	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Tri du courrier - Groupe 2
360, St-Jacques, 19e étage	0,00 \$	2016-01-08	8	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	LSTQ - Tri du courrier - Groupe 3
285, Notre-Dame Ouest , salle 5,08	0,00 \$	2015-04-15	27	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Mandat et mission en authentification
360, St-Jacques, Mtl	0,00 \$	2015-11-17	1	INSTITUTE OF INTERNAL AUDITOR	Mesuring Internal audit value and performance
Ernst & Yong, 800, boul. René-Lévesque O. bureau 1900, Mtl	57,48 \$	2016-01-26	3	Institut des auditeurs internes	Mise à jour du cadre de référence international des pratiques professionnelles
Hyatt Regency Montréal, salle Ovation, 1255 Jeanne-Mance, Mtl.	0,00 \$	2015-05-12	2	MONSUG (MONTRÉAL SAS USER GROUP)	Montreal SAS User Group (MONSUG)
360, McGill, salle RC10, Mtl	0,00 \$	2016-01-20	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	Normes comptables du secteur public Mise à jour 2015
360, McGill salle 3.05A, Mtl	0,00 \$	2015-10-22	1	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	Nouveau code de procédures civiles
2200, rue Mansfield, Mtl	3 794,19 \$	2015-05-11	3		Passeport formation 2015
ÉNAP - Montréal, 4750, Henri-Julien, 5e étage, Mtl	41,60 \$	2015-04-14	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL - 2e niveau
ÉNAP - Montréal, 4750, Henri-Julien, 5e étage, Mtl	41,60 \$	2015-06-10	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL - 2e niveau
ÉNAP - Montréal, 4750, Henri-Julien, 5e étage, Mtl	14,30 \$	2015-12-15	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL - 2e niveau Bilan et clôture
ÉNAP - Montréal, 4750, Henri-Julien, 5e étage, Mtl	28,60 \$	2015-11-24	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL - 2e niveau M10 et A4
ÉNAP - Montréal, 4750, Henri-Julien, 5e étage, Mtl	28,60 \$	2015-09-15	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL - 2e niveau M7 et M8
ÉNAP - Montréal, 4750, Henri-Julien, 5e étage, Mtl	28,60 \$	2015-10-13	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL - 2e niveau M9 et A3
ÉNAP, 4750, Henri-Julien, Mtl.	4 285,00 \$	2015-06-04	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL- N1-M0 et M1
ÉNAP, 4750, Henri-Julien, Mtl.	0,00 \$	2015-09-18	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL-N1-M2
ÉNAP, 4750, Henri-Julien, Mtl.	0,00 \$	2015-09-21	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	PGAGL-N1-M3
Palais des congrès de Montréal	0,00 \$	2015-11-19	1	Contech - Centre de formation	Principales modifications au chapitre batiment - Code de construction du Québec
CSPQ, 150, boul. René-Lévesque Est, Québec.	592,48 \$	2015-06-08	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	RH-22 et RH-23 Dossiers personnes

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
ITHQ, Montréal	0,00 \$	2016-01-27	4	RRSPT	Santé mentale: Comprendre le DSM - 5 les troubles d'adaptation et les troubles dépressifs
Tribunal administratif du conseil (Montréal)	0,00 \$	2016-01-19	3	RRSPT	savoir mieux s'affirmer dans son rôle conseil
Secrétariat aux emplois supérieurs, Assemblée Nationale à Québec	200,06 \$	2015-09-10	1	CONSEIL EXÉCUTIF	Séminaire - Se préparer à une commission parlementaire
En ligne 360, McGill Mtl.	0,00 \$	2015-07-08	1	CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Sensibilisation au développement durable
285, Notre-Dame Ouest, salle 5.08A, Mtl	0,00 \$	2015-11-17	8	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	SEPTE - Nouveautés liées aux consultants en immigration
CEGEP André-Laurendeau	82,52 \$	2015-11-09	21	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP de l'Outaouais	0,00 \$	2015-11-06	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP de Sherbrooke	292,11 \$	2015-11-06	23	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP de Ste-Foy	253,77 \$	2015-11-06	22	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP de St-Laurent	0,00 \$	2015-11-06	18	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP du Vieux-Montréal	0,00 \$	2015-10-30	19	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP du Vieux-Montréal	0,00 \$	2015-11-06	21	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP Marie-Victorin	20,73 \$	2015-10-30	22	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP Marie-Victorin	0,00 \$	2015-11-09	15	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP Montmorency	12,47 \$	2015-10-30	21	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP Montmorency	10,00 \$	2015-11-09	26	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP Saint-Jean-sur-Richelieu	23,20 \$	2015-11-06	24	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
CEGEP St-Laurent	15,80 \$	2015-10-30	21	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
Université de Montréal	0,00 \$	2015-11-09	16	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
Université du Québec à Montréal	0,00 \$	2015-11-09	16	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, support numériques ou réutilisables
800, de Maisonneuve est. , Mtl	0,00 \$	2015-10-29	1	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	séquences d'enseignement et supports numérique ou réutilisable

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
CÉGEP de l'Outaouais	281,23 \$	2015-11-06	12	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, supports numériques ou réutilisables
Collège Marie-Victorin	13,05 \$	2015-12-07	20	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, supports numériques ou réutilisables
Collège Montmorency	22,80 \$	2015-11-09	25	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, supports numériques ou réutilisables
Collège Rosemont	0,00 \$	2015-12-07	21	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, supports numériques ou réutilisables
Collège Saint-Laurent	0,00 \$	2015-12-07	19	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Séquences d'enseignement, supports numériques ou réutilisables
360, rue McGill, Mtl	0,00 \$	2015-08-20	3	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR-SCT	SGR3 - Démonstration de la solution de dotation en ligne (ATE-58)
360, rue McGill, Mtl	0,00 \$	2015-08-28	3	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR-SCT	SGR3 - Processus affectation / mutation (ATE-62)
360, rue McGill, Mtl	0,00 \$	2015-09-17	3	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR-SCT	SGR3 - Processus de qualification - MO décisionnel et CSPQ opérationnel (ATE-64)
360, rue McGill, Mtl	0,00 \$	2015-09-23	3	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR-SCT	SGR3 - Processus repérage / nomination (ATE-65)
285, Notre-Dame Ouest, salle 5.08 A-B	0,00 \$	2015-04-28	53	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Simplification des exigences documentaires
HEC Montréal	305,80 \$	2015-09-05	1	HEC / ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Soutien aux études
UQAM	256,65 \$	2015-09-05	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
UQAM	256,65 \$	2015-09-08	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
UQAM	256,65 \$	2015-09-10	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
UQAM	277,65 \$	2015-09-08	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
HEC Mtl	458,70 \$	2015-08-31	1	HEC / ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Soutien aux études
ENAP	0,00 \$	2015-08-25	1	HEC / ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Soutien aux études
UQAM	0,00 \$	2015-09-08	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
Université de Sherbrooke à Mtl.	229,35 \$	2015-08-26	1	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Soutien aux études
ÉNAP Mtl.	0,00 \$	2015-05-04	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Soutien aux études
ÉNAP (Montréal)	229,35 \$	2015-08-25	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Soutien aux études
UQAM	0,00 \$	2015-06-01	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
UQAM	454,62 \$	2015-09-12	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	Soutien aux études
HEC Mtl	229,35 \$	2015-08-29	1	HEC / ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	Soutien aux études
Université de Montréal	0,00 \$	2015-09-14	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	Soutien aux études
ÉNAP (Montréal)	227,31 \$	2015-05-04	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Soutien aux études
ÉNAP (Montréal)	229,35 \$	2015-08-31	1	ENAP - École nationale de l'administration publicu	Soutien aux études
360, St-Jacques Mtl	0,00 \$	2015-11-10	1	Comptables professionnels agréés Canada	Soyez au fait de l'évolution des IFRS
DRH - CR 4540	0,00 \$	2015-05-04	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage BAC
DRFM - CR 4800	0,00 \$	2015-09-01	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage Maîtrise
Direction Projets	0,00 \$	2015-04-27	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage Maîtrise
Montréal	0,00 \$	2015-08-01	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage Maîtrise

Lieu de l'activité	Coûts sans salaire	Date de l'activité	Nombre de participants	Fournisseur	Nom de la formation ou de l'activité
Direction Projets	0,00 \$	2015-04-27	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage Maitrise
Direction Projets	0,00 \$	2015-04-27	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage Maitrise
Montréal	0,00 \$	2015-04-20	2	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Stage Maitrise
MRIF, 380, rue St-Antoine Ouest, salle 4,03, Mtl.	0,00 \$	2015-10-19	2	Ministère Relations internationales et de la francophonie	Système de rapports diplomatiques
360, St-Jacques bureau 1915, Mtl	0,00 \$	2016-02-09	1	Institut des auditeurs internes	L'alignement entre la perennité des entreprises et la fonction de vérification interne
360, St-Jacques, Mtl	0,00 \$	2015-12-15	1	Institut des auditeurs internes	L'évolution du rôle de CAE
35358, chemin Queen Mary, Montréal	0,00 \$	2015-10-22	1		La réalisation des catégories raciales et ethniques : statistiques officielles réexaminées
360, St-Jacques salle 1820, Mtl	0,00 \$	2015-09-16	11	MIDI-MINISTÈRE IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	Transmission des demandes d'avis
Centre UCS de l'INRS, 385, rue Sherbrooke Est, Montréal	0,00 \$	2015-11-09	1	INRS - INSTITUT NATIONAL DE LA RECH SCIENTIFIQUE	Vers un nouveau droit de la famille
Centre St-Pierre, 1212, rue Panet, Mtl.	35,00 \$	2015-05-19	1	Bouclier d'Athéna, services faminiaux	Violence basée sur l'honneur
360, McGill, Mtl	0,00 \$	2015-08-18	1		Webinaire - Norme entreprise en santé

QUESTION – RP65

INDIQUEZ LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 (ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ)

Les éléments de réponse à cette question sont présentés dans la fiche RP1 concernant les dépenses pour l'informatique et les technologies de l'information.

QUESTION – RP 66

**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES
PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2015-2016.**

- a) SON MANDAT ;**
 - b) LA LISTE DES MEMBRES;**
 - c) LE BUDGET DÉPENSÉ;**
 - d) LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES;**
 - e) LES RÉSULTATS ATTEINTS.**
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q U E S T I O N – R P 6 7

NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

QUESTION – RP68

COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D'OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016. FOURNIR L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJET.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION – RP 69

LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER

Entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016, deux sondages ont été effectués par la Direction de la prospection et de l'attraction et les Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger :

- Le BIQ Paris a réalisé un sondage sur le profil des visiteurs arrêtant aux kiosques du Québec lors du salon *Top recrutement* qui avait lieu à Paris le 13 octobre 2015. Aucun contrat n'a été octroyé pour la réalisation de ce sondage. Le sondage a été effectué par le personnel et il n'y a eu aucune dépense autre que le coût d'impression des questionnaires en format papier.
- La Direction de la prospection et de l'attraction effectue en continu un sondage en ligne auprès des étudiants étrangers au Québec ayant assisté à la séance d'information en ligne *Vivre au Québec après ses études*. Ce sondage a notamment pour objectif de connaître la satisfaction des étudiants à l'égard de la séance. Aucun contrat n'a été octroyé pour la réalisation de ce sondage. Celui-ci est effectué par le personnel et il n'y a eu aucune dépense autre que le coût d'abonnement à SurveyMonkey (348 \$ par année).

De plus, entre le 1^{er} avril 2015 et le 30 avril 2016, la Direction de la planification, de la recherche et des statistiques a complété les sondages sur la satisfaction de la clientèle à l'égard des services suivants:

- Demande Certificat de sélection du Québec (CSQ) – Programme de l'expérience québécoise Étudiants et Travailleurs temporaires
- Service de renseignements généraux par courriel
- Session *Objectif intégration*
- Service d'intégration en ligne (SIEL)
- Francisation en ligne (FEL)

Ces sondages ont été réalisés par les ressources du MIDI, sans recours à une ressource externe.

Par ailleurs, le MIDI a participé à l'*Enquête sur les cheminements d'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées*, effectuées par le MTESS:

- Coût assumé par le MIDI : 4 900 \$
- Firme retenue : Advanis-Jolicoeur

SALON TOP RECRUTEMENT

Le Bureau d'immigration du Québec vous invite à remplir ce court questionnaire. Il pourra ainsi mieux connaître sa clientèle et mieux répondre à ses besoins.

1. Est-ce votre première visite au salon Top Recrutement?

- ☐ Oui
☐ Non

2. Pourquoi visitez-vous le salon Top Recrutement?

Vous pouvez cocher plus d'une réponse

- ☐ Pour l'Espace *Ingénieurs et techniciens*
☐ Pour l'Espace *Managers et experts en assurance, banque et finance*
☐ Pour l'Espace *Commerciaux et métiers de service*
☐ Pour l'Espace *Handicap*
☐ Pour l'Espace *Coaching*

3. Souhaitez-vous réalisé un projet de mobilité géographique à l'extérieur de la France dans les prochaines années?

☐ Oui, au sein de l'Union européenne

→ Avez-vous déjà ciblé certains pays?

☐ Oui → précisez lesquels : _____

☐ Non

☐ Oui, à l'international

→ Avez-vous déjà ciblé certains pays?

☐ Oui → précisez lesquels : _____

☐ Non

☐ Non

4. Qu'est-ce qui vous a incité à vous arrêter au kiosque d'information sur le Québec?

☐ Je songe à immigrer au Québec pour y travailler

→ Pensez-vous y immigrer...

☐ ... de façon permanente?

☐ ... de façon temporaire?

☐ Je ne sais pas encore

→ Aviez-vous déjà fait des recherches sur votre secteur d'emploi au Québec?

☐ Oui → précisez de quelle façon (*site Internet, médias sociaux, contacts, employeurs, ordres professionnels, etc.*) : _____

☐ Non

☐ Je n'avais pas songé à travailler au Québec avant aujourd'hui, mais le kiosque a suscité ma curiosité

☐ Pour une autre raison → précisez laquelle : _____

Québec 

5. Avez-vous déjà vécu une expérience d'expatriation...

→ ... au Québec? Vous pouvez cochez plus d'une réponse

- ☐ Oui, pour le travail
- ☐ Oui, pour des études
- ☐ Oui, pour une autre raison → précisez laquelle : _____
- ☐ Non

→ ... ailleurs qu'au Québec? Vous pouvez cochez plus d'une réponse

- ☐ Oui, pour le travail → précisez dans quel(s) pays? _____
- ☐ Oui, pour des études → précisez dans quel(s) pays? _____
- ☐ Oui, pour une autre raison → précisez laquelle et dans quel(s) pays? _____
- ☐ Non

6. Actuellement, quelle est votre principale occupation?

- ☐ Je travaille
- ☐ Je suis à la recherche d'un emploi
- ☐ J'étudie
- ☐ Autre occupation

7. Quel est votre domaine de formation?

- └─ Avez-vous de l'expérience dans ce domaine?
- ☐ Oui → précisez le nombre d'années : _____
 - ☐ Non

8. Quel est le plus haut diplôme que vous ayez obtenu?

- ☐ CAP ☐ BEP
- ☐ Baccalauréat ☐ Bac pro
- ☐ BTS
- ☐ Formation spécialisée
- ☐ IUT
- ☐ DEUG
- ☐ Licence
- ☐ Diplôme d'école d'ingénieur
- ☐ Diplôme d'école de commerce
- ☐ Master
- ☐ Doctorat

9. Dans quel groupe d'âge vous situez-vous?

- ☐ 18 à 24 ans
- ☐ 25 à 35 ans
- ☐ 36 à 42 ans
- ☐ 43 ans ou plus

Merci de votre participation!

INSTRUCTIONS : RÉVISER LE TEXTE SURLIGNÉ EN JAUNE

SONDAGE À L'INTENTION DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS ÉTRANGERS QUI ONT ASSISTÉ À UNE
SÉANCE D'INFORMATION EN LIGNE SUR L'IMMIGRATION PERMANENTE

QUESTIONNAIRE

SECTION 1 : SÉANCE D'INFORMATION EN LIGNE SUR L'IMMIGRATION PERMANENTE

Q1a. Êtes-vous une étudiante ou un étudiant étranger inscrit dans un établissement d'enseignement du Québec?

- ☐ Oui
- ☐ Non (*saut à la Q28*)

Q1b. Avez-vous assisté en 2016 à une séance d'information en ligne sur l'immigration permanente offerte aux étudiantes et aux étudiants étrangers par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion?

- ☐ Oui
- ☐ Non (*saut à la Q28*)

Q2. Est-ce que cette séance était offerte ...

- ☐ En français?
- ☐ En anglais?

**Q3. Par quel moyen avez-vous appris l'existence de cette séance d'information?
(Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)**

- ☐ Par le site Web du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
- ☐ Par mon établissement d'enseignement au Québec
- ☐ Par une étudiante ou un étudiant qui avait assisté à une séance d'information offerte par le Ministère
- ☐ Par un consultant ou un avocat en immigration
- ☐ Par un autre moyen, précisez : _____

Q4. Si vous avez reçu de l'information par votre établissement d'enseignement, jugez-vous que les renseignements transmis étaient suffisants?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je n'ai pas reçu d'information par mon établissement d'enseignement

Précisez quels renseignements supplémentaires vous auriez aimé avoir :

Q5.Indiquez à quel degré la séance d'information a été utile pour mieux connaître ...	Pas du tout utile											Extrêmement utile	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99	
(Sélectionnez une note entre 0 (pas du tout utile) et 10 (extrêmement utile) pour indiquer le degré d'utilité.)													
...les responsabilités du Québec en matière de sélection des candidats	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99	
...les critères d'admissibilité du Programme de l'expérience québécoise (PEQ)	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99	
...les critères d'admissibilité du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ)	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99	
...le processus pour présenter une demande de certificat de sélection du Québec (CSQ)	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99	

Q6. Avez-vous obtenu l'ensemble de l'information que vous recherchez en assistant à cette séance?

- ☐ Oui
☐ Non

Précisez l'information qui n'a pas été transmise et que vous auriez aimé avoir :

Q7. Est-ce que les renseignements transmis lors de la séance d'information sont suffisants pour vous permettre de déposer une demande de Certificat de sélection du Québec?

- ☐ Oui
☐ Non

Si non, précisez pourquoi : _____

Q8. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des aspects liés à l'inscription à la séance d'information ?	Tout à fait insatisfait										Tout à fait satisfait	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
(Sélectionnez une note entre 0 (tout à fait insatisfait) et 10 (tout à fait satisfait) pour indiquer votre degré de satisfaction.)												
• La simplicité des démarches d'inscription à la séance d'information	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• La clarté de l'information pour s'inscrire	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99

Q9. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des aspects liés à la séance d'information ?	Tout à fait insatisfait										Tout à fait satisfait	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
(Sélectionnez une note entre 0 (tout à fait insatisfait) et 10 (tout à fait satisfait) pour indiquer votre degré de satisfaction.)												
• Le respect de l'heure de début de la séance d'information	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• La clarté de l'information	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• Les exemples utilisés pour clarifier le contenu	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• La qualité de la présentation PowerPoint	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99

Q10. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des aspects liés à la période de questions ?	Tout à fait insatisfait										Tout à fait satisfait	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
(Sélectionnez une note entre 0 (tout à fait insatisfait) et 10 (tout à fait satisfait) pour indiquer votre degré de satisfaction.)												
• La facilité à poser vos questions par clavardage	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• La clarté des réponses de l'animateur	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• La disponibilité de l'animateur pour répondre aux questions	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99

Q11. La durée de la période de questions est ...

- ☐ Adéquate
- ☐ Trop courte
- ☐ Trop longue

Veillez préciser pourquoi : _____

Q12. Quel est votre degré de satisfaction à l'égard des aspects liés à l'animation de la séance d'information ?	Tout à fait insatisfait										Tout à fait satisfait	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
(Sélectionnez une note entre 0 (tout à fait insatisfait) et 10 (tout à fait satisfait) pour indiquer votre degré de satisfaction.)												
• La compétence de l'animateur	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
• La courtoisie de l'animateur	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99

Q13 Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction à l'égard de la séance d'information ?	Tout à fait insatisfait										Tout à fait satisfait	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99
(Sélectionnez une note entre 0 (tout à fait insatisfait) et 10 (tout à fait satisfait) pour indiquer votre degré de satisfaction.)												
• Satisfaction de la séance d'information en général	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	99

Q14. Recommanderiez-vous la séance d'information sur l'immigration permanente à une personne dans la même situation que vous?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

Veillez préciser pourquoi : _____

Q15. Avez-vous des commentaires ou des suggestions qui nous permettraient d'améliorer la séance d'information en ligne sur l'immigration permanente?

SECTION 2 : CONNAISSANCE DES PROGRAMMES D'IMMIGRATION

Q16. Avant de participer à la séance d'information sur l'immigration permanente, connaissiez-vous l'existence du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) et du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ)?

- ☐ Oui, je connaissais les deux programmes
- ☐ Non, je connaissais uniquement le PEQ
- ☐ Non, je connaissais uniquement le PRTQ
- ☐ Non, je savais qu'il était possible de faire une demande d'immigration permanente mais je ne connaissais aucun des deux programmes (*saut à la Q18*)
- ☐ Non, je ne savais pas qu'il était possible de faire une demande d'immigration permanente (*saut à la Q18*)
- ☐ Je ne me souviens plus (*saut à la Q18*)

Q17. Indiquez de quelle manière vous avez entendu parler du PEQ ou du PRTQ.
(Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)

- ☐ Alliances françaises ou écoles de langues
- ☐ Ambassade ou gouvernement du Canada
- ☐ Avocat ou consultant en immigration
- ☐ Employeur du Québec
- ☐ Établissement d'enseignement du Québec
- ☐ Foire d'emploi
- ☐ Parents, amis ou collègues étudiants
- ☐ Publicités ou reportages (télévision, radio, journaux)
- ☐ Salon d'étudiants
- ☐ Séance d'information offerte par un Bureau d'immigration du Québec à l'étranger
- ☐ Site Web de recherche d'emploi
- ☐ Site Web du Ministère
- ☐ Autre site Internet, blogue ou forum de discussion
- ☐ Dépliant du Programme de l'expérience québécoise
- ☐ Autres façons (précisez) : _____

SECTION 3 : VOTRE PARCOURS – VOS INTENTIONS

Q18. Indiquez votre degré d'intérêt à immigrer au Québec de façon permanente ...	Pas du tout intéressé											Tout à fait Intéressé	Ne sais pas
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10	99
(Sélectionnez une note entre 0 (pas du tout intéressé) et 10 (tout à fait intéressé) pour indiquer votre degré d'intérêt.)													
...Avant votre arrivée au Québec pour étudier	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10	99
...Après votre arrivée au Québec, mais avant d'avoir assisté à la séance d'information en ligne	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10	99
...Après avoir assisté à la séance d'information en ligne	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10	99

SECTION 4 : CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Q19. Vous êtes ...

- ☐ Un homme
- ☐ Une femme
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Q20. À quel groupe d'âge appartenez-vous?

- ☐ Moins de 18 ans
- ☐ 18 à 23 ans
- ☐ 24 à 29 ans
- ☐ 30 ans et plus
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Q21. Quelle est votre langue maternelle? (Vous pouvez cocher plusieurs réponses.)

- ☐ Français
- ☐ Anglais
- ☐ Espagnol
- ☐ Mandarin
- ☐ Portugais
- ☐ Roumain
- ☐ Russe
- ☐ Arabe
- ☐ Je préfère ne pas répondre
- ☐ Autres langues (précisez) _____

Q22. Quel est votre continent ou région de naissance?

- ☐ Amérique du Nord
- ☐ Amérique du Sud (incluant l'Amérique centrale et les Antilles)
- ☐ Europe orientale (Biélorus, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, République tchèque, Ukraine)
- ☐ Europe (sauf Europe orientale)
- ☐ Afrique (Algérie, Maroc ou Tunisie)
- ☐ Afrique (sauf Algérie, Maroc et Tunisie)
- ☐ Asie (sauf Moyen-Orient)
- ☐ Moyen-Orient
- ☐ Océanie
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Q23. Actuellement, quel est votre niveau de connaissance de la langue française?

- ☐ Débutant
- ☐ Intermédiaire
- ☐ Avancé
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Q24. Dans quelle région du Québec poursuivez-vous vos études?

- ☐ Abitibi-Témiscamingue
- ☐ Bas-Saint-Laurent
- ☐ Capitale-Nationale
- ☐ Centre-du-Québec
- ☐ Chaudière-Appalaches
- ☐ Côte-Nord
- ☐ Estrie
- ☐ Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
- ☐ Lanaudière
- ☐ Laurentides
- ☐ Laval
- ☐ Mauricie
- ☐ Montérégie
- ☐ Nord-du-Québec
- ☐ Outaouais
- ☐ Montréal
- ☐ Saguenay—Lac-Saint-Jean
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Q25. Quel est votre niveau d'études en cours?

- ☐ Diplôme d'études secondaires professionnelles (DEP)
- ☐ Attestation d'études collégiales (AEC)
- ☐ Diplôme d'études collégiales générales (DEC)
- ☐ Diplôme d'études collégiales techniques (DEC)
- ☐ Diplôme d'études universitaires 1er cycle (Baccalauréat)
- ☐ Diplôme d'études universitaires 1er cycle (Certificat)
- ☐ Diplôme d'études universitaires 2e cycle (DESS)
- ☐ Diplôme d'études universitaires 2e cycle (Maîtrise)
- ☐ Diplôme d'études universitaires 3e cycle (Doctorat)
- ☐ Autre, précisez : _____

Q26. En quelle année est prévue l'obtention de votre diplôme?

Année prévue

d'obtention du diplôme

Liste déroulante avec choix d'années (2016 à 2021)

Q27. Autorisez-vous le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion à communiquer avec vous pour vous transmettre de l'information sur l'immigration?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Si oui, indiquez votre adresse courriel : _____

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à ce sondage. Votre opinion est importante, car elle contribue à améliorer les services offerts par le Ministère. (Fin de sondage)

Ce sondage s'adresse uniquement aux étudiantes et étudiants étrangers qui ont assisté à une séance d'information en ligne sur l'immigration permanente offerte par le ministère de l'immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. Si vous n'êtes pas étudiant et que vous souhaitez en savoir plus sur l'immigration au Québec, cliquez ici.

QUESTION – RP 70

NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2015-2016 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2015-2016 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

QUESTION – RP71

LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2015-2016. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

Nom du fournisseur	Coûts
Anglocom	12 935,00 \$
Axe communications d'affaires inc.	1 778,30 \$
De Cruz, Natasha	2 065,31 \$
Fu, Isabelle	1 451,06 \$
Leney, Peter	4 998,49 \$
Lorenzato, Maria Cristina	2 264 \$
Matkovic, Miguel	2 963,84 \$
Schulman, Gwendolyn	5 997,35 \$
Services linguistiques Bruno Maillet	3 978,16\$
Traductions Terrance Hughes Inc.	1 205,75 \$

Q U E S T I O N – R P 7 2

LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L’ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2015-2016

Aménagements :

- Travaux requis pour la rétrocession du 2^e étage au 800, boulevard De Maisonneuve est, Montréal

Travaux divers :

- Amélioration de la sécurité au 360, rue McGill, Montréal
- Installation de câblage pour Wifi au 360, rue McGill, Montréal
- Retrait de la signalisation au 100, rue Laviolette, Trois-Rivières

Achat et décoration :

Le Ministère n’a donné aucun mandat à la Société québécoise des infrastructures relativement à des achats ou de la décoration.

QUESTION – RP 73

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2015-2016 :

- a) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;**
 - b) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;**
 - c) L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;**
 - d) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN**
-

Aucun concours n'a été organisé en 2015-2016 au sein du Ministère.

QUESTION – RP 74

CAMPAGNE DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION

Deux campagnes Web de promotion des Journées Québec

Coût : 155 137,14 \$

Nom de la firme : Cossette Média

Date de diffusion : 13 avril au 20 mai 2015 (Paris)
13 octobre au 11 novembre 2015 (Paris)

Objectif : Susciter l’inscription en ligne de candidats pratiquant certains métiers et profession ciblés à l’une des activités de recrutement Journées Québec.

Campagne de promotion de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles

Coût : 153 835,07 \$

Nom de la firme : Cossette Média

Date de diffusion : 28 septembre au 11 octobre 2015

Objectif : Promouvoir la Semaine des rencontres interculturelles auprès de la population québécoise et susciter son rayonnement auprès des internautes québécois.

QUESTION – RP75

POUR, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS DU MINISTERE, LE MONTANT GLOBAL ATTITRE AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTERE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :

a) LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION ;

b)LE NOM DU OU DES ORGANISMES BENEFICIAIRES;

c) LE MONTANT QUI LEUR A ETE ACCORDE.

FOURNIR EGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ETE REJETES PAR CHAQUE PROGRAMME

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des années antérieures.

PROGRAMMES DE SUBVENTIONS

En 2015-2016, les programmes bénéficient des budgets suivants :

Programme <i>Réussir l'intégration*</i>	15 370 000 \$
Programme <i>Mobilisation Diversité**</i>	5 680 000 \$
Programme <i>Soutien à la mission</i>	1 311 600 \$
Programme <i>Accès aux ordres professionnels</i>	800 000 \$
Programme <i>Aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants</i>	16 000 000 \$

Ces cinq programmes sont administrés par le secteur Participation et Inclusion.

Liste des bénéficiaires - Voir Annexe au 29 février 2016

Le Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants vise à accorder une aide financière individuelle aux personnes immigrantes qui suivent un cours de français. Il existe deux types d'aide financière :

- Une allocation qui permet le remboursement d'un cours de français suivi par une candidate ou un candidat sélectionné par le Québec chez un partenaire du Ministère à l'étranger, aux conditions établies;
- Une aide financière incitative pour les personnes immigrantes qui suivent des cours à temps complet ou à temps partiel dans le cadre du Programme d'intégration linguistique pour les immigrants.

Le Ministère ne détient pas de registre des demandes refusées.

**Pour 2015-2016, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère,
le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés par chaque programme.**

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Programme Mobilisation-Diversité (PMD) 2015 2016				
Centre-du-Québec	PMD	Accès Travail	34 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Accueil intégration du BSL inc.	18 120 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	54 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Alpha Bellechasse	10 710 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	42 187 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Carrefour BLE	28 096 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	7 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	15 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	13 770 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	8 670 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	15 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	6 615 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	33 546 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PMD	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	12 996 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	18 165 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Collectif des femmes immigrantes du Québec	176 400 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	15 810 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Capitale-Nationale	PMD	Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	215 000 \$	Entente spécifique pour la région visant à améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Côte-Nord	PMD	Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	80 000 \$	Entente spécifique pour la région visant à améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Culture pour tous	20 000 \$	Prise en charge de l'organisation de l'édition 2014 du Prix Charles-Biddle qui souligne l'apport exceptionnel d'une personne ayant immigré au Québec
Montréal	PMD	Droit à l'emploi (D.E.)	58 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	15 000 \$	L'Organisme s'engage à prendre en charge l'organisation de l'édition 2016 du Prix Maurice-Pollack.
Montréal	PMD	Forum-2020	56 815 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	6 630 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	ICI Intégration communautaire des immigrants	37 230 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Institut Nouveau monde	15 000 \$	De mener un projet pilote visant à développer des contenus de sensibilisation à l'intention des jeunes dans le but de prévenir la radicalisation menant à la violence. Ces contenus, notamment sous forme de capsule vidéo, seont diffusés sur les réseaux sociaux
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	7 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	15 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PMD	Municipalité régionale de comté de Bonaventure	8 827 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PMD	Municipalité régionale de comté d'Avignon	16 472 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PMD	Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé	5 580 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-St-Laurent	PMD	Municipalité régionale de comté de la Matanie	12 420 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'oeuvre (L')	36 750 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Petites-Mains	50 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants - Prévenir et contrer la violence conjugale
Saguenay-Lac-Saint-Jean	PMD	Portes ouvertes sur le lac	69 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	PMD	Pouvoir des Mots Gaspé	19 920 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Estrie	PMD	Pro-Gestion Estrie	80 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	161 700 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Regroupement interculturel de Drummond inc.	50 250 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Réseau emploi entrepreneurship	21 060 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	13 002 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan	15 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Lanaudière	PMD	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	22 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Outaouais	PMD	Service intégration travail outaouais	95 875 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	48 778 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Stratégie Carrière	51 225 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Table ronde du mois de l'histoire des Noirs (La)	33 500 \$	Soutien aux activités du Mois de l'histoire des Noirs
Chaudière-Appalaches	PMD	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	34 680 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Outaouais	PMD	Ville de Gatineau	100 000 \$	Les parties s'entendent pour assurer la réalisation de projets répondant aux grandes orientations et aux objectifs spécifiques visés par le Plan d'action de la Politique en matière de diversité culturelle.
Montréal	PMD	Ville de Montréal	1 600 000 \$	L'entente a pour objet de convenir des modalités administratives, selon lesquelles la ministre confie à la Ville la gestion d'une subvention en vertu du Programme Mobilisation-Diversité, pour soutenir l'intégration sociale et économique des communautés d'origines diverses, les relations interculturelles et la cohésion sociale dans les quartiers et milieux de vie.
Québec	PMD	Ville de Québec	95 000 \$	L'entente a pour objet de soutenir la Ville dans la mise en œuvre : - d'une Politique municipale sur l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes qui encadre les activités et projets en la matière; - d'activités en matière d'accueil, d'intégration et de rétention des personnes immigrantes appuyant la stratégie de régionalisation de l'immigration du MIDI

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Lanaudière	PMD	Ville de Terrebonne	50 000 \$	Subvention octroyée dans le cadre de l'entente spécifique pour la région de Lanaudière visant à améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des personnes immigrantes en région.
Programme Réussir l'intégration (PRInt) 2015 2016				
Lanaudière	PRInt	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants à Terrebonne et les environs	30 480 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	ABL Accès Accueil Action	9 030 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Accès Travail	7 140 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	454 470 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	9 792 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Accueil intégration du BSL inc.	17 640 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	391 020 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Accueil pour immigrants et Réfugiés du Sud-Ouest de Montréal Centre Prisme	119 370 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Outaouais	PRInt	Accueil-parrainage Outaouais	344 462 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Outaouais	PRInt	Accueil-parrainage Outaouais	474 860 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Agence Ometz	65 160 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montérégie	PRInt	Aide et Intégration Jeunesse au Travail de la Vallée du Richelieu	26 460 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	ALAC (Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants-es)	4 896 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	ALAC (Alliance pour l'accueil et l'intégration des immigrants-es)	229 650 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Alpha Bellechasse	8 400 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Outaouais	PRInt	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	3 672 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Outaouais	PRInt	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	87 212 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	94 110 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	109 478 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Laurentides	PRInt	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	136 400 \$	coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	CARI St-Laurent	4 284 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	CARI St-Laurent	623 340 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	3 978 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	122 880 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	342 912 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	11 016 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	311 340 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	5 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Carrefour jeunesse emploi de la Haute-Côte-Nord (CJEHCN)	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Outaouais	PRInt	Carrefour jeunesse emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	15 540 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	2 940 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Outaouais	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	21 160 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	7 140 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Carrefour Le Moutier	169 186 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Carrefour Le Moutier	11 016 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Côte-Nord	PRInt	Centre Alpha Lira inc.	10 080 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre communautaire des femmes sud-asiatique	153 540 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre d'action bénévole de Montréal-Nord	135 720 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre d'action socio-communautaire de Montréal	115 500 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	6 426 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Montréal	PRInt	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	92 575 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Montréal	PRInt	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	505 290 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	55 545 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Montréal	PRInt	Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	55 545 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Montréal	PRInt	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	10 920 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre des femmes de Montréal	305 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre d'Intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	179 310 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Émersion (Manicouagan) inc.	8 190 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Outaouais	PRInt	Centre intégré en employabilité locale (CIEL)	3 360 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	5 670 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	10 500 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	721 588 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	11 016 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	515 740 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	83 940 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre social d'aide aux immigrants	567 622 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Centre social d'aide aux immigrants	244 800 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	478 230 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	89 930 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Montréal	PRInt	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	11 016 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	Collectif des femmes immigrantes du Québec	10 710 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	Collectif des femmes immigrantes du Québec	140 185 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Chaudière-Appalaches	PRInt	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	9 660 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Centre-du-Québec	PRInt	Comité d'accueil international des Bois-Francis	154 484 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Comité d'accueil international des Bois-Francis	136 400 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (Le)	126 600 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	119 828 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	136 400 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Droit à l'emploi (D.E.)	30 780 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	74 186 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Fondation Ressources Jeunesse	124 315 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Chaudière-Appalaches	PRInt	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	317 250 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	66 125 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Chaudière-Appalaches	PRInt	ICI Intégration communautaire des immigrants	13 440 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Maison de la Famille des Maskoutains	199 374 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Maison de la Famille des Maskoutains	155 680 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Maison d'Haïti	55 410 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Maison internationale de la Rive Sud inc.	446 330 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Maison internationale de la Rive Sud inc.	275 640 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	5 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	3 150 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Print	Municipalité régionale de comté d'Avignon	3 780 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Municipalité régionale de comté de Bonaventure	6 930 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Municipalité régionale de comté de la Matanie	4 200 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé	3 150 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'oeuvre (L')	25 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Perspective Carrière	55 545 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Saguenay—Lac-Saint-Jean	PRInt	Portes ouvertes sur le lac	26 940 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Pouvoir des Mots Gaspé	7 560 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Projet Genèse	50 400 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	337 080 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	7 038 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	48 640 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Regroupement interculturel de Drummond inc.	267 176 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Regroupement interculturel de Drummond inc.	220 520 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Réseau emploi entrepreneurship	27 930 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	332 910 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Service accès travail de Portneuf	14 700 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Service Accès-Emploi	840 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	5 460 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	179 788 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	169 960 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan	8 820 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	26 730 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Estrie	PRInt	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	503 652 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Estrie	PRInt	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	278 120 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PRInt	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	4 896 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Montréal	PRInt	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	492 360 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	377 450 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Saguenay–Lac-Saint-Jean	PRInt	Service externe de main d'œuvre du Saguenay	15 540 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	11 760 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Services et formation aux immigrants en Montérégie (SFIM)	47 610 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Montréal	PRInt	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	205 306 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRInt	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	204 240 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Chaudière-Appalaches	PRInt	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	45 420 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Montréal	PRINT	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	99 522 \$	Outil de gestion CERI_GES des serveurs hébergeant l'outil et pour la mise à jour périodique de l'outil afin qu'il continue de répondre aux exigences de la Ministre en matière de reddition de comptes et d'évaluation du PRINT
Montréal	PRInt	YMCA du Québec (Les)	333 100 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes réfugiées prises en charge par l'État
Programme Soutien à la mission (PSM) 2015 2016				
Montréal	PSM	Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Bas-Saint-Laurent	PSM	Accueil intégration du BSL inc.	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Outaouais	PSM	Accueil-parrainage Outaouais	49 201 \$	Soutien à la mission globale
Estrie	PSM	Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc.	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Laurentides	PSM	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	34 102 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	CARI St-Laurent	25 000 \$	Soutien à la mission globale

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Montréal	PSM	Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Laval	PSM	Carrefour d'intercultures de Laval	31 193 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Centre d'Intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Capitale-Nationale	PSM	Centre multiethnique de Québec inc.	44 405 \$	Soutien à la mission globale
Capitale-Nationale	PSM	Centre R.I.R.E. 2000	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Centre social d'aide aux immigrants	40 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Clef pour l'intégration au travail des immigrants	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Centre-du-Québec	PSM	Comité d'accueil international des Bois-Francs	34 102 \$	Soutien à la mission globale
Lanaudière	PSM	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	29 914 \$	Soutien à la mission globale
Chaudière-Appalaches	PSM	ICI Intégration communautaire des immigrants	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Maison de la Famille des Maskoutains	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Maison internationale de la Rive Sud inc.	43 110 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	58 947 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Regroupement des organismes en francisation du Québec (R.O.F.Q.)	59 434 \$	Soutien à la mission globale
Centre-du-Québec	PSM	Regroupement interculturel de Drummond inc.	34 102 \$	Soutien à la mission globale
Mauricie	PSM	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Estrie	PSM	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	40 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	34 102 \$	Soutien à la mission globale
Montréal	PSM	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	75 000 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Montréal	PSM	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	306 138 \$	Soutien à la mission globale

Region administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant accordé	Remarque - nature des projets
Montérégie	PSM	Vision Inter-Cultures	25 000 \$	Soutien à la mission globale
Programme Accès aux ordres professionnels (PAOP) 2015 2016				
Aucun montant accordé en 2015-2016, au 29 février 2016				

Sources des données : DRSL, au 29 février 2016				

Note : Le Ministère de détient pas de registre des demandes refusées.

Légende :				
- Programme <i>Réussir l'intégration</i> (PRInt)				
- Programme <i>Mobilisation-Diversité</i> (PMD)				
- Programme <i>Soutien à la mission</i> (PSM)				
- Programme <i>Accès aux ordres professionnels</i> (PAOP)				

QUESTION – RP 76

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEIL, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2015-2016 :

- a) LE NOMBRE ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES;**
 - b) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES;**
 - c) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES;**
 - d) LE TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE VENTILÉE PAR POSTE DE DÉPENSES, LES FIRMES EXTERNES OU CONSULTANTS ENGAGÉS À CETTE AINSI QUE LE OU LES SUJETS QUI ONT FAIT L'OBJET DU VEILLE MÉDIATIQUE.**
-

a) Nombre d'employés au sein du Ministère affectés aux affaires publiques pour l'année 2015-2016 :

- 4 employés

b) Ventilation des dépenses en affaires publiques du Ministère pour l'année 2015-2016 :

- Diffusion de communiqués : 745,10 \$
- Organisation d'événements de presse : 17 855,92 \$

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

d) Total des sommes investies en veille médiatique ventilée par poste de dépenses, fournisseurs et sujets :

Revue de presse quotidienne :

- Fournisseur : Communications Démo
- Coût : 52 903,93 \$
- Sujets : Immigration, intégration des personnes immigrantes et retombées des actions du Ministère et de ses partenaires

Outil de veille médiatique :

- Fournisseur : Cedrom SNI – Eurêka
- Coût : 13 834,00 \$
- Sujets : Immigration, intégration des personnes immigrantes et retombées des actions du Ministère et de ses partenaires

Q U E S T I O N – R P 7 7

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE)

ÉQUIVALENTS-TEMPS-COMPLET AFFECTÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE INCLUANT LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE

MIDI	Nombre d'ETC*
Total	1,70

COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES:

- Préparation des cahiers, photocopies : 2 100 \$
- Frais de déplacement (9 personnes) : 2 475 \$

**Calcul des ETC basé sur le nombre d'heures travaillées annuellement : 1826,3 heures.*

QUESTION – RP78

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2010-2011 À 2015-2016, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2016-2017

Le ministère n’a aucune créance et/ou amende à recouvrer pour les années de 2010-2011 à 2015-2016 et ne prévoit aucune créance et/ou amende à recouvrer en 2016-2017.

Q U E S T I O N – R P 7 9

ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE LA GESTION DE LA
DIVERSITÉ ET DE L’INTÉGRATION SOCIALE DEPUIS 2010

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION – RP80

BILAN DE LA FERMETURE DES 7 BUREAUX RÉGIONAUX POUR LES ANNÉES 2014 ET 2015 : COÛTS, ÉCONOMIES (PRÉVUES POUR 2016), RELOCALISATION D'EMPLOYÉS (NOMBRE DE MISES-À-PIED DES EMPLOYÉS TEMPORAIRES, LIEU ET FONCTION DE RÉAFFECTIIONS DES EMPLOYÉS), TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES, VENTES OU ENTREPOSE DE FOURNITURES DE BUREAU (COÛTS), ETC.

COÛTS :

- Manutention et transport de mobilier à la suite de la fermeture des bureaux régionaux :
 - o 2014-2015 : 2 501\$
 - o 2015-2016 : 10 495\$
- Disposition écologique du mobilier excédentaire non-réclamé par les autres ministères ou organismes : 3 700\$

ÉCONOMIES:

- Économie de loyer du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015 : 26 042\$
- Économie de loyer du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016 : 780 708\$
- Économie ministérielle en rémunération et fonctionnement du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016 : 1 488 312\$

RELOCALISATION D'EMPLOYÉS (NOMBRE DE MISES-À-PIED DES EMPLOYÉS TEMPORAIRES, LIEU ET FONCTION DE RÉAFFECTIIONS DES EMPLOYÉS) :

- 6 employés permanents provenant de la fermeture des directions régionales de la région métropolitaine de Montréal ont été réaffectés dans d'autres unités du ministère à Montréal;
- 14 départs en mutation (1 temporaire, 13 permanents), une démission et deux retraites, entre le 23 octobre 2014 (date de l'annonce de la fermeture) et le 1^{er} avril 2015, d'employés provenant des régions autres que la région métropolitaine de Montréal;
- 13 employés ont fait l'objet d'une mutation dans le cadre d'une entente de transfert d'activités au MTESS.
- 1 employé temporaire mis-à-pied le 31 mars 2015;
- 2 fins d'emploi d'employés occasionnels provenant des régions autres que la région métropolitaine de Montréal;
- 17 employés mis en disponibilité à compter du 1^{er} avril 2015 :
 - o 11 employés redéployés en mutation au cours de l'année 2015;
 - o 1 employé toujours à redéployer dans le cadre de la mise en disponibilité;
 - o 5 employés dont le dossier de mise en disponibilité est réglé ou en voie d'être réglé par un mouvement de départ à la retraite.

Transactions immobilières :**2014-2015**

- Annulation de l'entente d'occupation du 2-6, boulevard Desaulniers, Saint-Lambert
- Annulation de l'entente d'occupation du 100, rue Laviolette, Trois-Rivières
- Annulation de l'entente d'occupation du 930, chemin Sainte-Foy, Québec
- Annulation de l'entente d'occupation du 1436-1438, boulevard Daniel-Johnson, Laval
- Annulation de l'entente d'occupation du 3885, boulevard Harvey, Jonquière

2015-2016

- Annulation de l'entente d'occupation du 170, rue de l'Hôtel-de-ville, Gatineau
- Annulation de l'entente d'occupation du 202, rue Wellington Nord, Sherbrooke

VENTE OU ENTREPOSAGE DE FOURNITURES DE BUREAU (COÛTS) :

Il n'y a eu aucun espace supplémentaire de loué pour entreposer les excédents de fournitures ou de mobilier provenant des bureaux régionaux.

QUESTION – RP 81

ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE CHACUN DES
BUREAUX D’IMMIGRATION DU QUÉBEC À L’ÉTRANGER DEPUIS 2010

Voir la fiche RP6 pour 2015-2016, les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Q U E S T I O N – R P 8 2

LISTE DES LOCAUX LOUÉS PAR LES DIFFÉRENTS BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER INCLUANT LE COÛT DE CHAQUE LOCAL ET L'EMPLACEMENT.

Nous vous référons à la question RP6 qui contient toutes ces informations.

QUESTION - RP83

POUR CHACUNE DES ANNÉES DEPUIS 2010,
LE RECENSEMENT (NOMBRE, PAYS) ET LE COÛT DES MISSIONS DE SÉLECTION

Vous trouverez ci-après le **nombre** et les **coûts** réels des missions de sélection réalisées à l'étranger dans le cadre des programmes gens d'affaires et du programme régulier des travailleurs qualifiés.

Année financière	Nombre de missions	Coûts réels
2010-2011	184	2 119 155,24 \$ ¹
2011-2012	187	2 231 781,41 \$ ²
2012-2013	204	2 699 422,48 \$ ³
2013-2014	147	1 712 776,38 \$ ⁴
2014-2015	85	1 228 386,20 \$ ⁵
2015-2016	52	711 750,53 \$ ⁶

Liste des villes visitées lors des missions en 2010-2011 :
Abidjan, Accra, Alexandrie, Ankara, Bogota, Bruxelles, Bucarest, Caracas, Chisinau, Corée-Sud, Dakar, Damas, Guatemala, Ile-Maurice, Hong Kong, Kiev, La Havane, Le Caire, Lima, Mexico, Moscou, Nairobi, New York, Paris, Quito, Rabat, Sao Paulo, Salvado de B., San Salvador, Sofia, Tunis, Vienne, Yaoundé.

Liste des villes visitées lors des missions en 2011-2012 :
Abidjan, Accra, Alexandrie, Antalya, Bogota, Bruxelles, Bucarest, Buenos Aires, Caracas, Chisinau, Dakar, Damas, Ile-Maurice, Istanbul, Hong Kong, Kiev, La Havane, Le Caire, Lima, Mexico, Moscou, Nairobi, New York, Ouagadougou, Paris, Port-au-Prince, Rabat, Sao Paulo, Salvado de B., Santiago, Séoul, Sofia, Tel-Aviv, Tunis, Vienne, Yaoundé.

Liste des villes visitées lors des missions en 2012-2013 :
Abidjan, Accra, Alexandrie, Atlanta, Bogota, Bruxelles, Bucarest, Caracas, Cebu, Chisinau, Dakar, Ile-Maurice, Istanbul, Hong Kong, Kiev, La Havane, Lima, Mexico, Moscou, Nairobi, New Delhi, New York, Ouagadougou, Paris, Port-au-Prince, Rabat, Rio, Salvador de B., Sofia, Tel-Aviv, Tunis, Yaoundé.

Liste des villes visitées lors des missions en 2013-2014 :
Abidjan, Abu Dhabi, Accra, Atlanta, Bogota, Bucarest, Caracas, Chisinau, Dakar, Ile-Maurice, Istanbul, Hong Kong, Kiev, Kingston, Mexico, Moscou, Nairobi, New Delhi, New York, Paris, Port-au-Prince, Rabat, Sao Paulo, Sofia, Tunis, Yaoundé.

Liste des villes visitées lors des missions en 2014-2015 :
Abidjan, Abu Dhabi, Accra, Ankara, Alger, Beyrouth, Bogota, Bucarest, Cebu, Chisinau, Ile-Maurice, Istanbul, Hong Kong, Moscou, Nairobi, New Delhi, New York, Paris, Port-au-Prince, Rabat, Sao Paulo, Sofia, Tunis, Yaoundé.

Liste des villes visitées lors des missions en 2015-2016 :
Abidjan, Abu Dhabi, Ankara, Alger, Bogota, Chisinau, Dakar, Ile-Maurice, Istanbul, Hong Kong, Nairobi, Paris, Rabat, Tunis, Yaoundé.

¹ Source: SAGIR – Disponibilité budgétaire par supercatégorie – Frais de dépl – Ext du Canada (U.A. 2801550)
² Source: SAGIR – Disponibilité budgétaire par supercatégorie – Frais de dépl – Ext du Canada (U.A. 2801500 – Programme 12890)
³ Source: SAGIR – Disponibilité budgétaire par supercatégorie – Frais de dépl – Ext du Canada (U.A. 2801500 – Programme 12892)
⁴ Idem à la note 3.
⁵ Idem à la note 3.
⁶ Source: Plurimensuel amendé de 2015-2016 – Le montant indiqué ici est une estimation du plurimensuel. Un coût réel total pour 2015-2016 pourra être transmis seulement après la fermeture officielle de l'année financière.

QUESTION – RP84

LISTES DE TOUTES LES ACTIVITÉS, FORMATIONS, COLLOQUES OU CONFÉRENCES
AUXQUELS LES EMPLOYÉS (EMPLOYÉS LOCAUX ET FONCTIONNAIRES) DES DIFFÉRENTS
BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ONT PRIS PART DE 2013 À 2015.
DÉTAIL DES COÛTS RATTACHÉS À CES ÉVÉNEMENTS.

FORMATION CONJOINTE DU BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À PARIS
ET DU BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À MEXICO

2015-2016				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants
L'utilisation des médias sociaux pour la prospection et la promotion	Optimiser l'utilisation de LINKEDIN, VIADEO, TWITTER et FACEBOOK pour rejoindre les clientèles ciblées	novembre - décembre 2015	2299,50\$	BIQ Mexico : Babak Zolfagari Perla Haro Ruiz Alejandra Orozocoloza BIQ Paris : Sylvie Beaulieu Amélie Drewitt Eve Bettez Nathalie Narboni-Isal Florence Verdeille

BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À PARIS

2013-2014				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants
Aucune			0 \$	
2014-2015				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants (BIQ Paris)
Optimiser une démarche de community management	Identifier les meilleures approches et la terminologie optimale pour intervenir sur les médias sociaux	octobre 2015	1316 \$	Eve Bettez
2015-2016				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants
Aucune				

QUESTION – RP84

BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À MEXICO

2013-2014				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants (BIQ Mexico)
Cours de français langue seconde (IFAL)	Amélioration du niveau de français	Finalisé en septembre 2013	463,00\$	Perla Ivonne Haro Ruiz
Comment améliorer l'impact d'un discours (Université ITAM)	Amélioration pour la prestation des séances d’information sur le Québec et des programmes d’immigration	février 2014	1580,00\$	Perla Ivonne Haro Ruiz Babak Zolfaghari
2014-2015				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants (BIQ Mexico)
Congrès mondial des technologies de l’information WCIT	Participation pour développer un réseau de contacts en regard des activités de prospection et d'attraction de la clientèle	septembre 2014	1555,00\$	Perla Ivonne Haro Ruiz Babak Zolfaghari
Gestion du temps	Amélioration de la gestion du temps de travail	octobre 2014	1923,00\$	Perla Ivonne Haro Ruiz Babak Zolfaghari Daniela Geloso Maryannick Boennec Angelica Hernandez Miguel Hernandez Ariadne Lopez Valentina Rivera Dante Martinez Josué Ajax Madrid Anna Rodriguez Jose Carlos Madrigal
2015-2016				
Nom de la formation	Objectif	Date	Coût	Nom des participants (BIQ Mexico)
Cours d'anglais langue seconde	Amélioration des compétences linguistiques en anglais	Mai à août 2015	1420,00\$	Maryannick Boennec Angelica Hernandez Miguel Hernandez Ariadne Lopez Valentina Rivera Dante Martinez Josué Ajax Madrid Anna Rodriguez Jose Carlos Madrigal
Congrès mondial Metropolis	Amélioration des connaissances sur les tendances et les programmes d’immigrations des divers pays participants	septembre 2015	755,00\$	Perla Ivonne Haro Ruiz Babak Zolfaghari
Cours de français langue seconde (IFAL)	Amélioration du niveau de français	Janvier à mars 2016	625,00\$	Alejandra Orozco Loza

Q U E S T I O N – R P 8 5

ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE LA DIRECTION DE
L’IMMIGRATION ÉCONOMIQUE – INTERNATIONAL DEPUIS 2010

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

QUESTION – RP 86

Pour les années 2013, 2014 et 2015:

- a) LE NOMBRE D’IMMIGRANTS DE 17 ANS ET PLUS, SELON LA CATÉGORIE D’IMMIGRATION, AYANT DÉCLARÉ CONNAÎTRE LE FRANÇAIS À LEUR ARRIVÉE, AINSI QUE LEUR NIVEAU DE CONNAISSANCE DU FRANÇAIS (SELON L’ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCE);
- b) PARMI CEUX-CI, LE NOMBRE S’ÉTANT INSCRIT À DES COURS DE FRANCISATION EN LIGNE AVANT LEUR ARRIVÉE;
- c) PARMI CEUX-CI, LE NOMBRE S’ÉTANT S’ÉTANT INSCRIT ET LE NOMBRE AYANT COMPLÉTÉ UN COURS DE FRANCISATION DANS LA PREMIÈRE ANNÉE, LA DEUXIÈME, LA TROISIÈME, LA QUATRIÈME OU LA CINQUIÈME.
- d) LE NOMBRE D’IMMIGRANTS DE 16 ANS ET MOINS, SELON LA CATÉGORIE D’IMMIGRATION ET PAR TRANCHE D’ÂGE, AYANT DÉCLARÉ CONNAÎTRE LE FRANÇAIS À LEUR ARRIVÉE, AINSI QUE LEUR NIVEAU DE CONNAISSANCE DU FRANÇAIS (SELON L’ÉCHELLE QUÉBÉCOISE DES NIVEAUX DE COMPÉTENCE).

a) le nombre d’immigrants de 17 ans et plus, selon la catégorie d’immigration, ayant déclaré connaître le français à leur arrivée:

Nombre d'immigrants de 17 ans et plus ayant déclaré connaître le français selon l'année d'admission, le groupe d'âge et la catégorie d'immigration, Québec, 2013 à 2015

	Immigration économique		Regroupement familial		Réfugiés et personnes en		Autres immigrants		Total (100%)
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
2013									
17-24 ans	1 154	49,5	823	35,3	297	12,8	55	2,4	2 329
25-34 ans	11 864	80,7	2 408	16,4	373	2,5	64	0,4	14 709
35-44 ans	5 451	80,6	843	12,5	372	5,5	98	1,4	6 764
45-54 ans	721	57,8	273	21,9	192	15,4	62	5,0	1 248
55-64 ans	122	26,6	258	56,2	60	13,1	19	4,1	459
65 ans et plus	19	6,1	248	79,0	37	11,8	10	3,2	314
17 ans et plus	19 331	74,9	4 853	18,8	1 331	5,2	308	1,2	25 823
2014									
17-24 ans	865	44,5	770	39,6	258	13,3	49	2,5	1 942
25-34 ans	11 264	79,7	2 393	16,9	409	2,9	68	0,5	14 134
35-44 ans	6 524	83,7	839	10,8	325	4,2	106	1,4	7 794
45-54 ans	739	60,3	259	21,1	175	14,3	52	4,2	1 225
55-64 ans	105	28,2	180	48,4	58	15,6	29	7,8	372
65 ans et plus	14	5,4	198	76,2	31	11,9	17	6,5	260
17 ans et plus	19 511	75,8	4 639	18,0	1 256	4,9	321	1,2	25 727
2015									
17-24 ans	753	52,0	438	30,3	213	14,7	43	3,0	1 447
25-34 ans	6 499	78,0	1 537	18,4	251	3,0	50	0,6	8 337
35-44 ans	3 753	81,7	536	11,7	220	4,8	82	1,8	4 591
45-54 ans	545	63,2	139	16,1	119	13,8	60	7,0	863
55-64 ans	91	36,1	80	31,7	57	22,6	24	9,5	252
65 ans et plus	12	9,0	79	59,4	30	22,6	12	9,0	133
17 ans et plus	11 653	74,6	2 809	18,0	890	5,7	271	1,7	15 623

Données préliminaires pour 2015.
Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

- b) parmi ceux-ci, le nombre s’étant inscrit à des cours de francisation en ligne avant leur arrivée

Les données détaillées sur la participation à des cours de francisation en ligne ne sont compilées que depuis le 1^{er} avril 2015. Il est donc trop tôt pour faire des croisements avec les données des admissions.

- c) parmi ceux-ci, le nombre s’étant inscrit et le nombre ayant participé à un cours de francisation dans la première année, la deuxième, la troisième, la quatrième ou la cinquième.

Participation à un cours de français au MIDI de 17 ans et plus¹ ayant déclaré connaître le français selon l'année d'admission et la catégorie d'immigration, 2013 et 2014

Année d'admission	Catégorie d'immigration	Personnes immigrantes de 17 ans et plus ayant déclaré connaître le français	Personnes immigrantes de 17 ans et plus ayant déclaré connaître le français	
			Ayant participé à un cours de français durant la première année	Ayant participé à un cours de français durant la deuxième année
2013	Immigration économique	19 331	3 655	3 787 ^p
	Regroupement familial	4 853	772	844 ^p
	Réfugiés et personnes en situation semblable	1 331	359	377 ^p
	Autres immigrants	308	13	14 ^p
	Total	25 823	4 799	5 022 ^p
2014	Immigration économique	19 511	4 501 ^p	..
	Regroupement familial	4 639	692 ^p	..
	Réfugiés et personnes en situation semblable	1 256	343 ^p	..
	Autres immigrants	321	26 ^p	..
	Total	25 727	5 562 ^p	..

.. Données non disponibles
^p Données préliminaires
Les données de la cohorte 2015 sont encore trop préliminaires pour rendre compte avec précision du nombre de participations. Les années d'admission 2013 et 2014 sont trop préliminaires pour observer la participation des personnes immigrantes à un cours de français sur plusieurs années.
¹Il est important de souligner que l’âge minimal pour bénéficier des services de francisation offerts par le ministère de l’Immigration de la Diversité et de l’Inclusion est de 16 ans (*Programme d’intégration linguistique pour les immigrants 2015-2016*).

- d) le nombre d’immigrants de 16 ans et moins, selon la catégorie d’immigration et par tranche d’âge, ayant déclaré connaître le français à leur arrivée

Nombre d'immigrants de 16 ans et moins ayant déclaré connaître le français selon l'année d'admission, le groupe d'âge et la catégorie d'immigration, Québec, 2013 à 2015

Q U E S T I O N – R P 8 7

ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS ET DE LA MASSE SALARIALE DE LA DIRECTION DES POLITIQUES, DES PROGRAMMES, DES PARTENARIATS ET DE LA PROMOTION DE LA FRANCISATION DEPUIS 2007-2008

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Q U E S T I O N – R P 8 8

**LE NOMBRE DE DOSSIERS D'IMMIGRANTS TRAITÉS POUR LES ANNÉES 2010 À 2015 PAR DES
AVOCATS COMPARATIVEMENT À CONSULTANTS EN IMMIGRATION ET LE TAUX DE SUCCÈS
DE CHACUN DES DOSSIERS (OBTENTION DU CERTIFICAT) POUR CHACUN D'EUX, SELON LA
CATÉGORIE D'IMMIGRATION**

Cette question ne semble pas pertinente à l’étude des crédits.

QUESTION – RP89

TAUX DE RÉTENTION DES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC, PAR CATÉGORIES. FOURNIR
LES CHIFFRES POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2006. VENTILATION PAR RÉGION

Afin de connaître la présence au Québec des immigrants admis au cours des dix dernières années ainsi que leur localisation sur le territoire québécois, le MIDI procède annuellement à un jumelage statistique des renseignements contenus dans ses banques de données sur les admissions permanentes et de ceux disponibles dans le Fichier d’inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l’assurance maladie du Québec (RAMQ).

Au cours des années, divers changements d’ordre administratif, ainsi que des modifications de la méthodologie des jumelages, peuvent avoir eu des influences sur la mesure du taux de présence.

En janvier 2015, le taux de présence observé est de 75,5 % pour la cohorte des immigrants admis au Québec de 2004 à 2013. Il varie selon la catégorie d’immigration, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1
Présence des immigrants admis au Québec, par catégorie d'immigration, de 2006 à 2015

Personnes admises			Taux de présence * (%)				
Année du jumelage	Cohorte d'admission	Volume d'admission	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés et personnes en situation semblable	Autres immigrants	Total
2006	1995-2004	331 703	75,4	88,8	82,4	85,7	80,3
2007	1996-2005	347 778	75,7	88,3	83,1	88,6	80,4
2008	1997-2006	363 560	76,0	87,7	83,9	88,0	80,4
2009	1998-2007	380 761	76,1	87,1	84,0	86,8	80,2
2010	1999-2008	399 446	71,9	83,4	76,2	89,2	75,5
2011	2000-2009	419 630	72,4	83,2	76,2	88,2	75,6
2012	2001-2010	441 022	72,7	83,5	77,1	87,2	75,9
2013	2002-2011	455 057	72,7	83,6	78,0	85,8	75,9
2014	2003-2012	472 456	72,3	83,6	79,0	84,6	75,7
2015	2004-2013	484 867	71,9	83,8	79,9	84,6	75,5

* Nouvelle méthodologie utilisée pour les jumelages statistiques de 2010 à 2015.

Près des trois quarts (74,6 %) des immigrants présents admis au Québec de 2004 à 2013 résidaient en janvier 2015 dans la Région métropolitaine de Montréal (RMM) et un peu plus d’un immigrant sur cinq résidait dans une région hors de la RMM (22,0 %).

Le tableau 2 (présenté au verso) donne un aperçu de la répartition régionale des immigrants récemment admis au Québec et qui y résidaient en janvier 2015, selon les grandes catégories d’immigration.

Tableau 2
Population immigrante admise au Québec de 2004 à 2013 et présente en 2015
selon la région de résidence, par catégorie

Région de résidence	Immigration économique		Regroupement familial		Réfugiés		Autres immigrants		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Régions hors de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)										
Bas-Saint-Laurent	504	0,2	334	0,4	40	0,1	3	0,0	881	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	627	0,3	442	0,5	69	0,2	4	0,1	1 142	0,3
Capitale-Nationale	11 919	5,2	3 723	4,3	3 370	7,7	68	1,0	19 080	5,2
Mauricie	1 414	0,6	632	0,7	597	1,4	12	0,2	2 655	0,7
Estrie	3 206	1,4	1 176	1,4	1 911	4,4	66	1,0	6 359	1,7
Outaouais	5 944	2,6	2 625	3,0	1 979	4,5	138	2,1	10 686	2,9
Abitibi-Témiscamingue	548	0,2	316	0,4	15	0,0	3	0,0	882	0,2
Côte-Nord	286	0,1	168	0,2	26	0,1	-	-	480	0,1
Nord-du-Québec	98	0,0	76	0,1	4	0,0	-	-	178	0,0
Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	127	0,1	121	0,1	3	0,0	2	0,0	253	0,1
Chaudière-Appalaches	1 373	0,6	831	1,0	219	0,5	21	0,3	2 444	0,7
Lanaudière	3 783	1,6	2 360	2,7	1 136	2,6	184	2,8	7 463	2,0
Laurentides	4 696	2,0	2 476	2,9	822	1,9	88	1,3	8 082	2,2
Montérégie Est ¹	3 607	1,6	2 186	2,5	1 558	3,6	67	1,0	7 418	2,0
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ¹	6 587	2,9	2 881	3,3	821	1,9	187	2,8	10 476	2,9
Centre-du-Québec	625	0,3	512	0,6	797	1,8	14	0,2	1 948	0,5
Total, régions hors de la RMM	45 344	19,7	20 859	24,2	13 367	30,6	857	13,0	80 427	22,0
Région métropolitaine de Montréal (RMM)										
Montréal	141 798	61,7	49 465	57,3	21 130	48,4	4 621	69,9	217 014	59,3
Laval	16 974	7,4	7 954	9,2	3 880	8,9	588	8,9	29 396	8,0
Longueuil (agglomération) ¹	17 611	7,7	5 818	6,7	2 997	6,9	382	5,8	26 808	7,3
Total, RMM	176 383	76,8	63 237	73,3	28 007	64,1	5 591	84,5	273 218	74,6
Non déterminée	7 931	3,5	2 173	2,5	2 312	5,3	165	2,5	12 581	3,4
Total	229 658	100,0	86 269	100,0	43 686	100,0	6 613	100,0	366 226	100,0

1. Territoire de la Conférence régionale des élus.

QUESTION – RP90

TAUX DE RÉTENTION POUR LES IMMIGRANTS ÉCONOMIQUES, VENTILÉS SELON LES SOUS-CATÉGORIES SUIVANTES :

A) IMMIGRANTS INVESTISSEURS; B) IMMIGRANTS ENTREPRENEURS; C) IMMIGRANTS TRAVAILLEURS; D) ET AUTRES CATÉGORIES, LE CAS ÉCHÉANT.

FOURNIR LES CHIFFRES POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2006. VENTILATION PAR RÉGION

Afin de connaître la présence au Québec des immigrants admis au cours des dix dernières années ainsi que leur localisation sur le territoire québécois, le MIDI procède annuellement à un jumelage statistique des renseignements contenus dans ses banques de données sur les admissions permanentes et de ceux disponibles dans le Fichier d’inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l’assurance maladie du Québec (RAMQ).

Au cours des années, divers changements d’ordre administratif, ainsi que des modifications de la méthodologie des jumelages, peuvent avoir eu des influences sur la mesure du taux de présence.

En janvier 2015, le taux de présence observé est de 71,9 % pour la cohorte des immigrants admis au Québec de 2004 à 2013 dans la catégorie économique. Il varie selon la sous-catégorie d’immigration, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1
Présence des immigrants économiques admis au Québec, par sous-catégorie, de 2006 à 2015

Personnes admises			Taux de présence* (%)				
Année du jumelage	Cohorte d'admission	Volume d'admission	Investisseurs	Entrepreneurs	Travailleurs qualifiés	Autres catégories économiques	Total immigration économique
2006	1995-2004	174 151	19,7	50,8	83,6	77,8	75,4
2007	1996-2005	189 080	20,8	50,2	83,2	78,2	75,7
2008	1997-2006	204 257	22,4	51,4	82,5	78,7	76,0
2009	1998-2007	220 282	24,9	52,1	81,5	78,8	76,1
2010	1999-2008	236 315	21,5	45,4	76,3	81,0	71,9
2011	2000-2009	256 529	22,9	50,0	75,8	84,1	72,4
2012	2001-2010	277 958	24,8	53,8	75,5	85,0	72,7
2013	2002-2011	292 033	25,2	58,9	75,3	84,5	72,7
2014	2003-2012	308 424	22,8	63,3	75,3	84,0	72,3
2015	2004-2013	319 423	20,7	63,3	75,4	83,9	71,9

* Nouvelle méthodologie utilisée pour les jumelages statistiques de 2010 à 2015.

Le tableau 2a donne un aperçu de la répartition régionale des immigrants économiques récemment admis au Québec et qui y résidaient en janvier 2015 selon les sous-catégories économiques. À cause des faibles volumes pour certaines régions, toutes les sous-catégories économiques autres que celle des travailleurs qualifiés ont été regroupées. Toutefois, le tableau 2b présente la répartition régionale des immigrants admis dans une catégorie économique autre que celle des travailleurs qualifiés selon les régions pour lesquelles l’information est diffusable.

Tableau 2a
Population immigrante admise au Québec de 2004 à 2013 dans une catégorie économique, selon la région de résidence en janvier 2015

Région de résidence	Travailleurs qualifiés		Autres catégories économiques		Total immigration économique	
	n	%	n	%	n	%
Régions hors de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)						
Bas-Saint-Laurent	499	0,2	5	0,0	504	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	620	0,3	7	0,1	627	0,3
Capitale-Nationale	11 741	5,4	178	1,3	11 919	5,2
Mauricie	1 370	0,6	44	0,3	1 414	0,6
Estrie	3 137	1,5	69	0,5	3 206	1,4
Outaouais	5 793	2,7	151	1,1	5 944	2,6
Abitibi-Témiscamingue	538	0,2	10	0,1	548	0,2
Côte-Nord	281	0,1	5	0,0	286	0,1
Nord-du-Québec	98	0,0	-	-	98	0,0
Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	126	0,1	1	0,0	127	0,1
Chaudière-Appalaches	1 345	0,6	28	0,2	1 373	0,6
Lanaudière	3 714	1,7	69	0,5	3 783	1,6
Laurentides	4 480	2,1	216	1,6	4 696	2,0
Montréal Est ¹	3 525	1,6	82	0,6	3 607	1,6
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ¹	6 271	2,9	316	2,3	6 587	2,9
Centre-du-Québec	601	0,3	24	0,2	625	0,3
Total, régions hors de la RMM	44 139	20,4	1 205	8,9	45 344	19,7
Région métropolitaine de Montréal (RMM)						
Montréal	131 366	60,8	10 432	76,7	141 798	61,7
Laval	16 460	7,6	514	3,8	16 974	7,4
Longueuil (agglomération) ¹	16 802	7,8	809	5,9	17 611	7,7
Total, RMM	164 628	76,2	11 755	86,4	176 383	76,8
Non déterminée	7 286	3,4	645	4,7	7 931	3,5
Total	216 053	100,0	13 605	100,0	229 658	100,0

1. Territoire de la Conférence régionale des élus.

Tableau 2b
Population immigrante admise au Québec de 2004 à 2013 dans une catégorie économique autre que celle des travailleurs qualifiés, selon la région de résidence en janvier 2015

Région de résidence	Investisseurs		Entrepreneurs		Autres catégories économiques		Total économique, sauf travailleurs	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Régions hors de la Région métropolitaine de Montréal (RMM)								
Capitale-Nationale	43	1,0	52	3,6	83	1,1	178	1,3
Mauricie	4	0,1	6	0,4	34	0,4	44	0,3
Estrie	7	0,2	25	1,7	37	0,5	69	0,5
Outaouais	63	1,4	28	2,0	60	0,8	151	1,1
Abitibi-Témiscamingue	-	-	5	0,3	5	0,1	10	0,1
Côte-Nord	-	-	-	-	5	0,1	5	0,0
Chaudière-Appalaches	5	0,1	13	0,9	10	0,1	28	0,2
Lanaudière	12	0,3	24	1,7	33	0,4	69	0,5
Laurentides	33	0,7	69	4,8	114	1,5	216	1,6
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ¹	81	1,8	28	2,0	207	2,7	316	2,3
Autres régions hors de la RMM	2	0,0	26	1,8	91	1,2	119	0,9
Total, régions hors de la RMM	250	5,7	276	19,3	679	8,8	1 205	8,9
Région métropolitaine de Montréal (RMM)								
Montréal	3175	71,8	876	61,2	6381	82,3	10 432	76,7
Laval	157	3,6	116	8,1	241	3,1	514	3,8
Longueuil (agglomération) ¹	501	11,3	112	7,8	196	2,5	809	5,9
Total, RMM	3 833	86,7	1 104	77,1	6 818	88,0	11 755	86,4
Non déterminée	338	7,6	52	3,6	255	3,3	645	4,7
Total	4 421	100,0	1 432	100,0	7 752	100,0	13 605	100,0

1. Territoire de la Conférence régionale des élus.

QUESTION – RP91

POURCENTAGE D’IMMIGRANTS QUI ÉTAIENT SANS EMPLOI AU 31 MARS 2016

Les données de l’enquête sur la population active de Statistique Canada ne permettent pas d’estimer le pourcentage de personnes sans emploi à une date précise, tel le 31 mars 2016. Il est néanmoins possible de fournir le taux de chômage des personnes immigrantes sur une base annuelle. Les données les plus récentes sont pour l’ensemble de l’année 2015.

En 2015, le taux de chômage des personnes immigrantes était de 10,7 %, soit un peu plus bas que celui de 2014 (11,1 %).

QUESTION – RP92

POUR CHACUN DES SERVICES D’IMMIGRATION DU QUÉBEC À L’ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 :

- a) LE NOMBRE DE DEMANDES D’IMMIGRATION PAR PAYS D’ORIGINE;
- b) LE NOMBRE DE CERTIFICATS D’AUTORISATION ÉMIS PAR PAYS;
- c) LA CATÉGORIE D’IMMIGRATION;
- d) LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC;
- e) LE NOMBRE D’IMMIGRANTS REÇUS EN INDIQUANT LEUR STATUT;
- f) LE TOTAL DES SOMMES OBTENUES PAR LE BIAIS DES FRAIS CHARGÉS AUX PERSONNES QUI FONT UNE DEMANDE D’IMMIGRATION ET UNE DEMANDE DE RÉSIDENCE PERMANENTE

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Au 31 décembre 2015, le Ministère compte un Bureau d’immigration du Québec (BIQ) à l’étranger où sont traitées des demandes. Il s’agit du BIQ - Hong Kong qui couvre le territoire de l’Asie (gens d’affaires).

Les demandes d’immigration des autres territoires sont traitées par la Direction de l’immigration économique internationale à Montréal.

a)

Dossiers reçus	2014	2015
Travailleurs qualifiés	22 152	11 283
Afrique subsaharienne	2 402	1 009
Amérique du Nord	1 596	1 237
Amérique du Nord - PEQ	5 709	6 387
Amérique latine	714	299
Asie	6 078	473
Europe de l'Est	291	196
Europe de l'Ouest	1 639	434
Maghreb	1 899	649
Moyen-Orient	1 824	599
Gens d'affaires	629	2 533
Asie	448	2 110
Autres territoires	91	165
Moyen-Orient	90	258
Total général	22 781	13 816

QUESTION – RP92

b)

Nombre de certificats de sélections délivrés	2014	2015
Travailleurs qualifiés	21 409	33 802
Afrique subsaharienne	1 420	5 438
Amérique du Nord	1 270	1 635
Amérique du Nord - PEQ	6 817	7 751
Asie	731	4 771
Europe de l'Est	1 712	3 347
Europe de l'Ouest	2 254	2 388
Maghreb	3 032	2 732
Moyen-Orient	2 499	3 504
Amérique latine	1 674	2 236
Gens d'affaires	6 047	4 577
Asie	4 905	3 865
Autres territoires	394	241
Moyen-Orient	748	471
Total général	27 456	38 379

Les admissions d'une année découlent en grande partie de la sélection effectuée au cours des années précédentes. Cela varie en fonction :

- de la proportion de personnes sélectionnées qui mèneront leur projet à terme;
- du temps que mettent les candidats à concrétiser leur projet d'immigration;
- des délais de traitement et les taux de refus pour des raisons statutaires du gouvernement fédéral.

Nombre de personnes admises selon la connaissance du français et de l’anglais ¹	2013	2014	2015
Travailleurs qualifiés			
Français seulement	7 773	7 264	6 935
Français et anglais	14 136	14 604	11 380
<i>Connaissant le français</i>	<i>21 909</i>	<i>21 868</i>	<i>18 315</i>
Anglais seulement	1 835	1 920	1 642
Ni français ni anglais	6 575	5 218	3 455
Non disponible			3
Total	30 319	29 006	23 415

Nombre de personnes admises selon la connaissance du français et de l’anglais ¹	2013	2014	2015
Gens d'affaires			
Français seulement	138	106	143
Français et anglais	156	197	234
<i>Connaissant le français</i>	<i>294</i>	<i>303</i>	<i>377</i>
Anglais seulement	1 800	1 846	2 355
Ni français ni anglais	1 904	1 751	2 694
Non Disponible			1
Total	3 998	3 900	5 427

¹Connaissance linguistique déclarée au moment de l’admission

QUESTION – RP92

Nombre de personnes admises selon les principales langues maternelles	2013	2014	2015
Travailleurs qualifiés			
Français	7 705	6 109	6 697
Anglais	758	606	438
Arabe	6 120	5 206	5 376
Espagnol	2 783	2 510	1 566
Persan	642	2 575	1 154
Berbère	1 505	1 214	877
Farsi	833	2 516	811
Autres langues maternelles	9 973	8 270	6 496
Total	30 319	29 006	23 415

Nombre de personnes admises selon les principales langues maternelles	2013	2014	2015
Gens d'affaires			
Français	108	104	119
Anglais	29	81	36
Autres chinoises	1 398	1 270	1 951
Farsi	188	342	840
Mandarin	1 115	474	672
Persan	79	159	575
Arabe	494	412	462
Autres langues maternelles	666	1217	772
Total	3 998	3 900	5 427

Sommes obtenues pour les demandes de CSQ (Travailleurs qualifiés et Gens d'affaires)	Exercice financier (1er avril au 31 mars)	
	2013-2014	2014-2015
Amérique du Nord	1 565 468 \$	1 499 910 \$
Amérique latine	1 700 843 \$	889 717 \$
Asie	19 350 077 \$	19 883 763 \$
Europe de l'Est	940 384 \$	614 973 \$
Europe de l'Ouest et Afrique	4 857 770 \$	5 865 646 \$
Maghreb	2 438 067 \$	2 856 682 \$
Moyen-Orient	4 073 920 \$	3 930 739 \$
Total	34 926 529 \$	35 541 430 \$

Q U E S T I O N – R P 9 3

**POUR CHACUN DES SERVICES D’IMMIGRATION DU QUÉBEC À L’ÉTRANGER, INDIQUER LES
EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS, À LA FIN DE
L’EXERCICE FINANCIER 2013-2014 À 2014-2015 ET 2015-2016**

Voir la fiche RP6 pour 2015-2016. Toutes les informations s’y trouvent.

QUESTION – RP94

LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION. INCLURE UN RÉSUMÉ DES PROJETS FINANCÉS

Pour favoriser l'intégration des personnes immigrantes nouvellement arrivées, la régionalisation et des relations interculturelles harmonieuses, le Ministère conclut des ententes avec des partenaires dont des organismes communautaires.

PROGRAMMES DE SUBVENTIONS

Depuis 2012-2013, à la suite d'une refonte des programmes de subventions du Ministère, les ententes sont concluent dans les quatre programmes suivants :

- Programme *Réussir l'intégration*;
- Programme *Mobilisation-Diversité*;
- Programme *Soutien à la mission*;
- Programme *Accès aux ordres professionnels*.

ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SUBVENTIONNÉS

En annexe, la liste des **organismes communautaires** subventionnés ainsi que les montants versés. Pour chacune des années, les données sont pour la période du 1^{er} avril au 31 mars.

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION. INCLURE UN RÉSUMÉ DES PROJETS FINANCÉS**

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Programme Mobilisation-Diversité (PMD) 2015 2016				
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	6 375 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	12 750 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	12 750 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	7 875 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	12 750 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Accueil intégration du BSL inc.	15 402 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	5 623 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	15 441 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Accès Travail	29 325 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Regroupement interculturel de Drummond inc.	42 713 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Alpha Bellechasse	9 104 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	11 705 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	7 369 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Chaudière-Appalaches	PMD	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	13 439 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	6 962 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	ICI Intégration communautaire des immigrants	31 646 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	29 478 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Estrie	PMD	Pro-Gestion Estrie	71 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PMD	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	6 498 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PMD	Pouvoir des Mots Gaspé	16 932 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Lanaudière	PMD	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	19 125 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	35 860 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	12 352 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan	14 250 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Stratégie Carrière	43 542 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	28 514 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Droit à l'emploi (D.E.)	49 725 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Forum-2020	48 293 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'oeuvre (L')	31 238 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Montérégie	PMD	Réseau emploi entrepreneurship	17 901 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	41 461 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	45 900 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Carrefour BLE	23 881 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Collectif des femmes immigrantes du Québec	149 940 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Culture pour tous	20 000 \$	Prise en charge de l'organisation de l'édition 2014 du Prix Charles-Biddle qui souligne l'apport exceptionnel d'une personne ayant immigré au Québec
Montréal	PMD	Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	15 000 \$	L'Organisme s'engage à prendre en charge l'organisation de l'édition 2016 du Prix Maurice-Pollack.
Montréal	PMD	Institut Nouveau monde	12 000 \$	De mener un projet pilote visant à développer des contenus de sensibilisation à l'intention des jeunes dans le but de prévenir la radicalisation menant à la violence. Ces contenus, notamment sous forme de capsule vidéo, sont diffusés sur les réseaux sociaux
Montréal	PMD	Petites-Mains	42 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants - Prévenir et contrer la violence conjugale
Montréal	PMD	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	137 445 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Table ronde du mois de l'histoire des Noirs (La)	26 800 \$	Soutien aux activités du Mois de l'histoire des Noirs
Outaouais	PMD	Service intégration travail outaouais	81 494 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Saguenay–Lac-Saint-Jean	PMD	Portes ouvertes sur le lac	58 650 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Programme Réussir l'intégration (PRInt) 2015 2016				
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	1 575 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Accueil intégration du BSL inc.	13 230 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	3 570 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	7 875 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Service Accès-Emploi	840 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	47 213 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	541 191 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	5 508 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	445 054 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Capitale-Nationale	PRInt	Service accès travail de Portneuf	11 025 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	8 820 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Accès Travail	3 570 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Comité d'accueil international des Bois-Francs	117 291 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Regroupement interculturel de Drummond inc.	200 382 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Centre-du-Québec	PRInt	Regroupement interculturel de Drummond inc.	187 742 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Chaudière-Appalaches	PRInt	Alpha Bellechasse	4 200 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	11 655 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	1 470 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	4 830 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	ICI Intégration communautaire des immigrants	10 080 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	34 065 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Carrefour jeunesse emploi de la Haute-Côte-Nord (CJEHCN)	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Alpha Lira inc.	5 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Émersion (Manicouagan) inc.	4 095 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Estrie	PRInt	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	503 652 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Estrie	PRInt	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	242 777 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	2 835 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Pouvoir des Mots Gaspé	3 780 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants à Terrebonne et les environs	22 860 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Lanaudière	PRInt	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	89 871 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	115 940 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Lanaudière	PRInt	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	20 048 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	ABL Accès Accueil Action	4 515 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	55 250 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	142 799 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	342 912 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	5 508 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	262 639 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle
Laval	PRInt	Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	55 640 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Perspective Carrière	27 773 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	2 730 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	134 841 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	144 466 \$	Coordination de l'installation et l'intégration des personnes réfugiées syriennes prise en charge par l'État et la médiation interculturelle

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D’ACCUEIL ET D’INTÉGRATION EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION. INCLURE UN RÉSUMÉ DES PROJETS FINANCÉS**

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Programme Mobilisation-Diversité (PMD) 2014-2015				
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	10 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	20 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	20 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	10 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	20 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Accueil intégration du BSL inc.	24 160 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	8 820 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Loup -Les Basques	5 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Bas-Saint-Laurent	PMD	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	24 220 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Accès Travail	23 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Regroupement interculturel de Drummond inc.	33 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Alpha Bellechasse	14 280 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	18 360 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	11 560 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	21 080 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	8 840 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	ICI Intégration communautaire des immigrants	49 640 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	46 240 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Estrie	PMD	Pro-Gestion Estrie	80 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PMD	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	17 328 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PMD	Centre local de développement de la MRC de Bonaventure	11 770 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PMD	Pouvoir des Mots Gaspé	26 560 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Lanaudière	PMD	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	22 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	ABL Accès Accueil Action	12 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	56 250 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	8 668 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan	10 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Mauricie	PMD	Stratégie Carrière	34 150 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	44 728 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Montréal	PMD	Droit à l'emploi (D.E.)	78 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Forum-2020	75 754 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'oeuvre (L')	49 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Réseau emploi entrepreneurship	28 080 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	65 038 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	54 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Action jeunesse de l'Ouest-de-Ile (AJOI)	55 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahustic-St-Laurent	8 000 \$	Organisation de quarante (40) ateliers de sensibilisation à l'intention des aînés immigrants du territoire Ahuntsic / St-Laurent.
Montréal	PMD	Carrefour BLE	28 096 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Centre d'aide aux familles latino américaines	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Centre de ressources de la communauté noire	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Centre des jeunes l'escale de Montréal-Nord	51 400 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Collectif des femmes immigrantes du Québec	176 400 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Culture pour tous	20 000 \$	Prise en charge de l'organisation de l'édition 2014 du Prix Charles-Biddle qui souligne l'apport exceptionnel d'une personne ayant immigré au Québec
Montréal	PMD	Institut Pacifique	20 000 \$	Visé à prévenir la discrimination et les conflits interculturels dans les écoles.
Montréal	PMD	Maison des jeunes par la grande-porte	35 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Montréal	PMD	Maison 'Haïti	40 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Mouvement jeunesse Montréal-Nord	53 600 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Petites-Mains	50 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants - Prévenir et contrer la violence conjugale
Montréal	PMD	Prévention Sud-Ouest	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	161 700 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	3 000 \$	Conférence d'automne du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) qui s'est tenue du 27 au 29 novembre 2014 à Gatineau
Montréal	PMD	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	30 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Table ronde du mois de l'histoire des Noirs (La)	33 500 \$	Soutien aux activités du Mois de l'histoire des Noirs
Outaouais	PMD	Service intégration travail outaouais	85 222 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Saguenay–Lac-Saint-Jean	PMD	Portes ouvertes sur le lac	92 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Saguenay–Lac-Saint-Jean	PMD	Service-externe de main-d'œuvre du Saguenay	15 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Programme Réussir l'intégration (PRInt) 2014-2015				
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	11 970 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	7 110 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	2 580 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Accueil intégration du BSL inc.	15 960 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	6 300 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	10 800 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Centre local de développement (CLD) de la Matanie	4 200 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Service Accès-Emploi	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	68 770 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	710 244 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	15 912 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Capitale-Nationale	PRInt	Service accès travail de Portneuf	16 860 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	16 860 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Accès Travail	6 300 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Comité d'accueil international des Bois-Francs	155 552 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Regroupement interculturel de Drummond inc.	266 756 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Alpha Bellechasse	7 560 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	14 280 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	3 360 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	9 540 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	1 680 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	ICI Intégration communautaire des immigrants	11 760 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	43 320 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Carrefour jeunesse emploi de la Haute-Côte-Nord (CJEHCN)	1 890 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Alpha Lira inc.	9 750 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Émersion (Manicouagan) inc.	5 670 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Estrie	PRInt	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	511 630 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement du territoire de la MRC du Rocher-Percé	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement du territoire de la MRC de Bonaventure	5 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	4 410 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Pouvoir des Mots Gaspé	5 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants à Terrebonne et les environs	30 270 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	120 342 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Service d'aide à la famille Immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA)	26 730 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Laurentides	PRInt	ABL Accès Accueil Action	38 460 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	107 196 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	344 670 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	15 912 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	30 000 \$	Levée de la suspension temporaire des renvois vers Haïti et le Zimbabwe. Demandes 300
Laval	PRInt	Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	74 066 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Perspective Carrière	64 802 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	4 680 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	188 514 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION. INCLURE UN RÉSUMÉ DES PROJETS FINANCÉS**

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Programme Mobilisation-Diversité (PMD) 2013-2014				
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	12 840 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	22 480 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	22 480 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	13 480 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Abitibi-Témiscamingue	PMD	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	19 213 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Accès Travail	23 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Centre-du-Québec	PMD	Coopérative des travailleurs et travailleuses de théâtre Bois-Francs	34 500 \$	Réaliser 20 représentations de la pièce de théâtre Les 3M
Centre-du-Québec	PMD	Regroupement interculturel de Drummond inc.	33 500 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Alpha Bellechasse	42 081 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	34 120 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	54 264 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	21 483 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	39 144 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Chaudière-Appalaches	PMD	ICI Intégration communautaire des immigrants	142 280 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Ressource alternative des jeunes de Bellechasse	4 176 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Chaudière-Appalaches	PMD	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	35 086 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Côte-Nord	PMD	Carrefour Jeunesse-emploi de la Haute-Côte-Nord	39 923 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Côte-Nord	PMD	Centre Alpha-Lira	47 495 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Côte-Nord	PMD	Centre Immersion Manicouagan	54 622 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Estrie	PMD	Pro-Gestion Estrie	104 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	ABL Accès Accueil Action	20 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	56 250 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Laurentides	PMD	Centre d'intégration en emploi Laurentides	40 750 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	44 728 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Droit à l'emploi (D.E.)	78 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Forum-2020	75 754 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Macadam Sud	35 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'oeuvre (L')	49 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montérégie	PMD	Réseau emploi entrepreneurship	43 080 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Montréal	PMD	Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	65 038 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	67 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Action jeunesse de l'Ouest-de-Ile (AJOI)	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahustic-St-Laurent	8 000 \$	Organisation de quarante (40) ateliers de sensibilisation à l'intention des aînés immigrants du territoire Ahuntsic / St-Laurent.
Montréal	PMD	Carrefour BLE	35 096 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Centre d'aide aux familles latino américaines	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Centre de ressources de la communauté noire	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Centre des jeunes l'escale de Montréal-Nord	40 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Collectif des femmes immigrantes du Québec	218 400 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Culture pour tous	20 000 \$	Prise en charge de l'organisation de l'édition 2014 du Prix Charles-Biddle qui souligne l'apport exceptionnel d'une personne ayant immigré au Québec
Montréal	PMD	Institut Pacifique	20 000 \$	Vise à prévenir la discrimination et les conflits interculturels dans les écoles.
Montréal	PMD	Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	25 000 \$	Ce prix souligne les actions exceptionnelles d'une entreprise en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle.
Montréal	PMD	Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	50 000 \$	S'inscrit dans la mesure 44 du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale Prévenir - Dépister - Contrer
Montréal	PMD	Leaders diversité	7 500 \$	partenaires identifiés dans la cartographie produite par le MICC à la demande de l'organisme.
Montréal	PMD	Maison des jeunes par la grande-porte	35 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Maison 'Haïti	40 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Montréal	PMD	Mouvement jeunesse Montréal-Nord	40 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	Petites-Mains	50 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants - Prévenir et contrer la violence conjugale
Montréal	PMD	Prévention Sud-Ouest	45 000 \$	Prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs de rue
Montréal	PMD	PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	199 700 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	60 000 \$	Cette entente s'inscrit dans la mesure 44 du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale Prévenir -Dépister - Contrer
Montréal	PMD	Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	30 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Montréal	PMD	Réseau réussite Montréal	40 000 \$	Modèles sans frontières, et vise à congier la coordination et la réalisation de la tournée Trouve ta place! À Réseau Réussite Montréal.
Montréal	PMD	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	10 300 \$	pavillon Régionalisation-Immigration : un emploi, un projet de vie, qui aura lieu les 17 et 18 octobre, à la Place Bonaventure, à Montréal
Montréal	PMD	Table ronde du mois de l'histoire des Noirs (La)	35 000 \$	Soutien aux activités du Mois de l'histoire des Noirs
Montréal	PMD	Vivre St-Michel en santé	2 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Saguenay–Lac-Saint-Jean	PMD	Portes ouvertes sur le lac	92 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Saguenay–Lac-Saint-Jean	PMD	Service-externe de main-d'œuvre du Saguenay	15 000 \$	Améliorer les conditions d'accueil et d'établissement des immigrants en région
Programme Réussir l'intégration (PRInt) 2013-2014				
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Est	12 150 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse emploi d'Abitibi-Ouest	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mosaïque: Association inter-culturelle et accueil des immigrants inc. (La)	11 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Abitibi-Témiscamingue	PRInt	Mouvement de la relève d'Amos-Région Inc.	3 840 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Accueil intégration du BSL inc.	10 500 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	1 680 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	10 800 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRINT	Centre local de développement (CLD) de la Matanie	2 940 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Bas-Saint-Laurent	PRInt	Service Accès-Emploi	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	68 770 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes - Session Objectif intégration
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	729 126 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Centre multiethnique de Québec inc.	15 912 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Capitale-Nationale	PRInt	Service accès travail de Portneuf	16 860 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec	2 700 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Capitale-Nationale	PRInt	Services de main-d'œuvre l'Appui inc. (Les)	16 860 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Accès Travail	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Bécancour	1 260 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Centre-du-Québec	PRInt	Comité d'accueil international des Bois-Francis	141 316 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Centre-du-Québec	PRInt	Regroupement interculturel de Drummond inc.	231 694 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Alpha Bellechasse	2 940 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	5 880 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	3 360 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	7 860 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	1 680 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	ICI Intégration communautaire des immigrants	6 720 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Chaudière-Appalaches	PRInt	Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	35 340 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Carrefour jeunesse emploi de la Haute-Côte-Nord (CJEHCN)	1 890 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Alpha Lira inc.	9 750 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Côte-Nord	PRInt	Centre Émersion (Manicouagan) inc.	5 670 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Estrie	PRInt	Pro Gestion Estrie	26 185 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Estrie	PRInt	Service d'aide aux Néo-Canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	535 793 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement du territoire de la MRC du Rocher-Percé	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement du territoire de la MRC d'Avignon	3 150 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Centre local de développement de la Haute-Gaspésie	2 520 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

Région administrative	Programme	Organismes bénéficiaires	Montant versé	Remarque - nature des projets
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	PRInt	Pouvoir des Mots Gaspé	5 040 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	"AMINATE" Accueil multiethnique et intégration de nouveaux arrivants à Terrebonne et les environs	30 270 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Lanaudière	PRInt	Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	113 853 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	ABL Accès Accueil Action	64 290 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	97 344 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laurentides	PRInt	Centre d'intégration en emploi Laurentide	34 740 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	313 217 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Carrefour d'intercultures de Laval	15 912 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes- Séance PDI
Laval	PRInt	Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	82 866 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Laval	PRInt	Perspective Carrière	66 125 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé	4 440 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes
Mauricie	PRInt	Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de Trois-Rivières	178 251 \$	Accueil et accompagnement des personnes immigrantes

QUESTION – RP95

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2015-2016 AFIN DE PROMOUVOIR L'INTÉGRATION
DES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Les actions entreprises par le Ministère et ses partenaires en 2015-2016 visant l'attraction, l'ouverture à la diversité et l'établissement durable des personnes immigrantes dans les régions du Québec s'inscrivent principalement dans la mise en œuvre de son Programme *Mobilisation-Diversité*.

L'objectif général de ce programme est d'amener les acteurs socioéconomiques à faire de la diversité ethnoculturelle un facteur stratégique de développement et de vitalité des territoires, grâce à la mise en œuvre d'actions visant à : offrir les conditions propices à l'attraction et à l'établissement durable des personnes immigrantes dans des collectivités accueillantes et inclusives, notamment pour favoriser la croissance de l'immigration primaire et de la migration secondaire hors de la région métropolitaine de Montréal et appuyer le développement de milieux inclusifs favorables à la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles, en encourageant l'ouverture à la diversité et des échanges interculturels ouverts et actifs.

Les actions entreprises par le Ministère dans ce programme ont été réalisées en **concertation** avec d'autres ministères, les conférences régionales des élus (CRE), les municipalités régionales de comté, les municipalités, les organismes à but non lucratif (OBNL) et avec d'autres partenaires concernés par les objectifs du programme.

Avec l'abolition des conférences régionales des élus, le Ministère oriente ses actions vers la signature d'ententes avec les municipalités régionales de comté (MRC) ainsi que les territoires équivalents (villes, agglomérations).

PRINCIPALES ACTIONS ENTREPRISES EN RÉGION

Afin d'assurer la continuité des actions liées à la régionalisation de l'immigration, le Ministère a renouvelé, en 2015-2016, des ententes avec 36 organismes à but non lucratif (OBNL) pour un montant total de 1 035 603 \$.

En 2015-2016, les ententes visant notamment à offrir les conditions propices à l'attraction et à l'établissement durable des personnes immigrantes dans toutes les régions du Québec, signées avec les organismes ont totalisé 1 035 603 \$. Quant aux ententes visant notamment à encourager l'ouverture à la diversité et l'établissement de relations interculturelles harmonieuses et constructives, signées avec des instances territoriales, elles ont totalisé 2 147 732 \$. Toutes ces ententes ont permis la réalisation de plusieurs actions spécifiques visant la promotion et l'intégration des personnes immigrantes en région telle que :

- La réalisation d'activités de promotion et de sensibilisation à l'apport de l'immigration dans les régions auprès des employeurs, des élus municipaux, du monde scolaire et de la population en général par le truchement de divers médias, de rencontres, d'activités interculturelles, de dîners-causerie, de colloques et autres événements;
- La réalisation d'activités visant le rapprochement interculturel telles que des activités culturelles, sportives et de plein air;
- La réalisation d'activités de jumelage entre des personnes immigrantes nouvellement arrivées et des Québécois et Québécoises;
- La réalisation d'ateliers de conversation et d'échanges en français pour les personnes immigrantes;
- L'organisation d'événements de remise de prix visant à reconnaître la contribution d'employeurs à l'embauche de personnes immigrantes au sein de leur entreprise ainsi que leur gestion de la diversité ethnoculturelle;
- La prestation, par les 4 OBNL de régionalisation de Montréal, de services de promotion des régions à l'extérieur de Montréal, et ce, auprès de personnes immigrantes de la région

métropolitaine aux fins de leur établissement dans ces régions. Parmi les moyens utilisés, notons que des séances d'information et de promotion, adaptées aux spécificités des régions, sont offertes à Montréal.

- Dans le matériel didactique élaboré par le Ministère pour les cours de français en classe et en ligne, de nombreuses activités font connaître les aspects attractifs des régions tant en ce qui a trait au logement, qu'à la qualité de vie et à l'emploi.

Par ailleurs, le Ministère offre un service d'intégration en ligne, le SIEL, qui permet aux personnes sélectionnées par le Québec de préparer, dès l'étranger, leur projet d'intégration. Elles peuvent ainsi s'informer et explorer les possibilités de s'installer dans les régions du Québec. Le SIEL est aussi accessible aux personnes immigrantes installées au Québec depuis moins de cinq ans, notamment celles à l'extérieur des grands centres.

QUESTION – RP96

LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR L’ACCÈS À L’EMPLOI POUR LES
IMMIGRANTS EN RÉGION

La réponse à cette question se trouve dans la fiche de la demande de renseignements particuliers n° 32 de l’opposition officielle.

Q U E S T I O N – R P 9 7

**DÉLAIS D'ATTENTE POUR LES COURS DE FRANCISATION
DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES :**

- a) PAR CENTRE DE FORMATION;**
 - b) POUR TOUT LE QUÉBEC**
-

La réponse à cette question se retrouve dans la fiche de la demande de renseignements particuliers n° 24 de l'opposition officielle.

QUESTION - RP98

NOMBRE DE COURS (SÉANCES ET HEURES) DE FRANCISATION DONNÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016 PAR DES ENSEIGNANTS (LEUR NOMBRE) DU MINISTÈRE OU EMBAUCHÉS PAR LE MINISTÈRE, ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Nombre de cours*		Nombre d’heures		Nombre d’enseignantes et d’enseignants	
2014-2015	2015-2016**	2014-2015	2015-2016**	2014-2015	2015-2016
2 312	2 348	335 323	334 233	378	433

* Cette fiche porte seulement sur les cours sous la responsabilité du personnel enseignant du MIDI.
**Données au 29 février 2016.

QUESTION – RP99

NOMBRE ET POURCENTAGE D’IMMIGRANTS PARLANT FRANÇAIS À LEUR ARRIVÉE AU QUÉBEC. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PAYS DE PROVENANCE DEPUIS 2011

- La connaissance de la langue française représente la connaissance telle qu’elle a été déclarée par les nouveaux arrivants lors de leur admission. Elle réfère à la connaissance du français seulement ou du français et de l’anglais à la fois.
- En 2015, 27 199 nouveaux arrivants ont déclaré connaître le français lors de leur arrivée, ce qui correspond à 55,5 % des admissions. De 2011 à 2015*, cet effectif s’élève à 153 214 personnes, soit 59,3 % des admissions totales pour cette période.
- Au sein de chaque continent de naissance, les personnes immigrantes admises en 2015* se répartissent selon la connaissance du français comme suit :
 - 78,4 % (12 143) des nouveaux arrivants en provenance de l’Afrique ont déclaré connaître le français lors de leur admission;
 - 79,2 % (6 578) des personnes immigrantes natives de l’Europe ont déclaré connaître le français à leur arrivée;
 - 58,7 % (4 534) des personnes immigrantes nées en Amérique ont déclaré connaître le français lors de leur admission;
 - 22,4 % (3 907) des nouveaux arrivants d’origine asiatique ont déclaré connaître le français à leur arrivée.

Immigrants permanents connaissant le français admis au Québec de 2011 à 2015*, selon le continent ou la région de naissance

Immigrants connaissant le français¹ admis au Québec de 2011 à 2015* selon le continent ou la région de naissance

Continent ou région de naissance	2011	2012	2013	2014 *	2015 *		2011-2015	
	n	n	n	n	n	%	n	%
Afrique	14 232	14 658	13 802	12 111	12 143	78,4	66 946	78,9
Afrique occidentale	2 324	3 068	2 940	3 085	2 903	88,7	14 320	87,8
Afrique orientale	1 331	1 172	1 245	687	979	65,7	5 414	69,2
Afrique du Nord	8 775	7 700	7 209	6 113	5 769	76,4	35 566	76,5
Afrique centrale	1 794	2 701	2 390	2 222	2 485	79,7	11 592	82,8
Afrique méridionale	8	17	18	4	7	12,7	54	22,6
Amérique	8 381	7 696	5 951	5 381	4 534	58,7	31 943	59,4
Amérique du Nord	345	365	424	357	319	38,2	1 810	40,5
Amérique centrale	893	919	1 001	827	659	56,7	4 299	58,8
Amérique du Sud	2 412	2 703	1 982	1 971	1 404	57,3	10 472	58,5
Antilles	4 731	3 709	2 544	2 226	2 152	65,6	15 362	63,7
Asie	4 140	3 510	3 622	6 426	3 907	22,4	21 605	28,2
Moyen-Orient	1 669	734	741	1 014	1 295	25,3	5 453	36,2
Asie occidentale et centrale	1 424	1 047	1 265	4 166	1 663	37,3	9 565	50,8
Asie orientale	663	1 323	1 133	911	628	15,5	4 658	18,8
Asie méridionale	262	262	292	219	144	8,2	1 179	11,6
Asie du Sud-Est	122	144	191	116	177	8,6	750	9,8
Europe	6 041	8 019	6 401	5 508	6 578	79,2	32 547	76,2
Europe occidentale et septentriona	3 556	5 384	4 597	3 643	4 879	93,3	22 059	88,4
Europe orientale	2 300	2 425	1 551	1 597	1 344	55,5	9 217	60,9
Europe méridionale	185	210	253	268	355	54,7	1 271	48,2
Océanie et autres lieux de naissance	27	34	32	43	37	46,8	173	44,9
Total	32 821	33 917	29 808	29 469	27 199	55,5	153 214	59,3

*Données préliminaires pour 2014 et 2015.

1. Connaissance linguistique déclarée par la personne immigrante au moment de son admission.

QUESTION – RP100

POUR 2010 À 2015, LE NIVEAU DE CONNAISSANCE LINGUISTIQUE (COMPRÉHENSION ET PRODUCTION ORALE ET ÉCRITE) DE CHAQUE TRAVAILLEUR QUALIFIÉ AYANT SOUMIS UNE ATTESTATION DE RÉSULTATS DE TESTS D'ÉVALUATION OU DES DIPLÔMES RECONNUS PAR LE MINISTÈRE AFIN D'OBTENIR DES POINTS À LA GRILLE DE SÉLECTION POUR LEUR CONNAISSANCE DU FRANÇAIS

Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion n'est pas en mesure de fournir les données demandées. Celles-ci seront déposées ultérieurement à la Commission des relations avec les citoyens.

QUESTION – RP101

NOMBRE ET POURCENTAGE D’IMMIGRANTS NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE S’INSCRIVANT PAS AU PROCESSUS DE FRANCISATION. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PAYS DE PROVENANCE DEPUIS 1995

Les personnes immigrantes peuvent s’inscrire à un cours de français à temps complet offert par le Ministère jusqu’à cinq ans après leur arrivée au Québec. Il n’y a pas de délai limite pour l’inscription à un cours de français à temps partiel ou en ligne.

L’indicateur utilisé au sein de la Planification stratégique 2012-2016 du Ministère afin de mesurer le taux de participation aux cours de français offerts par le Ministère est la proportion de personnes immigrantes adultes admises au Québec ayant déclaré ne pas connaître le français et ayant participé à un cours de français durant les deux premières années de leur admission. Le calcul de cet indicateur est effectué sur la base du nombre d’élèves ayant participé à un cours de français en classe ou en ligne.

Cette fiche présente les statistiques relatives au taux de participation des élèves admis au Québec en 2013¹. Elle recense le nombre de personnes ayant suivi au moins un cours de français du Ministère entre leur arrivée et le 29 février 2016. Les résultats sont présentés pour les six pays de cette cohorte avec le plus grand nombre de personnes immigrantes adultes qui ont déclaré ne pas connaître le français dans les cours du Ministère.

Taux de participation des personnes immigrantes admises au Québec en 2013 ayant déclaré ne pas connaître le français et ayant participé à un cours de français durant les deux premières années de leur admission

Pays	Personnes immigrantes	Personnes immigrantes adultes*	..qui ont déclaré ne pas connaître le français	..dans les cours du Ministère (au 29 février 2016)	Taux de participation**
Chine	5 124	4 259	3 248	443	13,6%
Haïti	3 443	2 671	905	90	9,9%
Iran	2 045	1 821	762	243	31,9%
Philippines	908	730	672	254	37,8%
Colombie	1 856	1 417	635	474	74,6%
Inde	863	796	616	106	17,2%
Tous les pays	51 976	40 946	14 955	4 225	28,3%

* Adultes: personnes de 16 ans et plus
* **Données préliminaires, données au 29 février 2016

Le taux réel de participation des services de francisation est plus élevé car d’autres services de francisation sont offerts au Québec, notamment par les commissions scolaires et les écoles de langue des cégeps et universités.

¹ Cohorte la plus récente utilisée pour ces analyses puisque c’est la plus récente pour laquelle le nombre total de personnes qui auront fait une démarche de francisation est proche du résultat qui sera définitif : Quelques personnes s’ajouteront à celles qui ont déjà amorcé cette démarche mais l’essentiel des personnes susceptibles de suivre un ou des cours auprès du Ministère l’a déjà fait. Les données des cohortes 2014 et 2015 sont encore trop préliminaires pour rendre compte avec précision d’un taux de participation fiable.

QUESTION – RP102

NOMBRE ET POURCENTAGE, PAR CATÉGORIE D'IMMIGRATION, DES IMMIGRANTS DÉCLARANT NE PAS CONNAÎTRE LE FRANÇAIS AU MOMENT DE LEUR ARRIVÉE

- Les immigrants permanents ne connaissant pas le français regroupent les personnes qui déclarent connaître l’anglais seulement de même que celles qui déclarent ne connaître ni le français ni l’anglais au moment de leur admission.
- En 2015, 21 744 nouveaux arrivants ont déclaré ne pas connaître le français lors de leur arrivée, ce qui représente 44,4 % des admissions. De 2011 à 2015*, ce chiffre se situe à 104 762 personnes, soit 40,6 % des admissions totales pour cette période.
- Parmi les immigrants admis en 2015 sous la catégorie de l’immigration économique, 37,4 % déclarent ne pas connaître le français. Cette proportion se situe à 49,0 % au sein de la catégorie du regroupement familial, alors qu’elle représente 67,4 % des immigrants qui relèvent de la catégorie des réfugiés et des personnes en situation semblable. Par ailleurs, 27,0 % des immigrants admis dans la catégorie des autres immigrants déclarent ne pas connaître le français.

Immigrants permanents ne connaissant pas le français¹ admis au Québec de 2011 à 2015, selon la catégorie d’immigration

Catégorie d'immigration	2011	2012	2013	2014*	2015*		2011-2015*	
	n	n	n	n	n	%	n	%
Immigration économique	11 435	13 086	12 624	11 281	11 212	37,4	59 638	34,3
Regroupement familial	4 593	5 537	6 975	6 036	5 139	49,0	28 280	51,9
Réfugiés	2 731	2 337	2 451	3 293	5 132	67,4	15 944	60,6
Autres immigrants ²	158	167	118	196	261	27,0	900	28,0
Total	18 917	21 127	22 168	20 806	21 744	44,4	104 762	40,6

*Données préliminaires pour 2014 et 2015.

1. Inclut les personnes qui déclarent connaître l'anglais seulement de même que celles qui déclarent ne connaître ni le français ni l'anglais au moment de leur admission.

2. Cas humanitaire, demandeurs non reconnus du statut de réfugié, titulaire d'un permis ministériel.

QUESTION – RP103

TAUX DE DÉCROCHAGE DES COURS DE FRANCISATION
AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES :

- a) PAR RÉGION ADMINISTRATIVE;
- b) POUR TOUT LE QUÉBEC

Certaines personnes immigrantes doivent abandonner leur cours de français en raison de leur projet d’intégration qui les amène à se chercher un emploi ou à compléter une formation scolaire ou professionnelle afin d’améliorer leur employabilité, mais cela ne signifie pas nécessairement la fin de leur processus de francisation.

Le Ministère effectue l’analyse de ces phénomènes sur la base du taux de « persévérance », qui est calculé suivant le ratio du nombre de cours complétés par les élèves sur le nombre total de participations. Les taux de persévérance calculés sont stables depuis plus de 4 ans.

TEMPS COMPLET

Taux de persévérance des élèves dans les cours à temps complet*

Région	2012-2013 %	2013-2014 %	2014-2015 %	2015-2016 % **
Bas-Saint-Laurent	92,3%	-	88,9%	75,0%
Saguenay - Lac-Saint-Jean	87,8%	85,7%	76,0%	78,9%
Capitale-Nationale	89,2%	92,7%	91,4%	91,7%
Mauricie	85,3%	85,0%	94,2%	86,7%
Estrie	86,1%	90,1%	88,8%	94,1%
Montréal	84,4%	86,0%	86,7%	87,9%
Outaouais	83,8%	81,1%	84,1%	93,3%
Abitibi-Témiscamingue	50,0%	100,0%	80,0%	-
Côte-Nord	-	-	-	-
Nord-du-Québec	-	-	-	-
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	100,0%	100,0%	-	-
Chaudière-Appalaches	-	-	-	100,0%
Laval	87,2%	91,8%	90,2%	93,7%
Lanaudière	92,0%	88,5%	81,3%	91,9%
Laurentides	90,7%	80,8%	89,6%	85,4%
Montréal	87,2%	90,3%	88,7%	89,4%
Centre-du-Québec	82,4%	90,2%	83,0%	89,7%
Total	85,5%	87,5%	87,5%	89,5%

* Le résultat de ce calcul est inscrit en italique et en gras s'il repose sur un nombre d'observations inférieur à 20. Par exemple, si 2 personnes sont inscrites et qu'elles sont toutes deux présentes, le taux de persévérance est alors de 100 %. Il faut donc être prudent lorsque le taux est calculé sur un nombre d'observations inférieur à 20.

** Données préliminaires, données au 29 février 2016.

QUESTION – RP103

TEMPS PARTIEL

Taux de persévérance des élèves dans les cours à temps partiel*

Région	2012-2013 %	2013-2014 %	2014-2015 %	2015-2016 % **
Bas-Saint-Laurent	100,0%	98,0%	93,3%	92,3%
Saguenay - Lac-Saint-Jean	80,0%	-	100,0%	92,9%
Capitale-Nationale	77,7%	76,0%	79,6%	78,3%
Mauricie	89,7%	85,7%	78,7%	81,5%
Estrie	86,8%	83,7%	81,4%	77,1%
Montréal	73,2%	74,9%	73,8%	74,8%
Outaouais	74,3%	68,8%	64,7%	72,3%
Abitibi-Témiscamingue	91,7%	90,0%	100,0%	-
Côte-Nord	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Nord-du-Québec	-	-	100,0%	100,0%
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	100,0%	95,8%	97,1%	100,0%
Chaudière-Appalaches	96,9%	96,6%	91,7%	93,6%
Laval	76,1%	75,0%	79,5%	77,5%
Lanaudière	-	-	-	-
Laurentides	88,2%	81,4%	71,4%	94,4%
Montérégie	75,5%	74,9%	72,9%	74,3%
Centre-du-Québec	51,3%	62,1%	72,4%	81,4%
Total	74,3%	75,3%	74,6%	75,3%

* Le résultat de ce calcul est inscrit en italique et en gras s'il repose sur un nombre d'observations inférieur à 20.
** Données préliminaires au 29 février 2016.

QUESTION – RP104

**DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MIDI ET LES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE
RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2003.**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Le Ministère participe aux efforts d'attraction des étudiantes et étudiants étrangers, notamment en offrant un soutien aux établissements de formation du Québec dans leur activités de recrutement (ex. : foires et salons) en France, au Mexique, au Brésil et en Colombie. Lors de ces activités, il veille à donner une information complète sur les procédures d'immigration pour les étudiantes et étudiants étrangers. Le Ministère a également participé en Espagne, en Italie et au Mexique à des Salons sur les études à l'étranger.

Parallèlement, le Ministère effectue la promotion de la résidence permanente auprès des étudiantes et étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement du Québec. En 2015-2016, le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) a été présenté à plus de 1 250 étudiants étrangers lors de 33 séances d'information données dans les établissements d'enseignement du Québec :

- En ligne, plus de 850 étudiantes et étudiants se sont inscrits sur la plateforme de rendez-vous et 296 ont été joints lors de 16 séances d'information.
- En personne (Montréal), plus de 956 étudiantes et étudiants ont été rencontrés lors de 17 séances d'information.

QUESTION – RP105

**VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D’ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS
AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.
NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION ÉMIS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS
D’AFFAIRES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.
VENTILATION PAR PAYS D’ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC
EN 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. INDIQUER ÉGALEMENT LE MONTANT
D’ARGENT QUI EST ACTUELLEMENT EN ATTENTE DE PLACEMENT**

Voir la fiche RP11. Toutes les informations s’y trouvent.

QUESTION – RP106

LE NOMBRE DE REQUÉRANTS PRINCIPAUX PAR CATÉGORIE D’IMMIGRATION

- En 2015*, 24 897 requérants principaux ont été admis au Québec. De 2011 à 2015*, cet effectif s’élève à 144 700 personnes.
- Les personnes immigrantes admises en 2015 se répartissent selon les catégories d’immigration comme suit :
 - 54,4 % (13 551) des nouveaux arrivants, requérants principaux, ont été admis dans la catégorie économique. Cette proportion regroupe le travailleurs qualifiés (45,9 %), les gens d’affaires (6,1 %) et les aides familiaux et autres immigrants économiques (2,4 %);
 - 32,1 % (8 003) relèvent de la catégorie d’immigration du regroupement familial;
 - 11,7 % (2 908) ont été admis dans la catégorie d’immigration des réfugiés et personnes en situation semblable;
 - 1,7 % (435) relèvent de la catégorie des autres immigrants.

Requérants principaux admis au Québec de 2011 à 2015* selon la catégorie d'immigration

Catégorie	2011	2012	2013	2014*	2015*		2011-2015	
					n	%	n	%
Immigration économique	17 825	19 720	17 639	16 354	13 551	54,4	85 089	58,8
Travailleurs qualifiés	16 240	17 927	16 090	14 821	11 430	45,9	76 508	52,9
Gens d'affaires	1 154	1 329	1 146	1 096	1 512	6,1	6 086	4,2
Aides familiaux	403	445	397	431	608	2,4	2 284	1,6
Autres ¹	28	19	6	6	1	0,0	60	0,0
Regroupement familial	8 565	8 608	10 342	9 470	8 003	32,1	44 988	31,1
Réfugiés et personnes en situation semblable	2 650	2 352	2 155	2 639	2 908	11,7	12 704	8,8
Autres immigrants ²	393	382	318	391	435	1,7	1 919	1,3
Total	29 433	31 062	30 454	28 854	24 897	100,0	144 700	100,0

*Données préliminaires pour 2014 et 2015.

1. Immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée et candidats des provinces.

2. Cas humanitaire, demandeurs non reconnus du statut de réfugié, titulaire d'un permis ministériel.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Direction de la planification, de la recherche et des statistiques.

QUESTION – RP107

**POUR LES ANNÉES 2008 À AUJOURD'HUI, LES REVENUS DÉCOULANT DES DROITS EXIGIBLES
RELATIFS AUX DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR CHACUNE DES CATÉGORIES
D'IMMIGRATION**

Les revenus annuels depuis 2007 provenant des droits perçus pour les demandes de certificats de sélection du Québec – Immigration permanente relatives à la catégorie immigration économique visant les investisseurs, les entrepreneurs, les travailleurs autonomes et les travailleurs qualifiés sont les suivants :

2006-2007 : 24 071,8 k\$
2007-2008 : 25 391,6 k\$
2008-2009 : 32 276,2 k\$
2009-2010 : 36 107,1 k\$
2010-2011 : 60 351,4 k\$
2011-2012 : 50 329,8 k\$
2012-2013 : 29 075,7 k\$
2013-2014 : 39 189,6 k\$
2014-2015 : 41 045,7 k\$
2015-2016 : 37 104,9 k\$ (Donnée au 29 février 2016 et non finale)

N. B. : Le système comptable gouvernemental SAGIR ne permet pas de présenter les revenus par sous catégorie d'immigration.

QUESTION – RP108

TOUT RAPPORT, ANALYSE OU NOTE ÉTABLISSANT L'OPPORTUNITÉ DE HAUSSER DE 10 000 \$ À 15 000 \$ LES DROITS EXIGIBLES AUX IMMIGRANTS INVESTISSEURS EN 2015-2016 (INCLURE LES NOUVEAUX REVENUS POUR 2015-2016 ET LA MISSION À LAQUELLE ILS SONT DÉDIÉS)

Les revenus additionnels 2015-2016 sont au montant de 8,6 M\$ au 29 février 2016 en tenant compte de la hausse de la tarification.

Le tarif de 15 000 \$ associé à la demande de Certificat de sélection du Québec dans le Programme des immigrants investisseurs est comparable à ce que d'autres pays demandent pour des programmes similaires, notamment celui de l'Australie.

Il est à noter que le montant demandé par le Québec couvre tant le requérant principal que les conjoints et personnes à charge qui accompagnent, ce qui n'est pas le cas des autres programmes similaires dans le monde.

QUESTION – RP109

VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU FONDS D’INITIATIVES RÉGIONALES EN IMMIGRATION DEPUIS 2003. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES. PLAN D’ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

Depuis le 1^{er} avril 2012, des nouveaux programmes de subventions sont entrés en vigueur, à la suite d’une refonte des programmes existants. Le **Programme *Mobilisation-Diversité***, dont les crédits étaient de 5 680,1 K\$ en 2015-2016, résulte de la fusion du Programme *Action Diversité* et d’une partie du Programme régional d’intégration. La dépense est de 2 684,3 K\$ au 29 février 2016

Il est destiné à soutenir des instances territoriales ou d'autres organismes afin d'appuyer leurs efforts pour bâtir des collectivités accueillantes et inclusives. Plus particulièrement, il vise à amener les acteurs socioéconomiques à faire de la diversité ethnoculturelle un facteur stratégique de développement et de vitalité des territoires. Pour 2016-2017, le budget du programme est augmenté de 915 K\$ soit 65 K\$ pour le plan de radicalisation et 850 K\$ pour la stratégie d’action.

En 2015-2016, l’annonce gouvernementale sur la nouvelle gouvernance régionale a eu un impact dans la gestion de ce programme. Les ententes spécifiques conclues au moment de la décision sont toujours en vigueur. Cependant nulle autre signature d'ententes spécifiques n'est prévue avec ces instances territoriales. Afin de maintenir les services offerts aux personnes immigrantes et afin de poursuivre les efforts entourant notamment les relations interculturelles harmonieuses, des mesures sont prises pour prolonger jusqu’au 30 juin 2015, le financement d’organismes à but non lucratif qui recevaient des subventions dans le cadre d’ententes directement avec le Ministère ou par le biais d’ententes entre le Ministère et des conférences régionales des élus. Entre temps, le Ministère continue la réflexion afin de s'assurer de bien répondre aux besoins d'interventions toujours présents dans toutes les régions du Québec.

Parmi les ententes conclues en 2015-2016, ci-dessous énumérées, 37 concernent des ententes transitoires ou directes avec des organismes, une concerne un projet visant la réduction des inégalités envers les femmes des minorités ethnoculturelles. Le Ministère ne détient pas de registre des demandes refusées.

Liste des ententes conclues en 2015-2016 dans le cadre du Programme *Mobilisation-Diversité*¹

Organisme	Montant accordé
Au 29 février 2016	
Ententes transitoires :	
• Accès Travail	34 500 \$
• Accueil intégration du BSL Inc.	18 120 \$
• Alpha Bellechasse	10 710 \$
• Carrefour jeunesse-emploi d’Abitibi-Est	7 500 \$
• Carrefour jeunesse-emploi d’Abitibi-Ouest	15 000 \$
• Carrefour jeunesse-emploi du Témiscamingue	15 000 \$
• Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	13 770 \$
• Carrefour jeunesse-emploi de Lotbinière	8 670 \$
• Carrefour jeunesse-emploi Mitis	6 615 \$
• Centre de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	33 546 \$
• Centre d’orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles (C.O.F.F.R.E.T.)	42 187 \$
• Centre local de développement de la région de la Haute-Gaspésie	12 996 \$
• Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	18 165 \$
• Comité d'accueil et d'intégration des immigrants Beauce Nord	15 810 \$
• Droit à l’emploi	58 500 \$
• Forum-2020	56 815 \$
• Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord	6 630 \$

¹ Depuis 2004, le Fonds d’initiatives régionales en immigration s’appelle le Programme régional d’intégration. Depuis 2012, le Programme *Mobilisation-Diversité* a intégré une partie du Programme régional d’intégration.

Renseignements particuliers du Deuxième groupe d'opposition 2016-2017	MIDI
- ICI Intégration communautaire des immigrants - Mosaïque : Association inter-culturelle et accueil des immigrants - Mouvement relève d’Amos-Région - Municipalité régionale de comté d'Avignon - Municipalité régionale de comté de Bonaventure - Municipalité régionale de comté de la Matanie - Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé - Orienthèque, Centre d’orientation et services d’intégration de la main-d’œuvre - Portes ouvertes sur le lac - Pouvoir des mots Gaspé - Pro-Gestion Estrie - Regroupement interculturel de Drummond inc. - Réseau emploi entrepreneurship - Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan - Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) de la MRC de Maskinongé - Service d'aide à la famille immigrante de la MRC de l'Assomption (SAFIMA) - Service intégration travail Outaouais - Solidarité ethnique régionale de la Yamaska - Stratégie Carrière - Tremplin (Le), centre pour personnes immigrantes et leurs familles	37 230 \$ 7 500 \$ 15 000 \$ 16 472 \$ 8 827 \$ 12 420 \$ 5 580 \$ 36 750 \$ 69 000 \$ 19 920 \$ 80 000 \$ 50 250 \$ 21 060 \$ 15 000 \$ 13 002 \$ 22 500 \$ 95 875\$ 48 778 \$ 51 225 \$ 34 680 \$
Entente visant la réduction des inégalités envers les femmes :	
Petites Mains	50 000 \$
Ententes de régionalisation Montréal :	
- Accueil liaison pour arrivants (ALPA) - Carrefour BLE - Collectif des femmes immigrantes du Québec - PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	54 000 \$ 28 096 \$ 176 400 \$ 161 700 \$
Ententes instances territoriales :	
- Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale - Conférence régionale des élus de la Côte-Nord - Ville de Montréal - Ville de Gatineau - Ville de Québec	215 000 \$ 80 000 \$ 1 600 000 \$ 100 000 \$ 95 000 \$
Autres ententes :	
- Culture pour tous - Table ronde du mois de l’histoire des Noirs - Institut nouveau monde - Fédération des chambres de commerce de la province de Québec	20 000 \$ 33 500 \$ 15 000 \$ 15 000 \$
TOTAL	<u>3 679 299 \$</u>

QUESTION – RP110

TAUX DE CHÔMAGE ET D’EMPLOI DES IMMIGRANTS LORS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES

L’enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada fournit les données du taux de chômage et d’emploi sur une base annuelle. Les données les plus récentes portent sur l’année 2015.

En 2015, le taux de chômage de la population immigrante était de 10,7 % et le taux d’emploi de 57,7 %.

Taux d’emploi et taux de chômage de l’ensemble de la population et de la population immigrante au Québec, 2010-2015 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'emploi					
Ensemble de la population	59,9	59,8	60,1	59,7	59,9
Population immigrante	55,8	56,6	57,2	56,4	57,7
Taux de chômage					
Ensemble de la population	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6
Population immigrante	12,4	11,3	11,3	11,1	10,7

Source des données : Statistique Canada, Enquête sur la population active

Q U E S T I O N – R P 1 1 1

DÉLAIS MOYENS ET PAR RÉGION/PAYS ENTRE LA DATE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE ET LA DATE DE L’ENTREVUE DE SÉLECTION À L’ÉTRANGER POUR LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

Veillez vous référer à la fiche RP3. Toutes les informations s’y trouvent.

QUESTION – RP112

SOMMES VERSÉES EN VERTU DE L’ACCORD CANADA-QUÉBEC PAR LE GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL POUR LE PROGRAMME « IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS
CULTURELLES » POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

La compensation versée au Québec en vertu de l’*Accord Canada-Québec relatif à l’immigration et à l’admission temporaire des aubains* :

Année	Montant de la compensation annuelle (M\$)
2011-2012	283,1
2012-2013	284,5
2013-2014	320,0
2014-2015	340,6
2015-2016	345,1

QUESTION – RP113

TRANSFERT DES SOMMES OBTENUES DANS LE CADRE DE L’ACCORD CANADA-QUÉBEC PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LE PROGRAMME « IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES » À CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU QUÉBEC

Pour 2015-2016, les budgets initiaux alloués ont été de 289,5 M\$, dont 165,7 M\$ pour les autres ministères et se répartissent comme suit :

	2015-2016 (000 \$)	Total
Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI)	123 800,0	123 800,0
Éducation, Enseignement supérieur (MEES) ¹	78 530,0	
Travail, Emploi et Solidarité sociale (MTESS) ²	75 000,0	
Santé et Services sociaux (MSSS)	12 219,5	165 700,0
Total		289 500,0

Toutefois, il s'agit de budgets alloués au début de l’exercice financier 2015-2016. À chaque année, les dépenses réelles sont supérieures aux budgets initiaux alloués. Les sommes obtenues dans le cadre de l'Accord Canada-Québec doivent donc être comparées aux dépenses réelles plutôt qu’aux budgets alloués.

¹ Fusion du ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport et du ministère de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science en février 2015

² Fusion du ministère du Travail et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en février 2015

QUESTION – RP114

LA LISTE DES PROGRAMMES DE FRANCISATION ET INTEGRATION, DONT TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU QUÉBEC BÉNÉFICIAIRES D'UN TRANSFERT SONT RESPONSABLES, ET LA DÉPENSE RELATIVE (PROJETS SPÉCIFIQUES DÉTAILLÉS) À CHACUN DE CES PROGRAMMES EN FONCTION DES MONTANTS TRANSFÉRÉS

PROGRAMMES DE TRANSFERT

En 2015-2016, les dépenses pour chacun des programmes, au 29 février 2016, sont les suivantes :

PROGRAMMES	DÉPENSES
Programme <i>Réussir l’intégration (PRINT)</i>	13 520 782 \$
Programme <i>Mobilisation-Diversité (PMD)</i>	1 574 376 \$
Programme <i>Soutien à la mission (PSM)</i>	886 877 \$
Programme <i>Accès aux ordres professionnels (PAOP)</i>	0 \$
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants (PAFILI)	11 163 133 \$

Note : À la fermeture de l'année financière, les dépenses devraient s'approcher des budgets des programmes.

Q U E S T I O N – R P 1 1 5

COPIES DES ÉCHANGES ET DES CORRESPONDANCES DEPUIS DÉCEMBRE 2014 ENTRE LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION AU SUJET DU PROJET DE RÈGLEMENT 629-2014 MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SÉLECTION DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS, SPÉCIFIQUEMENT QUANT À LA RECONNAISSANCE DES ÉCOLES DE PILOTAGE À TITRE D'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT RECONNU.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION – RP 116

COPIE DES ÉCHANGES ET DES CORRESPONDANCES DEPUIS LE 7 AVRIL 2014 ENTRE LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LE MINISTRE FÉDÉRAL DE L'IMMIGRATION SUR LE PROGRAMME DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q U E S T I O N – R P 1 1 7

DÉLAI MOYEN EN NOMBRE DE JOURS OUVRABLES AU QUÉBEC LORS DES 5 DERNIÈRES
ANNÉES POUR L’ACCÈS À UN COURS DE FRANCISATION

La réponse à cette question se retrouve dans la fiche de la demande de renseignements particuliers n° 24 de l’opposition officielle.

QUESTION – RP118

DÉPENSE TOTALE POUR LE COURS OBJECTIF INTÉGRATION ET PAR PARTICIPANT POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET LES PROJECTIONS POUR 2016-2017. FOURNIR ÉGALEMENT TOUT RAPPORT, ANALYSE OU NOTE ÉTABLISSANT L'OPPORTUNITÉ DE RÉDUIRE, LE 1^{ER} JUILLET 2015, DE 25 % LE NOMBRE DE SÉANCES OFFERTS POUR CE COURS

Pour le dernier exercice, au 29 février 2016, la dépense totale pour les sessions *Objectif Intégration* s'élevait à 636 297 \$. En 2014-2015, au 31 mars, la dépense totale pour ces mêmes sessions s'élevait à 947 316 \$. Cette dépense couvre les subventions aux organismes qui offrent la session, l'impression du cahier *Objectif Intégration*, de la carte qui est un outil de référencement vers les ressources en employabilité et du document *Mon objectif professionnel*.

Au 29 février 2016, 7 987 personnes distinctes avaient participé aux sessions. En 2014-2015, au 31 mars, 9 265 personnes distinctes avaient participé à ces sessions.

QUESTION – RP119

NOMBRE DE NOUVEAUX IMMIGRANTS QUI ONT ÉTÉ SENSIBILISÉS AUX VALEURS COMMUNES DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE LORS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES NOTAMMENT PAR L'ENTREMISE DU COURS OBJECTIF INTÉGRATION

Les personnes immigrantes peuvent être sensibilisées aux valeurs démocratiques de la société québécoise de plusieurs façons. Tout d'abord, avant même leur arrivée au Québec, elles peuvent consulter le *Service d'intégration en ligne* (SIEL) mis sur pied par le Ministère. Le SIEL comprend des contenus d'intégration socioprofessionnelle accessibles en autoformation grâce à un parcours guidé. Il se présente sous la forme de 45 capsules en ligne qui abordent divers sujets, parmi lesquels les valeurs démocratiques de la société québécoise. De même, le cours de français en ligne (FEL) est également accessible à partir de l'étranger et les valeurs démocratiques de la société québécoises y sont aussi traitées.

Par la suite, à leur arrivée à l'aéroport, les personnes immigrantes reçoivent un accueil personnalisé des agents du Ministère. Ces derniers leur transmettent des renseignements de base (inscription au régime d'assurance maladie et délais de carence, aide-mémoire sur la région de destination, etc.). Ils leurs remettent un dépliant sur les valeurs démocratiques de la société québécoise et, au besoin, une version papier du guide *Apprendre le Québec* en plus de présenter les services d'inscription en ligne. Au besoin, les francophones sont inscrits sur place à la séance *Premières démarches d'installation* ainsi qu'à la session *Objectif Intégration*.

Par ailleurs, la session *Objectif Intégration* vise à faciliter l'intégration des nouvelles personnes immigrantes à la société québécoise, en leur permettant de mieux comprendre les valeurs démocratiques et le monde du travail québécois. En outre, elle aborde la question dès le premier module qui s'intitule « Vivre ensemble au Québec – Le milieu de vie et les valeurs ». De plus, elle leur permet d'explorer et d'apprendre à utiliser leur Plan d'action personnalisé pour leur intégration professionnelle. Cette session s'adresse aux personnes nouvellement arrivées qui ont une bonne connaissance du français. Offerte dans les 15 jours ouvrables suivant l'inscription, elle comporte 8 modules de 3 heures chacun et est généralement donnée au cours d'une même semaine. Elle est offerte par 10 organismes communautaires dans les villes de Montréal, Laval, Longueuil, Québec et Gatineau. Certains organismes offrent un service de halte-garderie. Le contenu de cette session est aussi intégré aux activités de soutien à l'apprentissage dans le cadre des cours de français à temps complet.

Les valeurs démocratiques de la société québécoise ont également été intégrées dans le Programme-cadre de français pour les personnes immigrantes adultes et dans le matériel pédagogique *Agir pour interagir*, au moyen d'exercices qui permettent de sensibiliser les personnes immigrantes à l'importance de ces valeurs. Ce matériel est utilisé dans les cours à temps complet et les cours à temps partiel.

De surcroît, les candidates et candidats à l'immigration doivent signer une déclaration sur le respect des valeurs communes du Québec afin de recevoir leur Certificat de sélection du Québec (CSQ).

Du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016:

- 3 442 (dont 1 656 femmes et 1 786 hommes) personnes distinctes ont assisté à la séance *Premières démarches d'installation*;
- 7 987 (dont 2 535 femmes et 1 505 hommes) personnes distinctes ont assisté à la session *Objectif Intégration*, soit en OBNL ou par le contenu intégré dans les cours de français;
- 2 137 (dont 838 femmes et 1 299 hommes) personnes ont utilisé le *Service d'intégration en ligne*;
- 2 701 personnes ont utilisé la *Francisation en ligne*;
- 10 444 personnes ont suivi des cours de français à temps complet et 16 096 personnes ont suivi des cours de français à temps partiel.

Rappelons quelles sont ces valeurs démocratiques de la société québécoise :

- o Parler français, une nécessité;
- o Une société libre et démocratique;
- o Séparation des pouvoirs politiques et religieux;
- o Une société riche de sa diversité;
- o Une société reposant sur la primauté du droit;
- o Les femmes et les hommes ont les mêmes droits;
- o L'exercice des droits et libertés de la personne se fait dans le respect de ceux d'autrui et du bien-être général.

QUESTION - RP120

NOMBRE DE NOUVEAUX IMMIGRANTS QUI LORS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES ONT :

- a) PARTICIPÉ À UNE RENCONTRE INDIVIDUELLE DU PROGRAMME « PREMIÈRES DÉMARCHES D’INSTALLATION »;
- b) PARTICIPÉ À UNE SÉANCE DE GROUPE DU PROGRAMME « PREMIÈRES DÉMARCHES D'INSTALLATION »;
- c) PARTICIPÉ À LA SESSION « OBJECTIF INTÉGRATION »;
- d) PARTICIPÉ AU « SERVICE D’INTÉGRATION EN LIGNE »

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des années précédentes.

Nombre de personnes ayant participé à une première rencontre d’accueil offerte par les services d’Immigration-Québec ou à une séance de groupe *Premières démarches d’installation* (OBNL et SIQ)

	2015-2016 (Au 29 février 2016)
Nombre de personnes distinctes	3 442 (48,1 % femmes)

Nombre de personnes ayant participé à la session *Objectif Intégration*

	2015-2016 (Au 29 février 2016)
Nombre de personnes distinctes	7 987 (56,6 % femmes)

Nombre de personnes ayant utilisé le Service d’intégration en ligne

	2015-2016 (Au 29 février 2016)
Nombre de personnes distinctes	2 137 (39,0 % femmes)

QUESTION – RP121

**TAUX DE PARTICIPATION DES PERSONNES IMMIGRANTES ADMISES AU QUÉBEC EN 2010,
2011, 2012, 2013, 2014 ET 2015 :**

- a) AYANT DÉCLARÉ NE PAS CONNAÎTRE LE FRANÇAIS;**
 - b) AYANT PARTICIPÉ À UN COURS DE FRANÇAIS DU GOUVERNEMENT DURANT LES
DEUX PREMIÈRES ANNÉES DE LEUR ADMISSION**
-

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits des années antérieures.

La réponse à cette question se retrouve dans la fiche de la demande de renseignements particuliers n° 25 de l'opposition officielle et dans la fiche de la demande de renseignements particuliers n° 101 du deuxième groupe d'opposition.

QUESTION – RP122

**BILAN DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 : LA
RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE**

Le Bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 *La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble* sera disponible à l'été 2016 sur le site Web du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

QUESTION – RP123

INDIQUEZ LE PLAN COMPLET (HISTORIQUE, CONTRATS, BUDGET ET DÉPENSES, ÉCHÉANCIER, EXTRAS, REPORTS, RESSOURCES ET HEURES CONSACRÉES, ETC.) ET BILAN DE MISE EN ŒUVRE DU PORTAIL « MON PROJET QUÉBEC » ET PLAN D'ACTION POUR REMÉDIER À L'ENGORGEMENT (EXPLICATION DÉTAILLÉE DU REPORT À JUIN 2016 DE L'ACCÈS AU SERVICE EN LIGNE) ET À L'ATTEINTE À LA RÉPUTATION DU QUÉBEC À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Mon projet Québec est le portail client du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI). Mis en service le 5 janvier 2016, il permet aux candidates et candidats travailleurs qualifiés de créer leur compte en ligne et de remplir une Demande de certificat de sélection du Québec en ligne (DCS) dans un espace sécurisé.

Mon projet Québec est un des éléments de la stratégie de refonte de l'offre de services du MIDI dont un des objectifs est de tirer profit des nouvelles technologies pour offrir davantage de services en ligne et ainsi accroître l'autonomie de sa clientèle.

Les cibles du projet répondent aux recommandations du Vérificateur général du Québec (rapport 2010-2011) en faveur d'un processus de sélection moderne, éliminant les activités sans valeur ajoutée et doté d'une grille de sélection mieux arrimé aux besoins du marché du travail. En outre, ces mêmes objectifs contribuent à l'atteinte des bénéfices associés aux efforts financiers demandés aux ministères et organismes grâce, entre autres, à la modernisation des systèmes informatiques et des processus d'affaires.

Mon projet Québec suscite un réel engouement au Québec et à l'étranger. Depuis sa mise en service, le nouveau portail du MIDI a fait l'objet de presque 8 millions de visites. Au 6 avril 2016, 42 708 comptes clients ont été créés. Actuellement, 32 748 formulaires de DCS ont été créés pour un total de 69 732 candidates et candidats à l'immigration. Le nombre de demandes à recevoir est fixé à 5 000 pour la période du 13 juin au 20 juin 2016 et de 5 000 demandes supplémentaires pour une période qui sera fixée ultérieurement.

Le projet a été clôturé le 15 mars 2016. Le budget initial du projet est de 917 874 \$. Au 31 mars 2016, le montant final des dépenses s'élève à 1 016 805 \$.

En février dernier, le dysfonctionnement informatique d'un des serveurs de *Mon projet Québec* hébergé au Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a nécessité le report de l'ouverture de la période de soumission des demandes. *Mon projet Québec* a toutefois été remis en ligne le 29 février dernier pour les candidats non soumis au plafond.

Depuis, le MIDI et le CSPQ coordonnent leurs efforts pour la mise en place de dispositifs de renforcement du système et d'amélioration de l'expérience client.

La première mesure consiste à rehausser l'infrastructure technologique (doublement des serveurs). Cette amélioration s'accompagne de la mise en place d'une équipe conjointe (MIDI et CSPQ) afin d'effectuer un contrôle et une maintenance plus poussée des serveurs et de l'environnement d'hébergement du portail client avant, pendant et après l'ouverture des plafonds prévus en juin 2016.

La deuxième mesure prévoit la mise en place d'une « salle d'attente virtuelle » destinée à gérer les flux de réception des demandes. Ce mécanisme permettra d'informer les candidates et candidats du temps d'attente pour soumettre leur demande en fonction du nombre d'utilisateurs simultanés souhaités. Cette capacité a d'ores et déjà été augmentée. Actuellement, 450 personnes peuvent simultanément s'authentifier à *Mon projet Québec*, en comparaison de la limite établie à 150 personnes simultanées lors de la première mise en service.

Tel qu'annoncé dans la Politique québécoise d'immigration, de participation et d'inclusion, *Ensemble, nous sommes le Québec* et dans la stratégie d'action 2016-2021, le MIDI mettra en place, en 2017, un système d'immigration basé sur la déclaration d'intérêt. Ce nouveau système de gestion de la demande permettra d'avoir un meilleur contrôle des flux des demandes d'immigration. Il permettra, en outre, de sélectionner, en continu, les candidates et candidats de la catégorie des travailleurs qualifiés qui répondent le mieux aux besoins du Québec.

QUESTION – RP124

**TOUT RAPPORT, ANALYSE OU NOTE ÉTABLISSANT L'OPPORTUNITÉ
DE RÉFORMER LE PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS
ET CONTENANT DES PISTES DE SOLUTIONS VISANT NOTAMMENT
À ACCROÎTRE LEUR RÉTENTION AU QUÉBEC**

Dans le cadre de l'exercice de la transformation, le Ministère cherche à mener de manière plus efficace et moins coûteuse ses programmes et activités dans une perspective globale de performance et d'amélioration de ses services à la clientèle. La révision du Programme des immigrants investisseurs (PII) s'inscrit dans cette logique. À l'instar des autres programmes, il est important de s'assurer que la finalité spécifique du PII s'inscrive dans la mission, la vision et la stratégie d'ensemble du Ministère.

Trois facteurs incitent à entreprendre cet exercice :

- Le Gouvernement canadien a annoncé, dans son budget de février 2014, l'abolition des programmes fédéraux des immigrants Investisseurs et Entrepreneurs et la mise sur pied d'un nouveau projet pilote de fonds de capital de risque. Les discussions bilatérales qui ont suivi cette annonce laissent entrevoir que les modifications prévues au Règlement fédéral pourraient permettre au Québec de maintenir son propre programme et d'en définir seul les barèmes et conditions.
- Le Ministère poursuit un exercice de révision en profondeur de l'action du Québec en matière d'immigration, de participation et d'inclusion qui s'est concrétisé par l'adoption de la Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion *Ensemble nous sommes le Québec* et de sa stratégie d'action 2016-2021 et du projet de loi n° 77.
- Enfin, plusieurs pays se livrent une vive concurrence pour attirer des candidates et des candidats susceptibles de contribuer à leur essor économique par l'apport de nouveaux capitaux. Ainsi, plusieurs programmes d'immigration ont été développés ou consolidés dans les dernières années afin d'attirer cette clientèle et leur capacité d'attraction qui ne peut être ignoré.

Le Ministère a donc analysé la situation actuelle, du point de vue de l'immigrant, des bénéfices du PII pour le Québec, ainsi que de la gouvernance et de l'organisation du programme. Cet exercice de réflexion a permis de démontrer l'opportunité de mettre en oeuvre des actions pour améliorer le Programme des immigrants investisseurs.

Le Ministère entreprend actuellement des travaux de révision et d'optimisation du PII, pour favoriser notamment la venue de candidates et de candidats dont les capitaux significatifs et la présence contribueront à la vitalité et aux intérêts économiques du Québec.

Ces travaux de réflexion, auxquels sont associés Investissement Québec et les intermédiaires financiers autorisés dans le programme, se déclinent en trois axes stratégiques couvrant respectivement, le recrutement, la sélection, la rétention et le soutien à la participation lors du premier parcours de l'immigrant investisseur au Québec.

Les travaux ont par ailleurs pour objectif de simplifier la gouvernance et d'assurer une plus grande cohérence, de même qu'une meilleure subsidiarité à l'échelle gouvernementale, dans le but d'offrir une prestation de services qui soit moderne, rapide, efficace et efficiente.